

**Quelle Europe  
voulons-nous ?**



*Semaines sociales de France*

# **Quelle Europe voulons-nous ?**

**Actes de la 92<sup>e</sup> session  
18 et 19 novembre 2017  
Paris Event Center - Paris**

Cette 92<sup>e</sup> session des Semaines sociales de France a été pilotée par Philippe Segretain et préparée par Marianne de Boisredon, Bernard Chenevez, Claude Gressier, Hugues d’Hautefeuille, Alberte Luciani, Stefan Lunte, Jean-Christophe Ploquin, Dominique Quinio, Jérôme Vignon, Eric Wendling.

[www.ssf-fr.org](http://www.ssf-fr.org)  
[www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)

La réalisation de ces Actes a été assurée par Marie-Sylvie Rivière.  
Ils sont enrichis par une sélection d’articles et d’entretiens parus dans *La Croix*.  
Les dessins sont l’œuvre d’Alexia Leibbrandt.

Plusieurs vidéos de la session sont aussi accessibles en ligne sur  
[www.ssf-fr.org](http://www.ssf-fr.org) (rubrique Documents)  
et sur la chaîne YouTube des Semaines sociales.

ISBN 9782322102792  
© Semaines sociales de France, 2018

# Ouverture

DOMINIQUE QUINIO<sup>1</sup>

Bonjour et bienvenue à tous, vous qui êtes des fidèles des Semaines sociales de France, vous qui nous découvrez aujourd'hui. Quel plaisir de vous voir si nombreux, sous cette halle qui manque assurément d'intimité et de chaleur. Mais ensemble, nous l'habiterons durant ces deux jours et en ferons un espace vivant de découverte, d'écoute, de débats, de rencontres, de réflexion spirituelle également.

Permettez-moi de saluer les personnalités qui nous feront l'honneur de participer à tout ou partie de la rencontre, en priant celles que j'omettrais de citer de m'en excuser : Mgr Grallet, Mgr de Moulins-Beaufort, Mgr Héroüard, les représentants du secrétariat général de la Conférence des évêques de France et du service Famille et Société, Frère Alois, prieur de Taizé qui nous accompagnera tout au long de la rencontre ; Madame l'ambassadeur de Côte d'Ivoire à l'Unesco Denise Houphouët-Boigny ; les associations et mouvements amis, l'Institut Jacques Delors, le Collège des Bernardins, la Maison de l'Europe à Paris, le Secours catholique, la Procure ; les médias qui nous suivent dans l'aventure : *Ouest-France*, *Pèlerin*, *Panorama*, *La Vie*, *RCF*, *Études*, *Projet* et tout particulièrement le quotidien *La Croix*, partenaire privilégié et actif de cette session.

« Quelle Europe voulons-nous ? ». Le sujet, nous l'avons choisi il y a près de deux ans avec Jérôme Vignon, mon cher prédécesseur que vous connaissez tous. C'était avant le Brexit, avant les élections dans différents pays européens qui ont vu les partis eurosceptiques ou europhobes marquer des points ; c'était avant l'élection de Donald Trump ; c'était avant la crise catalane. Cette actualité est venu donner du sel (ou du piment ?) à notre projet. Comme l'élection, en France, d'un président

<sup>1</sup> Dominique Quinio est présidente des Semaines sociales de France.

affichant ses convictions européennes. Et voilà que le pape François, pape venu d'ailleurs, s'est saisi avec vigueur du thème de l'Europe, puisqu'il en est à son cinquième discours sur la question, appelant les chrétiens – lors de son adresse aux évêques européens – à participer aux projets de rénovation de l'Union européenne.

L'Europe n'est pas un thème nouveau pour les Semaines sociales. Différentes rencontres l'ont abordé au cours de ces décennies, notamment pour le centenaire des Semaines sociales en 2004, « L'Europe, une société à inventer ». Michel Camdessus avait pu, en conclusion, parler de « fierté d'Europe », fierté d'appartenir à une « communauté de valeurs ». Aujourd'hui, sommes-nous toujours enclins à exprimer cette fierté d'Europe ? Pouvons-nous ignorer les signaux reçus, ce désamour, voire cette détestation ressentie par des citoyens de tous les pays, et notamment français ? Qu'a fait l'Europe, que n'a-t-elle pas fait ? Qu'avons-nous, élus ou simples citoyens, comme responsabilité dans ce fossé grandissant ? Face à la mondialisation, l'Europe nous protège-t-elle ? Est-elle la solution ou le problème ? Peut-on se sentir à la fois citoyen de son pays et profondément européen ? Où sont les réussites, mais aussi où sont les failles du projet européen ? Faut-il colmater des brèches ? Faut-il tout changer ?

Arrêtons de prendre l'Europe en otage, d'en faire le bouc émissaire de nos faillites ; mais arrêtons de nous voiler la face devant ses faiblesses, ses dérives, ses erreurs. Regardons-la en loyauté, incitons-la à se réformer, pour qu'elle retrouve l'intuition de ses fondateurs. Le message ne s'adresse pas seulement aux institutions européennes, ou aux politiques nationaux ou européens. Il nous concerne tous, société civile, associations, médias, électeurs... Tous les « nous » de notre question « quelle Europe voulons-nous ? ».

Le programme de ces deux jours a été élaboré par un groupe de pilotage mené par Philippe Segretain, dont l'énergie a fait merveille. Nous avons essayé de ne pas en rester à une vision franco-française : vous entendrez résonner, cet après midi, beaucoup de langues de notre Europe. Nous avons voulu vous proposer un exercice de lucidité et de prospective. Sans nous appesantir sur le passé, mais en cherchant des voies nouvelles. De prestigieux intervenants vont nous y aider. Dresser le bilan de ces années d'Europe, nous parler de l'Europe au quotidien, mettre en lumière les chantiers prioritaires de la nouvelle Europe appelée de nos vœux. Et si nous manquions de cette lucidité, si, au contraire, nous étions en déficit d'espérance, les temps de débats devraient, par vos questions, nous inciter à rectifier le tir.

On nous dit que le projet de paix et de réconciliation qui marqua la naissance de l'Europe unie ne serait plus un argument décisif pour les plus jeunes générations. À vérifier pourtant, en ces jours où l'on a commémoré le 11 novembre et célébré l'intense travail de réconciliation mené par l'Allemagne et la France. Sur quelles promesses de paix, de justice, de fraternité peut-on redonner sens à l'aventure de l'Union européenne ? Des jeunes de différents horizons nous le diront.

La rencontre d'aujourd'hui, temps fort s'il en est grâce à votre présence nombreuse, n'est pas une fin en soi. Comme pour la session précédente sur l'éducation (avec son cahier de propositions envoyé à tous les élus à la veille des élections), il y eut un avant et il y aura un après. Avant, les antennes régionales des Semaines sociales ont abordé sous divers angles le thème de l'année, angles souvent choisis en raison de l'identité de la région. Lyon, Versailles, Créteil, Strasbourg, Rennes, Paris, et d'autres encore. En mars de cette année se sont réunis à Paris des membres du réseau IXE (Initiative de chrétiens pour l'Europe) dont les Semaines sociales sont membres fondateurs. Ils ont produit un « appel à une Europe fraternelle ». Ils se sont réunis à nouveau en octobre à Riga en Lettonie. C'est ensemble que les Européens peuvent espérer faire entendre leur voix. Pour l'anniversaire du traité de Rome, en mars dernier, nous avons ouvert une plate-forme web interactive, lieu de formation proposant des textes et des données utiles, lieu de débats et de propositions. Nous avons aussi organisé deux voyages d'étude, l'un à Bruxelles, l'autre à Berlin pour une trentaine de participants. Ces voyages apprenants se poursuivront en 2018, dont l'un à Cracovie. Enfin s'est tenu, aux Bernardins en septembre dernier, un prologue autour de l'Europe de la culture. Deux tables rondes passionnantes et un récital de piano profondément européen nous ont donné le la.

Il y eut un avant, donc ; il y aura un après. Vous le savez : les autorités politiques françaises et les évêques européens veulent que s'organise le débat sur le projet européen. Les propositions que nous pourrons faire à l'issue des ces deux journées, publiées sur notre site participatif, seront critiquées, travaillées, commentées, enrichies, amendées pour permettre l'écriture d'un « manifeste des Semaines sociales pour l'Europe » que nous rendrons largement public.

Au sortir de ces deux journées, nous aurons encore beaucoup d'interrogations, nous ne serons pas tous convaincus par ce que nous aurons entendu, mais nous aurons pris le sujet au sérieux. Nous l'aurons fait nôtre au nom du principe de subsidiarité, cher à l'Europe (et sans doute trop peu respecté), et d'abord cher à l'enseignement social chrétien qui nous invite à prendre nos responsabilités, là où nous sommes, pour rendre le monde plus fraternel.



# L'Europe : promesses, réussites, rejets, espoirs

---





# Une relecture du projet européen

ENRICO LETTA<sup>1</sup>

**JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS<sup>2</sup>** : Nous allons vous demander tout à la fois de défendre l'Europe et d'avoir un propos critique. À quel moment de l'Europe sommes-nous ? N'est-elle pas en crise d'adolescence ?

**ENRICO LETTA** : Je vais vous raconter un petit épisode lié à mon enfance strasbourgeoise. Quand je suis devenu premier ministre en Italie, j'ai tout de suite fait un voyage européen Bruxelles-Paris-Berlin deux jours après l'élection pour donner tout de suite l'idée que c'était là mon âme et ce que je voulais pour mon pays. Quand j'arrive à l'Élysée, le président de la République sort une lettre qui provenait de mon institutrice de l'école de la rue Brûlée à Strasbourg, où il était écrit « Monsieur le président de la République, vous pouvez faire confiance à ce jeune homme, il a été élevé selon de bons principes, vous pouvez donc travailler avec lui. » Je conserve cette lettre dans mon cœur.

Je vais vous proposer une réflexion sur le futur de l'Europe en partant du grand changement que nous sommes en train de vivre, ce qui va nous aider à comprendre les problèmes et les difficultés auxquels elle est confrontée et pourquoi nous sommes tous déçus dans ce monde d'aujourd'hui.

Je commencerai avec le raisonnement que nous avons fait au Vatican. Le cardinal Marx, allemand, président de la COMECE, Commission des Évêques de la Communauté européenne, a organisé une rencontre avec le pape – il y avait une

---

1 Enrico Letta est ancien Premier ministre italien, président de l'Institut Jacques Delors.

2 Jean-Baptiste François est journaliste à *La Croix*.

délégation française importante. Nous nous sommes interrogés sur le changement que nous vivons et nous avons finalement trouvé une des clés importantes de ce changement. C'est une clé qui fait un parallèle entre l'histoire de l'Europe et le choix des papes. L'Esprit Saint existe dans le choix des papes et dans l'évolution de l'histoire. Prenons les trois papes de ces 70 dernières années. Le pape Roncalli, Jean XXIII, le pape Wojtyla, Jean-Paul II, le pape Bergoglio, François. Le premier, un italien, européen de l'Europe des pères fondateurs, père du *Concilio vaticano*, le père de la paix entre l'est et l'ouest, d'un monde marqué par cette séparation ; Jean-Paul II, le pape venu de l'est, qui a anticipé la chute du communisme et la réunification des deux Europe ; le pape François, venu de la *fine del mondo*, du « bout du monde », premier pape non européen et qui nous parle avec un langage tout à fait différent dans un monde qui n'est plus euro-centrique. Cette petite évolution historique, l'histoire des papes, leur magistère et ce que nous sommes aujourd'hui nous font comprendre quel est le grand cadre sur lequel nous devons raisonner.

Quand l'Europe a démarré, son rôle dans le monde était différent. Si nous continuons à imaginer le futur de l'Europe avec la même intensité, les mêmes idées que celles avec lesquelles nous avons commencé, nous ne pouvons pas aborder les problèmes d'aujourd'hui. Je vous cite deux exemples qui sont, de mon point de vue, les points clés de ce discours et je vais faire des propositions pour redonner du souffle à l'Europe.

Quel était l'état du monde quand l'Europe a commencé ? Un monde dans lequel l'Europe était le centre de tout. Nous avons encore des cartes géographiques faites à l'européenne, avec l'Europe au milieu, où le Groenland est presque aussi grand que l'Afrique alors que celle-ci est 14 fois plus grande. Aux débuts de l'Europe, le monde était composé de 3 milliards de gens et nous allons passer dans quelques années à 10 milliards, en une génération. Un changement d'une telle portée n'a jamais eu lieu dans l'histoire de l'humanité. Le pape François nous rappelle avec *Laudato si* que l'Europe était une pour nourrir les 3 milliards, et qu'elle sera une pour nourrir les 10 milliards. Ce qui nous fait comprendre pourquoi la question environnementale, du climat, est aussi importante. Dans ce discours, nous les Européens, nous sommes restés les mêmes, nous étions un sur six, nous serons un sur vingt. Je pourrais le raconter autrement : en passant de 3 à 10 milliards, qui sont les 7 milliards de gens qui se sont ajoutés dans l'espace d'une vie ? Ils sont tous asiatiques, américains, africains. C'est la vie qui a changé devant nous. Ce n'est pas seulement la démographie, mais aussi le poids de l'économie. Quand Giscard d'Estaing et Schmidt, en 1974-75, ont donné naissance au Conseil européen, l'assemblée des chefs de gouvernement et d'États, l'Europe était à 9, le Royaume-Uni venait d'entrer, il y avait donc quatre grands pays européens avec la France, l'Allemagne et l'Italie. Pour réfléchir au niveau mondial, ils ont inventé le G7, les quatre grands pays européens, plus les trois autres pays les plus puissants : Japon, États-Unis,

Canada. C'était les sept plus grandes puissances sur le plan économique, l'autre critère étant qu'ils étaient tous des démocraties libérales.

Quand on sait que dans ce monde de 10 milliards d'habitants, les Européens seront un sur vingt, si on devait refaire dans 10 ans la liste des sept pays les plus importants du monde, avec les mêmes critères que Schmidt avait employés, il n'y aurait aucun pays européen parmi les sept, les Allemands seraient les 8<sup>e</sup> ! La Corée du Sud les auraient dépassés, l'Indonésie, le Brésil, les sept pays viendraient tous du « bout du monde », comme le pape, et tous ne seraient pas des démocraties libérales telles que nous les concevons.

Alors quelle est notre idée, notre rôle, notre pensée sur le futur et où est l'Europe là-dedans ? Si le monde a changé de cette façon, que fait-on ? On continue avec nos idées de toujours ?

On continue à penser qu'on est le centre du monde, à faire l'Europe comme avant ou on pense que ce grand changement « dépayse » l'Europe, l'oblige à redéfinir sa mission ? Nous devons changer le logiciel de ce que nous faisons de l'Europe, sur l'Europe, comment nous la pensons par rapport à nos concitoyens. Elle ne peut plus être conçue comme une puissance économique et militaire qui serait au centre du monde et autosuffisante. Elle doit se voir comme un des lieux les plus attractifs au monde. Encore aujourd'hui, nombre d'hommes et de femmes espèrent que leurs enfants puissent grandir en Europe. Ce n'est pas une question de richesse. L'attractivité de ce que nous avons créé chez nous est quelque chose de plus.

Pourquoi sommes-nous en train de la perdre avec les Brexit, etc. ? Parce que nous avons peur de ce qui se passe dans le monde. Nous pensons que l'intégration, l'ouverture, l'idée européenne ne nous protègent pas. Je pense que nous devons reconsidérer l'Europe, la comprendre et la vivre comme une puissance de valeurs. Je ne parle pas de quelque chose de simple à définir, qui serait dépassé ou n'aurait plus de sens dans le monde d'aujourd'hui. Nous considérons trop souvent pour acquis le sens de nos valeurs. Nous sommes le seul continent au monde où les valeurs que nous défendons et définissons, nous les appliquons tous ensemble. Nous avons la chance de jouir d'un climat, d'un environnement, d'un paysage, d'une culture qui est ainsi parce que les générations précédentes nous les ont transmis. Nous avons le devoir de le faire avec nos enfants. Mais comment le faire dans un monde de plus en plus connecté et globalisé ? Je refuse que mes enfants vivent dans un monde dans lequel le climat, l'environnement suivraient des règles décidées par Trump et les Chinois. Je suis prêt à me battre pour éviter ça. C'est de notre responsabilité, nous Européens. Qu'est-ce que ça veut dire « avoir encore de l'influence dans le monde » ? On a déjà fait beaucoup de dégâts dans le passé... On pourrait dire qu'on veut vivre en paix, bien au calme chez nous, à l'abri. Mais ce discours n'a pas de sens, parce que la connectivité, la mobilité font que nous ne pouvons pas nous mettre à l'abri chez nous, faire comme le village d'Astérix. La seule alternative serait

d'être influents grâce à nos valeurs. J'ai pris l'exemple de l'environnement, mais je pourrais faire toute une liste :

- les droits des travailleurs
- la parité entre hommes et femmes
- la liberté d'enseignement
- la liberté de la presse
- le refus de la peine de mort
- le développement soutenable

Quand je parle d'un monde de brutes<sup>1</sup>, je parle d'un monde qui, autour de nous, ne reconnaît pas ces valeurs comme des valeurs essentielles. Il y a un quart, une moitié, un tiers du monde qui ne reconnaît pas ces points comme essentiels.

Nous ne pouvons pas rester sur la simple idée que chez nous, entre nous, on vit bien. Il faut travailler sur cette influence sur le monde de demain. Il y a des enjeux – l'environnement, le commerce, les règles sur la finance, le social – sur lesquels soit nous, Européens, nous mettons en condition de gagner cette bataille, soit ce sera le reste du monde qui va nous transformer. Certains seraient prêts à céder un peu de liberté en échange de plus de sécurité, de compétitivité, à composer avec des Poutine, des Erdogan. Quand on commence à entrer dans cet esprit, on perd tout de suite la bataille culturelle, celle de dire que l'espace démocratique, nos valeurs ne sont pas incompatibles, au contraire, ce sont des clés pour la croissance, le bien-être et la possibilité d'une coexistence pacifique.

En conclusion, je dirais que nous sommes dans un enjeu, un débat, un combat culturel d'influences et d'idées qui est terriblement difficile parce qu'il faut parler le langage de la vie. On a vu des personnalités qui représentent les extrêmes, des anti-européens, clamer qu'ils ne veulent pas des gens qui viennent d'ailleurs, et que, donc, ils ne veulent pas de l'Europe, ce lieu d'intégration, qu'ils veulent rester dans l'entre soi, avec leurs valeurs et leurs façons de vivre. Ce message simple passe très bien. Il doit trouver en face une réaction capable de parler le même langage de la vie. C'est le problème des euroépistes, y compris moi, ceux qui voulons et faisons l'Europe, nous parlons un langage qui est parfois peu compréhensible par les gens, qui n'est pas le langage de la vie, celui qui touche à la vie concrète de chacun – les droits de travailleurs, l'égalité homme/femme, etc. Ce ne sont pas des discours abstraits, mais le futur de nos enfants.

Si nous, Européens, nous sommes unis, nous serons influents dans le monde. Sinon, la rencontre entre Xi Jinping et Trump aboutira à ce que Schmidt et Giscard ont créé à Rambouillet en 1974-75. Nous savons que nous possédons toute la force, l'attractivité, la créativité pour faire en sorte que le futur du monde soit encore un futur dans lequel l'Europe, bien que plus petite et différente du passé, ait la responsabilité que ces valeurs ne restent pas qu'euroépennes. Cette bataille d'influence est celle de

---

<sup>1</sup> Voir Enrico Letta, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Fayard, 2017.

cette génération et des suivantes. C'est une bataille compliquée qu'il faut mener avec les nouveaux moyens, les réseaux sociaux, Internet, la connectivité du langage, même si, finalement, la vraie raison pour laquelle on fait les choses reste la même, comme le dit si bien la petite histoire suivante que l'on racontait dans mon pays.

Un voyageur, traversant une ville au Moyen Âge, voit deux maçons qui empilent des pierres sur la place centrale. Il demande à ces deux hommes ce qu'ils sont en train de faire. L'un dit, l'air triste : « Tu vois bien, j'empile des pierres. » L'autre lui dit avec un sourire : « Je participe à la construction de la cathédrale de la ville. » Il est lui aussi en train d'empiler des pierres, mais il intègre ce geste dans un projet de longue durée, ce qui donne du sens au geste en lui-même, à son travail et à sa vie. Nous avons perdu le sens de construire des cathédrales, des projet de long terme, qui sont pour nos enfants et leur futur. L'Europe doit se consacrer au sens de ce projet de long terme, ne pas se focaliser sur les prochaines élections. De même que les cathédrales nous ont été léguées, de même nous devons, en tant qu'Européens, penser aux générations futures. L'Europe avec ses valeurs est la meilleure raison pour s'engager dans une bataille qui est avant tout culturelle.

**JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS** : En quoi l'Europe qui serait une nécessité dans votre argument, pourrait répondre à un désir d'exister en tant que « nous » ? Quel serait ce « nous » européen ?

**ENRICO LETTA** : Je pense que la question nous renvoie à l'éducation et à la pédagogie. Que veut dire pour nous être européen et quel genre d'Europe nous voulons construire ? Le plus grand succès a été, du point de vue des outils concrets, Erasmus, un des produits de l'époque Jacques Delors. Ce projet avait pour objectif que les gens se connaissent, se rencontrent. Quand on fait connaissance l'un de l'autre, on comprend ce qui nous unit.

J'ai rencontré quelques jours avant sa mort un grand écrivain italien, Umberto Eco. La dernière chose que j'ai apprise de son immense savoir était qu'il fallait travailler sur la connaissance. Toutes les guerres sont issues d'un manque de connaissance. C'est un grand projet sur lequel travailler : la connaissance entre nos jeunes, nos familles, nos sociétés. Je ne parle pas d'aller en vacances en Grèce ou en Italie. Il s'agit de voir que nous, les Européens, nous sommes « à la maison » dans chacune des autres villes européennes.

Je pourrais faire une longue liste de choses à changer, le budget de la zone euro, le fonds monétaire européen, l'union bancaire, mais je pense qu'à la fin, le vrai défi est un défi culturel et pédagogique. Parce que nous vivons l'accélération de la mondialisation. Je ne parle pas de la mondialisation, nous la vivons depuis 25 ans, mais de son accélération. Si l'on pense à nos smartphones, ils ont mille fois plus de puissance que l'ordinateur qui a envoyé l'homme sur la lune. Aujourd'hui, dans le monde, il

y a en moyenne, dans une journée, 20 milliards de textos qui s'échangent et 60 milliards d'autres messages. Quel est l'effet de tout cela ? Nous sommes dépaysés parce que nous voyons en direct cette mobilité, les migrations, et nous avons peur, nous craignons de perdre nos identités. Nous réagissons sur un plan émotionnel.

Dans mon cours à Sciences Po, j'ai 90 étudiants qui viennent de partout dans le monde. Le lendemain du référendum en Catalogne, le titre de mon cours était la gouvernance de la zone euro. Les étudiants ont demandé à parler de la Catalogne. J'ai donc proposé un référendum en leur demandant de répondre, « avec leur estomac », à une question : « Êtes-vous pour Madrid ou pour Barcelone ? ». Ce sont des étudiants de master en relations internationales, parmi les meilleurs au monde, la réponse aurait dû être 90 % Madrid et 10 % Barcelone ; la réponse a été 45 d'un côté, 45 de l'autre. À la fin, les émotions, la politique, l'identité deviennent plus forts que les aspects légaux. Nous avons peur de perdre nos identités dans cette accélération de la mondialisation. Voilà pourquoi j'insiste tellement sur l'éducation, la pédagogie et la culture. L'Europe doit se pencher plus encore sur ces sujets, sur lesquels elle se met toujours en retrait, car ils relèvent des États membres. Ce qui fait que, dans nos classes, on ne parle pas d'Europe.

TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : *Vous avez peu parlé du social. Vous avez parlé de l'enjeu de la croissance. De quelle bonne croissance parler ?*

**ENRICO LETTA** : La question des droits des travailleurs est une des grandes questions européennes et c'est une des forces de l'Europe dans le monde. À Göteborg, les premiers ministres européens ont fait un pas important, un pas fondamental, fruit de l'héritage Jacques Delors qui, en quittant la présidence de la Commission européenne avait laissé cette idée d'Europe sociale, idée qui n'avait pas été beaucoup suivie...

– *Pourquoi l'Europe est-elle encore tellement rejetée aujourd'hui ?*

**ENRICO LETTA** : Je parle en tant qu'italien, c'est le pays parmi les pays fondateurs dans lequel il y a le plus de rejet. Le fait est que nous n'avons pas été capables d'adapter la réponse européenne aux nouveaux défis posés par le changement et qui génèrent la peur de l'ouverture, la peur de perdre son identité, la crainte du chômage, la peur de l'autre. L'Europe n'a pas réussi à se transformer, elle est perçue comme l'instrument froid de la mondialisation et les populations la rejettent en même temps que cette mondialisation.

L'Europe est souvent perçue comme l'institution qui dit non. Et trop souvent, c'est dû à la faiblesse des gouvernements nationaux qui cherchent toujours à être ceux

---

<sup>1</sup> Pierre-Yves Stucki et Arnaud Broustet relayaient les questions de la salle.

qui disent oui – alors qu'ils savent que ce n'est pas possible et que c'est quelqu'un d'autre qui va dire non. C'est un manque de responsabilité énorme.

L'Europe a perdu la voix. Allez voir la carte du vote du Brexit, car elle est très parlante. Toutes les grandes villes ont voté contre le Brexit. Toute la campagne anglaise (sauf l'Écosse) a voté en faveur du Brexit et, parmi les villes petites et moyennes, deux seulement ont voté contre : Oxford et Cambridge.

Ce n'est pas très différent de ce qui s'est passé aux États-Unis, où l'on remarque que les côtes ouest et est ont voté contre Trump, alors que le centre a voté pour lui. À Washington DC, Trump a recueilli 7 % de voix, Clinton 93 %. Ce n'est pas seulement l'Europe qui est appelée à changer, mais la politique.

Aujourd'hui la politique et l'Europe ne parlent plus, ou difficilement, à tous ces milieux qui ne sont pas les milieux heureux de la mondialisation, que l'Europe interprète normalement très bien. Quel est le grand but de la prochaine législature européenne ? Il faut s'occuper de ce clivage, mettre sur la table des sommets européens des outils, des projets, des grandes idées pour l'Europe des régions, des territoires, pour l'Europe des gens qui sont enracinés dans leur territoire. Si on procède ainsi, la révolution commence et c'est une révolution positive.

*– Vous proposez de passer d'une attractivité économique à une attractivité des valeurs, est-ce réaliste de se contenter d'un rayonnement sur les valeurs si cela ne s'appuie pas d'abord sur une solidité et une puissance économique qui n'est jamais acquise pour toujours ?*

*Quelles sont ces valeurs, comment les formuler de manière à susciter l'adhésion ? Une fois formulées, comment articule-t-on l'affirmation de ces valeurs, avec une inspiration chrétienne assez évidente, avec cette devise de l'unité dans la diversité, à la fois en interne – certains s'interrogent sur la place à faire à des pays de tradition musulmane, citant la Turquie – mais aussi avec le reste du monde, sans tomber dans un jeu d'affirmation compétitive des valeurs entre l'Europe et l'Asie par exemple ?*

**ENRICO LETTA** : Je ne pense pas que se battre pour une Europe puissance de valeurs soit une alternative à une Europe puissance économique. La question est justement de démontrer au monde qu'on peut être les deux ensemble, que la puissance économique ne s'oppose pas à l'espace des valeurs démocratiques, du droit des travailleurs, etc. Quand on parle de valeurs, ce n'est pas abstrait : la question du climat et de l'environnement est une question clé. À Pékin, vous ne pouvez pas circuler sans masque. Je ne veux pas que le futur de nos villes ressemble à ça. Je ne veux pas que mes enfants vivent dans ce monde-là. La question de la puissance économique ne peut pas être abordée comme on le faisait auparavant. Quand je dis que le monde a changé par rapport à l'Europe, ça change aussi la façon dont on doit devenir puissance économique de demain.

Autrefois, chaque champion national économique français était automatiquement champion européen et champion mondial, en raison du poids de nos pays. Nous entrons dans un temps où si je vous demande quel est le pays d'origine de votre smartphone, vous vous divisez en trois groupes : Corée du Sud, Chine, États-Unis. Aujourd'hui pour être champion européen et donc mondial, il faut avoir les pieds dans plusieurs pays européens. Prenons l'exemple d'Airbus : on ne peut battre Boeing que si on est tous les Européens ensemble. Dans certains domaines, en tant que consommateurs, nous choisissons ce qui marche bien, que ce soit les voitures, les avions, les smartphones. En matière de téléphonie, nous devons changer la réglementation européenne qui préconise la fragmentation et s'oppose aux fusions, car c'est contre le consommateur. C'est juste, mais avec des limites. En matière d'opérateurs téléphoniques, nous avons quatre ou cinq opérateurs dans chaque pays d'Europe, ce qui fait une centaine d'opérateurs téléphoniques, alors qu'il y en a trois aux États-Unis et quatre en Chine. La dimension de l'opérateur américain ou chinois est cinquante fois plus grande que la dimension moyenne de l'opérateur européen. On comprend où est le problème, en termes de force, de puissance sur les données – l'or noir du futur –, en termes d'influence dans le monde, en termes de puissance économique. Il faut donc abattre les frontières. Il faut que nos champions européens soient issus d'une coopération entre nos pays, et là le passeport ne compte plus.

Si on est intelligent, le futur est un futur de coopération industrielle entre pays d'Europe. C'est la seule possibilité pour l'Europe de rester une puissance économique qui serait liée à la question des valeurs. Chacun de nos pays doit faire un pas.

Je termine avec une petite histoire : que veut dire « Bruxelles » ? Dans mon livre, j'utilise le terme « dé-bruxelliser ». Car si l'on donne l'impression que Bruxelles est la grande capitale de l'Europe, on insuffle l'idée que l'Europe est un super État qui va effacer nos identités nationales. L'Europe doit venir compléter nos identités nationales.

Pourriez-vous vous définir avec un seul mot ? Moi, je suis italien, mais je suis aussi toscan, et je viens de Pise ! Florence et Pise se sont fait la guerre pendant huit siècles. Et si je n'ajoute pas que je suis européen aussi, je ne sens pas mon identité complète. Je pense que l'Europe complète nos identités. Nous pourrions entrer dans le futur d'un monde hyper-connecté grâce à des identités multiples.

# L'Europe au quotidien : l'épreuve du réel

CLAUDE ROLIN  
LOÏC ARMAND  
VÉRONIQUE FAYET

CLEMENS LADENBURGER<sup>1</sup> : Je me sens ici comme un ami des Semaines sociales. Je suis très honoré d'être parmi vous. Le comité central des catholiques allemands est votre organisation partenaire en Europe. Nous travaillons notamment ensemble dans IXE, Initiative des chrétiens pour l'Europe. Je vis avec ma famille à Bruxelles depuis presque 20 ans, où je travaille pour la Commission européenne comme juriste.

Claude Rolin, vous êtes un homme de syndicat. Vous avez été secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). Vous nous apportez à la fois votre expérience de député européen et celle de syndicaliste actif pour l'Europe. Nous venons d'entendre de la bouche d'Enrico Letta que cette Europe devrait être une puissance de valeurs, que nous devrions retrouver le sens de participer à la construction d'une cathédrale. Notre tâche va être d'examiner si, au quotidien, cette Europe nous donne le sens d'une construction d'une cathédrale. Est-ce que nous pouvons, nous chrétiens, retrouver nos valeurs ? Où sont ses réussites ? Faut-il changer de logiciel dans certains secteurs ?

**CLAUDE ROLIN**<sup>2</sup> : Mesdames, Messieurs, je suis d'abord un syndicaliste chrétien perdu dans le monde politique qui n'est pas vraiment mon milieu naturel. Si je me suis

---

1 Clemens Ladenburger, du ZdK (Zentralkomitee der deutschen Katholiken), présidait la séance.

2 Claude Rolin est député européen, vice-président de la Commission Emploi et Affaires sociales au sein du Parlement européen.

engagé en politique au niveau européen, cela vient de mon engagement syndical sur le terrain, dans un syndicalisme qui, avec la CSC, est porteur de l'idée européenne. J'entendais des travailleurs, des salariés, des sans emploi qui me disaient : « Ton Europe, on en a marre, on n'en veut plus, ce sont des délocalisations, du chômage, du dumping social, c'est ça ton Europe ? » J'ai décidé de m'investir politiquement, car j'ai cette conviction qu'il faut réenchanter le projet européen parce qu'il est indispensable.

Concernant l'Europe sociale, j'ai fait des dizaines de manifestations dans toutes les capitales européennes et cette Europe sociale, nous n'y sommes pas encore. Il y a eu un problème de conception, des accélérations dans la construction européenne, des moments où le carburant a manqué et des turbulences dont nous ne sommes pas encore tout à fait sortis. Les pères fondateurs de l'Europe avaient bien compris une chose essentielle : pour éviter la guerre, il fallait faire de nos économies un bien commun. Cela a fonctionné, mais ils pensaient aussi que le reste allait suivre, que l'unification politique, l'Europe sociale allait venir toute seule en suivant l'économie. Cela n'a pas été tout à fait le cas.

Les fondations de l'Europe, c'est le marché commun, construit sur l'idée d'un libéralisme économique, même si on parle d'économie sociale de marché. Il y a aussi cette volonté d'imposer une force face à une menace que l'on perçoit, qui est la menace de l'Union soviétique ainsi qu'une certaine radicalisation dans le mouvement ouvrier. On va très vite mettre en place, avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), des outils sociaux, avec les fonds de cohésion dont le Fonds social européen. Puis ça va s'accélérer.

La période de Jacques Delors est celle de l'idée de l'Europe sociale. Il va travailler avec ce que j'appellerais la méthode Delors, qui consiste à contraindre les partenaires sociaux, représentants des employeurs et des salariés, à établir d'abord des relations bilatérales, puis à se réunir en conclave – le premier s'est déroulé à Val Duchesse à Bruxelles – en leur faisant comprendre qu'ils ont tout intérêt à trouver les voies d'un accord sans quoi la Commission décidera dans un sens qui ne conviendra ni aux uns, ni aux autres. Cela a produit toute une série d'accords fondamentaux qui ont été des accords constructifs, notamment en matière de santé, de sécurité, d'égalité homme/femme, de droit du travail, de droit à l'information dans les entreprises. C'est aussi ce qui a permis l'émergence et le renforcement des organisations syndicales européennes comme la Confédération européenne des syndicats ou Business Europe. À la fin de la période Delors, on voit l'accélération de la mondialisation, le développement de la financiarisation de l'économie, ce qui est synonyme, pour les gens qui sont dans le monde du travail, de multiplication, de restructuration, de délocalisation, de compétitivité à l'intérieur des entreprises.

On arrive à la commission Barroso qui a marqué pour moi la période de manque de carburant pour les questions sociales en Europe. Elle a fait face à des choses dif-

ficiles, avec la crise économique et financière, mais il faut bien voir que cette crise démarrée aux États-Unis est aussi liée à cette financiarisation accrue de l'économie. Cela a débouché sur des politiques où il fallait sauver les produits financiers, ce qui était indispensable, mais aussi sur des politiques d'austérité ou de rigueur, qui vont faire mal au monde du travail, à ceux qui ne sont pas les gagnants de cette évolution de la mondialisation. On va voir, comme en Grèce, des systèmes de sécurité sociale s'écrouler, avec des problèmes de santé – on voit réapparaître des maladies dont on pensait qu'elle étaient éradiquées. On voit l'Organisation internationale du travail (OIT) citer dans ses condamnations des refus de se conformer aux règles de base dans des petits pays européens, notamment avec la liquidation d'une série de conventions collectives ou de systèmes de concertation sociale. Le social a régressé pendant cette période.

Avec l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est, on a vu des tensions nouvelles, des tensions gauche-droite, mais aussi une tension est-ouest, voire nord-sud. L'Union européenne est vue de plus en plus comme une instance de sanction, une instance froide, bureaucratique. On dit « C'est la faute à Bruxelles ! » comme si elle était composée de gens venus de la planète Mars alors qu'ils viennent des États membres de l'Union européenne. S'il y a un commissaire qu'il faut sortir du lot, c'est Monsieur Barnier qui a mis en œuvre des choses importantes en matière de régulation financière, même si les places financières ont su faire reculer toute une série d'éléments. En 2014, j'ai senti un vent frais avec Jean-Claude Juncker, qui déclare à Strasbourg en 2014 quand il est élu : « Je veux être le président de la Commission qui va permettre à l'Union européenne de gagner son triple A social », ce à quoi j'ai applaudi sans réserve parce que je pense que c'est ça qui est nécessaire.

Nous avons une fenêtre d'opportunité pour relancer cette idée de l'Europe sociale. Le sommet de Göteborg a proclamé une vingtaine de principes, mais cela doit se traduire par un plan d'action, par des mesures législatives parce que les gens attendent des actes concrets qui modifient la réalité de leur vie, et résolvent les problèmes de dumping social. On avance, avec la révision de la directive détachement des travailleurs. Il faut que la négociation produise le plus rapidement des effets pour enlever ce cancer de concurrence sociale dans l'Union européenne et j'espère qu'elle se fera très vite aussi dans le secteur du transport (qui a été retiré de l'accord). Le dumping social est un terreau fertile pour les groupes de pression, pour ceux qui s'opposent à l'Union européenne, qui appellent au repli national, qui ne veulent pas de démocratie. On l'associe aussi à l'élargissement aux pays d'Europe centrale. Certains disent qu'il ne fallait pas faire cet élargissement. Soyons clairs, nous avons été nombreux à vouloir manifester pour que ce mur de la honte tombe. Pouvions-nous dire à ces gens qui l'avaient fait tomber : « Écoutez les amis, nous ne sommes pas prêts, remettez-nous quelques moellons, quelques briques et du ciment et d'ici quelques années, on reviendra discuter avec vous. » Des responsabilités historiques ont été prises, il faut

les assumer, mais ce que nous n'avons pas fait à l'époque, c'est de mettre en place l'équivalent d'un plan Marshall pour permettre le développement endogène de ces pays. C'est maintenant qu'il faut le faire sinon nous ne pourrions pas reprocher à ces pays de construire leur développement sauf à exporter de la main d'œuvre à bon marché.

Je terminerai en évoquant quelques préoccupations, qui sont tout autant de défis : les inégalités entre les gens, entre les territoires. Comment voulez-vous que des gens qui se sentent sans perspective puissent croire à ce projet européen ? Nous avons des territoires urbains plus protégés, ceux-là mêmes qui, au Royaume-Uni, ont voté pour rester dans l'Union européenne, tandis que la périphérie de Londres, les quartiers où on vit le chômage et la misère ont voté pour le Brexit. C'est logique, c'est cela qu'il faut changer, il faut réparer ces situations qui créent l'inégalité. Il nous faut combattre le mépris. Je prendrai l'exemple de l'histoire de la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde. Ce qui a marqué, ce n'est pas tellement le fait qu'on a fermé une usine pour des raisons d'intérêts nationaux alors qu'elle était rentable. Le plus dur, c'est que ça a été fait par une direction qui a méprisé les travailleurs, qui a averti la presse sans même leur en parler ni à leurs représentants. Quand les travailleurs vivent des restructurations, des licenciements, que nous disent-ils ? Ils ne disent pas qu'ils ont peur pour leur emploi demain, qu'ils ont un problème d'argent, ils disent : « Nous avons été jetés comme des kleenex à la poubelle, nous n'avons pas été respectés, reconnus. »

Quand je travaille avec les associations de lutte contre la pauvreté, la première demande des pauvres est d'être respectés et reconnus. C'est une chose que nous devons développer dans l'Union européenne. La société européenne ne peut se construire sans remettre au cœur une dimension essentielle, celle de la reconnaissance de l'autre. La vision de l'autre est celle que j'ai lue dans Emmanuel Mounier, dans les textes de Ricœur, c'est celle que je lis dans des auteurs allemands comme le philosophe et sociologue Axel Honneth, qui pose bien cette question de l'importance de la reconnaissance. Nous sommes des êtres de liens, qui doivent être reconnus les uns par les autres. Dans une interview au *Monde*, Axel Honneth déclarait, à juste titre, que « la démocratie ne se limite pas seulement à la sphère politique. En ce qui concerne l'économie, l'Europe a besoin d'une réforme qui lui permette de surmonter les erreurs et les excès du néolibéralisme commis depuis les vingt ou trente dernières années. Il faut que le marché soit contrôlé. Il faut poser des limites au capitalisme par un nouveau *New Deal*, rendre le travail moins flexible ». Je dirais rendre le travail plus humain.

L'Union européenne est un grand projet. Sa construction est toujours en cours, elle s'invente et se réinvente au quotidien, en traversant des crises et en trouvant des solutions. Pour continuer ce chemin il va nous falloir éviter deux écueils :

- Le premier serait de développer une vision angélique de la construction euro-

péenne en considérant que tout va bien dans le monde européen, que l'avenir est rose et au beau fixe. Cette vision vient percuter directement la réalité de la vie de celles et ceux qui se sentent exclus, à tort ou à raison, qui ne profitent pas de ces progrès. Elle ne peut provoquer que replis et rejets du projet européen.

- Le second écueil serait de jeter le bébé avec l'eau du bain, en rejetant tous les défauts sur l'Union européenne. Quand je vois ce que font les gouvernements hongrois ou polonais, ou que j'entends Marine Le Pen dire « c'est Bruxelles qui a décidé ceci », mais Bruxelles ne décide jamais rien sans la décision des États ! Quand ces gens nous parlent de retrouver une souveraineté économique, sociale, culturelle... Nous ne retrouverons jamais de souveraineté sur la base des États nationaux, nous ne serons capables d'exister ensemble et d'être souverains que sur un espace européen. Je vous invite à continuer la construction de cet espace en lui donnant tout son sens. Il a du sens par rapport aux êtres humains, par rapport à la personne.

CLEMENS LADENBURGER : Loïc Armand, comme ancien responsable d'une entreprise leader mondial dans son domaine et comme président de la commission Europe du MEDEF, pouvez-vous nous parler du quotidien d'un entrepreneur face à l'Europe ?

**LOÏC ARMAND<sup>1</sup>**

## **Le polyèdre**

Un peu de géométrie dans l'espace pour vous mettre à l'aise en ce début de journée ? Je vous suggère de considérer l'image du polyèdre, chère au pape François : c'est un solide délimité par des faces polygonales dont les intersections forment les arêtes et les points de rencontre de celles-ci les sommets. Il reflète la confluence de toutes les diversités qui, dans celui-ci, conservent leur originalité. Le polyèdre est une image plus intéressante, pour notre sujet, que celle de la sphère qui signifie harmonisation, équidistance.

L'Europe que nous voulons, c'est une Europe où l'on marche ensemble mais chacun avec sa propre identité. Rien ne se dissout, rien ne se détruit, rien ne domine rien, tout s'intègre. Dans les débats européens, si on dépassait les postures, on constaterait vite que le polyèdre européen est intégrable dans une sphère, sans la remplir complètement, chaque pays peut se trouver à l'aise sur son polygone de normes juridiques. Mais à la vérité, à force de parler du projet européen, on en vient à oublier que l'Union est déjà une réalité. Notre panel, ce n'est pas l'épreuve du réel, mais plutôt la preuve par le réel. Le Brexit en apporte la preuve : dénouer les liens qui

---

<sup>1</sup> Loïc Armand est président de la commission Europe du MEDEF.

retiennent l'économie britannique au reste des 27 sera un cauchemar pour nos amis Britanniques.

### *Les valeurs du marché*

L'Europe est une union de valeurs, rappelait le président Juncker dans son discours sur l'état de l'Union : la liberté, l'égalité et l'état de droit. Mais n'oublie-t-on pas un registre de valeurs, celui qui fonde les choix collectifs qui organisent le marché unique européen ? Ces valeurs existent et nous servent de guide tous les jours. On dit l'Europe des marchés... sans foi ni loi... rien n'est plus faux !

Lundi dernier, j'avais le privilège de rencontrer la Première ministre britannique, Mme Theresa May, dans la salle du conseil du « Number 10 », le 10 Downing Street, avec un petit groupe de représentants des entreprises européennes. J'avais fait le même exercice avec David Cameron, trois mois avant le référendum britannique... sans beaucoup de succès. Je lui ai rappelé notre attachement au marché unique et aux quatre libertés de circulation qui en forment l'ossature : circulation des produits, des services, des capitaux et des hommes. J'ai ajouté que ce marché unique était bien plus qu'une zone de libre échange, mais un cadre ordonné par des règles de droit, des normes forgées ensemble qui traduisent nos valeurs partagées : la liberté d'initiative, la protection des consommateurs, la préservation de l'environnement, la sincérité, la loyauté au sein de nos entreprises, entre elles et avec toutes leurs parties prenantes. Elle ne m'a dit ni non, ni oui... Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris ce que nos amis britanniques recherchaient, je ne suis pas sûr qu'ils le sachent eux-mêmes.

Lorsque l'on parle des échanges internationaux, avez-vous remarqué que l'on concentre le débat sur la critique – parfois à juste titre, mais pas toujours – des importations. Le commerce, c'est aussi l'exportation de nos normes sociales et environnementales.

### *Le juste équilibre*

Nous constatons tous les jours que les règles européennes traduisent, le plus souvent, un juste équilibre entre les intérêts et les besoins de chacun. Il reste certes matière à amélioration et surtout pour une application plus sincère et plus loyale de ces règles, comme cela a été mentionné récemment par le président de la République dans le cas de la Directive travailleurs détachés, mais globalement nous tenons un remarquable corpus de règles. Ce cadre peut servir de modèle et inspire déjà, au-delà des frontières de l'Union, la nécessaire convergence internationale des réglementations qui permettra un libre échange juste et durable. Nous, les entreprises, sommes convaincues que l'Union européenne est un booster de compétitivité et d'attractivité et qu'il convient d'approfondir les acquis du marché unique dans le cadre de négociations internationales équilibrées. Pour être concrets, prenons un exemple que je vis depuis 35 ans.

## **L'exemple de la réglementation cosmétique européenne**

Dans les années 1970, il a été pris la décision d'harmoniser les législations cosmétiques nationales sur la base de critères communs concernant la sécurité des consommateurs. La directive cosmétique a été adoptée en 1976, réaménagée en 2009 et est devenue Réglementation commune en 2013.

### **Cadre co-construit**

Il est co-construit avec la Commission, les États membres, le Parlement, et même la Cour de Justice européenne, avec les entreprises. L'Union européenne, ce n'est pas Bruxelles, c'est nous tous. Nous avons l'Europe que nous méritons. L'Union européenne est extraordinairement inclusive, on y a la place que l'on prend, non pas à coups de gueule mais par sa capacité à vivre avec les autres.

Les principes :

- responsabilité pour la sécurité, la qualité et le respect des règles à une personne responsable de la mise sur le marché qu'elle soit fabricant ou importateur ;
- pas d'autorisation préalable de mise sur le marché, mais notification à l'autorité compétente responsable du contrôle ;
- contrôle effectif des produits sur le marché par les autorités nationales compétentes ;
- définition européenne de ce qu'est un produit cosmétique ;
- transparence de l'information sur la sécurité des produits avec alignement des méthodes d'évaluation, dossier de sécurité accessible, collecte homogène des effets indésirables qui peuvent être constatés ;
- sécurité des produits sur la base de l'évaluation du risque et non pas simplement de la considération des dangers intrinsèques des ingrédients ;
- règles communes d'étiquetage ;
- respect des meilleures pratiques de fabrication et de la norme ISO 22716 ;
- respect des guidelines de publicité responsable ;
- sélection des ingrédients suivant les règles européennes et sous le contrôle de l'expertise indépendante du Comité scientifique européen ;
- interdiction des tests sur animaux. L'industrie cosmétique a été pionnière alors même qu'en 2003, elle représentait moins de 1 % des tests pratiqués sur les animaux de laboratoire. Elle a été la seule qui s'est vue interdire ces tests. Elle l'a fait, elle l'a pris au départ comme une contrainte, difficile car il fallait assurer la sécurité du consommateur. Ensuite, elle en a fait une force. Aujourd'hui, plus aucun produit cosmétique mis sur le marché européen n'est délivré à la suite de tests pratiqués sur des animaux.

### *Cadre extraordinairement simplificateur qui facilite l'accès des PME au marché unique*

Au lieu de 27 ou 28 législations nationales, une seule réglementation applicable partout de la même façon. La fédération de l'industrie cosmétique en Europe, *Cosmetics Europe*; que je préside, est composée de 28 associations nationales, 20 grandes entreprises, 4 500 PME. C'est un lieu de partage d'expertise, les grandes entreprises fournissant leur expertise aux PME. Lobby assumé de l'industrie cosmétique. Nous faisons un beau métier. Nous sommes fiers de nos valeurs. Nous gagnons à être connus. Et j'espère bien que, en sortant de cette salle, aucun d'entre vous ne dira plus jamais : « C'est un changement cosmétique » pour signifier que ce n'est pas important, parce que la cosmétique est vitale, autant que l'estime de soi est nécessaire à un dialogue équilibré avec l'autre.

### *Cadre générateur de convergence de la part de nos voisins et de régions plus lointaines*

La réglementation de l'Union européenne est reconnue mondialement comme la plus protectrice des consommateurs, celle qui, associée à la réglementation chimique, préserve le mieux l'environnement tout en laissant aux entreprises les marges de manœuvre nécessaires pour innover.

La Turquie nous a suivis, il y a quelques années, la Suisse en 2016, l'Ukraine, Israël et la Serbie sont en train de converger vers la réglementation européenne. En Afrique, le Maroc et l'Afrique du Sud sont en voie d'alignement. Au Moyen-Orient, les Pays du Golfe, Bahreïn, Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Yémen convergent aussi, ainsi qu'en Asie, les pays de l'ASEAN, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, Myanmar, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Vietnam. Ailleurs, d'autres pays suivent de près dans certains domaines, comme la gestion des ingrédients : le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, la Bolivie, la Chine, Taiwan et la Corée du Sud, même s'ils gardent une autorisation préalable de mise sur le marché de certaines catégories de produits.

Le plus important n'est pas d'avoir des normes toujours identiques mais de converger sur les valeurs : si nous poursuivons le même but, il peut être atteint par des normes différentes dans des cultures juridiques diverses. On travaille par équivalence. Pour la première fois, le rapport du B20 au G20 de Berlin, cette année, a recommandé cette convergence réglementaire sur les valeurs ! C'est un pas considérable. N'est-il pas plus aisé de débattre entre gens de bonne foi sur des valeurs que de demander à des juristes d'adopter à la lettre les normes des autres ?

On en revient au polyèdre. Finalement, la géométrie dans l'espace n'a-t-elle pas du bon ?

CLEMENS LADENBURGER : Veronique Fayet, vous êtes au service des exclus, dans votre pays et dans les pays où vous intervenez. Mais dans cette action, dans votre analyse des causes des inégalités, l'Europe est-elle un espace géographique et politique pertinent ?

**VÉRONIQUE FAYET**<sup>1</sup>: Je suis désolée car je vais vous parler d'une question un peu sombre, la question migratoire, qui nous montre bien, comme le dit monsieur Letta, que nous sommes dans un monde de brutes. Cette question est violente et révèle la fragilité de l'Europe, elle a fait émerger au grand jour des fractures qui traversent chaque pays. Dans une belle unanimité, tous les partis d'extrême droite européens ont réussi à imposer l'idée d'une immigration totalement invasive, on a parlé de déferlement, de tsunami, qui n'avaient aucun rapport avec la réalité de l'immigration. Mis à part quelques pays européens, comme la Finlande ou l'Allemagne qui ont assumé leur responsabilité d'accueil, il faut bien constater que l'hospitalité n'est plus une valeur politique. C'est une question qu'il faut poser à l'Union européenne.

Je viens apporter un témoignage de terrain à partir de ce que vivent les Secours catholiques et les Caritas d'Europe avec qui nous sommes en réseau. Nous assistons à la remise en cause de la libre circulation dans l'espace Schengen. La frontière entre l'Italie et la France est fermée ou sous haute surveillance, entre Vintimille et Menton, ce qui ne fait que déplacer le problème : les exilés, au lieu de prendre le train – dans lequel ils sont arrêtés –, passent la frontière à pied et se mettent en danger. Nous voyons se construire une Europe forteresse avec des murs de plus en plus hauts, de plus en plus longs, à Calais, en Hongrie, en Autriche. C'est certainement bon pour le PIB et la croissance européenne ! Ce n'est pas bon pour les droits de l'homme. Des pratiques illégales se mettent en place aux frontières, dans les pays de l'Est, massivement, mais chez nous aussi, où la police renvoie illégalement des jeunes que l'on cueille à Menton et qu'on remet dans un train direction Vintimille sans leur énoncer leurs droits, ce qui est contraire aux conventions internationales, à la Convention de Genève qui stipule que toute personne immigrée qui demande protection dans un pays européen doit être informée de ses droits et disposer d'un peu de temps.

Face à ces pratiques, les exilés se mettent de plus en plus en danger, ils franchissent à pied les montagnes, se jettent dans les camions à Calais, se font écraser sur l'autoroute. Des mobilisations citoyennes très fortes sont réprimées, on appelle ça le « délit d'hospitalité », terme que l'on pensait disparu, mais qui a été utilisé dans la vallée de la Roya. Ceux qui se portent solidaires avec des migrants peuvent être l'objet de tracasseries policières, d'intimidations, voire de condamnations avec le cas très emblématique de Cédric Herrou, cet agriculteur de l'enclave de la Roya. La France n'est pas un cas isolé malheureusement, ces poursuites contre les personnes qui viennent en aide se retrouvent partout en Europe.

---

1 Véronique Fayet est présidente du Secours catholique.

- En Italie, les ONG qui font du sauvetage en Méditerranée sont la cible d'attaques du gouvernement italien les accusant de faire le jeu des passeurs.
- En Belgique, le 15 novembre 2017, six personnes sont jugées pour avoir exprimé leur indignation face à une expulsion violente par avion. En Belgique, tout citoyen faisant preuve d'entraide et de solidarité à l'égard des personnes étrangères est exposé à des poursuites pénales.

D'autres cas ont été recensés par le Collectif « Délinquants solidaires » au Danemark, en Allemagne, en Grèce...

Quel a été le déclencheur ? C'est sans doute ce fameux plan de relocalisation de septembre 2015 qui a mis au grand jour cette fracture. Il s'agissait de relocaliser 160 000 migrants qui étaient coincés en Grèce et en Italie du fait du règlement de Dublin et de les répartir dans les différents pays d'Europe. 160 000 à l'échelle européenne, ce n'est rien. Après l'accord avec la Turquie, on a ramené cet objectif à 100 000. Deux ans après, nous avons glorieusement relocalisé 28 000 personnes. On a constaté une fracture est-ouest, avec un front du refus très fort de la part de la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, l'Autriche. Les Tchèques ont accueilli 12 personnes, les Autrichiens 15, les Polonais 0. Ces pays se sont crispés et ont constitué une sorte de coalition entre eux. La Finlande a été le bon élève en atteignant 100 % de son objectif. La France qui avait annoncé 30 000, n'a, au final, relocalisé depuis la Grèce et l'Italie que 4 300 exilés. L'Allemagne a ouvert ses frontières à plus d'un million d'exilés et Mme Merkel a su avoir un discours politique fort, elle a été une des seules, malheureusement.

Comment construire une véritable solidarité entre les pays européens pour que chacun prenne sa part ? Cette crise est pour moi une crise de l'hospitalité, on en est revenu au chacun pour soi. L'Union européenne a choisi d'externaliser la prise en charge des exilés, d'externaliser ses frontières pour que d'autres pays gèrent cette question. C'est le sens de l'accord avec la Turquie, cet accord de mars 2016 que certains ont qualifié d'indigne, dans lequel l'Europe se défausse de son devoir de protection des demandeurs d'asile. Les droits des demandeurs d'asile sont bafoués et ils sont contraints de vivre sur les îles turques dans des conditions de vie indignes et dégradantes. Et cette entente avec la Lybie, que je ne sais plus comment qualifier depuis que CNN nous a révélé qu'on était revenu au marché aux esclaves en Lybie avec les jeunes migrants. La Lybie redeviendrait-elle un pays fréquentable pour l'Europe ? Quelles que soient les bonnes raisons, on ne peut pas accepter qu'un marché aux esclaves s'installe en Lybie, à nos portes, et avec notre complicité, d'une certaine manière, parce qu'on le savait déjà.

L'Organisation internationale pour les migrations nous dit depuis longtemps que, certes, il y a eu beaucoup de morts en Méditerranée, 15 000, mais qu'ils estiment qu'il y a eu plus de 30 000 morts dans le Sahara, dont on ne parle pas. Nous avons un système d'asile européen qui est absurde et met face à ses responsabilités une

Europe déchirée, presque schizophrène, qui voudrait maintenir le règlement de Dublin qui veut qu'un demandeur d'asile ne peut demander l'asile que dans le premier pays où il a mis le pied – on obligeait, par exemple les Tchétchènes à demander l'asile en Pologne, ce qu'ils refusaient pour des raisons évidentes. On comprend que l'Italie et la Grèce n'en peuvent plus... L'Europe voudrait maintenir ce règlement tout en organisant une relocalisation, ce qui est contradictoire et absurde. Il faut remettre en cause le règlement de Dublin, qui est injuste pour les exilés et qui bafoue leurs droits dans la mesure où ils n'ont plus le droit de choisir. Il faut construire un système dans lequel un exilé aurait le droit de choisir son pays d'accueil, soit parce qu'il a de la famille, qu'il en parle la langue, ou qu'il y a des intérêts économiques.

Mais tout n'est pas noir dans ce tableau. Des solutions existent et, surtout, il y a des citoyens, des ONG, des Églises qui sont à l'œuvre de manière magnifique. Sur la frontière italienne, le Secours catholique est très engagé avec Médecins sans frontières, Médecins du monde, la Cimade, avec les Églises – l'évêque de Nice est très impliqué – pour essayer de mettre en place une protection des mineurs et des migrants de façon organisée, en soutien à celle que les paysans de la Roya ont été contraints de faire. Ils travaillent à organiser une vraie protection des mineurs et surtout à porter ensemble un plaidoyer commun sur le respect du droit, à mettre fin aux renvois illégaux, à protéger les mineurs, à leur permettre de demander l'asile dans de bonnes conditions. On voit ces mouvements de citoyens dans les Caritas de tous les pays. En Italie, il existe un programme qui s'appelle « J'accueille un réfugié chez moi ». Nous avons ça aussi en France. Des centaines de familles, de paroisses accueillent ces personnes qui, sinon, seraient à la rue.

La Caritas Europa porte un plaidoyer politique très fort sur la base de ces actions de terrain pour remettre en cause ces accords de Dublin qui ne fonctionnent pas, pour l'accès aux droits fondamentaux, pour que les migrants trouvent sur le territoire européen un accueil digne, un droit à l'hébergement, à l'eau, à la nourriture, à l'hygiène, sans que les associations soient obligées d'aller au tribunal administratif comme elles ont dû le faire à Calais. Caritas Europa plaide aussi pour des voies de migration légales et sûres pour tous, pas seulement pour les demandeurs d'asile, la possibilité d'une immigration sûre, motivée par les études, le travail, la famille.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés porte beaucoup cette idée de migration légale et sûre et estime à 200 000 le nombre de migrants parqués dans des camps de réfugiés indignes au Liban, en Jordanie et ailleurs. Sant'Egidio a mené une belle expérience en Italie, qui a prouvé que des migrants, venant du Liban ou d'Erythrée, peuvent migrer de manière sûre vers l'Europe. En France, le Secours catholique a mis en place un couloir humanitaire avec Sant'Egidio et la Fédération de l'entraide protestante pour des réfugiés syriens du Liban.

Enfin, je voudrais donner un signal d'espérance : avec les Caritas du monde entier, le Secours catholique invite tous les hommes de bonne volonté, en particulier les

chrétiens, à rencontrer les migrants pour les connaître, dans une grande campagne qui s'appelle « Partager le chemin ». Rappelons que le problème n'est pas qu'euro-péen, il y a 250 millions de migrants internationaux dans le monde – et cela ne fera que croître –, la majorité étant des migrations sud-sud. Nous ne voyons en Europe qu'une petite partie des migrations.

Le réseau Caritas Internationalis a initié une campagne mondiale sur les migrations qui s'étend de septembre 2017 à fin 2019 et qui a été lancée par le pape. Cette campagne nous invite aussi à creuser l'enseignement de l'Église. L'Église nous invite à cheminer vers un droit à migrer. Ce droit à migrer commence par le droit de ne pas migrer. La migration doit être choisie et non subie. Cette campagne va nous rassembler pendant trois ans non seulement sur la rencontre avec les personnes, mais aussi sur la défense de leurs droits, parce que, comme le pape, le Secours catholique a la conviction que c'est seulement la rencontre qui transforme. Rencontrer les yeux dans les yeux change le regard, invite à mobiliser et à se mettre debout. C'est cette rencontre-là que je vous invite à vivre pour que le monde sache que l'hospitalité reste une valeur européenne.

## Débat

---

**CLEMENS LADENBURGER** : Merci pour votre témoignage et votre signal d'espoir. Nous avons reçu trois regards sur l'Europe, Une Europe qui fonctionne, une Europe sociale qui a marché dans le passé, mais qui reste un peu en deçà de ses attentes et une Europe en violation de ses valeurs, avec des sociétés qui ne semblent pas être tout à fait disposées à montrer l'hospitalité que nous, les chrétiens, nous voulons manifester. Claude Rolin, pouvez-vous vous rallier au plaidoyer de Loïc Armand pour la valeur intrinsèque de ce corpus de règles que l'Europe a construit dans le marché unique ? Est-ce une chance de valoriser l'Europe des valeurs ? Quant à la question des migrations, vous avez évoqué l'hospitalité des Allemands en 2015, mais le climat politique a changé et le point critique est justement l'accueil des migrants et le droit d'asile, avec des réformes du droit d'asile qui devraient se durcir.

**CLAUDE ROLIN** : Je suis d'accord avec l'idée d'un cadre réglementaire européen, ce qui existe déjà. Actuellement, je suis rapporteur pour la révision de la directive qui protège les travailleurs salariés des produits cancérigènes et mutagènes. Je me rends compte, dans les discussions avec les différents lobbies, à quel point le fait que les États aient des règles différentes sur le niveau de contact que peuvent avoir des travailleurs salariés avec des produits potentiellement cancérigènes, est un élément de concurrence entre entreprises. L'absence d'uniformisation en termes de réglementation favorise des concurrences économiques. C'est insensé de jouer ainsi avec

la santé des gens. L'élément positif est que ça avance. L'élément négatif est que la Commission pense que, pour réconcilier les citoyens avec l'Union européenne, il faut rendre les réglementations plus simples et surtout en avoir moins. *In fine*, je constate que, pour cette raison, on refuse des avancées de protection sociale en prétextant que ça va faire des législations en plus. Exemple concret : en 2014, on a supprimé de la discussion la révision de la directive qui devait mieux protéger les périodes de maternité. On ne va pas faire de la simplification en protégeant moins les gens !

Dernier élément : Je suis belge, si mes grands-parents n'étaient pas venus chez vous en France, je n'existerais pas. Ils étaient réfugiés, ils ont profité de la France pour survivre. Le statut de réfugié doit être sacré, il n'y pas de questions à se poser. Quand quelqu'un risque sa vie, sa liberté, sa santé, ses convictions religieuses, ses pratiques sexuelles, il doit être protégé. Il existe des règles à ce sujet. L'Union européenne ne doit pas admettre que ces règles soient bafouées et elles le sont dans certains pays. Je suis affilié au Parti populaire européen (PPE) auquel appartient le Fidesz de Mr Orbán en Hongrie, j'affirme que les pratiques hongroises actuelles sont inacceptables au regard de l'Union européenne.

CLEMENS LADENBURGER: Loïc Armand, voyez-vous une disponibilité du patronat en Europe pour se saisir un peu plus de la fenêtre d'opportunités dont a parlé Claude Rolin de relancer la machine des partenaires sociaux ? J'aimerais poser cette question au patronat allemand, y compris à notre association des entrepreneurs catholiques. Je ne suis pas sûr des réponses...

**LOÏC ARMAND** : Nous avons exposé trois facettes d'une même réalité. Ces réalités ne s'opposent pas, elles se complètent. Si on évoque la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine, ma conviction est que la bouteille européenne est largement plus qu'à moitié pleine. Il reste une partie de vide, certes. Mais il ne faut pas tout attendre des autres. L'Europe, c'est nous et c'est à nous de prendre nos responsabilités pour faire avancer les choses. Je n'attends pas d'un *deus ex machina* bruxellois la solution à tout. C'est nous qui prenons des initiatives, chacun dans notre domaine. Dans le domaine social, vous me demandez si le patronat est pour le développement du dialogue social européen. La réponse est oui, car il n'y a pas de développement économique sans un dialogue social fructueux. Une entreprise, ce n'est pas des machines et des murs, mais surtout des hommes et des femmes qui la composent. Les machines sont les outils et les murs sont là pour les abriter. Si ces hommes et ces femmes ne dialoguent pas ensemble, il n'y a pas moyen d'avancer. Je crois à la vertu de l'exemple. On peut attendre qu'il y ait des lois sociales européennes, mais on peut aussi prendre des initiatives de manière à, au sein d'une entreprise, diffuser le progrès social à l'ensemble de ses filiales en Europe et dans le monde.

Je vais prendre l'exemple de L'Oréal, entreprise européenne et mondiale, qui a créé, avant la dernière guerre mondiale, le concept de salaire proportionnel. Le fondateur de L'Oréal disait à l'époque : « À la sortie de l'usine, il y a l'horloge et la balance : les ouvriers sont payés à l'horloge et la productivité se mesure à la balance. Comme la productivité se développe, les ouvriers n'auront pas les moyens d'acheter les produits que l'on vend. » C'est une vision un peu simpliste, mais c'est une réalité. De ce salaire proportionnel est né la participation en 1945. Dans les années 80, le dirigeant de l'époque a décidé de généraliser l'intéressement français au niveau européen, puis au niveau mondial. Depuis 1980, tous les ouvriers touchent un intéressement calculé à la façon française, qui représente environ 4 mois de salaire supplémentaire en France et un à deux mois en Chine. On peut attendre que des lois sociales nous obligent à dialoguer, mais on peut aussi prendre l'initiative pour dialoguer, car il n'y a pas de progrès économique possible sans progrès social consistant.

CLEMENS LADENBURGER : Véronique Fayet, vous avez évoqué le droit des exilés à choisir le pays d'accueil. Vous n'entendez pas beaucoup cette thèse en Allemagne, il est vrai que nous, les catholiques, nous voulons des règles justes de répartition, plus simples, plus efficaces qui respectent tous mais qui soient appliquées. Comment voyez-vous la capacité réelle de nos sociétés d'accueillir les personnes en besoin ? L'Europe doit-elle faire d'autres choses pour soutenir les possibilités d'intégrer ces personnes et assouplir les craintes que nos populations peuvent avoir ?

**VÉRONIQUE FAYET** : Je n'ai parlé que de la migration, mais il faut la resituer dans le contexte global européen de l'augmentation des inégalités et de la pauvreté. Quand il y a des millions de personnes sous le seuil de pauvreté en Europe, les pays ont tendance à dire qu'ils ont déjà assez à faire avec leurs pauvres. Il y a même une mise en concurrence. On s'occupe d'abord des pauvres de chez nous et après, si on a encore les moyens, on s'occupera des autres. C'est contre toutes les formes d'inégalités qu'il faut lutter.

Je voudrais rebondir sur la question du respect et du mépris. La première demande des personnes qui viennent au Secours catholique – 1,5 millions dont 40 % de migrants – est d'être écoutées sans être jugées, de pouvoir parler si elles en ont envie. Plus les gens sont pauvres, notamment chez les migrants, plus ils viennent d'abord pour parler. Il faut creuser cette question du déficit de fraternité envers les migrants, les pauvres, les ouvriers licenciés de manière brutale. Tout est lié, ce combat contre les inégalités doit tous nous mobiliser.

Vous avez parlé de l'harmonisation des règlements dans l'industrie cosmétique, mais j'aimerais qu'on parle aussi de l'harmonisation des fiscalités : tant qu'il y aura des paradis fiscaux au cœur de l'Europe, – certains n'aiment pas qu'on dise ça – en Irlande, en Belgique, au Luxembourg, cela veut dire implicitement qu'on est

d'accord avec ce système, qu'on trouve normal que des entreprises fassent de l'optimisation fiscale, joli terme pour éviter de parler de fraude ou d'évitement fiscal. L'Europe s'appauvrit et l'Afrique meurt étouffée parce que les entreprises ne payent pas la fiscalité là où elles doivent la payer. J'aimerais que l'Europe s'attaque à ce monument de l'harmonisation fiscale.

Un des premiers points pour l'accueil des réfugiés et des migrants serait le respect du droit. On a signé la convention de Genève, sur la protection des enfants. Commençons par respecter le droit, aller à la rencontre avec les migrants et vous verrez que ça va changer.

*TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : Certaines règles ralentissent l'action, paralysent, sont coûteuses (on parle de technocratie papivore...). Comment lutter contre l'absurdité de certaines règles qui engendrent des coûts insupportables ? Comment discerner les bonnes et les mauvaises règles ? Quel chemin peut-on proposer ?*

**LOÏC ARMAND** : Je soutiens l'idée d'une règle unique européenne. Le fait de bénéficier d'une seule règle européenne, en ce qui concerne la protection des consommateurs, de l'environnement, est un atout formidable, car cela évite à des entreprises qui n'en ont pas forcément les moyens, notamment les PME, de devoir adapter leurs produits et services à des législations différentes dans les différents États membres. Le marché unique est pour ces entreprises une opportunité formidable du moment qu'il n'y a qu'une seule règle et qu'elle est appliquée partout de la même façon, avec la même loyauté et les mêmes mesures de contrôle. Ce qui nous préoccupe le plus, c'est de voir que, dans certains États membres, des gens qui disent vivre l'Europe le matin, la démolissent tout le reste de la journée. Lorsque l'on segmente le marché unique, sous prétexte que « chez moi c'est différent, c'est particulier, il faut ajouter une règle... », ça ne marche plus. La France n'est pas à l'abri de ce risque car elle est parfois accusée de sur-transposition, de transposer dans le droit français des règles européennes qui sont simples à l'origine et se compliquent quand on les applique dans notre pays. La question du coût des règles devient moins importante quand elles ont un sens, qu'elles préservent l'environnement, qu'elles protègent les consommateurs, les salariés, les différents acteurs, qu'elle assurent la loyauté dans les échanges, la transparence dans l'information et la responsabilité dans la publicité, ce sont alors de bonnes règles. Je prêche pour une règle européenne consentie qui ne soit pas compliquée par les sur-réglementations nationales.

**CLAUDE ROLIN** : Les professionnels de la lutte anti-Europe utilisent souvent cette question de la réglementation pour essayer de ridiculiser l'Union européenne. Je vais prendre un exemple : il y a eu une campagne sur les réseaux sociaux sur le fait

---

<sup>1</sup> Marianne de Boisredon et Geoffroy de Vienne relayaient les questions de la salle.

que la Commission européenne avait eu l'imbécilité de commander une étude pour savoir quelles étaient les dimensions des planches des WC, ce qui pouvait sembler ridicule et a fait rire tout le monde. J'ai creusé le sujet : les trous pour les fixations n'ont pas les mêmes dimensions et les mêmes écarts dans les différents pays, ce qui veut dire qu'une entreprise qui fabrique ce produit doit en produire 28 différents... La meilleure façon d'avoir moins de réglementation est de dire : à la place de 28, ayons-en une seule.

*– L'ambition de l'Europe était la circulation des capitaux, des produits et des hommes... Sur la question de la circulation des hommes, on a du mal, que ce soit la question des migrants ou le dumping social. Le sommet social de Göteborg est le premier, depuis 20 ans, pour définir un pilier social, un certain nombre de règles qui pourraient être des règles au niveau européen, avec l'idée d'un SMIC européen, très attendu par la Bulgarie ou la Roumanie. Comment va se passer la mise en œuvre ? Le contexte actuel de montée des nationalismes ne serait-il pas un terreau favorable pour remettre ces questions à l'ordre du jour ?*

**CLAUDE ROLIN** : Le sommet social de Göteborg est important parce que l'Europe sociale était au point mort depuis plus de 20 ans. La Commission, le Conseil, le Parlement européen décident de proclamer un socle social. Ce socle social est peut-être trop petit, trop grand, trop ou pas assez ambitieux, mais il y a là une fenêtre d'opportunité et ce socle donnera quelque chose à condition qu'on le traduise dans des termes légaux, dans des législations européennes, que la Commission s'en saisisse pour botter le derrière aux partenaires sociaux, tant patronat que syndicat, pour les obliger à aller plus loin dans leur concertation et apporter des réponses concrètes.

Mme Thyssen, commissaire à l'emploi et aux affaires sociales a émis l'idée d'une autorité du travail, que j'appellerais une inspection sociale européenne. N'oublions pas que les affaires sociales sont des matières annexes au niveau de l'Union européenne. Les traités ont fixé que l'essentiel de ces matières restent de la compétence des États nationaux. Nos États savent, en la matière, être d'une hypocrisie remarquable. J'entends des personnalités politiques se plaindre du dumping social au travers de la directive détachement des travailleurs. Il y a des problèmes, et c'est pourquoi je milite pour une révision dense de cette directive. Mais en attendant, l'absence de contrôle sur le terrain, le fait que des travailleurs de la construction logent dans des conteneurs, ce n'est pas lié aux autorités européennes, c'est de la responsabilité des États membres de faire leur travail de contrôle et de police sur des éléments de simple respect humain. Soyons attentifs, dans ce type de discussion et de critique, à bien cerner les tenants et les aboutissants, qui décide et qui doit faire quoi. Quand on parle de l'Europe sociale, cette Europe n'existe pas encore. C'est un triangle entre la

Commission, le Conseil – qui rassemble les ministres des gouvernements des États membres – et le Parlement. Bien souvent des législations ou des décisions sont critiquées dans les États nationaux, en les mettant sur le dos de l'Europe, alors que le problème, c'est l'absence d'Europe. Dans la crise migratoire, ce n'est pas la faute de la Commission européenne, les vrais responsables, ce sont les États qui bloquent un règlement humain et la mise en place de politiques migratoires humaines et intelligentes.

*– À propos des accords commerciaux internationaux, on a longuement négocié le TAFTA, on a signé le CETA et il existe un certain nombre d'accords avec le Japon, l'Amérique du sud, etc. Dans ce qui a été mis en place avec le Canada, on observe un déséquilibre entre les clauses commerciales et les clauses sociales et environnementales. Les clauses commerciales sont contraignantes et les clauses sociales et environnementales sont facultatives. Comment a-t-on pu signer cet accord ?*

**CLAUDE ROLIN** : Je suis belge francophone et wallon de surcroît, ma petite région a fait parler d'elle au moment de la négociation du CETA en la bloquant. La question des accords commerciaux est une vraie question. Je ne suis pas pour le protectionnisme et contre les accords commerciaux. Mais il faut étudier ce que l'on fait, ce qui a du sens. Est-ce que cela a du sens de faire faire des dizaines de milliers de kilomètres à un kilo de beefsteak pour venir dans notre assiette, alors que nous avons ici des problèmes de consommation de beefsteak ? C'est la même chose pour le lait.

Il faut revoir de fond en comble la logique des accords commerciaux, qu'ils intègrent de la même façon les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Vous avez parlé de la capacité que pouvait avoir l'Union européenne non seulement d'exporter des produits mais aussi d'exporter ses normes, car en matière de normes sociales, nous sommes les plus en avance, donc nous avons une responsabilité. Quand nous négocions des accords commerciaux, nous devons parler un peu moins d'euros et de dollars, et un peu plus de démocratie et d'enjeux sociaux et environnementaux. C'est un enjeu pour demain. Je suis fier que nous nous soyons battus contre ces signatures. Nous allons continuer à faire pression pour transformer les logiques et les philosophies de ces accords commerciaux.



# L'Europe : un enjeu spirituel

JÉRÔME VIGNON  
FRÈRE ALOIS

## Dialogue avec Frère Alois

JÉRÔME VIGNON<sup>1</sup> : C'est parce que l'Europe est en crise que nous pouvons prendre conscience de la dimension spirituelle de « l'aventure qu'est l'Union européenne ». On peut en effet qualifier de crise la contradiction entre le fait que nous n'avons jamais été aussi interdépendants et qu'en même temps la méfiance n'ait jamais été aussi manifeste, les préférences nationalistes aussi marquées, comme le prouvent les dernières élections nationales chez nous comme dans d'autres pays d'Europe. Mais la politique ne se nourrit pas que d'évidences rationnelles. Elle doit au contraire travailler avec les passions et les émotions qui habitent les peuples.

Pour le dire autrement, Brexiteurs, indépendantistes catalans et, chez nous, les détracteurs de l'Europe qui vont jusqu'à pourchasser les symboles du drapeau européen nous choquent par leur indifférence à l'égard de ce bien commun que représente l'unité européenne. Ils nous choquent par leur acharnement à le mettre en cause et parfois par la confusion de leur argumentation. Mais en même temps, comment ne pas voir aussi dans la déraison de leur démarche, la recherche d'un sens au-delà des impasses du quotidien auxquelles ils assimilent une Europe qui leur semble enlisée dans des combats mesquins ou tout simplement injustes ? Je me souviens que Mme Le Pen, mais aussi Mr Mélenchon en ont appelé à la fierté des jeunes Français. Ils ont dit vouloir leur rendre leur fierté en les libérant de cette tyrannie européenne et bruxelloise. Ils n'auraient pas eu ce succès auprès de nos compatriotes, de ces jeunes que vous rencontrez, si ces jeunes eux-mêmes n'étaient pas à la recherche

<sup>1</sup> Jérôme Vignon est président d'honneur des Semaines sociales de France.

d'un sens. Autrement dit, prendre la mesure des enjeux spirituels de la construction européenne, c'est se mettre en situation de regarder en face la crise qui l'affecte et nous touche, nous, Semaines sociales, qui depuis longtemps, par tradition et par conviction, avons été « pour l'Europe ».

Ma première question est issue de l'attitude qui s'est, selon moi, dégagée de l'intervention d'Enrico Letta avec une Europe « puissance de valeurs » ou de celles des participants à la table ronde « L'Europe au quotidien », dans lesquelles il y avait quelque chose de spirituel, même si ce n'était pas dit. Cela consiste dans le fait qu'ils ont réussi à faire la part des choses, « ni angélisme, ni jeter le bébé avec l'eau du bain », selon les mots de Mr Letta. D'un côté, ils ont admis que l'Europe n'avait pas tenu toutes ses promesses initiales, tous n'ont pas bénéficié d'une avancée vers le progrès telle que Robert Schuman l'annonçait dans son appel de mai 1950. La déception est avivée par le sentiment d'impuissance de ceux qui subissent au regard de ceux qui constituent entre eux un club fermé. Et pourtant, ils l'ont dit, c'est de l'Europe que l'on peut attendre une réponse ajustée aux défis de ce temps, une réponse même au cri de Véronique Fayet, qui a porté une charge très lourde sur l'absence d'hospitalité européenne. Ce cri n'aurait pas de sens si elle ne pensait pas que l'Europe est un espace démocratique qui peut assumer sa propre autocritique et est capable de se transformer.

D'où ma première question : n'est-ce pas déjà se recommander d'une expérience spirituelle offerte par la vie chrétienne, que de ne pas se laisser submerger par le découragement ou le scepticisme que peuvent nous inspirer nos défaillances et nos manquements, puisque si l'Europe déçoit, c'est aussi notre faute, nous qui nous sommes engagés à la défendre et à la vivre ? N'est-ce pas une expérience spirituelle que de s'engager dans une épreuve de lucidité au sujet de l'Europe, tout en se rendant disponible pour faire autrement, prendre part et laisser place à un renouveau ?

**FRÈRE ALOIS<sup>1</sup>** : Je pense que le mot clé qui a traversé toute la matinée est le mot fraternité, c'est ça l'appel à une meilleure construction de l'Europe et il rejoint l'appel de l'Évangile. Le découragement peut nous guetter face à tous les problèmes qui se posent. Sont-ils plus forts actuellement que les signes d'espérance ? C'est possible. Il y a eu d'autres périodes en Europe où le découragement guettait et où on ne voyait pas comment cette construction européenne pouvait continuer. Rappelons-nous les années 60 jusqu'à la fin des années 80, où l'Europe était coupée en deux, où l'on se demandait si l'espérance des pères fondateurs de pouvoir être ensemble était réalisable ? C'était impensable à l'époque. Ce qui était important alors, c'étaient les rencontres personnelles pour dépasser les frontières qui divisaient le continent. Nous avons vécu de telles rencontres, discrètes mais très nombreuses, depuis Taizé, comme beaucoup d'autres, pour préparer un autre avenir. Aujourd'hui il y a d'autres

---

<sup>1</sup> Frère Alois est prieur de la Communauté de Taizé.

frontières et l'Europe doit s'adapter à un changement mondial, sa construction doit trouver une nouvelle motivation. Mais il y a toujours cet appel à la fraternité et pour nous, chrétiens, ce n'est pas simplement un appel, et nous voudrions en retrouver le goût. Ce goût habite beaucoup de jeunes. Nous autres, nous le constatons, non seulement sur notre colline de Taizé, mais aussi chaque année à travers une rencontre européenne où des milliers de jeunes sont accueillis dans des familles, comme nous l'avons réalisé récemment à Strasbourg. L'hospitalité vécue fait bouger les cœurs, c'est cela dont l'Europe a le plus besoin aujourd'hui pour faire face à toutes les questions et notamment celle du grand défi migratoire. Ce n'est pas seulement une nécessité, mais un don qui nous est fait, que nous portons comme chrétiens et que nous ne vivons pas assez. Nos Églises ne montrent pas assez qu'il y a quelque chose qui nous unit au-delà des frontières et des nations. Comment pouvons-nous créer une solidarité plus forte entre les Églises en Europe, qui pourrait porter en avant une solidarité des nations ? Les Églises ne sont-elles pas trop prises dans nos nationalismes ? Vivons-nous assez l'Évangile ? Sommes-nous assez ouverts pour dépasser les frontières et vivre la fraternité ? La COMECE<sup>1</sup> y travaille, mais comment aller plus loin ? Je suis reconnaissant que Mme Fayet ait parlé des réfugiés. Leur venue crée un moment de vérité où notre conscience chrétienne révèle si elle a vraiment intégré jusqu'au plus profond d'elle-même l'appel à la fraternité. D'où vient la difficulté à accueillir des étrangers ? Nous devons retrouver le goût et la joie de la fraternité comme valeur de l'Évangile, bien au-delà d'une simple nécessité..

Je voudrais dire un mot sur les régions en Europe, où nous ne vivons pas assez l'unité dans la diversité. L'Évangile nous y encourage. L'écoute des diversités n'est pas assez forte. À cet égard, le Brexit ne peut pas être mis sur le même plan que la Catalogne. Avons-nous été assez à l'écoute de cette région qu'est la Catalogne, ou à l'écoute de la Hongrie ? La construction de l'unité du continent ne peut se faire que si davantage de dialogue et d'écoute s'instaure. Chaque pays, petit ou grand, chaque région doit pouvoir faire entendre sa voix, avec sa spécificité. S'efforcer de comprendre de l'intérieur la conscience des autres est une condition pour que les attitudes parfois discordantes soient mieux déchiffrées et ne suscitent pas des réactions motivées seulement par l'émotion.

JÉRÔME VIGNON : Je voudrais maintenant réfléchir à la manière dont la dimension spirituelle peut continuer d'être une ressource pour le renouveau du projet européen lui-même. Il est clair que certains de ceux que l'on nomme les pères de l'Europe avaient conscience d'être engagés dans un processus historique qui ne pouvait pas être réduit à ses finalités politiques immédiates, aussi urgentes fussent-elles. Dans un échange de lettres avec Jean Monnet, Konrad Adenauer confiait qu'il estimait que ce processus était de nature spirituelle dans la mesure même où il entendait

---

<sup>1</sup> Commission des Évêques de la Communauté européenne.

engendrer de nouveaux comportements, de nouvelles attitudes dans la relation entre les peuples. Il pressentait le fruit révolutionnaire que pourrait porter une dynamique de réconciliation. Inviter à croire encore aujourd'hui au projet européen, à en partager le fruit, ce n'est pas seulement démontrer son efficacité relative, mais donner à voir, laisser attendre un enrichissement qui provient de la rencontre entre les peuples, faire découvrir en quoi nous sommes à la fois si proches et si différents.

Ma question suivante est liée à un souvenir. C'était il y a près de 25 ans, alors que tout semblait avoir réussi : la réunification pacifique de l'Allemagne, la promesse d'accueillir au sein de l'Union européenne les peuples qui en avaient été injustement écartés par nos choix géopolitiques, la marche vers une Union politique européenne et pas seulement économique. Tout cela, en 1989, 90 et 91, semblait à portée de mains. Jacques Delors s'écria, assez spontanément, devant un groupe de responsables religieux, orthodoxes et protestants venus essentiellement des pays anciennement communistes qui espéraient que cette ouverture et cette libre circulation serait aussi une libre circulation des idées et des convictions : « Si nous ne parvenons pas à donner une âme à l'Europe, nous échouons. » Je me suis longtemps demandé ce qu'il voulait dire.

Il me semble que la suite des événements éclaire la signification de ce risque d'échec. Les déceptions que le projet européen a pu susciter entre-temps tiennent, me semble-t-il, à la contradiction croissante qui s'est instillée entre les finalités humanistes affichées, les valeurs proclamées, abondamment répercutées dans des textes de la construction européenne (Charte européenne des principes et droits fondamentaux, préambules des traités) et les procédures concrètes de sa mise en œuvre. Sans doute la contradiction la plus flagrante tient-elle à une interprétation trop étroitement matérialiste de l'exigence de compétitivité qui a pris le pas sur les garde-fous indispensables qui auraient dû protéger les moins habiles et les moins dotés. Qu'est-ce que l'interpellation spirituelle sinon une question qui sans cesse nous invite à mettre en cohérence les valeurs dont nous nous réclavons et la manière dont nous vivons ? Ce n'est pas seulement une affaire de droit ou de règles mais aussi une affaire de cohérence intime profonde de ceux qui croient en l'Europe. Un des lieux de contradiction les plus flagrants se trouve dans l'accapement de l'intelligence du processus politique et institutionnel par un trop petit nombre de spécialistes alors que le rêve européen était un rêve pour tous.

Ne peut-on dire en ce sens, Frère Alois, que ce que l'on désigne souvent comme « déficit démocratique » des institutions européennes ne se réduit pas à la science du droit et des institutions, au rôle des Parlements et des Cours de Justice ? Mais qu'il comporte aussi un enjeu spirituel : celui d'un aiguillon de la conscience, qui doit travailler les responsables quels qu'ils soient, afin qu'ils deviennent des agents de simplicité par leur langage, par leur honnêteté au regard des limites de l'action internationale ; mais aussi un aiguillon de la conscience pour les simples citoyens

afin qu'ils se rendent disponibles par leur intelligence et leur cœur à recevoir, dans sa complexité, ce projet d'unité dans la diversité. Un aiguillon de la conscience n'est-il pas à la source du déficit démocratique et de sa réponse ?

**FRÈRE ALOIS** : Est-ce que nous nous rappelons assez qu'au début de l'Union européenne, il y avait l'accueil formidable offert à l'Allemagne après la guerre ? Elle n'a pas été humiliée mais assez vite prise comme partenaire, ce qui n'était pas politiquement correct. C'est ce qui a donné un élan extraordinaire au projet européen et a entraîné d'autres peuples. Nous vivons encore de cet élan de pardon et d'acceptation de l'autre qui avait pour objectif de guérir les blessures de l'histoire. L'Évangile nous appelle à cela, à ne pas faire perdurer les blessures de l'histoire, mais à les dépasser dans le pardon. Il y a là un apport spécifique des chrétiens et c'est un aiguillon pour notre conscience.

J'utilise le mot pardon au sens large, celui d'une ouverture vers les autres. Notre dernière rencontre européenne de jeunes s'est déroulée à Riga, en Lettonie. Les Lettons ne sont pas prêts à accueillir des réfugiés. Je ne suis pas d'accord avec cette position, mais il s'agit cependant de les écouter pour comprendre leur motivation. Ils sont indépendants seulement depuis 25 ans, pour la deuxième fois dans leur histoire. Ils disent qu'ils doivent d'abord trouver leur propre identité, la moitié des habitants sont des russophones et la cohabitation est difficile. Écoutons cela et laissons du temps pour les cheminements différents des peuples.

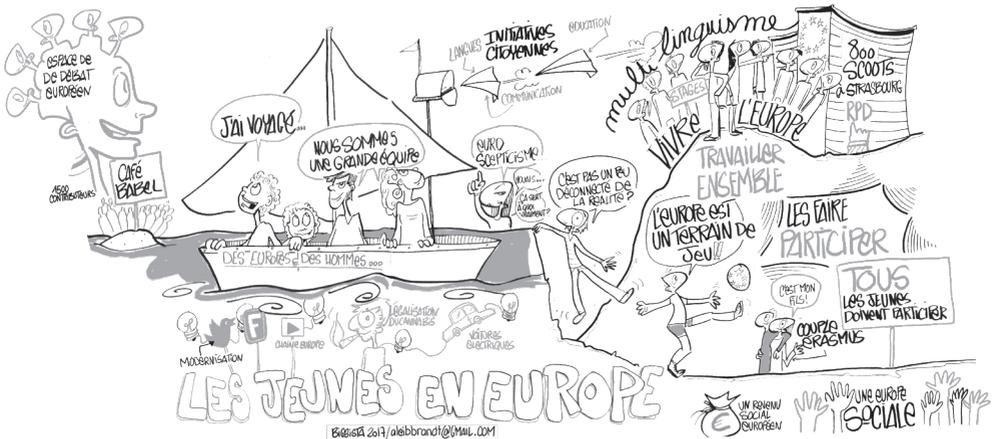
Le pardon est sûrement une contribution chrétienne nécessaire comme aussi l'esprit de réconciliation et d'écoute. Une autre contribution apportée par l'Évangile, c'est la simplicité de vie. Avons-nous le courage de prendre des décisions beaucoup plus radicales pour aller vers une sobriété de vie, comme chrétiens, et aussi dans l'Église ? Sinon, au nom de quoi ferions-nous des demandes à l'Europe et au monde ?

**JÉRÔME VIGNON** : Beaucoup de grands penseurs, de philosophes, de théologiens ont médité sur les raisons qui ont conduit l'Europe, dans les années 30-40, à être saisie par des démons qui auraient pu la détruire et détruire le monde avec elle. Je pense à Tadeusz Mazowiecki, le premier Premier ministre de la Pologne retrouvée, au pasteur Dietrich Bonhoeffer, qui s'est demandé pour son pays de culture chrétienne ce qui avait pu se passer, et à Hannah Arendt qui, non seulement a pensé le drame du totalitarisme – qui peut atteindre chaque société, y compris la plus démocratique –, mais a aussi voulu penser comment nous avons pu nous reconstruire : « Oui il s'est passé en Europe un événement unique qui peut-être ne se reproduira jamais, mais qui doit nous inspirer, celui du pardon et, a-t-elle ajouté, celui de la promesse ». Ils se sont fait une promesse. C'est autre chose qu'un engagement politique. Il s'agit de regarder ensemble l'avenir et de se promettre d'essayer de le vivre et de l'humaniser ensemble. Je pense à ces jeunes Hongrois, rencontrés à Taizé, si déçus par

l'impuissance dans laquelle l'Union européenne les tenait ou par son incapacité à parler un peu durement à des despotes dont ils n'attendaient plus rien. Ne devrions-nous pas être capables de tenir un langage de promesse aux Européens et aux générations qui nous suivent ?

**FRÈRE ALOIS** : Comment faire pour que cette promesse ne reste pas une utopie ? Nous porter les uns les autres et trouver une croissance non seulement économique, mais aussi humaine, c'est la promesse que nous voudrions nous faire mutuellement. S'il y a fatigue dans la construction européenne, ne serait-elle pas liée à une fatigue de la foi ? Dans beaucoup de régions en Europe, on ne croit plus tellement à une promesse. Soutenir un renouvellement de la foi ne serait-il pas notre première responsabilité ? Sinon, une promesse reste une utopie. Ce renouvellement de la foi doit aller vers le centre de l'Évangile, exprimé par St Paul au début de la *Lettre aux Éphésiens* : le Christ est venu dans le monde pour réunir tout l'univers, toute la création, pour récapituler toutes choses en lui, rassembler l'humanité en une seule famille humaine. Si nous n'arrivons pas à retrouver là une fraîcheur de la foi, je ne sais pas si nous, comme chrétiens, nous serons capables d'offrir une promesse à l'Europe.

# L'Europe : les ressources de la culture, les attentes des jeunes





## Goûter l'Europe

« Goûter l'Europe : écouter, voir, ressentir, la littérature, la musique, le cinéma, trois grandes voies d'expressions culturelles et artistiques européennes ». Telle était l'accroche de cette séquence et l'ambition de ce moment : rendre sensible la culture européenne, parce que l'avenir de l'Europe se construit aussi sur ces bases. Rencontrer les langues et les cultures européennes fait partie de l'Europe que nous voulons.

### LA LITTÉRATURE

La diversité s'est vécue à travers la lecture de poèmes en provenance du Portugal, de la Pologne, de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Slovaquie, etc, dans une première phase par petits groupes, favorisant l'interaction, puis en plénière, où sept poèmes<sup>1</sup> furent lus par Natalina Viera, en portugais, Jolita Dijkmans, en lituanien, Michał Jędrzejek, en polonais, Anja Pierrez en allemand, Márton Horváth, en hongrois, Anna Kováčová-Habovštiaková en slovaque, Zoé Huczok, en anglais – tous membres des délégations européennes d'IXE – et en français pour tous les textes par Bérengère Warluzel. Chaque poème était ponctué par Pierre Glatigny au clavier et Jean-Louis Manson à la contrebasse proposant une variation sur le thème de l'hymne européen. Goûter ces langues, goûter ces mots pour se laisser entraîner dans un état second de sonorités et de sens. Cette séquence a permis une approche plus sensible de l'Europe, de donner tout leur sens aux propos tenus le lendemain par Nathalie Loiseau nous exhortant à utiliser le mot culture au pluriel, et de préparer l'intervention de Michel Barnier évoquant les 24 langues de l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> Voir *Poèmes d'Europe*, anthologie bilingue de poèmes choisis par Christine Meunier et illustrés par Michèle Warluzel, éditions Illador, 2015.

Quelle Europe voulons-nous ?

Les Châteaux/Os castellos  
de Fernando Pessoa  
Portugal

A Europa jaz, posta nos cotovellos:  
De Oriente a occidente jaz, fitando,  
E toldan lhe românticos cabelos  
Olhos gregos ,lembrando.

L'Europe ici s'étend, sur ses coudes posée :  
D'Orient en Occident elle s'étend, regarde,  
Et une chevelure romantique  
Recouvre ses yeux grecs, emplis de souvenirs.

O cotovello esquerdo é recuado;  
O direito é em angulo disposto .  
Aquelle diz Italia onde é pousado;  
Este diz Inglaterra onde, afastado,  
A mao sustenta, em que se apoia o rosto.

Son coude gauche est reculé ;  
Le droit en angle disposé.  
L'un marque l'Italie sur laquelle il se pose ;  
L'autre dit l'Angleterre sur qui, plus éloigné,  
Il supporte la main, où s'appuie le visage.

Fita, com olhar sphyngico e fatal,  
O Occidente, futuro do passado.

Elle regarde, regard de sphynx, fatal,  
L'Occident, futur du passé.

Orosto com que fita é Portugal.

Ce visage au regard, voilà le Portugal.

*LA MUSIQUE*

C'est tout naturellement qu'ensuite, l'assemblée a chanté en chœur des chansons connues de tous, en anglais, italien, grec, français et basque, entraînée par Anne-Marie Gueldry et ses choristes, effaçant les barrières de la langue : Si tous les gars du monde... (France) ; My Bonnie (Ecosse) ; Les Feuilles Mortes (Hongrie) ; Volare (Italie) ; Les enfants du Pirée (Grèce) ; Dona la pace (Communauté de Taizé) ; Compostelle (Espagne, en français et basque). Chanter en chœur fait ressentir l'appartenance à une communauté. Les participants étaient alors prêts à entonner l'Hymne à la joie de Beethoven en allemand puis en français.

Freude, schöner Götterfunken,  
Tochter aus Elysium,  
Wir betreten feuertrunken,  
Himmlische, dein Heiligtum.  
Deine Zauber binden wieder,  
Was die Mode streng geteilt ;  
Alle Menschen werden Brüder,  
Wo dein sanfter Flügel weilt.

Tous les hommes de la terre veulent se donner la main  
Vivre et s'entraider en frères pour un plus beau lendemain.

Plus de haine, plus de frontières, plus de charniers sur nos chemins,  
Nous voulons d'une âme fière nous forger un grand destin.

Que les peuples se rassemblent dans une éternelle joie,  
Que les hommes se rassemblent dans l'égalité des droits.  
Nous pourrons tous vivre ensemble car l'amitié nous unira,  
Que pas un de nous ne tremble, la fraternité vaincra !

## LE CINÉMA

Comment le cinéma a-t-il représenté l'Europe ? Lionel Lacour revisite l'histoire de l'Europe sous l'angle du cinématographe. Son intervention est ponctuée de différents extraits des films qu'il évoque.

### De quelle ambition européenne le cinéma est-il le témoin ?

**LIONEL LACOUR**<sup>1</sup> : Si le cinéma américain raconte ce territoire continental avec ses mythes, ses ambitions mais aussi la remise en question du modèle américain, qu'en est-il alors vraiment de la représentation de l'Europe au cinéma ?

Dans le film Lumière *Cortège des Anciens Germains* (1896, opérateur inconnu) tourné à Stuttgart, on réalise combien notre continent a une culture commune : peuples, histoires, cultures et religions se sont mêlés tout au long des siècles. Pourtant peu de films en fait abordent le fait européen. Le cinéma européen s'est construit sur des modèles nationaux. Expressionnisme allemand des années 20, réalisme poétique français des années 30, néoréalisme italien d'après-guerre, nouvelle vague française de la fin des années 50 aux années 60. Si les genres ou les écoles ont influencé les autres cinémas, y compris hors d'Europe, les films évoquaient bien la situation du pays où ils étaient produits, à quelques rares exceptions près, comme *Allemagne année zéro* de Roberto Rossellini en 1947 qui évoque, comme son titre l'indique la situation de l'Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais sinon, pas le moindre vrai road movie digne de *New-York Miami* ou bien entendu de *Easy Rider*. Rien qui n'évoque clairement les Européens comme un peuple avec un projet commun, sauf quelques tellement rares exceptions qu'elles ne font que confirmer la règle. Et encore, ces exceptions sont-elles quasiment exclusivement françaises.

### Après la première guerre mondiale : le cinéma témoin d'une Europe traumatisée

Le cinéma d'après la première guerre mondiale évoque surtout des pays disloqués, détruits. Le cinéma germanique propose un style, l'expressionnisme, pour accentuer les contrastes et témoigner du chaos qui a frappé l'Allemagne comme l'Autriche, comme le montre particulièrement *Le cabinet du Docteur Caligari* de Robert Wiene

1 Lionel Lacour est fondateur de Cinesium.

en 1920. Les angles aigus, les noirs et les blancs intenses témoignent de ce monde manquant d'harmonie comme d'autres films de même inspiration l'évoquent (*Faust, Nosferatu, Metropolis...*).

Mais le cinéma d'après-guerre, c'est aussi l'idée que les Européens ont tous été victimes. Dans *Les croix de bois* de Raymond Bernard en 1932, c'est bien l'idée que Français et Allemands ont participé à une expérience commune et humainement destructrice. Cette vision est celle d'un vainqueur prêt à faire la paix avec l'ennemi. Cet élan pacifiste s'observe dans bien d'autres films. Ainsi, dans *Allo Berlin ? ici Paris !* de Julien Duvivier en 1932, l'espérance d'un continent devenu immense fédération pacifiste accompagne l'idée même qu'une histoire d'amour entre une Française et un Allemand est possible.

Ce rapprochement passe également par des collaborations franco-allemandes comme en témoigne les deux versions du film *Le chemin du paradis* réalisé en 1930, l'une en français et l'autre en allemand par Wilhelm Thiele, avec le même scénario et où seuls les comédiens changent selon la version.

Mais la question européenne ne concerne pas que les relations franco-allemandes. Pourtant, ce qui se passe en Espagne intéresse peu comme le démontre *La belle équipe* de Julien Duvivier en 1936 dans lequel les affaires d'outre-Pyrénées semblent bien éloignées des soucis des ouvriers français bénéficiant des apports du Front Populaire. Ce désintérêt est encore plus frappant dans *Hôtel du Nord* de Marcel Carné en 1938 qui évoque clairement la guerre d'Espagne et un positionnement clairement nationaliste et xénophobe de beaucoup de Français.

Et tandis que la menace nazie devient plus pressante, les cinéastes français adoptent des points de vue variés. Abel Gance revisite son *Napoléon* en 1935 et le transforme en visionnaire et en bâtisseur d'une Europe des peuples face à l'hégémonie du peuple aryen. Ce en quoi Jean Renoir semble acquiescer dans *La Marseillaise* en 1938, opposant deux visions de la nation, celle républicaine et celle nazie. Mais c'est certainement Jacques Feyder qui, dans *La kermesse héroïque* en 1935, réitérant le pacifisme d'avant 1933, avec comme morale simple « tout vaut mieux que la guerre ! », correspond au mieux à l'opinion publique d'alors.

Pourtant, la réalité est tout autre. Et le cinéma nazi de propagande est bien explicite. Dans *Hôtel Sacher* d'Erich Engel en 1939, si l'action se passe le 31 décembre 1913, c'est bien la situation de la date de sortie du film qui est décrite pour les spectateurs, celle qui remet en cause tout système multinational et vante l'idée d'un territoire sous contrôle d'un seul peuple, d'un seul État.

*Après la seconde guerre mondiale : quand la réconciliation franco-allemande inspire les cinéastes*

Après la seconde guerre mondiale, on retrouve une transcription cinématographique du désastre. À l'expressionnisme d'après 1918 répond le néo-réalisme italien,

témoignant de l'état de destruction de l'Europe en général, de l'Allemagne en particulier, comme *Allemagne, année zéro* de Roberto Rossellini en témoignage.

Un an auparavant, Jacques Tourneur, dans *Berlin express* démontre cependant que cette Europe s'envisage, certes autour d'une reconstruction par les puissances victorieuses, mais surtout sur deux piliers européens : la France et l'Allemagne.

C'est bien ce repère qui va alors orienter les spectateurs. La construction européenne passe par cette entente entre les deux ennemis. La question qui se pose est donc bien de comprendre comment l'Europe se présente désormais aux Européens sur grand écran. Et dans ce registre, avec *Le déjeuner sur l'herbe*, Renoir est certainement un des seuls qui, en 1959, envisage la construction européenne dans une projection politique. Jean Renoir commence son film par la présentation d'un personnage, « probable futur président de l'Europe ». Il est ainsi incroyable de voir que la logique du processus de la construction européenne devait aboutir à la création d'une Europe politique alors même que l'Europe économique n'était portée sur les fonds baptismaux par le Traité de Rome qu'en 1957. L'autre aspect intéressant du film de Renoir reposait sur le fait que ce « futur » président n'était pas un homme politique, mais un scientifique qui parlait de problèmes scientifiques liés à la reproduction du vivant pour expliquer ce que l'Europe pourrait apporter comme solution. Ainsi, dès le début du film, tout le rapport de l'Europe aux citoyens qui la composaient était présenté : on parle d'agriculture, seul domaine ayant finalement une politique européenne commune avant l'euro. Mais cela se fait dans des termes incompréhensibles et techniques qu'aucun spectateur ne pouvait comprendre avec, pour couronner le tout, la conclusion au discours du « professeur futur président » par le journaliste qui affirme que tout cela était très clair ! Belle prémonition d'une élite qui comprend une Europe que les peuples ne comprennent pas.

En 1961, Audiard dialoguait la construction de l'Europe dans le film d'Henri Verneuil *Le Président* avec dans le rôle-titre Jean Gabin. Dans un monologue extraordinaire, le dit président (du Conseil, c'est-à-dire chef du gouvernement sous la IV<sup>e</sup> République), après s'être fait retoquer son projet d'union douanière en Europe, met en accusation le contre-projet qu'il qualifie de projet des trusts « qui veulent s'étendre partout, sauf en Europe ». Il reproche à ce projet d'être celui des banques et de ne pas s'occuper des Européens. Nous sommes en 1961 ! Ce discours présente donc aussi et déjà les volontés d'impérialisme économique des Etats européens et surtout des lobbies industriels à vouloir s'implanter dans les pays producteurs de matières premières. La délocalisation et ses dérives étaient donc déjà envisagées alors même que l'idée de mondialisation telle que définie depuis la chute du bloc soviétique n'était pas à l'ordre du jour !

Le cinéma européen est, cela dit, essentiellement un cinéma qui parle de France et d'Allemagne et plus largement du monde germanique. Ainsi, pour reprendre le film de Renoir, c'est bien avec une « germanique » que le personnage incarné par Paul

Meurisse est fiancé. Et ces fiançailles à l'écran accompagnent celles entre la France de de Gaulle et l'Allemagne d'Adenauer. Elles se poursuivent au cinéma, dans celui notamment d'Audiard, que ce soit avec Denys de la Patellière pour *Un taxi pour Tobrouk* (1961) ou avec Gilles Grangier pour *Le cave se rebiffe* (1961). Ces films mettent souvent en scène la nouvelle entente franco-allemande. Pour le film *Un taxi pour Tobrouk*, il est tout à fait remarquable de voir comment le personnage interprété par Hardy Kruger, un officier allemand fait prisonnier par des soldats français, dont un juif interprété par Charles Aznavour, se retrouve à devenir un compagnon de route dans ce road movie des sables, afin d'éviter les champs de mine. Pour la première fois, un soldat allemand n'était pas montré comme un sale nazi. Mieux, Audiard montrait ce que Français et Allemand partageaient. Ils participaient aux mêmes événements sportifs, le personnage de Ventura étant boxeur avant la guerre et empêché de boxer un Allemand pour cause de déclaration de guerre ! De même, Kruger et Ventura ont fait la bataille de Narvik, l'un rapportant la Croix de guerre, l'autre des engelures. Par des dialogues savoureux, le soldat interprété par Maurice Biraud rappelle à l'officier allemand que, depuis Napoléon, les Français ne supportent pas que quiconque n'envahisse la Pologne à leur place !

Dans *Le cave se rebiffe*, Bernard Blier évoque les clients prestigieux de sa maison close : « Des Hanovre, des Hollen Zollern, rien que des biffetons garantis Croisade. » Outre les origines allemandes des nobles cités, c'est bien encore la culture commune entre Français et Allemands qui est présentée ici. Ce rapprochement se fait également par des coproductions de films dans lesquels le passé « nazi » de l'Allemagne semble devenu un objet d'humour plutôt étonnant.

Mais le « cinéma à papa » n'est pas le seul à témoigner de ce rapprochement. François Truffaut adaptait *Jules et Jim* à l'écran en 1962, racontant l'histoire d'un Français (Jim) et d'un Allemand (Jules) amis et amoureux d'une même femme. Outre ce ménage à trois sulfureux, c'est bien encore leur culture commune qui est mise en avant, notamment lors d'un visionnage de diapositives d'objets archéologiques européens.

### *L'Europe, terre d'espérance ? Le scepticisme des cinéastes*

Pourtant, il n'est rien de dire que l'idée même de l'Europe ne soulève pas que l'enthousiasme populaire. Ne serait-elle qu'une construction pour les entreprises et les États? Dans *Rue des prairies* de Denys de la Patellière, en 1959, le fils de Jean Gabin se demande bien l'intérêt de connaître les volumes des différentes productions de la Communauté européenne.

Elle apparaît donc comme inintéressante pour les citoyens et la jeunesse car elle ne fait manifestement pas rêver ! Trente ans plus tard, Eric Rochant fait dire au personnage principal de son film *Un monde sans pitié* : « Si au moins, on pouvait en vouloir à quelqu'un. Si même, on pouvait croire qu'on sert à quelque chose, qu'on

va quelque part. Mais qu'est-ce qu'on nous a laissé ? Les lendemains qui chantent ? Le grand marché européen ? On n'a que dalle. On n'a plus qu'à être amoureux, comme des cons et ça, c'est pire que tout. »

Cette mise en comparaison du modèle communiste en pleine crise avec le projet européen clairement libéral montre à quel point le projet européen apparaît déconnecté de la population, en tout cas française. Les illusions d'après-guerre, avec lesquelles se trouve la construction européenne n'ont pas conduit au bonheur espéré.

En 1992, un projet cinématographique a cependant pour ambition de célébrer à la fois la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et l'Europe avec *1492* de Ridley Scott. Film européen par le casting comme par la production, *1492*, date clé dans l'histoire mondiale, fait écho à l'année 1992, année de l'acte de naissance du projet d'Union européenne, prémices des possibles futurs États-Unis d'Europe.

Ce projet européen, ouvertement libéral et pacifique, est clairement séducteur pour ceux ne le vivant pas, à commencer par les pays d'Europe de l'Est. Et *Good bye, Lenin !* de Wolfgang Becker est un témoignage formidable de cette aspiration à la démocratie de l'Europe occidentale et à ces libertés nouvelles. Mais le film montre aussi combien les Allemands de l'Est deviennent immédiatement un nouveau marché et une proie pour les entreprises capitalistes.

Pourtant, l'Europe devient le sujet central d'un projet cinématographique dans *L'auberge espagnole* de Cédric Klapisch en 2002. Raillant l'aspect technocratique et économique de l'Union européenne, le cinéaste fustige la complexité administrative, et donc répulsive, pour qu'un étudiant puisse participer au dispositif Erasmus permettant d'étudier en Europe, rappelant au besoin qu'Erasmus vient de l'humaniste ayant vécu au XVI<sup>e</sup> siècle et voyagé dans toute l'Europe. Mais contrairement aux films d'Audiard vantant la culture commune des Européens, le personnage semble justement ignorer l'existence de ce personnage, héraut de l'Europe s'il en est ! Ceci montre donc bien l'absence de profondeur d'une culture à dimension clairement européenne chez les Européens ! En revanche, une fois arrivé à Barcelone, le héros parvient à se loger dans un appartement dans lequel vivent des étudiants de toutes nationalités : espagnols, italien, irlandaise, allemand, danois... Or, bien qu'en Espagne catalane, tous parlent en anglais, langue européenne non officielle, mais de fait commune à tous. L'acceptation du Français dans l'appartement passe par la négociation et par le pragmatisme pour aboutir à une décision unanime. Le cinéaste sous-entend finalement que cette volonté de vivre ensemble n'aboutit que si on se connaît, que si on partage des choses ensemble. Pas si on les impose.

Ainsi, moins que protéger, le cinéma relaie surtout l'image d'une Europe technocratique, impuissante à faire face aux lois du marché capitaliste et libéral. Dans *It's a free world*, Ken Loach dénonce en 2007 un marché du travail ne servant que les intérêts des capitalistes et des patrons, y compris les plus petits, exploitant les travailleurs européens sacrifiant leur vie pour des salaires misérables.

À ce libéralisme échevelé que dénonce Ken Loach ne répond même pas une protection des Européens par les États construisant cette Europe. Dans *No man's Land* en 2001, Denis Tanovic rappelle que le sort de la Yougoslavie est réglé par l'ONU et les USA, la présence européenne étant davantage symbolique, avec la venue notamment du président de la République française François Mitterrand, ou en tant que Casque bleu, donc sans autorité européenne. Si l'Europe capitaliste et libérale ne fait plus rêver ses propres habitants, elle n'arrive également plus à représenter une solution alternative qu'elle se proposait d'être pour ses voisins européens : une solution généreuse pour vivre dans la prospérité et dans la paix entre les peuples.

### Conclusion

Le cinéma français, mais il en est de même pour les autres cinémas européens, montre donc très peu d'enthousiasme quant à la construction européenne. En revanche, il montre que les Européens, et particulièrement les Français et les Allemands, ont une culture et une histoire commune. Moins que des films montrant l'Europe, c'est davantage des collaborations d'acteurs et d'actrices européens dans des projets européens qui montrent l'Europe à l'écran. Luc Besson a appelé sa société de production EuropaCorp et a distribué en 2010 un film s'appelant *La révélation*, évoquant les procès des crimes perpétrés en Yougoslavie dans les années 1990 faisant intervenir le Tribunal pénal international de La Haye. Les Européens s'intéressent de plus en plus aux pays d'Europe qui avaient justement été hors du processus de construction européenne, c'est-à-dire les pays du bloc communiste comme ce fut le cas pour *Good bye Lenin !*. Cette volonté de raconter son passé de la part des cinéastes de l'Europe de l'Est semble aujourd'hui satisfaire les spectateurs européens dans leur envie d'Europe, comme autrefois les Français voyaient leur rapprochement avec les Allemands à l'écran. Mais cela montre surtout que, pour l'instant, l'Europe n'est qu'une somme de nations vivant côte à côte. Le modèle de *L'auberge espagnole* où tout le monde garde sa langue, mais parle uniformément l'anglais n'est peut-être pas encore pour demain. La langue commune reste certainement le dernier rempart à la construction européenne, plus fort que la monnaie commune et unique qui, elle, pouvait être décrétée par les États membres.

Or, il s'avère que ce sont bien les différences culturelles entre les peuples qui resurgissent pour remettre en cause le projet d'une Europe pacifiée. Dans la séquence introductive de *Joyeux Noël*, Christian Carion montrait le point de vue des Européens avant la première guerre mondiale, celui qui prônait la défense de la nation envers et contre tout, avec une propagande jusque dans les écoles, conduisant inexorablement à la guerre. Mais son film s'adressait aux spectateurs du XXI<sup>e</sup> siècle et, de fait, il rappelait aussi le danger de ces revendications, aboutissant au repli sur son identité et dans ses frontières. Et on sait le tribut que les Européens ont payé il y a un siècle pour avoir adopté ce comportement. Au regard des situations dans certaines régions

d'Europe, le message du cinéaste est plus que jamais d'actualité et les tentations nationalistes sont une menace évidente pour la pérennité du projet européen.

### UNE EUROPE DE LA CULTURE

Cette séquence culture est clôturée par Antoine Arjakovsky qui propose de participer à l'écriture d'un nouveau récit de l'Europe, de relancer l'Europe par la culture.

## Les Européens disposent-ils d'une culture commune ?

**ANTOINE ARJAKOVSKY**<sup>1</sup> : C'est la question que l'on peut se poser à l'écoute de la diversité des expressions culturelles, de tous ces films, poèmes et chansons qui nous ont été magnifiquement présentés aujourd'hui. Y a-t-il une cohérence dans toutes ces expressions ? Peut-on parler d'une conscience commune aux Européens, comme nous l'avons fait aux Bernardins, lors de la publication de notre livre *Histoire de la conscience européenne*<sup>2</sup>, qui propose les regards croisés de trente historiens de toute l'Europe ?

Il est important de répondre à ces questions car, aujourd'hui, le président de la République reprend l'idée des pères fondateurs de l'Union européenne, et de Robert Schuman en particulier, de relancer l'Europe par la culture. Alors oui, d'accord, formidable, la culture tout le monde est pour, mais pourquoi cela n'a pas fonctionné jusqu'à présent ? Jacques Delors avait déjà lancé cette idée d'une âme pour l'Europe il y a 30 ans. Plus récemment Herman van Rompuy, José Manuel Barroso et les parlementaires européens nous ont invité à écrire un nouveau récit pour l'Europe. La difficulté, c'est que nous ne sommes pas tous d'accord sur ce qu'est la culture européenne, et nous ne sommes même pas sûrs que nous formons un ensemble cohérent. Récemment encore, nous avons refusé de reconnaître que « l'Ode à la Joie » de Beethoven que nous avons entendu tout à l'heure est véritablement l'hymne européen, et je ne parle même pas du drapeau européen qui est encore contesté en France.

Ces interrogations étaient présentes lors de la soirée que nous avons organisée au Collège des Bernardins le 27 septembre dernier pour préparer cette session : est-ce vraiment possible à l'âge de la globalisation et du numérique de délimiter ce qui est européen et ce qui ne l'est pas ou pas encore ? Peut-on dire, par exemple, que le festival de cinéma de Cannes est européen ? Est-ce que le jury du prix Nobel de Stockholm est toujours un symbole de la culture européenne ? Inversement, la capitale européenne de la culture n'est-elle pas aujourd'hui à la Silicon Valley ?

<sup>1</sup> Antoine Arjakovsky est directeur de recherche au Collège des Bernardins, fondateur de l'Institut d'études œcuméniques de Lviv.

<sup>2</sup> *Histoire de la conscience européenne*, sous la direction d'Antoine Arjakovsky, Paris, Salvator, 2016.

En fait, il y a au moins deux façons de répondre à ces questions. En écoutant les historiens et en écoutant les opposants à l'idée d'une culture européenne. Les historiens d'abord. Ils nous disent que, plutôt que de parler d'une culture uniforme qui nous tomberait du ciel, il faut comprendre que la conscience des Européens s'est constituée progressivement au fil des siècles. Elle a d'abord été mythologique avec l'invention géniale du mythe d'Europe par Hérodote qui a synthétisé en une seule fable les croyances de son temps. À savoir que l'histoire de l'Europe, à la différence de celle de l'Asie, est celle de la rencontre entre les dieux et les hommes. Mais si le berceau de l'Europe se trouve en Crète, la princesse Europe est elle-même une étrangère, une phénicienne, qu'il convient d'accueillir.

Puis, après la conversion de Constantin au christianisme, cette conscience est devenue théologico-politique. C'est alors que le regard profond des Européens, qui est aussi l'une des étymologies du mot Europe, a montré son ambivalence : à la fois sa capacité de percer les mystères les plus profonds de l'existence par l'art, par le droit et par la science, et en même temps sa volonté de conquête et de domination.

Après la chute de Constantinople en 1453, la découverte de l'Amérique par les Européens et l'avènement de la Réforme de Luther en 1517, un troisième moment de la conscience européenne est venu, celui de la Modernité, de l'affirmation de la primauté de l'humain sur le divin. Très vite, le droit naturel s'est transformé en droit séculier, la technologie rationnelle l'a emporté sur le sens de la nature comme création divine, et les religions traditionnelles ont été progressivement marginalisées au bénéfice d'États voulant prendre exclusivement en charge, à partir de Hobbes, Locke et Rousseau, les horizons de justice de leurs concitoyens<sup>1</sup>. C'est pourtant à cette époque que, de Cordoue à Oxford, chez Rudyard Kipling comme chez Taras Chevtchenko, est apparue la conscience d'appartenir à une même civilisation humaniste, marquée par Cicéron et Socrate, Moïse et Jésus Christ, Mahomet et Averroès.

Le quatrième moment dans la construction d'une conscience européenne, celui que nous vivons depuis les grandes tueries du XX<sup>e</sup> siècle, depuis le double échec des modèles théologico-politiques de l'Empire et de l'État-nation, c'est celui de la conscience politique de l'Europe. Avec la création de la CECA, puis de la Communauté européenne, puis enfin de l'Union européenne dont les seules frontières sont celles de l'espérance humaine, l'Europe s'est retrouvée autour de valeurs et de principes communs, non pas seulement la liberté, l'égalité, la fraternité, mais aussi le sens, aiguïté par la lutte contre les totalitarismes, de la dignité de toute personne humaine et de l'impératif du bien commun. Seuls ces principes unissent les 500 millions d'Européens car ils permettent de penser ensemble science et conscience, intelligence et vertu, libéralisme et socialisme, égalité et complémentarité entre les sexes, sens de l'identité particulière et goût de l'universel.

---

1 Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne*, Paris, Fayard, 1989 (1934).

Ce nouveau récit que les historiens nous proposent, cette nouvelle méthode des regards croisés à laquelle vous pouvez participer, – en vous rendant sur le site du Parlement européen<sup>1</sup> que nous avons imaginé avec de grands journaux comme *Ouest-France* et *Gazeta Wyborcza* –, se confirme également lorsque nous nous mettons à l'écoute des opposants à l'idée même d'une conscience européenne.

Il y a d'abord Monsieur Yuval Noah Harari, un intellectuel israélien, qui nous explique dans *Homo deus* que l'homme n'est que le résultat d'algorithmes biochimiques qui doivent être saisis en continuité avec les algorithmes électroniques. L'universitaire israélien nous invite à abandonner l'humanisme et à nous plonger dans une nouvelle religion mondiale qu'il appelle le dataïsme. Cette religion, dont il est le prophète, a comme valeur suprême le flux continu d'informations et comme dogme la séparation entre la conscience et l'intelligence. Pour lui, l'Internet des objets va enfin mettre fin à l'*homo sapiens*. Il rejoint l'intuition transhumaniste de Ray Kurzweil, selon laquelle le royaume de la singularité, c'est-à-dire de la conjonction des données, est proche.

Mais non, M. Harari, des algorithmes non conscients ne peuvent pas nous connaître mieux que nous-mêmes, comme votre religion le prétend. Ils peuvent peut-être deviner si nous allons acheter un shampoing à la pomme plutôt qu'à la cerise. Mais ils ne peuvent anticiper tous les moments où nous décidons de relever la tête, de regarder au loin, et de nous réjouir d'un coucher de soleil. Ils peuvent nous épier sur les réseaux sociaux, ils peuvent nous traquer dans les nouvelles dictatures fondées sur la propagande, mais ils ne peuvent s'introduire sur ce que l'on appelait autrefois le for intérieur. L'histoire de la dissidence européenne, celle qui va de Jan Patočka à Mustafa Djemilev, a montré au contraire que le refus de mentir peut à lui seul mettre à terre les États les plus puissants de l'histoire.

Mais il n'y a pas que les transhumanistes pour contester l'idée même de conscience culturelle européenne. Il y a aussi tous les propagandistes qui, au nom du concept de post-vérité, nous expliquent après Nietzsche qu'il n'y a pas de faits, qu'il n'y a que des interprétations, que la civilisation dès lors se construit sur la force et non par le droit. À l'époque des politiques publiques en faveur des *alternative facts*, la simple défense des faits, du consensus en faveur de la diversité et de la raison cartésienne n'est plus suffisante pour s'opposer aux puissants robots qui sèment la zizanie entre les Européens via les réseaux sociaux. Une réponse créatrice est nécessaire qui soit capable de remettre en question la pensée nihiliste, de mettre à son service l'outil digital et d'utiliser les mythes au nom de la justice et du bien commun.

Alex Evans, dans *The Myth Gap*, explique que l'humanité a toujours fait appel aux mythes pour comprendre qui elle est et où elle va. Les créateurs européens ne doivent pas se réfugier sur la montagne de la sèche rationalité et abandonner la

<sup>1</sup> My House of European History/Ma Maison de l'Histoire de l'Europe : <https://my-european-history.ep.eu/myhouse/timeline?locale=fr>

plaine des sentiments aux seuls populistes. C'est pourquoi Matthew d'Ancona, dans *Post-Truth*, propose une approche plus pro-active de la culture par la formulation de nouveaux récits<sup>1</sup>. Il prend pour exemple la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Londres de 2012 imaginée par Danny Boyle pour montrer que le mythe ne signifie pas nécessairement le contraire de la vérité. Au contraire, lorsqu'il est éclairé par une rationalité humaniste, lorsqu'il est traversé de part en part par l'humour, il permet, à travers une chorégraphie imagée et dansante, de comprendre et de partager le cœur d'une identité et d'une vocation.

Le pape François a donc raison de proposer un nouvel humanisme centré sur la personne. Car quoi de plus insaisissable que la personne ? Cet humanisme-là, initié par François d'Assise (+1226) avait été développé par Giotto (+1337) et Dante Alighieri (+1321) à Florence au tournant du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais il a échoué à l'époque de Boticelli (+1510). Certes, le peintre Florentin a permis, selon la formule célèbre, « à la Vierge d'abandonner le ciel et à Vénus d'abandonner la terre ». Mais, comme le dit le philosophe russe Nicolas Berdiaev, le projet de la Renaissance du Quattrocento était impossible : il était impossible de vouloir faire renaître le paganisme gréco-romain à l'intérieur de la révélation chrétienne.

Si un nouvel humanisme apparaît, il doit se situer à la fois dans l'esprit critique des Lumières et dans une filiation chrétienne œcuménique. Il doit être en mesure, comme le préconise Jean-Marc Ferry, de synthétiser le courage de se servir de son propre entendement avec celui de donner sa confiance au réel en son entier, « confiance intelligente autant que charitable »<sup>2</sup>. Il ne s'agit pas de promouvoir un repli sur soi comme le voudrait Rod Dreher aux États-Unis, l'auteur du best-seller *The Benedict Option*, ou *L'Option Bénédictine*. Relancer l'Europe par la culture, ce n'est pas imposer une vision confessionnelle au monde, c'est témoigner que le sens de l'harmonie des religions cosmiques et le sens de la transcendance des confessions monothéistes est compatible. C'est proposer une façon de penser symbolique et non pas seulement algorithmique. C'est affirmer que la vérité est accessible de façon antinomique comme le montre la physique quantique. C'est défendre la justice sociale autant qu'un développement durable puisque « tout est lié », comme nous le dit le pape François. C'est rappeler enfin le fait qu'à côté de la chronologie historique, il existe un temps vertical qui nous permet de participer dès à présent à l'éternité comme nous le pressentons déjà dans nos rêves ou dans nos diverses expériences spirituelles.

Alors oui : nous sommes pour une Europe de la culture comme le veut le gouvernement du président Macron mais d'une part il va falloir sérieusement augmenter les budgets de la culture à Bruxelles. Ils sont actuellement de l'ordre de 0,001 % du

---

1 Matthew d'Ancona, *Post Truth, The New War on Truth and How to Fight Back*, London, Ebury Press, 2017.

2 Jean-Marc Ferry, *La raison et la foi*, Livre de poche, 2017, p. 256.

budget de l'Union ! Car, qu'on se le dise, la culture est bien rentrée dans les compétences européennes depuis Maastricht. Et, d'autre part, le temps est venu de proposer un nouveau réalisme qui repose sur quelque chose de sacré, la reconnaissance de la dignité insondable de chaque personne, la beauté du monde compris comme création et la dimension personnelle de la vérité.

Michel Camdessus explique magnifiquement dans son livre, *Vers le monde de 2050*<sup>1</sup>, qu'il est fou de séparer l'économique, le social et la politique de la culture. L'ancien directeur du FMI encourage les États européens, avec l'UNESCO, à promouvoir l'unité spirituelle de la planète dans le respect et la promotion de la diversité des cultures. Dans le film suédois primé à Cannes cette année, *The square*, le héros qui dirige une galerie d'art contemporain comprend que la vie heureuse, créatrice, épanouissante ne repose pas sur la communication, mais sur l'attention à autrui, à ses enfants, à ses proches. C'est par la création de « carrés de confiance » autour de nous que nous saurons répondre à Malévitch et à son carré noir qui a jeté une ombre sur tout l'art contemporain. Pour le réalisateur Ruben Ostlund, le temps est venu d'inventer un art européen, à visée universelle donc, un art post-conceptuel, c'est-à-dire un art de vivre, capable d'unir le bien, le beau et le vrai.

---

1 Paris, Fayard, 2017.



## Jeunes en Europe

Des jeunes de 6 à 14 ans ont vécu une mini-session sur l'Europe qui leur était dédiée. Son programme a été pensé et animé par les association Eclore et Estival en lien avec deux bénévoles des Semaines sociales. En introduction de cette séquence qui vise à mettre en lumière les jeunes en Europe, accueillons les enfants et les ados qui ont vécu cette journée. À eux la parole !

« Qu'est-ce qui figure sur cette banderole et pourquoi nous la montrer ? »

– C'est la devise de l'Union européenne, nous avons réfléchi dessus aujourd'hui

« Qu'as-tu fait aujourd'hui exactement ? »

– Ce matin, j'ai fait des ateliers sur les difficultés de s'unir dans un groupe, j'ai voyagé dans le temps à différentes époques de l'Europe. Je me suis rendu compte qu'il était important dans une équipe de s'écouter, de se mettre d'accord et de s'aider. Finalement, l'Europe, c'est comme une grande équipe.

« Qu'as-tu fait cet après-midi ? »

– Nous avons fait un grand jeu « Les aventuriers de l'Europe ». Nous avons traversé l'Europe pour retrouver les symboles de l'Union européenne et découvrir les différents pays.

« Qu'est-ce qui t'a marqué dans cette journée ? »

– Ce matin, c'est l'atelier avec Jules César. On a compris qu'il valait mieux dialoguer que faire la guerre, car les deux pays sont perdants dans tous les cas.

Nous allons maintenant écouter le témoignage de leur aînés.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL<sup>1</sup>** : Moins de deux jeunes européens sur trois sont favorables au maintien de leur pays dans l'Union européenne, plus d'un jeune sur cinq souhaite que son pays quitte l'Union, plus de trois sur quatre voient l'Union avant tout comme une alliance économique. Ils sont moins d'un sur trois à la percevoir comme une alliance de pays partageant des valeurs culturelles, selon une étude allemande réalisée en mai 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 6 000 jeunes de 16 à 26 ans venant de 7 pays d'Europe dont la France. Rappelons qu'aux élections européennes de 2014, 74 % des 18-24 ans et 72 % des 25-35 ans se sont abstenus.

Se sentent-ils européens ? Comment habitent-ils l'Union européenne, maison construite par leurs grands-parents ou arrière-grands-parents ? Qu'en attendent-ils, quelle pierre veulent-ils apporter au projet ? Nous allons vous faire entendre des jeunes. D'un côté, des acteurs qui sur le terrain de l'Europe agissent, construisent, tentent, imaginent, et, de l'autre, des acteurs experts qui au travers d'initiatives originales rencontrent et entendent la jeunesse d'Europe.

Giacomo Baldin, vous êtes responsable du programme national ouverture au monde aux Apprentis d'Auteuil. Les jeunes sont-ils tous indifférents à l'Europe, voire anti-Europe ?

**GIACOMO BALDIN** : Apprentis d'Auteuil accompagne 30 000 jeunes chaque année en France, pas toujours des apprentis, mais aussi des jeunes qui ont vécu des situations de danger, connu des moments difficiles, ont été placés par l'Aide sociale à l'enfance ou qui ont une grande démotivation, une désaffection de l'école, soit parce qu'ils sont en difficulté dans leur parcours scolaire ou qu'ils ont perdu confiance en eux ou dans les adultes. Prenons un jeune de 17 ans qui vit dans un internat scolaire, son quotidien est assez loin de l'Europe, il a du mal à l'imaginer. Les informations qu'il reçoit proviennent des médias, des adultes, souvent négatifs, avec un euroscepticisme prédominant. Nous cherchons à créer des opportunités d'expériences directes à l'international, notamment par des stages et un programme international. L'objectif premier est de créer un premier accès à l'expérience internationale, qu'elle soit professionnelle, de solidarité ou culturelle.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Autre écho dans les campagnes, avec le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), composé de 10 000 militants de 13 à 30 ans réunis en petits groupes qui montent des projets citoyens dans les campagnes de France. Simon Coutand, vous êtes secrétaire national à l'agriculture au MRJC. Pour les jeunes du MRJC, l'Europe, c'est un sujet ou pas ?

**SIMON COUTAND** : C'est un sujet de débat depuis plusieurs années. Je rejoins la vision que les jeunes peuvent avoir de l'Europe avec cet euro-scepticisme qui gagne aussi les jeunes en milieu rural. Il y a une particularité en milieu rural : l'Europe est

---

<sup>1</sup> Marie-Christine Vidal, rédactrice en chef adjointe à Pèlerin, présidait la séance.

reliée à la Politique agricole commune, mise en place à partir de 1956 et pas toujours adaptée aux besoins des agriculteurs, parfois déconnectée de leur réalité et qui aurait besoin d'être réévaluée. Il y a un sentiment de déconnexion entre la réalité de la vie dans les territoires ruraux et ce qui se passe au niveau européen qui paraît très technocratique et peu adapté.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : François Fameli, vous êtes directeur de Café Babel, premier magazine en ligne participatif européen, écrit par et pour les jeunes en 6 langues dont l'ambition est de témoigner de l'Europe *in real life*. Concrètement, ce média âgé de 16 ans est produit par 1 500 auteurs bénévoles – traducteurs, photographes, vidéastes – et coordonné par une dizaine d'équipes locales installées à Rome, Séville, Budapest, Istanbul, et autres villes phares du continent. Ce sentiment plutôt mitigé envers l'Europe, comment l'expliquez-vous ?

**FRANÇOIS FAMELI** : Il m'est difficile de parler au nom des jeunes, car j'ai 32 ans... Européen, sans doute, puisque ma mère est belge, mon père, italien, et que je suis né en France. Parler du scepticisme des jeunes en Europe est peut-être une facilité, mais il faudrait se poser les bonnes questions. À Café Babel, nous ne sommes pas sceptiques sur le projet européen, nous sommes un média né de l'initiative de jeunes européens convaincus par le projet européen et l'intégration européenne. Notre lectorat est jeune et diplômé, 90 % a moins de 35 ans, souvent des étudiants qui font Sciences Po ou autre. Mais nous voyons bien qu'une partie de la jeunesse est désintéressée ou plutôt non informée, assez sceptique quant à l'Europe institutionnelle parce qu'ils ne la connaissent pas. Notre devoir est, par un biais détourné, d'essayer de parler d'Europe sans le dire. Nous sommes convaincus que c'est ainsi que nous arriverons à les rapprocher, à les convaincre, à démontrer qu'il existe une culture commune en Europe et qu'il est nécessaire de continuer à la construire.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Ariane Forgues, vous êtes diplômée en Affaires européennes et votre regard s'est affiné au cours d'un long voyage effectué avec Baptiste Hainaut, votre compagnon, diplômé en sciences historiques. Vous avez lancé un projet, « Des Europes et des Hommes », pour lequel vous avez, pendant 6 mois, parcouru la France pour recueillir des propositions citoyennes destinées à donner un coup de pouce à l'Europe. Vous êtes rentrés en avril dernier avec plus de 2 000 idées. Vous travaillez à la rédaction de ces propositions venues de la jeunesse et vous allez nous en livrer quelques-unes. Les jeunes et l'Europe, c'est « je t'aime, je te hais et je t'ignore », y a-t-il de l'espoir ?

**ARIANE FORGUES** : Cette étude sert à ramener des propositions du bas et à écrire un recueil pour en faire écho auprès des décideurs publics. J'aimerais faire une différence entre ceux qui sont vraiment anti-européens, ceux qui sont eurosceptiques et ceux qui sont déçus, ce qui concerne une majorité des gens et qui n'est pas de

l'eurosepticisme, mais la manifestation qu'on attend autre chose de l'Europe. Les jeunes sont loin d'être tous anti-européens. Ils demandent que l'Europe devienne concrète. Parmi les douze thématiques recueillies, les trois premières citées étaient les institutions, l'éducation, la communication et les médias. Par rapport à la population générale, on constate que trois sujets prédominent chez les jeunes : l'éducation, la communication, les langues et la coopération concrète. Ils se soucient moins d'économie, de frontières, d'agriculture. Ils souhaitent intégrer l'Europe dans l'éducation, les langues, dans ce qui touche leur quotidien. Ils veulent qu'on leur explique l'Europe sur les réseaux sociaux, ils veulent que l'Europe vienne à eux.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Quand on pense jeunesse, on pense à Erasmus qui concerne 5 millions de jeunes, après 30 ans d'expérience. C'est le cas de Giacomo qui a fait Erasmus en France, Simon à Prague, Ariane en Ecosse, François à Rome. Erasmus a transformé l'Union européenne en vaste auberge espagnole, selon le titre du film de Cédric Klapisch. Ce joyeux *melting-pot* un peu bohème, est-ce qu'on met une croix dessus ?

**FRANÇOIS FAMELI** : Non, c'est tellement rentré dans les mœurs que ce film, qui a 15 ans, est désuet. Aujourd'hui on est passé de la génération *low-cost* – Easy Jet, Ryan Air – à la génération Flixbus. Il y a tellement de moyens de se déplacer et de rencontrer son prochain qu'au final, l'Europe géographique est devenue un terrain de jeu pour les jeunes Européens. Ils n'ont pas forcément conscience des institutions européennes, de la politique européenne, mais beaucoup de jeunes Français vivent à l'étranger, beaucoup de jeunes sont venus du sud. On vit en européen sans le savoir.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Ariane, avez-vous senti ce rêve d'Europe ?

**ARIANE FORGUES** : En fait, on a dépassé l'envie fantasmée d'Europe pour avoir une vraie volonté pragmatique de faire entrer l'Europe dans la vie des jeunes. L'auberge espagnole est devenue une possibilité assez banale qu'on peut ressentir quand on entend des jeunes qui trouvent qu'Erasmus est administrativement compliqué. Ils veulent que tout devienne plus simple pour que ces échanges soient facilités. L'Europe leur est offerte. Pour les jeunes rencontrés en zone rurale, il y a un manque de connaissance sur ce que l'Europe peut leur apporter. Beaucoup pensent qu'il n'y a pas d'Erasmus pour les apprentis.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Comment faire naître chez les jeunes un sentiment européen, c'est un défi que des jeunes eux-mêmes prennent à bras le corps. François, racontez-nous votre expérience avec eux.

**FRANÇOIS FAMELI** : Café Babel est un média participatif, paneuropéen, multilingue, en ligne, dont les sujets sont proposés par des contributeurs qui écrivent dans leur langue, puis repris par nos éditeurs pour rendre les articles publiables et traduits

ensuite dans 6 langues – français, anglais, allemand, espagnol, italien et polonais. Ce sont plus de 1 500 contributeurs par an qui proposent articles, vidéos, photos et une communauté qui représente plus de 10 000 inscrits. Nous avons 250 000 visiteurs uniques par mois. Café Babel est né en 2001 sur les bancs de Sciences Po à Strasbourg, de l’initiative de quatre étudiants, deux français et deux italiens, qui ont voulu créer un média, un espace de dialogue pour favoriser l’émergence d’une société civile européenne... avec toutes les limites que l’on rencontre. Ce sont les versions française et anglaise qui marchent le mieux. On se rend compte qu’il y a des lectorats nationaux, qu’il est difficile de parler de la même chose au même moment dans tous les pays européens. Nous touchons du doigt donc les limites de cette émergence. Mais nous sommes convaincus que c’est par le multilinguisme et non par l’imposition d’une langue unique que nous réussirons à créer un espace de dialogue et de débat européen.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Scouts et Guides de France est un mouvement centenaire qui compte 80 000 adhérents en France et 50 millions au niveau mondial. Pierre, vous qui êtes membre bénévole du Bureau mondial du scoutisme, pourquoi ce mouvement place-t-il l’Europe au top de ses priorités ? A-t-on un secret aux Scouts pour faire aimer l’Europe ?

**PIERRE ARLAUD** : L’Europe est importante pour nous parce que c’est dans notre ADN. Quand on a 50 millions de scouts à travers le monde, ils sont répartis dans tous les pays. En Europe, c’est 2 à 3 millions de personnes, moins de 5 % du total mondial. C’est donc une réalité pour nos mouvements : nous avons des frères et sœurs dans le scoutisme partout dans le monde. Notre mouvement le fait vivre naturellement. Faire vivre cette dimension, c’est permettre la rencontre, ce qui se fait à toutes les échelles. Il y a de grands rassemblements, qui vont de 5 000 à 15 000 personnes, dont certains peuvent avoir pour thème la dimension européenne car cela permet de la formaliser. En 2015, un grand rassemblement à Strasbourg, « You’re up », a réuni, pendant 10 jours, 15 000 jeunes de 14 à 17 ans venant de 24 pays d’Europe et d’ailleurs. Un des axes portait sur la citoyenneté européenne.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Simon, pourquoi le MRJC s’attache-t-il à susciter un sentiment européen ? Comment faites-vous ?

**SIMON COUTAND** : En tant que mouvement rural chrétien, nous attachons de l’importance à établir une connexion au niveau européen et international. Nous faisons partie du MIJARC, Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique, qui réunit des mouvements issus de tous les pays du monde. Nous avons actuellement un lien plus fort avec le KLJB (Katholische Landjugendbewegung Deutschlands), équivalent du MRJC en Allemagne, avec qui nous organisons un festival international pour la paix en 2018 à Besançon. C’est un prétexte pour travailler

sur l'Europe, sur ce que l'Europe peut nous permettre de faire et pourquoi c'est important de découvrir l'Europe, c'est-à-dire des personnes. Travailler concrètement sur les liens entre les personnes, organiser un festival, c'est concret.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Aux Apprentis d'Auteuil, y a-t-il une urgence d'Europe ?

**GIACOMO BALDIN** : Quand il s'agit de formation professionnelle, ce n'est pas une urgence, c'est une évidence que d'avoir une expérience internationale et surtout européenne, même dans les métiers du bâtiment, de l'agriculture ou de la restauration. Se former à ces métiers nécessite une expérience en Europe. Aux Apprentis d'Auteuil, nous organisons environ 400 stages chaque année dans des entreprises à l'étranger. Le stage est une opportunité d'ouverture à l'autre, à un autre pays, à une autre culture et à une autre façon de faire. Pendant 3-4 semaines, les jeunes qu'on accompagne dans les lycées professionnels font des stages en entreprise et se forment avec d'autres jeunes, en essayant de parler la langue qu'ils ont apprise à l'école. Ils se rendent compte aussi qu'une langue étrangère, surtout l'anglais, est indispensable. C'est aussi une opportunité de renforcer l'autonomie, la capacité à se déplacer seul, et aussi de repartir travailler dans un pays européen. Cela ouvre le champ des possibles et les aide à repenser leur projet de vie, leur projet professionnel pour l'avenir. J'ajouterai un exemple différent. Cette année, nous avons organisé un échange avec un groupe de jeunes Palestiniens. Quand on fait des échanges avec des jeunes qui viennent de pays extra-européens, on peut constater, à partir de leur image de l'Europe, combien nous avons de la chance de vivre dans l'espace européen qui offre autant de qualité de vie, d'opportunité d'emploi et de formation. Cela les aide à acquérir une nouvelle vision de l'Europe, très positive.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Simon, qu'est-ce que l'organisation du festival a changé dans la perception de l'Europe ?

**SIMON COUTAND** : Le festival international pour la paix a diverses entrées thématiques pour permettre discussion et échanges : agriculture et souveraineté alimentaire ; vivre ensemble et habiter la terre ; religion et spiritualité ; économie et travail ; institutions et démocratie. Pour construire une autre Europe et surtout une Europe de la coopération. Nous nous voyons trois fois par an avec les Allemands sur des week-ends de 2-3 jours. Nous prenons conscience de la diversité et comprenons mieux la complexité de faire des politiques à l'échelon européen, l'importance de se connaître et de se comprendre. Échanger autour de ces questions permet d'avoir une autre ouverture, un esprit critique et pour tous les jeunes qui participent à l'élaboration de la réflexion pour le festival, c'est un premier pas pour s'engager ensuite au niveau de la coopération européenne. Nous espérons qu'au moment du festival, cela permettra aux jeunes présents de découvrir plus concrètement ce que c'est qu'être européen et de discuter avec d'autres Européens.

**PIERRE ARLAUD** : Vivre l'Europe se fait à travers la rencontre. Ce que nous faisons en plus dans les projets du scoutisme, quand nous organisons un événement, c'est que nous mettons des jeunes ensemble dans des équipes entre Européens pour faire des choses. C'est dans cette coopération qu'il y a des proximités et des points communs qui se créent. Pour vivre l'Europe, le premier pas se fait dans la rencontre et l'échange. Le pas suivant, c'est comment on fait pour travailler ensemble, quand on ne parle pas la même langue, quand on doit donner un cap. Chaque année, des jeunes vont s'engager dans cette difficulté de réaliser des projets avec des scouts d'autres pays.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Solenn, vous êtes cheftaine chez les bleus, les 11-14 ans, et vous avez participé au grand rassemblement « You're up ! » à Strasbourg où il y avait ce principe de petites équipes mixtes de différentes nationalités. Qu'est-ce que ce rassemblement a changé sur votre perception de l'Europe ?

**SOLENN BRETON** : Le rassemblement proposait aux groupes français de se jumeler avec un groupe européen. Nous avons contacté un groupe catalan de Majorque et nous nous sommes retrouvés à Strasbourg pendant une semaine à travailler, s'amuser, se rencontrer. Quant à la langue, c'est l'anglais qui nous a aidé à travailler avec eux. On a proposé à 800 pionniers et Caravelles d'aller au Parlement européen pour rédiger la RED, Résolution pour l'Europe de demain! Dès notre arrivée à Strasbourg, nous avons été répartis en équipes sur différents sujets et après un temps de réflexion, nous avons abouti à des propositions que nous avons votées au Parlement européen, en se mettant à la place des députés européens. Cela m'a donné envie de m'impliquer dans l'Europe. « You're up » a été le déclencheur, c'est formidable ce qu'on peut faire à l'international. L'été prochain, je vais participer au rassemblement des Rovers, branche aînée des scouts, qui se tiendra aux Pays-Bas. Cela m'a donné envie d'en savoir plus sur le fonctionnement européen, de connaître mieux les institutions, de voter aux prochaines élections, de sensibiliser des jeunes autour de moi et de m'impliquer encore plus.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Giacomo, aux Apprentis d'Auteuil, comment l'Europe se vit vraiment ?

**GIACOMO BALDIN** : Cela se vit par des expériences concrètes, des stages, par la rencontre de l'autre, par le faire ensemble. Nous avons réalisé une vidéo sur le témoignage d'une jeune fille qui est partie à Palerme pour un stage d'un mois en pâtisserie en Erasmus + : « C'est organisé par l'école, la moitié de la classe est là avec nos professeurs. C'est beaucoup axé sur le professionnel. On communique avec les gestes et on partage des mots qu'on apprend. Partir si longtemps de chez moi me prouve que je peux être autonome. » Il y a eu un choc culturel, elle voit mieux ce qu'elle veut faire plus tard. On voit comment un stage Erasmus peut changer la trajectoire,

---

1 <https://caravane.sgdf.fr/beready>

le projet de vie ou le projet professionnel. C'est une expérience un peu courte, 3-4 semaines, mais on peut apprendre, ou s'habituer, à s'adapter à un contexte très différent de travail ou de vie, avec la vie en collectivité, la différence des langues ou du tutorat ; cela représente beaucoup d'adaptation et de réflexion. Cela peut confirmer ou changer l'idée qu'on avait de sa formation et de ce qu'on voulait faire après. C'est aussi une expérience culturelle, les jeunes confrontent, observent beaucoup, c'est une première expérience de la différence, ça donne l'envie de repartir, de refaire des voyages ou d'être solidaire, de s'occuper d'autres problématiques, ce n'est pas seulement une question de formation professionnelle.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Faire vivre l'Europe à des jeunes est possible, quels qu'ils soient. Comment faire pour que les jeunes s'engagent pour l'Europe ? Baptiste et Ariane, dévoilez-nous les propositions glanées lors de votre tour de France auprès des jeunes.

**BAPTISTE ENAUD** : Ils souhaitent une Europe qui se modernise, pour les toucher directement via Youtube, les réseaux sociaux, avec un vocabulaire accessible et des thèmes qui leur parlent concrètement. Deux idées sont revenues plusieurs fois : dépénaliser, voire légaliser le cannabis ; favoriser la construction de la voiture électrique.

Sur la communication et les médias : une chaîne YouTube sur l'Europe un peu comme Datagueule sur France 4 (visible sur YouTube) ; une web TV à l'échelle européenne qui soit lancée et gérée par des étudiants en langue, en communication, en journalisme, en histoire – un équivalent vidéo de Café Babel ; une version européenne des Carnets de campagne de France inter.

Sur l'environnement : la volonté d'une caisse européenne de solidarité pour financer les énergies renouvelables ; le développement des jardins partagés, du bio, des fruits et légumes de saison.

Sur l'éducation et les langues : évolution des méthodes éducatives ; enseignement d'une matière européenne sur l'éthique, le vivre ensemble et le développement durable – matière qui serait partagée par l'ensemble des élèves de toute l'Union européenne ; création de travaux pratiques encadrés (TPE) européens, organisés par des élèves de classes et de pays différents pour créer un projet transnational qui ferait l'objet d'une évaluation au bac ou équivalent du bac ; des outils pour apprendre les langues : faire des correspondances par skype, des options bilingues en maternelle et primaire ; un pôle Europe dans chaque lycée pour expliquer les différentes possibilités offertes (Erasmus, jobs divers, etc.) ; des écoles supérieures européennes avec un cursus différent dans chaque pays.

Sur la culture : équivalent d'une Journée mondiale de la jeunesse au niveau européen et laïc avec sport, gastronomie, ateliers culturels ; accessibilité du tourisme européen avec des tarifs adaptés ; une campagne de communication en direction des jeunes pour les élections européennes détaillant ce que ça leur apporte concrètement.

**ARIANE FORGUES** : On parlait du taux d'abstention chez les jeunes aux élections européennes, c'est aussi parce qu'ils ont le sentiment qu'ils ne connaissent pas assez l'Europe, ils veulent comprendre avant de s'engager, de voter. Il y a un enjeu de communication. Il faut expliquer pourquoi l'Union européenne est importante. Les jeunes, significativement plus pro-européens que leurs aînés, se sont beaucoup abstenus de voter en Angleterre au référendum sur le Brexit parce qu'ils avaient le sentiment qu'ils ne maîtrisaient pas assez le sujet.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : À qui allez-vous transmettre ces propositions ? Comment vont-elles être développées et mises en œuvre ?

**BAPTISTE ENAUD** : Nous avons un partenariat avec l'Institut Jacques Delors qui se chargera de publier et de traduire en anglais le recueil et de le diffuser à un cercle le plus large possible.

**ARIANE FORGUES** : Il sera diffusé non seulement auprès des personnalités politiques, mais aussi des recteurs d'académie et des médias. En plus de ce recueil, nous rédigeons un livre grand public où nous rassemblons les propositions et où nous racontons cette belle aventure que nous avons vécue, pas seulement dans des grandes villes, mais aussi en milieu rural.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Chez les scouts, dans le même style de grandes idées et de résolutions, une fois la RED signée, une fois les jeunes ayant décidé dans quels domaines d'action ils allaient agir pour l'Europe, que s'est-il passé ? Y a-t-il d'autres projets pour accomplir le rêve européen ?

**PIERRE ARLAUD** : Quand on demande leur avis aux jeunes, on s'attend à ce qu'ils apportent quelque chose auquel on n'a pas pensé et qui va tout changer. En fait, dans le cadre de la RED, ce sont souvent des aspirations raisonnables. La question est : « Qu'est-ce que croire fait faire ? » Les jeunes se sont engagés sur des actions. Nous avons 18 résolutions après une dynamique qui a duré 3 ans. Pendant un an, vous allez mettre en œuvre ces résolutions, vous n'allez voter au Parlement européen que des résolutions que vous êtes capables de mettre en œuvre. Nous avons un millier de jeunes qui sont partis avec les équipes européennes sur des choses très simples. Par exemple, des Français et des Italiens se sont mis d'accord pour restaurer des espaces verts dans la montagne qu'ils partagent, d'autres pour faire vivre des lieux de mémoire, comme d'anciens camps de concentration. Nous avons des centaines de projets que vous pouvez voir sur le blog des SGDF. Nous avons engagé les scouts sur deux points : d'une part, témoigner sur ces projets et, d'autre part, engager les élus dans le suivi de ce travail. Sur les 800 jeunes au Parlement européen, une

centaine a rencontré des élus. On trouve toujours des élus qui sont prêts à discuter et qui comprennent l'aspiration des jeunes à vouloir parler d'Europe. Les élus aussi doivent s'engager en partenaires de la dynamique des jeunes. L'Europe, il faut la faire vivre et il faut qu'elle soit démocratique. On a constaté une véritable émulation entre équipes. Le scoutisme est souvent l'unique occasion d'être confronté ou de vivre l'Europe.

**MARIE-CHRISTINE VIDAL** : Simon, l'expérience du festival international pour la paix a-t-il fait naître d'autres rêves européens ?

**SIMON COUTAND** : Tout à fait. Grâce au lien établi avec les Allemands, nous avons organisé notamment un séjour l'été dernier dans la Loire, avec 40 jeunes Allemands et 40 jeunes Français de la Loire qui ont pu vivre ensemble dans la commune. Cela a fait germer des questions sur la langue, il a fallu trouver des solutions. Nous avons des traducteurs pour permettre l'échange, puis le langage s'est libéré d'une façon ou d'une autre et ils sont arrivés à se comprendre par le faire ensemble. C'est un exemple de quelque chose de concret que permet le festival.

*TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : Comment changer la perception négative, le scepticisme de cette génération ? Avez-vous des projets concrets pour faire en sorte que les jeunes s'approprient leur citoyenneté européenne ? Que changeriez-vous dans le programme Erasmus afin d'améliorer la mobilité de tous les jeunes, y compris les apprentis, les jeunes ruraux, les jeunes en difficulté ?*

**ARIANE FORGUES** : Déjà, le passage d'Erasmus à Erasmus + le rend accessible aux personnes en stage ou en recherche d'emploi. Quand on parle de scepticisme, quelque chose relie beaucoup la jeunesse et l'Europe, c'est l'image qu'on en a. On se dit que l'Europe est très compliquée et ne pourra jamais rien changer alors qu'elle fait des choses mais qu'on manque d'informations. On peut faire un parallèle avec la jeunesse, car c'est aussi ce qui est souvent reproché aux jeunes. Beaucoup de choses (plateformes, etc.) se mettent en place chez les jeunes qu'on a rencontrés et ne sont pas relayées par les médias, beaucoup de choses positives qu'il faudrait mettre en avant alors qu'on a l'impression que la jeunesse ne se bouge pas assez. Il y a une perception et un enjeu commun sur l'Europe et la jeunesse. Lors de notre tour de France, nous avons logé chez les gens, nous avons été accueillis à bras ouverts par des jeunes qui ne nous connaissaient pas.

**GIACOMO BALDIN** : On a parlé d'information, de la difficulté à comprendre l'Europe, des sujets européens parfois éloignés du quotidien. On va essayer d'aider au décryptage de l'information. Les jeunes s'intéressent à des sujets éminemment européens : l'immigration, l'accueil des migrants, l'environnement, l'emploi. Ce

---

<sup>1</sup> Grégoire Lefèvre et Bernard Jacquin relayaient les questions de la salle.

sont des sujets qui leur parlent, mais ce n'est pas immédiat de connecter tout cela à l'Europe. Une autre dimension de l'Europe que nous essayons de faire vivre, c'est la solidarité. Nous organisons des chantiers de solidarité. C'est une autre façon de vivre concrètement la proximité entre pays et cultures.

**PIERRE ARLAUD** : Je partage totalement l'avis de Giacomo. Le scoutisme a beaucoup évolué ces dernières années. Certains jeunes nous disent : « Arrêtez de nous vendre l'Europe comme de la lessive en poudre, laissez-nous la vivre, on aimerait avoir le temps de monter un projet sur un sujet qui nous passionne, le traitement des déchets, les migrants. » Nous avons des dizaines de groupes scouts qui s'engagent avec des scouts italiens, grecs sur des projets autour du développement durable, de l'accueil des migrants. À la fin, on leur dit : « Ce que tu fais, c'est un peu européen », c'est le rôle de l'éducation non formelle. Dans le scoutisme, chaque jeune, où qu'il soit, a la même opportunité de vivre un projet européen, et l'Europe commence par là. Cela montre que l'Europe est accessible à tous.

**SIMON COUTAND** : On ne peut pas attendre tout de nos mouvements, on ne va pas changer l'Europe à nous tout seuls. On peut aussi exiger des politiques qui permettent un peu plus de coopération, de lien entre les personnes. Quand un accord comme le CETA passe en toute opacité au niveau européen, on sait que cet accord de libre échange entre la France et le Canada aura un impact très dommageable sur l'agriculture française notamment. On ne maîtrise pas ce qui se passe, et il y a déconnection entre ce qu'on vit localement et ce qui se passe au niveau européen. Il faut qu'il y ait plus de démocratie, de transparence et de compréhension à l'échelon européen pour qu'il y ait moins de méfiance.

**FRANÇOIS FAMELI** : Pour relativiser l'euro-scepticisme supposé des jeunes, je dirais que, pour des euro-décus, ils ont fait énormément de propositions très innovantes. Le sentiment d'appartenance à l'Europe existe, mais ils attendent plus des institutions. Il y a un décalage entre la vie réelle et ces institutions qui leur paraissent très lointaines. Déjà que les jeunes s'intéressent moins à la politique que leurs aînés, si on leur parle de politique européenne, à un échelon supranational, ce n'est pas évident. Ce qu'ils voient au quotidien, c'est une sensation de précarité grandissante, le sentiment d'appartenir à une génération qui vivra moins bien que ses aînés. Ils en sont conscients. Par exemple, presque 100 000 italiens, 100 000 espagnols migrent pour venir travailler dans l'Europe du nord, ils espèrent travailler dignement et vivre chez eux de leur travail. Le deuxième sujet évident chez les jeunes est la question environnementale, la défense de l'environnement. La prise en compte de la finitude des ressources naturelles est présente chez les jeunes et ils ont envie de s'engager pour cela. Cela explique qu'ils attendent davantage de l'Europe.

*– Vous nous partagez les attentes et les frustrations des jeunes par rapport à l'Europe, comment se positionne chez les jeunes leur relation à l'Europe comparée à celle qu'ils ont avec leur propre pays et ses institutions et à une ouverture plus large au monde. Avez-vous perçu des attentes et frustrations liées spécifiquement à l'Europe, car il y a beaucoup de déceptions par rapport à la politique nationale, par exemple ?*

**BAPTISTE ENAUD** : Il y a une volonté de subsidiarité importante, c'est-à-dire de faire les choses au niveau le plus local possible.

**ARIANE FORGUES** : Que l'Europe s'occupe seulement de ce qui se passe à l'échelon européen et pas seulement de la taille des cuvettes des toilettes, ce qui est de plus en plus le cas depuis 2014 où la nouvelle Commission européenne a arrêté de faire des règlements pour tout et n'importe quoi. Par rapport à la démocratie en Europe, il y a un sentiment que l'Europe est loin et assez peu démocratique. C'est pourquoi ils demandent que l'Europe se rapproche d'eux. Les députés européens sont élus, et les jeunes ne vont pas voter. L'intégralité des sessions du Parlement européen est disponible en direct sur Internet, mais, en fait, il y a trop d'informations et on ne sait pas où trouver une synthèse. Les jeunes demandent clarification et pédagogie de la part des institutions européennes. Ils sentent que l'Europe est importante, mais souhaiterait davantage la comprendre. C'est l'un des enjeux majeurs pour les institutions européennes aujourd'hui.

**SOLENN BRETON** : J'ai 19 ans et j'ai pu voter aux dernières élections présidentielles et législatives. L'Europe, on en parle dans les lycées, il y a de l'éducation civique, mais concrètement, ça ne change pas grand chose. En revanche quand on arrive à la fac et qu'on rencontre des étudiants étrangers, c'est très enrichissant de côtoyer des Européens. Il faudrait commencer dès le plus jeune âge et ne pas se contenter d'une heure de cours toutes les trois semaines, pour vraiment sensibiliser les jeunes.

**PIERRE ARLAUD** : Il y a autant de jeunes qui vont voir les vidéos du Parlement européen que celles du parlement français. Ce qui est important, ce n'est pas tant la compréhension d'un système, c'est comment on s'initie à faire de la démocratie, c'est un apprentissage, c'est cette opportunité-là qu'il faut donner. Au niveau local, si on permet à un jeune de participer au conseil de la jeunesse local, de faire valoir ses opinions, il aura l'idée qu'il peut le faire au niveau européen. Il faut toujours trouver plus d'espace pour donner aux jeunes la capacité de participer. Démographiquement, la jeunesse en Europe est une portion faible, les deux tiers de la population auront en moyenne 60 ans en 2050. Les jeunes auront probablement le sentiment d'être encore plus impuissants. C'est pourquoi il est important de sanctuariser les espaces de débat pour les jeunes et qu'ils puissent expérimenter la démocratie. Les jeunes issus du scoutisme s'attendent à trouver ça, il ne faut pas les décevoir.

– *On assiste à la difficile émergence d'une Europe sociale. Quelles règles sociales pour les jeunes en Europe ?*

**FRANÇOIS FAMELI** : Je vais reprendre les mots du président du Forum européen de la jeunesse, Luis Avarado Martinez : « Nous avons trop entendu dire que nous, les jeunes, sommes le futur, mais nous avons besoin d'instruments concrets pour le devenir. Les jeunes générations ne soutiendront plus le projet européen si l'Europe ne devient pas davantage sociale. » Il y a une grande attente de la part des jeunes pour sortir de cette précarité croissante, d'une difficulté d'accès au monde du travail. Le monde de la formation professionnelle essaie de s'adapter. Erasmus devient accessible au monde de la formation professionnelle avec Erasmus +. C'est bien de simplifier l'accès aux échanges professionnels et de sortir du domaine universitaire, mais ce budget doit évoluer et grandir. On doit permettre à tous les jeunes d'avoir les mêmes opportunités. Que les jeunes du sud de l'Europe puissent fonder une famille, travailler dignement dans leur pays. Aller vers davantage d'Europe sociale, ce n'est pas évident, mais les jeunes en ont besoin. Sachant que la précarité et la défense de l'environnement sont deux thèmes qui touchent particulièrement les jeunes, si on veut rapprocher les jeunes de la politique, il faudra prendre à bras le corps ces thématiques-là.

**BAPTISTE ENAUD** : Il est clair que la volonté d'une Europe sociale est un terme qui a été beaucoup employé lors de notre tour de France. Cela s'accompagne d'une grande méconnaissance des plans sociaux, de ce que fait l'Europe en la matière, comme l'initiative pour l'emploi des jeunes<sup>1</sup> ou le Fonds social européen<sup>2</sup>.

**ARIANE FORGUES** : Il faut être exigeant vis-à-vis de ceux qui nous représentent. Qui décide aujourd'hui en Europe ? Ce sont nos députés européens et nos ministres. Nous sommes représentés à Bruxelles en permanence, par les élus, par les ministres. La politique européenne se fait principalement par les États et le Parlement européen. Quand on demande une Europe sociale, on ne peut pas faire de reproche à une entité vague qui serait Bruxelles, il faut demander des comptes à nos élus et ministres parce qu'ils peuvent porter les réformes que nous souhaitons mettre en avant. Il faut demander plus d'Europe à nos maires. Beaucoup de projets sont soutenus par l'Union européenne via le Fonds social dans les départements. Ils ne sont pas forcément mis en avant par les élus locaux. Il faut s'intéresser à ce qui est financé par l'Europe au niveau local y compris sur le plan social. En Île-de-France, par exemple, il y a des formations, y compris aux Apprentis d'Auteuil, qui ont été cofinancées par l'Union européenne. Il faut s'intéresser aussi à ce qui se passe au niveau local et national pour promouvoir cette Europe sociale.

---

1 <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1176&langId=fr>

2 <http://ec.europa.eu/esf/home.jsp?langId=fr>



**FANNY CHEYROU<sup>1</sup>** : Hier matin, sur la question de l'Europe à l'épreuve du réel, les invités ont parlé du long chemin qui reste à parcourir pour l'Europe et ses acteurs. Vous, frère Alois, vous nous avez rappelé que l'Europe est née de ce miracle de la réconciliation franco-allemande. Le résultat de ce miracle, c'est ma génération, une génération de la paix, en tout cas pour l'Europe occidentale. J'ai écrit un texte pour *Panorama* sur le thème de l'Europe qui cherche sa boussole dans lequel la vieille dame que je cite est ma grand-mère : « Chez mes parents, on ne disait pas les Allemands, mais les Boches ! Ça ne me viendrait plus à l'esprit. C'est une chose qui a existé mais qui ne peut plus exister. » Nous avons connu la guerre à travers le récit de nos grands-parents ou des manuels d'histoire. Frère Alois, vous êtes un peu responsable d'une génération qui oublie parfois le prix de la paix. Comment ne pas oublier le prix de la paix ?

**FRÈRE ALOIS<sup>2</sup>** : En effet, cette réconciliation nous donne une responsabilité. Nous vivons une période de paix en Europe, mais c'est un peu trompeur, nous avons quand même eu les guerres dans les Balkans. À Taizé dans les années 90, des Croates et des Serbes se sont rencontrés et ont dialogué, signe que les jeunes sont capables de préparer la paix. Nous avons un conflit armé en Ukraine, aux portes de l'Europe, et nous avons reçu à Taizé des jeunes Ukrainiens et Russes qui ont cherché à s'écouter mutuellement. La prière commune a aidé ces jeunes à écouter l'autre, à comprendre que l'autre a souffert aussi. Nous avons tous ces autres conflits en Syrie, au Moyen Orient, au Mali, au Soudan du Sud où la guerre civile fait fuir des gens qui arrivent chez nous. La paix en Europe est donc une image trompeuse.

Un autre conflit est très important et nous devons y être beaucoup plus présents, c'est quand on nous dit que l'islam est une menace pour l'Europe. Nous, chrétiens, avons la responsabilité d'entrer en dialogue et, si on parle de fil rouge spirituel, je pense qu'une des priorités est ce dialogue islamo-chrétien. Nous le cherchons aussi à Taizé. Nous avons organisé cette année une semaine d'amitié islamo-chrétienne et nous en ferons une autre en 2018.

**FANNY CHEYROU** : Tous les jours, à Taizé, votre communauté est témoin d'une jeunesse engagée, enthousiaste, fragile parfois, priante. Vous êtes assez privilégié comme frère. Il y a aussi les grandes rencontres européennes à la fin de chaque année qui rassemblent plusieurs milliers de jeunes. Contrairement à ce qu'on peut entendre parfois, c'est une jeunesse qui a soif d'engagement.

1 Fanny Cheyrou est journaliste à *Panorama*.

2 Frère Alois est prier de la Communauté de Taizé.

**FRÈRE ALOIS** : En effet, nous le constatons chaque année quand 15 à 20 000 jeunes se réunissent pendant 5 jours dans une ville, à Riga en 2016, à Bâle en 2017. Cela demande une grande préparation et de l'hospitalité, car tous ces jeunes sont accueillis dans des familles. Il y a toujours une grande joie après cette rencontre dans les familles, chez ceux qui ont offert l'hospitalité comme chez ceux qui l'ont reçue. À Bâle, des jeunes venus de loin découvrent qu'il existe des régions transfrontalières et qu'on ne pourra pas revenir en arrière. C'est une réalité qui ne peut pas être effacée. Cette générosité des jeunes pour une cause, on la constate aussi chez ceux qui sont partis en Syrie pour combattre aux côtés de l'armée islamiste, même si c'est négatif. Ils cherchent une cause pour leur vie. Quand il y a un défi, des jeunes répondent car ils se posent la question du sens de leur vie. Nous avons vu cela en Afrique lors de la rencontre que nous avons organisée à Cotonou, au Bénin. En Afrique, on rencontre tant de jeunes avec un potentiel humain énorme, physique, intellectuel, qui ne trouve pas de débouchés. C'est grave et les jeunes le ressentent douloureusement. À Taizé, nous voulons chercher à répondre par des petites propositions. Par exemple, nous proposons à des jeunes d'aller vivre un mois dans une fraternité provisoire dans une ville en Europe, au Liban, au Maroc, ils sont appelés à vivre à trois ou quatre une vie de fraternité, de prière avec un engagement social sur place. Nous sommes étonnés par le nombre de demandes depuis que nous avons fait cette proposition.

**FANNY CHEYROU** : Nous avons fait un reportage sur Taizé dans *Panorama*. Les frères rappelaient que la question que l'on se pose quand on arrive peut être « Qui suis-je ? Où vais-je ? », centrée sur soi. Les frères rappellent que la question est « avec qui je marche ? qui est à mes côtés ? qui je choisis pour marcher ? », plus située dans l'altérité. Les jeunes l'entendent, ils témoignent tous que le retour à la maison est difficile car il reste encore des murs dans les consciences. Casser les frontières, dans les Églises en particulier, c'est l'inconnu, l'insécurité, peut-être est-ce ce qui fait peur aux Églises d'Europe. Qu'en pensez-vous ?

**FRÈRE ALOIS** : Beaucoup de jeunes cherchent une Église où l'amitié compte d'abord. Je me rappelle la parole de Jean-Paul II lorsqu'il est venu à Taizé : « On passe à Taizé comme on passe près d'une source. » C'est cela que les jeunes cherchent aujourd'hui dans l'Église, une source de vie, d'amitié. Le pape François, en parlant des jeunes qui se réunissent à Taizé ou dans les rencontres européennes a dit : « Les multitudes de jeunes orthodoxes, catholiques et protestants qui se rencontrent dans les rassemblements internationaux organisés par la communauté de Taizé aujourd'hui nous demandent de faire des pas en avant vers la pleine communion. Et cela non parce qu'ils ignorent la signification des différences qui nous séparent encore, mais parce qu'ils savent voir au-delà, ils sont capables de recueillir l'essentiel qui déjà nous unit. » Nous devons trouver un nouveau souffle

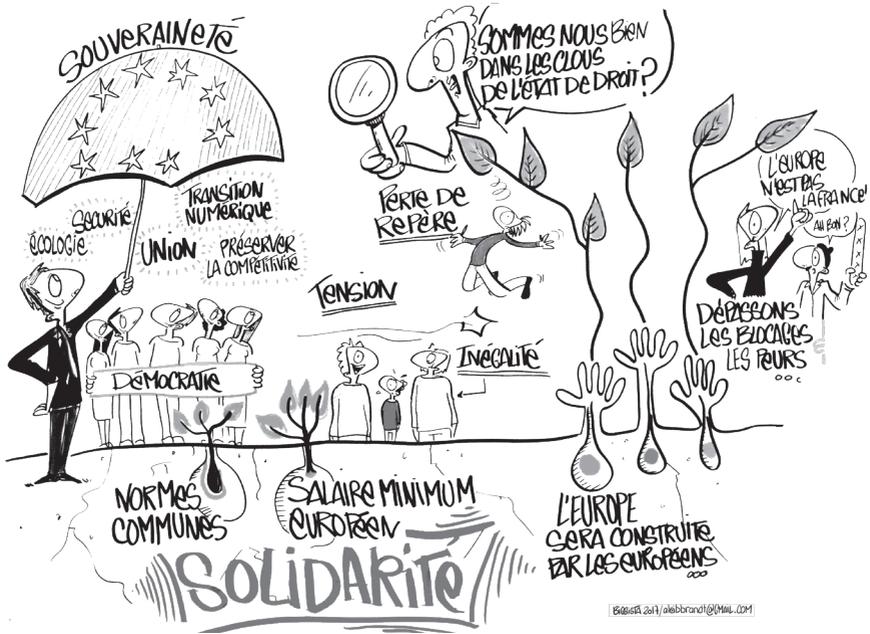
pour l'œcuménisme. Il ne consiste pas seulement dans des discussions doctrinales, mais il est dans cette conscience qu'en Christ nous sommes déjà unis. Comment les jeunes vont-ils vivre cela dans la vie de tous les jours, quand ils rentrent à la maison ? Ils sont souvent bien accompagnés, surtout ceux qui viennent de France. Les accompagnateurs cherchent à prolonger cette expérience d'une Église d'amitié dans leur vie quotidienne. Ce soir, par exemple, nous irons à Saint-Denis, dans la cathédrale, nous aurons une prière avec des jeunes et ce sera une manière de prolonger l'expérience faite à Taizé, voir comment promouvoir une Église où l'amitié compte d'abord.

---



# La France, l'Europe et les nations

---





# Quelle vision la France porte-t-elle aujourd'hui pour l'Europe ?

NATHALIE LOISEAU<sup>1</sup>

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN<sup>2</sup> : Vous servez sous l'autorité d'un président résolument pro-européen. Jamais sans doute un chef d'État de la V<sup>e</sup> République n'avait autant fait campagne en défendant l'idée d'un approfondissement de la construction européenne. C'est une bonne chose car beaucoup d'attentes se sont exprimées en France à l'égard de l'Europe : réduire les inégalités, assumer le devoir d'hospitalité, intégrer les jeunes dans le monde du travail, défendre l'Europe dans le monde. Pouvez-vous nous dire quelle est la direction suivie par le président de la République et le gouvernement, quels sont vos objectifs et quels sont les effets attendus pour les gens ?

**NATHALIE LOISEAU** : C'est avec grand plaisir que je suis parmi vous pour cette 92<sup>e</sup> session annuelle des Semaines sociales de France – session que vous avez eu l'excellente intuition de consacrer à l'Europe. Je voudrais vous remercier d'avoir choisi ce thème car on entend souvent dire que l'Europe n'intéresse personne, vous êtes la preuve vivante du contraire et je m'en réjouis. Je suis tout particulièrement honorée d'avoir été invitée à m'exprimer devant une session des Semaines sociales de France, une institution plus que centenaire dont les réflexions ont inspiré bien des avancées sociales déterminantes pour notre pays.

---

1 Nathalie Loiseau est ministre auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes.

2 Jean-Christophe Ploquin, rédacteur en chef à *La Croix*, présidait la séance.

Ce n'est pas la première fois que vous parlez d'Europe, je le sais. Mais en 2017, le moment me semble particulièrement bien choisi pour renouveler et revivifier nos échanges sur la question européenne, quelques semaines seulement après le discours du président de la République à la Sorbonne, où il a présenté les contours de l'initiative européenne que la France porte en faveur d'une « Europe souveraine, unie, démocratique ». Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Nos concitoyens sont profondément attachés, dans leur majorité, à la construction européenne. Pour autant, des inquiétudes se sont manifestées depuis des années, en France comme dans de nombreux pays européens, quant à l'évolution d'un projet européen souvent mal compris et parfois mal accepté. L'Europe est aujourd'hui perçue comme trop lointaine et technocratique, incapable de rendre intelligibles ses décisions comme ses instruments de légitimité démocratique. Elle suscite au mieux une forme d'indifférence résignée, au pire une réaction de rejet qui ne peut qu'aggraver la situation.

Les angoisses – parfois légitimes – de nos concitoyens vont – à mon sens – bien au-delà de la question européenne. Je suis frappée d'une forme de déclinisme qui règne dans nos pays. Nulle part ailleurs dans le monde le nombre de citoyens qui estiment que leur pays est en déclin n'est aussi haut. Une étude d'opinion (Yougov, novembre 2016) faisait apparaître des chiffres inquiétants : en Italie, 73 % des personnes interrogées pensaient que leur pays est en déclin, ils étaient 67 % à penser de même dans l'Hexagone... Cette perception que « cela va toujours plus mal » et que l'avenir de nos enfants sera pire fait certainement le lit du populisme plus sûrement que les nouvelles économiques. Ce déclinisme est un pessimisme et la France, d'après les enquêtes, en est malheureusement une des championnes.

Pour autant, certaines critiques à l'égard de l'Europe comportent une part de vérité. Vous serez peut-être surpris d'entendre cela de la bouche d'une ministre chargée des Affaires européennes. Mais ce n'est pas parce que nous aimons l'Europe qu'on doit s'interdire une critique lucide pour mieux la refonder, bien au contraire. Avons-nous assez dit ce que l'Union européenne rendait possible, ce qu'elle apportait concrètement à nos concitoyens ? Avons-nous assez dit qu'elle doit se réformer, se refonder comme le dit le président de la République ? Je ne le crois pas.

Depuis quinze ans, des forces centrifuges traversent le continent. Elles ont atteint leur paroxysme avec la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, il y a un peu plus d'un an. Certes, les partis populistes ont perdu aux Pays-Bas comme en France, mais ils réalisent des scores élevés et devraient participer à la coalition gouvernementale en Autriche. Aujourd'hui, une profonde crise politique secoue la Catalogne, – tout cela, même si les causes de ces différents phénomènes sont bien différentes, nous commande d'agir. Nous devons retenir une leçon du Brexit : c'est que le projet européen est profondément menacé lorsqu'il suscite l'incompréhension des peuples.

Ce que les citoyens nous demandent, c'est une Europe plus simple, plus efficace, plus transparente et qui prenne en considération leurs véritables aspirations. Certaines de ces attentes sont apparues très clairement en France : la volonté d'être mieux protégés par exemple, dans un monde caractérisé par une perte de repères, une instabilité croissante, y compris dans notre voisinage immédiat, et une mondialisation qui se traduit par une forte concurrence économique, des tensions commerciales et des inégalités persistantes.

C'est la raison pour laquelle le président de la République a fait de cette notion d'Europe qui protège le cœur de sa démarche. Non dans une optique de protectionnisme ou de repli, mais, au contraire, pour donner à l'Europe la capacité et la volonté de porter haut et fort nos intérêts et nos valeurs et d'affirmer sa souveraineté et sa liberté. L'enjeu est aujourd'hui de démontrer par la preuve aux Européens, et en particulier aux Français, que leur sécurité, leurs valeurs et le modèle social et économique auquel ils sont attachés ne sont pas menacés, mais au contraire renforcés par l'Union européenne. C'est à l'échelle européenne, et à l'échelle européenne seulement, que nous pourrions mieux réguler la mondialisation, en mobilisant le dynamisme d'un continent plus prospère, plus pacifique, plus ouvert que tous les autres.

## **Que faire ? Et quel chemin emprunter ?**

Un sursaut, une véritable refondation du projet européen sont indispensables. C'est ce que le président de la République a exprimé avec force d'abord à Athènes le 7 septembre 2017, puis à la Sorbonne le 26 septembre en fixant à notre gouvernement un cap et en proposant une vision. Ce discours est le point de départ d'un processus qui ne fait que commencer et dont l'objectif est de réconcilier les Français et tous les Européens avec la construction européenne en rendant l'Europe plus simple, plus efficace, plus transparente, plus protectrice. La vision française se décline en trois grandes priorités : une Europe souveraine, unie et démocratique.

Une Europe souveraine, c'est une Europe qui permet plus de sécurité, la stabilisation de son voisinage, la maîtrise des flux migratoires, une transition écologique efficace et équitable, la transformation de l'Union européenne en véritable puissance d'innovation, notamment sur le plan numérique, et enfin la consolidation de notre puissance économique et monétaire. Sur tous ces champs, le président de la République a mis sur la table des propositions très concrètes, comme le projet de créer un véritable « Office européen de l'asile », afin de traiter dignement et en cohérence ceux dont la demande de protection mérite d'être considérée, ou bien encore la création d'une « Agence européenne pour l'innovation de rupture » pour ne plus subir la révolution numérique, mais en être des acteurs performants et lucides .

Au-delà, il convient également d'agir pour préserver l'unité de l'Europe, ce qui nécessite d'aller vers une convergence sociale et fiscale accrue, mais qui passe aussi

par une ambition renforcée dans le domaine culturel et dans les échanges entre jeunes européens, étudiants et apprentis en particulier, mais aussi dès lors qu'ils sont déjà lycéens. Erasmus est un formidable succès pour les étudiants, mais il faut aller plus loin. Le président a défini un objectif très ambitieux puisque nous voulons qu'en 2024 la moitié d'une classe d'âge en Europe ait passé au moins 6 mois dans un autre pays européen. Enfin, la démocratie est au cœur du projet européen. J'y reviendrai.

Dans l'équipe gouvernementale qui porte cette ambition, je souhaite travailler sans relâche, pour apporter des réponses concrètes aux interrogations et aux critiques à l'égard de l'Europe. Pour apporter la preuve tangible qu'une Europe efficace, forte et transparente est possible. Les citoyens européens sont comme Saint-Thomas : ils croient ce qu'ils voient. Ils ont raison. Le travail a déjà commencé. Et les premiers résultats sont là. Preuve en est : l'accord trouvé au Conseil, le 23 octobre 2017, pour revoir la directive détachement des travailleurs. Après des années de blocage, nous avons trouvé une majorité qualifiée réunissant des pays de toutes les parties de l'Europe pour empêcher le dumping social, contre cette fatalité qui voulait qu'il y ait sur notre continent des travailleurs de deuxième classe, des travailleurs *low cost*. Il faut lutter contre la fraude, assurer une vraie convergence sociale au profit de tous les travailleurs en Europe. Un engagement déterminé dans la négociation a permis d'obtenir des résultats et de dégager un accord ambitieux, y compris avec des partenaires d'Europe de l'Est dont on nous avait dit que jamais ils ne seraient réceptifs à nos idées et à nos convictions. Ensemble, ce sont tous les travailleurs de l'Union européenne que nous avons réussi à faire gagner. C'est donc possible.

Notre travail a également abouti dans un autre domaine dans lequel nos concitoyens expriment avec constance des attentes fortes à l'égard de notre Union : la sécurité et la défense. Le 13 novembre dernier, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à renforcer leur coopération dans le domaine militaire, ce qui nous permettra d'être plus ambitieux financièrement, mais aussi pour agir ensemble en opérations. Nous travaillons aussi à la mise en place d'un fonds européen de défense pour des projets de recherche et de développement en commun de capacités militaires, avec l'appui financier de la Commission européenne. Deux ans après les attentats du Bataclan, trois ans après la crise de Crimée, l'Europe de la défense commence à prendre forme, cette Europe dont on avait tant parlé depuis tant de décennies, alors que l'on prenait la paix pour acquise, mais que ce continent ne voulait pas se donner les moyens de son autonomie et de sa défense. Ce sont des premières percées, il reste encore beaucoup à faire, mais ces percées sont incontestables, nous devons les nourrir et les renforcer.

## **Les chantiers en cours**

Ils sont nombreux et divers – je ne peux tous les évoquer. Mais laissez-moi ici citer certains d'entre eux. Je vous ai parlé d'une « Europe de la défense » au service

de la paix entre nos peuples et pour nos peuples. Aux côtés de la paix, le progrès et la prospérité partagée sont les autres grandes promesses de la construction européenne et nous devons les honorer. Cela passe notamment par la nécessité de faire de l'Europe une véritable puissance économique et pas seulement monétaire, dont la zone euro sera le cœur. Le gouvernement porte une ambition forte pour la zone euro, avec notamment la finalisation de l'union bancaire, la mise en place d'une union des capitaux et, à terme, un budget de la zone euro. Il s'agit de renforcer ce cœur de l'Europe pour mieux nous garantir contre de prochaines crises financières, pour aider les membres de la zone à stabiliser leur situation économique lorsque c'est nécessaire et à investir davantage dans leurs économies. Il s'agit d'une réponse pragmatique face à un constat simple : aujourd'hui les économies des membres de la zone euro ne convergent pas assez, nous avons donc besoin de davantage d'investissements dans des infrastructures communes de transport, d'énergie ou du numérique – nous le faisons déjà, certes, mais il faut soutenir cet effort.

Il faut aussi développer des biens communs tels que la sécurité ou la transition numérique. Nous devons fondamentalement tirer les leçons de la crise de la zone euro, particulièrement de ce qu'a vécu un pays comme la Grèce. Certes il renoue avec la croissance, certes la zone euro n'a pas explosé, mais gardons-nous de nous contenter de ce satisfecit. Les populations ont souffert, des décisions ont été prises dans la précipitation, parfois sans grande cohérence, et surtout loin du contrôle démocratique des peuples. Les ressources de ce budget commun devront être résolument européennes, comme une taxe européenne dans le domaine numérique ou bien encore de l'environnement, comme évoqué par le Président, et à plus long terme, d'y consacrer, par exemple, une fraction de l'impôt sur les sociétés, une fois que celui-ci aura été harmonisé.

Une Europe forte, c'est aussi une Europe qui, loin de tout protectionnisme mais aussi de toute naïveté, sera capable de rénover sa politique commerciale. N'oublions pas que nous sommes l'espace de prospérité le plus ouvert au monde. On sait les débats qu'ont suscités en France, mais pas uniquement, le CETA avec le Canada ou le projet d'accord avec les États-Unis. Nos concitoyens ont eu l'impression que l'Europe bradait ses normes. Ce n'est pas le cas. Mais en effet, les accords à venir devront être plus complets que ne l'est le CETA et avoir l'ambition d'être des accords climatiques. Les négociations commerciales ne peuvent plus être menées portes fermées, elles doivent être transparentes et toujours viser l'objectif de davantage de convergence avec les pays extérieurs à l'Union européenne, convergence environnementale, sociale, vers le haut, bien entendu.

Parce qu'une puissance doit définir ses intérêts stratégiques, la souveraineté de l'Europe passe également par la sauvegarde de ses intérêts économiques majeurs. À notre demande, la Commission a proposé un cadre commun pour la surveillance des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques au sein de l'Union ou venant

d'investisseurs sensibles. Une coordination européenne est indispensable dans un marché unique. Préserver et soutenir des emplois durables et porteurs en France et en Europe pour nos concitoyens passe notamment par la préservation de la compétitivité industrielle européenne.

Enfin, une Europe forte, c'est aussi une Europe à l'avant-garde des défis de notre temps, et en premier lieu l'indispensable transition écologique. Nous sommes les gardiens et les promoteurs de l'accord de Paris sur le climat, nous devons traduire cette mise en œuvre, concrètement, dans toutes nos politiques. C'est une immense transformation qui est devant nous, mais aussi une immense opportunité. Emmanuel Macron s'est une nouvelle fois déclaré favorable à un prix plancher de la tonne de CO<sub>2</sub> à 30 € et il a plaidé pour une taxe aux frontières de l'Europe pour les produits venant de pays ne respectant pas les mêmes ambitions environnementales que nous.

Dans le domaine de la transformation numérique, l'Europe doit instaurer davantage d'équité et de confiance. Dans un monde ouvert comme le nôtre et en rapide évolution, la concurrence doit être loyale. Cela nécessite donc d'adapter nos systèmes fiscaux. Nous ne pouvons en effet pas accepter que pour la même activité en Europe des acteurs européens soient taxés alors que d'autres ne le sont pas, ou bien encore que les GAFAs viennent concurrencer des acteurs de l'économie traditionnelle sans s'acquitter de l'effort de solidarité que représente le paiement de l'impôt. Les entreprises du numérique doivent mettre l'équité au cœur de leur activité pour garantir que la société soit servie par la technologie et non l'inverse. C'est dans cette logique que la France a présenté, avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, une proposition de taxation de la valeur créée, là où elle est produite. Cette proposition est déjà soutenue par 19 États membres.

J'ai beaucoup parlé sécurité, défense, économie et emplois. Mais ne tombons pas dans la caricature de l'Union européenne uniquement guidée par les forces du marché et oubliant de protéger ses citoyens les plus fragiles. Les défis à relever en matière de lutte contre la pauvreté sont immenses, même sur notre continent si prospère. L'Union européenne a un grand rôle à jouer. Je veux rappeler la contribution essentielle du Fonds européen d'aide au plus démunis, qui soutient des organisations que les Français connaissent bien et dont ils apprécient l'action, comme les « Restos du cœur » mais également le Secours populaire français, la Croix-Rouge française et la Fédération française des banques alimentaires. Les financements de ce fonds représentent de l'ordre du quart des repas distribués par les Restos du cœur, mais qui le sait ? Nous restons très attachés à ce dispositif européen qui a fait ses preuves. Enfin nous devons, après le Sommet de Göteborg de novembre 2017, aller au-delà de la proclamation sur le socle des droits sociaux européens, proclamation qui était nécessaire mais qu'il faut maintenant traduire en actes en avançant rapidement sur des normes communes. Nous avons déjà de premiers projets autour de la généralisation des congés parentaux ou congés aux aidants, mais nous devons être plus

ambitieux et travailler, par exemple, à un salaire minimum européen et, là encore, accélérer la convergence sociale de notre continent, par le haut.

Il m'est impossible de passer en revue tous les sujets sur lesquels nous travaillons afin de vous apporter les réponses que vous attendez et que vous méritez. En paraphrasant Pierre Reverdy, je dirais : « Il n'y a pas d'Europe, il n'y a que des preuves d'Europe. » De premiers résultats sont déjà là. De prochains suivront. Nous ne nous arrêterons pas là. J'espère avoir réussi à partager avec vous ma détermination à faire aboutir concrètement les priorités que notre gouvernement s'est fixées. Une nouvelle page de l'histoire européenne est en train de s'écrire.

Il est légitime que ces propositions suscitent le débat : c'est le signe de la vitalité de la démocratie en France et en Europe. Et c'est justement pour cela que nous appelons à une phase de discussion avec l'ensemble de la société civile européenne à travers l'organisation, en 2018, de conventions démocratiques en France, comme dans les autres États membres de l'Union européenne qui souhaiteront participer, pour redonner la parole aux citoyens, à tous les citoyens, à travers tous les territoires, quelles que soient leur catégorie socio-professionnelle ou leur tranche d'âge, y compris et surtout à ceux que l'Europe n'a pas su convaincre. Longtemps, nos dirigeants ont pensé pouvoir faire l'Europe sans nous, sans les peuples, c'était une erreur. Votre session de 2017 est, à mes yeux, une contribution riche et précieuse pour laquelle je vous suis profondément reconnaissante. Et j'espère, le moment venu, pouvoir compter sur votre soutien pour contribuer à l'organisation d'événements dans le cadre de ces conventions démocratiques qui se dérouleront en 2018. Car ce sont bien souvent des réseaux ou des associations présentes sur le terrain qui ont maintenu la flamme européenne, informant, orientant, mobilisant tous ceux qui n'écoutent pas le chant des sirènes populistes et déclinistes et qui continuent à croire au beau projet qu'est la construction européenne.

Permettez-moi enfin, de partager avec vous la fierté immense que je ressens en tant que membre du gouvernement et européenne convaincue, que la France soit à nouveau au cœur du débat européen. Notre place n'est nulle part ailleurs. Mon message est résolument un message d'espérance. Bien sûr il y aura des difficultés, des résistances, mais n'oublions jamais que toute l'histoire de la construction européenne, c'est d'être capable de dépasser les blocages et les peurs.

## **Débat**

---

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN : Merci de cette intervention qui nous a permis de constater combien les sujets traités par l'Europe balayaient presque tout le champ de nos activités. Nous sommes loin de la Politique agricole commune qui focalisait notre attention pendant des sommets interminables dans les années 80. La PAC existe toujours,

mais bien d'autres sujets relèvent désormais de la compétence de l'Union européenne ou la partagent avec les États. Merci de ce vaste tour d'horizon qui a montré dans quelle direction le président de la République entend emmener la France en Europe et emmener l'Europe avec la France.

TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : *On sent dans la salle une forte implication dans les débats autour de l'immigration, de la présence de l'islam. Il y des inquiétudes, il y a aussi un regard positif, mais mitigé.*

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN : Je relaie l'interpellation très vigoureuse de Véronique Fayet qui mettait en garde l'Europe sur le fait qu'elle risquait de perdre le sens de l'hospitalité sur la question des migrants.

**NATHALIE LOISEAU** : En 2015, l'Europe a vu affluer sur son continent plus d'un million de demandeurs d'asile, situation inconnue jusqu'alors, face à laquelle l'Europe s'est montrée désunie et démunie. Elle a accueilli ces migrants. Les a-t-elle bien accueillis ? Non. A-t-elle été à la hauteur de l'enjeu ? Non. L'Allemagne a été très généreuse. D'autres pays ne l'ont pas été. Le nôtre ne l'a pas particulièrement été. Chaque pays s'est crispé sur sa politique nationale, ses critères pour, notamment, l'attribution du droit d'asile. Aujourd'hui, il y a moins de migrants qui viennent vers l'Union européenne parce que nous avons passé un accord avec la Turquie. C'est le moment de travailler ensemble à une politique digne et efficace. Pour être digne, il convient de mettre en place des procédures d'examen des demandes d'asile qui soient harmonisées à travers l'Union européenne, qu'on traite de la même façon des ressortissants des mêmes pays, pour les mêmes raisons, et que les procédures soient infiniment plus rapides. Il n'est pas normal d'attendre 24 mois pour avoir un statut de réfugié dans un pays comme la France. Nous devons aussi être plus solidaires avec les pays qui accueillent les premiers les flots de migrants, la Grèce et l'Italie principalement. Des choses ont été faites, il y a une forme de solidarité européenne qui s'exprime, des fonds européens sont versés, des experts viennent travailler en Italie et en Grèce pour interviewer les migrants et savoir d'où ils viennent, quelle a été leur trajectoire. Tout cela est encore insuffisant et nous sommes en train de travailler sur un grand nombre de propositions législatives, sept blocs de futures lois européennes pour tenter d'harmoniser les choses. C'est difficile parce que tout le monde n'a pas la même conception de la solidarité, parce que certains, notamment à l'est de l'Europe, nous renvoient, assez cyniquement, à notre histoire coloniale, disant que c'est le résultat de notre politique et qu'ils n'ont rien à voir avec tout ça. Ce n'est pas acceptable.

---

<sup>1</sup> Pierre Yves Le Priol et Paul Malartre relayaient les questions de la salle.

– *Certains, exaspérés par les prudences et les atermoiements d'une partie de l'Europe centrale – citant la Pologne ou la Hongrie –, se demandent s'il ne faudrait-il pas, après le Brexit, avoir des formules d'exclusion de l'Europe.*

**NATHALIE LOISEAU** : Certainement pas. L'histoire de la construction européenne s'est faite sur la réconciliation franco-allemande, mais aussi, dans ma génération, dans les années 80, avec cet idéal de réunifier l'Europe, et de ne pas laisser une partie du continent souffrir de manque de liberté, de manque de démocratie et d'oppression. Et nous y sommes parvenus. L'entrée des pays de l'Est dans l'Union européenne est un accomplissement formidable. Est-ce facile ? Est-ce que nos cultures, politiques notamment, sont tout à fait similaires ? La réalité nous oblige à dire que ce n'est pas toujours le cas. Nous avons un dialogue étroit avec un certain nombre de pays avec lesquels nous avons des points de convergence. Je parlais des travailleurs détachés. On nous avait dit qu'il y aurait une division automatique entre l'est et l'ouest de l'Europe. La réalité est que des pays comme la Roumanie, la Bulgarie, la République tchèque, la Slovaquie ont voté pour une réforme ambitieuse. Il n'y a donc pas de fatalisme. Il ne faut pas d'exclusion, surtout pas, n'allons pas détricoter ce que l'Europe a su faire. Il faut un dialogue exigeant.

Il y a un domaine dans lequel il ne peut pas y avoir une Europe à deux vitesses : celui de la démocratie et de l'État de droit. Quand on est membre de l'Union européenne, c'est qu'on a fait le choix des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Lorsque qu'un pays dérive par rapport à ce choix, nous en parlons avec lui, nous dialoguons avec lui. Peut-être devrions-nous demain conditionner une partie des fonds versés au respect des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Nous avons bien un « semestre européen » pour décider si nous sommes dans les clous en matière de politique budgétaire. Pourquoi n'aurions-nous pas un semestre européen vérifiant que nous sommes dans les clous de la démocratie et de l'état de droit ?

– *Madame la ministre, où en êtes-vous de vos premiers contacts avec vos homologues allemands, comment cela se passe-t-il ?*

**NATHALIE LOISEAU** : Nous avons parfois eu une vision faussée de l'Europe. L'Europe, ce n'est pas la France en grand. Convaincre, partager, faire des compromis avec nos partenaires, c'est là l'essence du projet européen. Pour faire avancer les idées en Europe, le moteur franco-allemand est indispensable. Il est parfois contesté par d'autres États européens, quand il marche trop vite ou quand il est en panne. C'est quand la France et l'Allemagne se mettent d'accord pour pousser une idée qu'elles arrivent à agréger autour d'elle d'autres États membres. La taxation des GAFA, c'est un projet franco-allemand, la coopération en matière d'Europe de la défense, c'est aussi un projet franco-allemand auquel d'autres pays se sont ralliés. Ces projets sont

nés à l'été 2017, en pleine campagne électorale allemande. Certains, toujours les mêmes, les sceptiques, disaient: « N'essayez pas, l'Allemagne a la tête ailleurs, vous ne pourrez pas avancer avec elle. » Et chaque fois l'Allemagne, profondément européenne, était au rendez-vous, même pendant la négociation difficile de son contrat de coalition. Angela Merkel, qui est une grande européenne, a certainement envie de laisser sa trace dans l'histoire et nous dialoguons avec elle chaque semaine à minima. Je me suis rendue à Berlin pour voir des représentants des membres de la future coalition, expliquer nos idées, entendre les leurs. Il y a beaucoup de sujets sur lesquels nous sommes parfaitement en phase, alors que sur l'union économique et monétaire, il y a une certaine réserve allemande, ce qui n'est pas nouveau. On l'a vu lors de la crise de la zone euro, la peur que le bon élève, l'Allemagne, soit forcé de venir en aide aux mauvais élèves, ceux qui auraient laissé filer leurs déficits et leur dette. On parle de regards qui peuvent être différents. La France est aujourd'hui plus crédible puisqu'elle a décidé de respecter les critères de Maastricht – qu'elle avait elle-même contribué à forger. Cela rend la conversation différente. Nous sommes prêts à faire des efforts avant d'en parler aux autres, ce qui change beaucoup de choses sur le regard que les Allemands portent sur nos positions.

– *Une petite suggestion, ne pourrait-on pas, plutôt qu'un made in France, avoir des produits made in Europe ?*

**NATHALIE LOISEAU :** *Made in Europe ou made in France, pourquoi pas les deux ? De la même manière que la souveraineté est nationale et doit aussi être européenne, mais, attention, l'un ne se fond pas dans l'autre. Avoir une vision européenne, mettre en place des champions européens, comme on a su le faire avec Airbus, Ariane, comme on essaie de le faire aujourd'hui avec le naval, avec Alstom, c'est ce qui nous placera en position de force dans une compétition mondiale alors que si nous nous réfugions derrière nos frontières nationales, nous sommes peu de choses.*

– *Nous pointons trois champs qui préoccupent l'assistance. Où en sommes-nous d'une politique européenne dans le domaine de l'énergie, du climat, dans le domaine social et dans celui de la culture ? On peut relever une sorte de décalage avec une Europe qui a fait rêver une génération, celle qui a assisté aux premiers pas de l'Europe dans les années 50, fondée sur des valeurs transcendantes qui pouvaient fédérer. Est-ce que la compilation de traités, une armée de fonctionnaires qui justifient leurs exigences par des codifications de normes inutiles ou absurdes, est-ce que le fait que les instances ne sont pas élues démocratiquement n'expliqueraient pas le recul, sinon le rejet qui ne peuvent pas être seulement le fait de citoyens à l'univers rétréci ? L'Europe pourra-t-elle encore nous faire rêver ?*

**NATHALIE LOISEAU** : Cela montre à quel point l'Europe est face à un défi qu'elle n'a pas su relever jusqu'à présent, c'est-à-dire communiquer sur ce qu'elle fait et expliquer à quoi elle sert au-delà de cette impression technocratique qu'elle diffuse. Les fondateurs ont travaillé à la paix sur le continent puis à élargir à des pays qui sortaient de dictatures, il ne faut pas l'oublier : Espagne, Portugal, Grèce, pays de l'Est. Si nous-mêmes ne sommes pas toujours conscients du rêve européen que nous portons, regardons tous les pays qui sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne et pour qui c'est un projet essentiel, les Balkans par exemple. Regardons tous ces hommes et ces femmes qui risquent leur vie pour rejoindre l'Europe. Ils ne risquent pas leur vie pour aller dans les pays émergents, parfois à la mode ou qui nous impressionnent, c'est pour aller en Europe qu'ils tentent le tout pour le tout, parce que nous sommes un espace unique au monde, qui conçoit en même temps l'importance de la liberté individuelle, de l'esprit d'entreprise et de la solidarité. Nulle part ailleurs au monde, vous ne trouvez ces trois valeurs portées en même temps et au même niveau. Ceux qui rêvent d'entrer dans l'Union européenne, collectivement ou individuellement, ne s'y trompent pas.

Donc voyons ce dont nous sommes capables. On parle de l'Europe des normes et il est de bon ton de considérer que l'Europe se mêle de ce qui ne la regarde pas et complique la vie de nos concitoyens. C'est parfois vrai, mais c'est aussi parfois chaque État membre qui utilise son génie national – et le génie national normatif français est sans compétition – pour en rajouter sur la transposition et la sur-transposition des normes. Je pense à la Politique agricole commune, qui est une très belle politique – nourrir la population et transformer le modèle agricole vers une agriculture durable – mais quand vous confiez ce magnifique projet à des gens très intelligents, vous arrivez parfois à des propositions qui sont très difficiles à appliquer, ce qui fait qu'au bout de la chaîne, les agriculteurs français ne sont pas les meilleurs avocats de la PAC. Il faut en prendre acte.

Concernant les normes européennes, quel est l'endroit au monde où on a su réglementer la protection des données personnelles ? C'est en Europe et nulle part ailleurs. Dans la première période de la révolution numérique, la liberté, la créativité, la gratuité ont créé une sorte d'utopie qui faisait rêver tout un chacun. En rêvant, nous n'avons pas tout à fait vu venir que nos données personnelles étaient devenues un bien de consommation et d'échange. Nous cliquons sur des conditions générales d'utilisation sans en lire une ligne et nous laissons partir nos données sans savoir ni où ni comment. Les grands acteurs de l'Internet trouvaient notre naïveté charmante et bien arrangeante. Un jour, c'est parti du parlement européen, d'un jeune député vert allemand qui a dit que ce n'était pas possible qu'on continue à laisser utiliser nos données personnelles sans réflexion. Il a mené campagne et mis en place une proposition de règlement. Il s'est heurté à une mobilisation débridée des lobbies, mais il a eu gain de cause et il a convaincu le Conseil. En avril 2018 entrera en vigueur le

règlement sur la protection des données personnelles qui, aujourd'hui, sert partout de référence dans le monde. Alors, évitons de nous jeter nous-mêmes la pierre. Si demain nous parvenons à un accord sur la sortie du glyphosate, nous pourrions être fiers de nous dire que l'Europe la première prend en considération la santé et la sécurité des consommateurs et des agriculteurs.

**JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN** : Quand Jacques Delors parle de donner une âme à l'Europe, pour vous, catholique, croyante, comment ça parle ? Faut-il attendre de l'Europe qu'elle ait une âme ?

**NATHALIE LOISEAU** : Il faut lui en donner une, mais ça ne vient pas par le haut. Cela ne se décrète pas dans une salle de Conseil. L'âme de l'Europe, ce sont ses citoyens qui la font vivre. Jean Monnet l'avait dit : « Si c'était à recommencer, je commencerais par la culture. » Il existe un certain nombre de projets européens en matière de culture, mais il faut faire bien davantage. Et je parle de cultures au pluriel, la pluralité des cultures européennes elles-mêmes, mais aussi le caractère de notre continent qui accueille des cultures du monde entier et leur offre une caisse de résonance. J'étais très fière que le président de la République ait choisi comme représentante personnelle pour la francophonie Leila Slimani qui est franco-marocaine. Nous partageons la langue française avec une grande partie du monde. Ce n'est pas une vision rétrécie, racornie, de notre identité culturelle. Quand nous parlons d'identité européenne, il faut faire attention au nombre de manipulations qui peuvent se cacher derrière l'évocation de ce concept. Quand on dit identité, âme, culture européenne, n'oublions jamais le pluriel.

# L'Europe : quelle place pour les nations ?

JEAN-MARC FERRY<sup>1</sup>

## Quel sens philosophique de l'Europe politique ?

### Sur le sens du projet européen : *Telos, Nomos, Ethos*

Chacune et chacun d'entre nous peut avoir son idée sur le sens du projet européen. Mais déjà convient-il de situer le problème européen. Pour ce faire, je propose trois points de référence : le *Telos*, c'est-à-dire le but, la finalité de l'intégration ; le *Nomos*, c'est-à-dire la loi fondamentale ou la structure juridique de base de l'Union ; l'*Ethos*, c'est-à-dire les valeurs et attitudes caractéristiques de la philosophie des relations transnationales telles qu'elles s'invitent aujourd'hui dans la politique de l'Union européenne.

#### *Le Telos*

L'Europe politique connaît une triple crise latente – et j'espère qu'une nouvelle époque est aujourd'hui amorcée – : crise technique de régulation économique, qui se relie à une crise éthique de solidarité et de coresponsabilité politiques auxquelles s'ajoute une crise historique de légitimation du projet européen lui-même. Au fondement de ce projet était le motif de la paix entre les nations d'Europe, assorti de l'idéal d'une Europe réconciliée, libre et prospère. Or, la motivation pour une Europe Une, comme disait Nietzsche, paraît avoir perdu de sa force. La légitimation première d'une paix européenne évoquant l'idée kantienne de la « paix perpétuelle » semble être passée à l'arrière-plan dans l'esprit des citoyens. Il y a à cela des raisons historiques dont la principale est sans doute l'effondrement du bloc soviétique, la fin

---

<sup>1</sup> Jean-Marc Ferry est professeur titulaire de la chaire Philosophie de l'Europe à l'Université de Nantes.

proclamée du « monde bipolaire », l'éloignement corrélatif de la grande menace de conflagration totale. C'est comme si le motif fondateur, inaugural, de la construction européenne s'était écroulé avec l'écroulement du Mur de Berlin. Du moins peut-on parler d'une « érosion » de ce motif dans les têtes et les cœurs des Européens. Cependant, à l'époque de ces grands basculements de la configuration géostratégique mondiale, la classe politique n'a pas su proposer une légitimation de relève pour le projet européen. Celui-ci s'est alors progressivement délité, vidé de sa substance. La poursuite du processus suscite l'impression d'une routine abstraite, déconnectée des motivations civiques. L'opacité du but poursuivi par l'intégration communautaire se double de divergences entre les peuples sur le sens de l'Europe. Le défi actuel est cependant clair : celui qui est à l'avant-scène – même si le motif de la paix demeure et demeurera toujours, au moins à l'arrière-plan –, c'est la mondialisation, avec un enjeu qui conditionne et actualise le *telos*, la finalité de l'intégration, dans les termes de cette alternative : adaptation économique pure et simple, ou reconquête politique d'un métapouvoir écofinancier qui ne connaît d'autre loi que celle des marchés ? Les positions relatives au sens de l'Europe politique se structurent aujourd'hui en fonction des réponses données à cette question. Quatre positions idéales-typiques se dessinent.

<p>Missions imputées à l'Union</p> <p>Jugements portés sur la mondialisation</p>	<p><i>Adaptation économique</i></p> <p>Transmission des règles de la gouvernance mondiale et gestion des opinions publiques</p>	<p><i>Rattrapage politique</i></p> <p>Instauration de minima sociaux transeuropéens et domestication des marchés mondiaux</p>
<p><i>Evaluation négative</i></p>	<p>1</p> <p>Repli sur le national (souverainisme)</p>	<p>3</p> <p>Europe-forteresse (supranationalisme)</p>
<p><i>Evaluation positive</i></p>	<p>2</p> <p>Grand Marché (néolibéralisme)</p>	<p>4</p> <p>Union transnationale (cosmopolitisme)</p>

1. Si l'on estime que l'intégration européenne a pour seule ou principale fonction l'adaptation économique à la mondialisation, alors : ou bien on pense que la mondialisation est une mauvaise chose, et l'on épouse une position souverainiste de repli

sur le national ; ou bien on pense que la mondialisation est une bonne chose, et l'on adhère à une position néolibérale d'affirmation du Grand marché.

2. Si l'on estime, en revanche, que l'intégration européenne a pour mission la reconquête politique de la mondialisation économique, alors : ou bien on pense que la mondialisation est avant tout une menace dont il convient de se protéger, et l'on s'oriente vers le schéma supranational-étatiste d'une Europe-forteresse, c'est l'État fédéral supranational ; ou bien on pense que la mondialisation peut être une bonne opportunité qu'il faut plutôt domestiquer, et l'on fait fond sur le principe d'une union transnationale, cosmopolitique dans son principe, non étatique mais dotée d'une autorité communautaire forte.

C'est cette quatrième option que je privilégie. L'option vers l'État fédéral supranational est, à mon avis, une grave erreur car elle ne ferait que renforcer les réactions souverainistes nationales.

### Le Nomos

La position (4) me semble représenter la spécificité du *Nomos* propre à l'Europe politique. *Nomos*, c'est-à-dire sa structure de base, ou encore, sa constitution matérielle latente – puisqu'il n'y a pas de constitution formelle à ce jour. L'Union transnationale requiert certes une autorité communautaire. Mais autorité n'est pas souveraineté. Les États membres restent souverains. L'Union est post-étatique. Sa structure de base repose sur la différenciation et l'articulation de trois « niveaux de relations du droit public ».

NIVEAUX DE DROIT	TYPE JURIDIQUE	PRINCIPE POLITIQUE	RELATIONS	GARANTIE STATUTAIRE
1 <sup>er</sup> niveau Nations Interne	Droit étatique <i>Ius civitatis</i> , <i>Staatsrecht</i> , <i>Staatsbürgerrecht</i>	Isopolitie Républicaine Etat de droit démocratique	Entre nationaux Intraétatiques	Droits fondamentaux des individus droits de l'homme
2 <sup>ème</sup> niveau Fédération Externe (internalisé)	Droit confédéral <i>Ius gentium</i> , <i>Völkerrecht</i>	Fédération d'Etats ou Libre fédéralisme	Entre nations Interétatiques	Droits fondamentaux des peuples et des Etats droits des gens
3 <sup>ème</sup> niveau Union Transversal	Droit des citoyens du monde <i>Ius cosmopolitanum</i> , <i>Weltbürgerrecht</i>	Union cosmopolite	Entre ressortissants de l'Union Intracommunautaire	Droits des étrangers citoyens de l'Union droit cosmopolitique

- Un niveau interne ou national, que Kant nommait *ius civitatis*, *Staatsrecht* ou

*Staatsbürgerrecht*, qui règle les relations entre nationaux au sein de chaque État membre. Là, il est requis que les États membres doivent présenter les qualités de l'état de droit démocratique. C'est la condition *sine qua non* et c'est ce qui différencie l'Union européenne de toute autre structure, y compris l'ONU à laquelle des états dictatoriaux ou totalitaires peuvent participer, tandis que le premier critère de l'appartenance à l'Union européenne est d'avoir intériorisé les principes de l'état de droit démocratique, condition non suffisante mais nécessaire.

- Un niveau externe, international communautarisé (*ius gentium, Völkerrecht*, le droit des gens ou droit des peuples), qui règle les relations entre les nations membres au sein de la fédération. Là, il est prévu que le droit des peuples doit être assis sur un « libre fédéralisme », une fédération d'États qui restent souverains. Cette idée de co-souveraineté est très importante.

- Un niveau transnational (*ius cosmopolitanum, Weltbürgerrecht*, citoyens du monde), qui règle les relations horizontales entre les citoyens de l'Union, ainsi qu'entre les « expatriés » et les États d'accueil. Là, il est stipulé que les citoyens du monde – en attendant ceux de l'Union européenne – jouissent d'un droit de libre circulation et de libre installation sur tout l'espace de l'Union. Selon son concept, cette idée kantienne, visionnaire, est une très bonne grille de lecture pour comprendre en profondeur la structure fondamentale de l'Union européenne, l'articulation des trois niveaux des relations du droit public. Selon ce concept, le pouvoir transnational, horizontal, repose sur la concertation des États, la coordination de leurs politiques publiques, le partage, la recherche de consensus ou, à défaut, de compromis, et la coopération. Voilà l'esprit de l'Union qui n'est pas celui des États nationaux conventionnels. C'est une grave erreur que de vouloir répliquer le modèle d'intégration des États nationaux au niveau supranational pour l'Union qui n'est pas et ne sera jamais une grande nation coiffée d'un État ; parler des États-Unis d'Europe est un véritable contresens.

Cela fait contraste avec le schéma d'une subordination des États membres de l'Union à une puissance publique supranationale. La vocation de l'Union européenne n'est probablement pas de parvenir à la forme d'un État qui jouirait du monopole de la souveraineté sur tout l'espace de sa juridiction. Le mode de pouvoir propre à une gouvernance transnationale repose sur un principe de co-souveraineté ou de souveraineté partagée. Suivant ce schéma, les États membres de l'Union sont et doivent demeurer souverains, mais souverains ensemble, car de cette souveraineté dépend leur personnalité juridique et leur capacité politique<sup>1</sup>.

---

1 À cet endroit, cependant, deux précisions se recommandent, deux distinctions conceptuelles. D'abord, entre souveraineté et autorité. Les États membres de l'Union restent souverains seuls en ce qui concerne la souveraineté négative qui se marque par le droit de ne jamais être contraint par force. Le droit de retrait et le droit de veto sont des marques de cette souveraineté négative. Quant à la souveraineté positive, c'est-à-dire la capacité d'agir et d'avoir une prise sur l'histoire, nous sommes trop petits en Europe en tant que nations et nous ne pourrions recouvrer cette souveraineté

Intégration	<i>Verticale</i> (nationale)	<i>Horizontale</i> (postnationale)
<i>Systemique</i>	Principe de souveraineté Coercition légitime Centralisation gouvernementale	Principe de coopération Coordination légitime Gouvernance multiniveaux
<i>Politique</i>	Devoirs civiques inconditionnels Fermeture des mémoires historiques autocentrées	Droits civiques dénationalisés Ouverture réciproque des mémoires autocritiques

Du nouveau paradigme du pouvoir rappelons encore les principes : concertation, partage, dialogue, coopération, coordination. Or ces principes représentent la voie d'une politique solidaire et coresponsable de sortie de crise en zone euro, en même temps que la clé d'une intégration civique réussie.

À ce point de caractérisation du *Nomos* et du *Telos* de l'Europe politique, vient à se poser plus nettement la question de l'*Ethos*.

### L'*Ethos*

Pour instruire cette question, il me faut recueillir des éléments renvoyant à l'Europe historique et à l'Europe philosophique. Du côté de l'Europe historique, il s'agit d'un legs civilisationnel. D'une part, l'espace européen s'est, à l'âge moderne, structuré verticalement sur le principe de Souveraineté. D'autre part, cet espace a connu une diffusion horizontale, transversale, de trois principes importants : la Civilité, la Légalité et la Publicité. L'épanouissement de ces trois principes est essentiel à la culture publique européenne. Leur émergence est historiquement liée à des « vagues » de civilisation transversales : la civilisation des mœurs, première vague de l'humanisme moderne au XVI<sup>e</sup> siècle. La grande figure de référence est Erasme qui a porté le principe de Civilité, lequel permet de se produire en dehors du village et de la famille sans choquer les sensibilités étrangères, d'entrer dans le monde en quelque sorte ; puis la civilisation des Lumières, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, a porté le principe de Légalité – toute mesure politique doit désormais être assortie d'un acte juridique opposable, sous peine de voie de fait –, lui-même nécessairement prolongé par un principe de Publicité – le droit doit être connu de tous et doit pouvoir être discuté dans des espaces de confrontation civile et légale. Organisés historiquement

---

positive, largement perdue, que dans l'union et dans la coopération.

sous le principe de Souveraineté, les principes de Civilité, puis de Légalité et de Publicité, ont procuré les ingrédients de l'état de droit démocratique, avec ses deux pôles caractéristiques, parfois concurrents : le pôle républicain de l'autonomie civique (souveraineté populaire), ou « pôle du Commun », et le pôle libéral de la justice politique, celui des droits fondamentaux ou « pôle de l'Universel ». Dans la mesure où les deux pôles en tension ont pu s'harmoniser sous la médiation d'un espace public bien structuré, une culture publique a pu se former par-delà le particularisme des visions du monde. Cela nous porte vers la notion d'Europe philosophique.

La notion d'Europe philosophique évoque directement la figure de Edmund Husserl. On pense au Husserl de la *Krisis*, singulièrement, celui de la Conférence de Vienne (1935) sur « La crise de l'humanité européenne et la philosophie ». Husserl était convaincu que « l'européologie est l'avenir de la philosophie ». L'esprit d'Europe est la philosophie, et l'humanité européenne se marquerait par une disposition à former des projets dont la réalisation présuppose une tâche infinie. Ainsi l'avait par ailleurs exprimé Hegel, à sa manière, par cette phrase profonde : « En Europe, ce qui compte, c'est cette marche de la vie vers plus loin qu'elle-même. » Cette notation se laisse relier au thème important de la reconnaissance de soi dans l'autre – on sort de soi pour se projeter vers l'autre et se reconnaître en lui. Il s'agit d'une notion pour laquelle des penseurs contemporains nous suggèrent des spécifications intéressantes. Je pense à des réflexions de Paul Ricœur à propos d'un « nouvel *ethos* européen ». À ce sujet, Paul Ricœur avait mis en exergue le triptyque : traduction/croisement des récits/pardon. Permettez moi cette citation tirée d'une réflexion de Paul Ricœur sur un nouvel *ethos* européen : « La traduction [...] est la seule manière de manifester l'universalité du langage dans la dispersion des langues. La narration croisée [...] est la seule manière d'ouvrir la mémoire des uns sur celle des autres ; le pardon [...] est la seule manière de briser la dette et l'oubli et ainsi de lever les obstacles à l'exercice de la justice et de la reconnaissance<sup>1</sup>. »

La question de la reconnaissance est ici centrale. Les guerres européennes peuvent être lues comme des luttes à mort pour la reconnaissance. Entre les peuples ennemis, la reconnaissance réciproque qui peut advenir est un préalable à la reconnaissance commune des principes susceptibles de fédérer, dans le cadre d'un espace commun, ces peuples jadis opposés. Pour que, cependant, la réconciliation soit effective, il faut parvenir aussi à une reconnaissance de soi dans l'autre, ce qui présuppose non seulement une culture politique commune, mais en outre une mémoire historique ouverte, un partage des mémoires nationales, ce qui reste encore à faire. Cela ne peut advenir qu'au terme d'une démarche auto-réflexive, décentrée vers autrui et autocritique. On a beaucoup stigmatisé les contritions, les repentances, c'est une erreur ; la vraie force, c'est de savoir reconnaître les fautes passées et de savoir en demander

<sup>1</sup> Paul Ricœur, « Quel *ethos* nouveau pour l'Europe ? », dans Peter Koslowski, *Imaginer l'Europe. Le marché européen comme tâche culturelle et économique*, Paris, Cerf, 1992, p. 107-116.

publiquement pardon aux victimes. Un bon exemple en fut donné par les excuses officielles réciproques entre la République tchèque de Václav Havel et la République fédérale allemande de Helmut Kohl, à propos des Sudètes ; et c'est d'ailleurs Václav Havel qui, contre sa propre opinion publique, avait pris l'initiative de présenter des excuses aux Allemands pour la brutalité avec laquelle, à l'issue de la seconde guerre mondiale, ils avaient été chassés au nom d'une responsabilité collective des Allemands. Or, pour le président tchèque, la catégorie de responsabilité collective est inacceptable, il n'y a de responsabilité qu'individuelle. Bien entendu, Helmut Kohl a présenté des excuses aux Tchèques pour l'invasion allemande des Sudètes avant la guerre. Sans ce geste bilatéral de contrition officielle, d'État à État, de peuple à peuple, la réconciliation, essentielle à l'unité européenne, eût été compromise. Dans des situations obérées par le passif de conflits passés, seule cette capacité autocritique permet d'ouvrir la mémoire propre aux mémoires différentes, voire divergentes, des protagonistes, ce qui est le propre d'une éthique reconstructive.

**JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN**<sup>1</sup> : Vous avez évoqué des concepts comme l'État supranational, l'union transnationale, le cosmopolitisme. Au début de l'Europe, on utilisait le joli mot de communauté, faudrait-il faire revivre ce terme de communauté ?

**JEAN-MARC FERRY** : Le mot communauté est très beau, mais il est lui-même piégé avec le terme de communautarisme. Il y a, par ailleurs, la fameuse thèse du sociologue allemand Ferdinand Tönnies, qui explique que le passage à la modernité, c'est le passage des communautés aux sociétés. Mais il nous faut une communauté politique. Le schéma de réalisation de la communauté politique est souvent l'exigence d'une congruence forte entre la communauté morale (les valeurs communes d'une entité politique) et la communauté légale ou juridique, la nécessité qu'elles se correspondent parfaitement. C'est un schéma trop étroit parce que nous portons nombre de cultures différentes, y compris juridiques. Il nous faut donc harmoniser plus que réaliser une homogénéité. Cette communauté politique est à réaliser à partir d'un élément espace public transnational. Il faut décloisonner les espaces publics nationaux, ce qui est en chantier.

**JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN** : Vous avez fait l'éloge de la complexité, vous avez expliqué comment les États européens doivent trouver des processus politiques qui permettent non pas une souveraineté verticale d'une institution supranationale vers les États et les peuples, mais plutôt de s'inscrire dans une recherche de consensus. Comment organiser ce processus complexe ? Qui arbitre ? Au nom de qui ? Comment expliquer cette complexité ? Comment expliquer que ce soit aussi long de trouver un accord sur le glyphosate, par exemple, sans parler des perturbateurs endocriniens.

---

<sup>1</sup> Jean-Christophe Ploquin, rédacteur en chef à *La Croix*, présidait la séance.

**JEAN-MARC FERRY** : Comment l'horizontalité peut-elle être efficace ? Comment l'institutionnaliser de façon crédible ? D'abord négativement, l'intégration verticale qui consisterait à capter toutes les ressources de la souveraineté au profit d'une instance supranationale serait catastrophique pour l'Union européenne, car elle susciterait toutes les résistances et toutes les forces centrifuges possibles, combinant impuissance et autoritarisme. La pensée politique a depuis longtemps prévu ce schéma. La critique de la monarchie universelle est rémanente sous les plumes différentes de Montesquieu, Kant ou Hegel.

Comment réaliser un bon schéma d'intégration horizontale ? Elle repose sur les principes de l'Union européenne, mais il ne suffit pas de le dire, c'est une pratique, un apprentissage moral et politique difficile dont nous n'avons pas l'habitude, avec ce vieux topos, ce lieu commun qui consiste à dire « discuter ça ne sert à rien parce qu'il faut décider », en opposant discussion et décision. Ce qui est important, c'est d'avoir une autorité gouvernementale forte. Elle pourrait d'ailleurs émaner de la Commission à condition que l'investiture du président de la Commission soit beaucoup plus démocratique. Seule cette autorité, qui n'est pas la souveraineté, a pour fonction d'assurer la coopération, la coordination, la concertation entre les États membres et d'en appeler aux opinions publiques nationales s'il y a des blocages. Mais cette autorité doit être légitime et c'est tout un processus à penser. Concernant le mode d'investiture, il faudrait associer les parlements nationaux de tout l'espace européen, le parlement européen, le Conseil européen pour qu'il y ait une forte orchestration du processus d'investiture du président de l'Union, un seul président, qui puisse assurer ce processus horizontal. Il faut au départ une autorité forte, qui aura pour vocation d'assurer la co-souveraineté des États membres.

**JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN** : Vous menez cette réflexion sur l'Europe complexe et celle du consensus à fabriquer en permanence dans un monde où on a le sentiment que la puissance est redevenue la clé pour exister et peser. Peut-on à la fois être en interne un lieu de débat permanent, de recherche de consensus, et survivre dans un monde à la Poutine, Trump, Erdogan, où c'est d'abord taper du poing sur la table qui semble permettre d'exister ?

**JEAN-MARC FERRY** : Il n'y a pas d'antinomie entre la puissance et cette démocratie de consensus, à toujours rechercher, en perpétuel procès, en éventuel devenir, toujours faillible mais toujours à tenter, qui est une idée régulatrice. Je reprends l'idée d'Hannah Arendt qui opposait la violence et la puissance. La vraie puissance, disait-elle, repose sur le consensus. Je pense qu'une organisation politique complexe sera d'autant plus puissante qu'elle jouira d'une assise, d'accords, de consensus extrêmement forts et bien formés. Les Allemands ont compris cela à tous les niveaux, y compris dans les entreprises où on demande l'avis de tout le monde et

où l'on en tient compte. Le processus de discussion et de concertation est long mais quand la décision est prise, la mise en œuvre est très rapide et on ne revient pas en arrière. Ce serait plutôt l'inverse en France.



# Regarder l'Europe





# L'Europe : entendre la parole de l'Église

JEAN-PIERRE GRALLET<sup>1</sup>

PATRICE MOYON<sup>2</sup> : « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous », cette phrase de Nelson Mandela résume assez bien l'esprit des Semaines sociales. L'Europe ne peut pas être un autre soi mortifère, ni une simple machine à produire des normes. L'Europe est riche du regard des autres, du regard de tous.

**JEAN-PIERRE GRALLET** : La parole de l'Église, chers amis, je vais l'évoquer devant vous, mais cette parole s'est, depuis deux jours, exprimée devant cette vaste assemblée. La parole de l'Église, c'est la parole du pape, des évêques, bien sûr, mais c'est d'abord la parole du Christ qui ne cesse de nous rappeler le seul commandement qui compte, le grand commandement de l'amour : « Aime Dieu de tout ton cœur et aime ton prochain comme toi-même ! » La parole de l'Église, ce sont bien nos paroles à nous tous, chrétiens et européens, paroles échangées avec inquiétude parfois, mais néanmoins avec vent d'espérance.

Le 25 mars 1957, toutes les cloches de Rome sonnaient pour célébrer la signature du Traité de Rome donnant naissance à la Communauté européenne. « L'événement le plus important et le plus significatif de l'histoire moderne de la ville éternelle », commentait alors l'Osservatore Romano.

Soixante ans plus tard, les 27-29 octobre 2017, la COMECE (Commission des évêques de la Communauté européenne) invitait ses évêques membres à venir,

---

1 Jean-Pierre Grallet est archevêque émérite de Strasbourg et représente la France à la COMECE (Commission des évêques de la Communauté européenne).

2 Patrice Moyon, journaliste à Ouest-France, présidait la séance.

accompagnés de responsables européens et nationaux de leurs États respectifs, membres de l'Union européenne en congrès à Rome, pour y débattre entre participants et entendre le pape François sur le thème : « Contribution des chrétiens à l'avenir du projet européen. » Nous étions plus de 350 participants.

Heureux congrès dont je reviens vivement encouragé : tables rondes entre responsables politiques et ecclésiastiques, dialogues entre membres, prière, notamment avec les plus démunis et la Communauté Sant'Egidio, paroles fortes du pape François... j'y reviendrai. Mon propos s'articulera en deux parties : tout d'abord, la patience, la persévérance des constructeurs d'Europe ; ensuite, le témoignage actuel des chrétiens et en particulier la parole prophétique du pape François.

## **La patience, la persévérance des constructeurs d'Europe**

Peu après l'effroyable seconde guerre mondiale, Robert Schuman déclarait le 9 mai 1950 qu'il fallait rendre la guerre entre la France et l'Allemagne « non seulement impensable mais matériellement impossible » et il invitait à mettre en commun la production du charbon et de l'acier, matières de base de l'industrie de guerre. La CECA était née, l'Union européenne allait suivre.

Le projet européen est fondamentalement un projet de paix et de fraternité. Depuis 70 ans, la construction européenne a consolidé la paix entre des peuples autrefois ennemis, non seulement entre la France et l'Allemagne, mais aussi entre tous les peuples européens jusqu'à la triste guerre des Balkans. Cette fraternité européenne reste cependant fragile. Il nous faut la protéger et la développer. Nous en sommes tous responsables, alors que nous connaissons depuis plusieurs années des crises graves : crise grecque, crise ukrainienne, crise anglaise et, non loin de nous, crise syrienne. Le scepticisme a gagné beaucoup d'Européens et c'est pourquoi il nous faut à la fois exprimer à l'Europe notre reconnaissance mais aussi nos inquiétudes et nos attentes. Par sa pensée sociale, notre Église peut contribuer, aujourd'hui comme hier, au bien commun de l'Europe. Il n'est pas inutile de rappeler quelques principes susceptibles d'aider à la poursuite de la construction européenne. J'en rappelle cinq :

- la dignité de toute personne humaine, ou principe personnaliste ;
- le principe du bien commun, antidote à l'individualisme destructeur ;
- le principe de solidarité : « Tous nous sommes responsables de tous » rappelait Jean-Paul II ;
- le principe de destination universelle des biens, qui protège les faibles et qui invite au partage ;
- enfin, le principe de subsidiarité qui veille à ce que l'autorité supérieure ne supplante pas la responsabilité du niveau inférieur<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. *Le Compendium de la Doctrine sociale de l'Église* publié en français en 2005.

C'est en 1980 qu'est fondée la COMECE. Cet organisme rassemble des évêques issus des États membres de l'Union européenne, un par pays. Je fus, ces dernières années, le délégué de la Conférence épiscopale française à la COMECE. Mon successeur vient d'être nommé début novembre 2017. Il s'agit de Mgr Antoine Herouard, évêque auxiliaire de Lille. Le but de la COMECE est d'être en interface à ce qui se fait à Bruxelles et Strasbourg. Nous suivons et analysons, à la lumière de la pensée sociale de l'Église, les grandes questions politiques, économiques et sociales de l'Union européenne et nous portons actuellement notre attention sur huit grands domaines : migration et asile ; recherche scientifique, santé et bioéthique ; écologie et durabilité ; justice et droits fondamentaux ; dialogue interculturel et éducation ; politiques sociales et économiques ; action extérieure ; liberté religieuse. Tous sont des domaines où l'Union européenne exerce sa compétence et que nous travaillons entre évêques, entourés de collaborateurs experts.

À la variété des sujets traités s'ajoute... la variété des situations sociales et des approches pastorales dans les États membres. Il nous faut donc beaucoup nous respecter et beaucoup dialoguer. L'écoute, le dialogue entre nous, évêques, est essentiel. Vous devinez bien que, lors de nos débats sur les migrations, nos points de vue étaient différents selon nos expériences de terrain. L'histoire de nos pays a été marquée différemment, selon qu'on est d'Europe de l'Est ou du front atlantique. Ce que nous partageons en commun reste cependant le plus important, à savoir le trésor de l'Évangile et la riche pensée sociale de l'Église qui nous réunissent et nous permettent de tenir un langage commun d'espérance. Nous y sommes entraînés par le cardinal Reinhard Marx qui est un Européen convaincu, archevêque de Munich, président de la conférence des évêques d'Allemagne et membre du G9 au Vatican.

## **Le témoignage et la parole des chrétiens**

L'engagement des uns et des autres tend, à mon sens, à faire quatre apports à l'Europe : lui donner une âme, lui donner un visage, lui donner une vision, enfin donner une invitation pour reconstruire ou continuer la construction de l'Europe.

### ***Donner une âme à l'Europe***

Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995, s'adressait en 1992 aux responsables religieux et aux évêques : « Si, au cours des dix prochaines années, nous ne parvenons pas à donner une âme à l'Europe, à lui donner une spiritualité et un sens, c'en sera fait de l'unification européenne. » En 1999, il rappellera que les valeurs chrétiennes de pardon et de réconciliation ont permis la naissance du projet européen, avec bien d'autres valeurs encore. Pour lui, les Églises ont un rôle à jouer en Europe et il créa, en 1989, une cellule de prospective, dirigée par Jérôme Vignon. Nous savons ici, combien Jérôme Vignon est fidèle à son engagement européen !

Au congrès de Rome, le pape François rappela (comme en 2014, à Strasbourg) ce souci de l'âme européenne. L'auteur de la *Lettre à Diognète*, fait remarquer le pape, affirme que « ce que l'âme est dans le corps, les chrétiens le sont dans le monde ». En ce temps, ils sont appelés à redonner une âme à l'Europe, à réveiller sa conscience, non pas pour occuper les espaces – ce serait du prosélytisme – mais pour encourager les processus (cf. Exhort. Ap *Evangelii gaudium*, n. 223) qui créent de nouveaux dynamismes dans la société. Les habitués de la pensée du pape reconnaissent son grand principe : le temps est supérieur à l'espace.

### *Donner un visage à l'Europe*

Il serait plus juste de dire « des visages », des visages singuliers de personnes. À Strasbourg, le pape avait alerté : « L'heure est venue de construire ensemble l'Europe qui tourne non pas autour de l'économie, mais autour de la sacralité de la personne humaine » Il le rappellera à chacun de ses discours, comme à Rome : « La plus grande contribution que les chrétiens peuvent offrir à l'Europe c'est de lui rappeler qu'elle n'est pas un ensemble de nombres ou d'institutions, mais qu'elle est faite de personnes. Malheureusement, il n'y a pas les citoyens, il y a les suffrages. Il n'y a pas les migrants, il y a les quotas. Il n'y a pas les travailleurs, il y a les indicateurs économiques. Il n'y a pas les pauvres, il y a les seuils de pauvreté... Les chiffres resteront toujours sans âme. »

Avez-vous remarqué, chers amis, que nos billets d'euros n'ont aucun visage, à la différence de nos anciennes monnaies nationales ? Or, on ne peut s'identifier ni s'attacher à un monument, à une architecture si belle soit-elle. On s'attache à des personnes et à leurs histoires. Pour aimer l'Europe, il faut pouvoir l'envisager !

Quel bonheur alors de voir, en décembre 2013, tous ces visages de jeunes européens venus à Strasbourg à l'invitation des frères de Taizé. Quel bonheur de les accueillir, de les voir circuler dans la ville et entrer dans les maisons, de les entendre et de leur parler ! L'œcuménisme imprégnait nos rencontres et l'espérance se lisait sur tous les visages ! Quelle émotion d'entendre, à Rome, ce témoignage singulier, celui du cardinal Juan José Omella, archevêque de Barcelone : « Mon cœur pleure... Je partage la souffrance des gens... Je suis à Barcelone depuis deux ans. J'aime Barcelone. J'aime la Catalogne. Et j'aime l'Espagne. Et j'aime l'Europe ! ». Oui, chaque personne est unique, chaque histoire compte, chaque visage compose une parcelle du visage de l'Europe !

### *Donner une vision à l'Europe*

Nous avons tenté de le faire à Rome, et ce fut un bonheur. Nous le faisons durant ces deux journées des Semaines sociales. Le pape François, comme ses prédécesseurs avant lui, nous offre une vision de l'Europe, comme dans son discours d'Aix-la-Chapelle, lors de sa réception du prix Charlemagne, le 6 mai 2016 : « La paix sera durable dans la mesure où nous armons nos enfants des armes du dialogue, dans la

mesure où nous leur enseignons le bon combat de la rencontre et de la négociation. Ainsi nous pourrions leur laisser en héritage une culture qui sait définir des stratégies, non pas de mort mais de vie, non pas d'exclusion, mais d'intégration. » Et le pape de conclure en disant son rêve : « Je rêve d'un nouvel humanisme européen... Je rêve d'une Europe jeune, capable d'être encore mère... Je rêve d'une Europe qui prend soin de l'enfant, et du pauvre, et du migrant... Je rêve d'une Europe où les jeunes respirent l'air pur de l'honnêteté, aiment la beauté de la culture et d'une vie simple, non polluée par les besoins infinis du consumérisme, où se marier et avoir des enfants sont une responsabilité et un bonheur, non un problème du fait du manque d'un travail suffisamment stable... Je rêve d'une Europe des familles, avec des politiques vraiment effectives, centrées sur les visages plus que sur les chiffres... »

### *Entrer dans le chantier de la construction de l'Europe*

Lors du congrès de la COMECE à Rome, Antonio Tajani, président du Parlement européen, avait tenu à venir saluer le pape et à évoquer tous les défis posés à l'Europe : « Il faut, disait-il, donner aux peuples européens des réponses concrètes, sur le travail, les migrations, la pauvreté... Il faut repartir des valeurs... considérer la famille comme noyau de la société, respecter toute personne humaine... l'Europe est plus qu'une monnaie, c'est un projet humain. »

Le pape le remercia et s'adressa ensuite à nous tous. En bon architecte, il nous indiqua comment bâtir ou rebâtir l'Europe nous précisant quels en sont les fondements et les pierres de construction. À chacun de ses discours, le pape François insiste sur la dignité de la personne, la « dignité transcendante de l'homme ». Nous venons de le rappeler à propos des visages de l'Europe. À cette attention à la personne, il associe la promotion de la communauté : « Reconnaître, dit-il, que l'autre est une personne signifie valoriser ce qui m'unit à lui. Le fait d'être des personnes nous lie les uns aux autres, nous fait être communauté. Les chrétiens reconnaissent que leur identité est, de prime abord, relationnelle. Ils sont insérés comme membres d'un corps, l'Église (cf. 1 Cor. 12,12) dans lequel chacun, avec sa propre identité et particularité, participe à l'édification commune. De manière analogue, ce lien se retrouve aussi dans le domaine des relations interprofessionnelles et de la société civile. Personne et Communauté sont donc les fondements de l'Europe que, en tant que chrétiens, nous voulons et pouvons contribuer à construire. » Et le pape précise : « Les pierres de cet édifice s'appellent : dialogue, inclusion, solidarité, développement et paix. »

Sur les fondements que sont la personne et la communauté, les pierres de construction que sont le dialogue, l'inclusion, la solidarité, le développement et la paix peuvent être posées : ainsi se poursuivra l'édification de l'Europe, notre maison commune !

Chers amis bâtisseurs, au travail !



# La voix d'un autre continent

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY<sup>1</sup>

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de m'avoir associée à l'édition 2017 des Semaines sociales de France. Quand il m'a été proposé de prendre part aux activités d'un Observatoire de la vie sociale en France, qui existe depuis 1905, pour faire connaître la pensée sociale chrétienne tout en contribuant aux débats sociaux, permettant ainsi de grandes avancées telles que l'assurance maladie universelle, je ne pouvais qu'accepter avec humilité, tout en mesurant ma responsabilité. Je remercie en particulier le Père Denis Maugenest, Monsieur Michel Camdessus, qui m'ont proposée pour faire entendre la voix de l'Afrique à cet important forum. J'exprime enfin ma gratitude à Madame Dominique Quinio, qui est la première femme à présider les Semaines sociales de France depuis le début de leur existence.

## Introduction

L'Europe et l'Afrique ont une histoire commune. Leurs relations demeurent encore importantes aujourd'hui, même si elles ont connu une évolution. Avant d'évoquer la situation actuelle des liens qui unissent l'Europe et l'Afrique, il est important de parler de l'Afrique.

### *À propos de l'Afrique*

Selon l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch, « l'Afrique a la plus vieille histoire du monde, et les Européens ne l'ont donc pas découverte. Ce qu'ils ont découvert (plus tard que les autres) et ce dont ils ont construit l'idée, c'est « leur » Afrique. »

---

1 Denise Houphouët-Boigny est déléguée permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO.

L'Afrique noire a eu ses premiers contacts avec les Européens seulement au XV<sup>e</sup> siècle lorsque fut franchi le cap de Bonne Espérance (à l'extrême sud de l'Afrique) par les Portugais. À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, des écrits européens la décrivent et la constituent de leur propre point de vue : marchands, missionnaires, explorateurs, voyageurs et trafiquants d'esclaves ont élaboré leur propre idée de l'Afrique. En effet, les Européens ont établi en Afrique des comptoirs concurrents de la Traite orientale qui avait déjà commencé au VII<sup>e</sup> siècle, d'abord pour commercer, ensuite pour faire la Traite des noirs, à l'origine de la diaspora noire que nous connaissons. La traite a duré plus de 450 ans. L'esclavage a duré de 1500 à 1888. Les Européens ont été aidés dans cette entreprise par des dirigeants ou dominants africains. Au XIX<sup>e</sup> siècle, après l'abolition de l'esclavage, les États européens s'installèrent en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne. De 1870 à 1880, l'exploration de l'Afrique progressa et les Européens y découvrirent des richesses intéressantes pour leurs économies. La période coloniale en Afrique commença avec la conférence de Berlin qui se tint de novembre 1884 à février 1885, à l'initiative de Bismarck, afin de régler des problèmes commerciaux. Elle organisa le partage de l'Afrique entre les puissances européennes prises individuellement et constitua l'acte fondateur actuel des États africains.

Il faut ajouter que les Africains, dans le cadre de la colonisation, ont participé activement aux deux guerres mondiales, aux côtés des Européens. On signale par exemple que « 200 000 soldats ont été recrutés en Afrique occidentale française (AOF) pour participer à la première guerre mondiale ». La période coloniale s'étend de 1885 aux années 1960 qui sont celles des indépendances africaines. L'indépendance des pays africains est donc relativement récente. Les frontières issues des compromis entre les Européens et dont l'Afrique a hérité sont fondées sur le principe de compensations territoriales. La colonisation a donc façonné l'espace africain en ignorant souvent les populations africaines, ce qui peut expliquer certains conflits actuels.

L'Afrique d'aujourd'hui est un grand continent de 30 millions de km<sup>2</sup> et composé de 54 États. Ces États sont très variés en considérant leurs paysages, leurs populations, leurs langues, leurs histoires individuelles. Cette Afrique d'aujourd'hui a des défis à relever. En effet, l'Afrique subsaharienne a une population de 986 971 000 habitants en 2016 et 38,4 % de cette population vit avec moins de 1,9 dollar US/jour, selon l'UNESCO. Ceci est contradictoire avec le fait que le continent africain affiche une croissance moyenne de 5,5 % depuis une décennie. Le premier défi que les Africains doivent relever est donc celui de la lutte contre la pauvreté des populations. Le tiers des réserves de matières premières (hydrocarbures, diamants, or, uranium, cuivre, cobalt...) de la planète se trouve en Afrique, qui dispose d'un potentiel de ressources du sous-sol encore largement inexploité. Le sous-sol africain recèle 30 % des réserves minières mondiales, si bien que l'on parle de scandale géologique en

évoquant celui de certains pays africains. Cette situation n'empêche pas la persistance de la pauvreté et le sous-développement des pays censés détenir ces richesses.

Les conflits politiques sont exacerbés par les fruits des activités extractives pour l'accès à la rente, mais aussi en raison de la valeur stratégique de certains minerais et les États africains en sont fragilisés. De plus, l'extraction minière et pétrolière est dominée par des multinationales qui, bien souvent, font peu de cas de leurs responsabilités sociétales et environnementales, sans réaction des Africains et avec leur complicité quelquefois.

Un deuxième défi que l'Afrique doit relever est celui de l'éducation, car cette dernière réduit la pauvreté, et aide à une croissance économique qui ne laisse personne de côté. L'éducation transforme la vie des populations. Selon l'UNESCO, en 2016, le taux d'achèvement des études primaires en Afrique subsaharienne est de 55 %. La Banque africaine de développement (BAD) indique que le pourcentage d'adultes analphabètes en Afrique en 2016 est de 32 %, l'espérance de vie y est de 61,5 ans et le taux de mortalité infantile y est de 75,5 pour 1000. Ainsi, après l'éducation, celui de la santé est un défi important à relever, en raison de son impact sur la longévité, la productivité et le développement. La question de la santé est aussi liée à la recherche scientifique qui permettra d'éradiquer des maladies telles que le paludisme. La recherche scientifique reste faible en Afrique qui représente en 2014, selon l'UNESCO, 1,4 % de parts de publications dans le monde contre 34 % représentées par l'Union européenne.

En Afrique, les cultures destinées à l'exportation, arachide, café, cacao, ont été longtemps le grand moteur du développement des campagnes mais les économies africaines dépendent beaucoup du cours des matières premières, ce qui les fragilise. Les cours du café, du cacao ou du pétrole ne sont pas maîtrisés par les Africains. Les économies africaines sont trop souvent ancrées dans les pratiques d'un modèle d'économies de rente. Elles ne sont pas assez basées sur l'industrialisation et la transformation des matières premières minières ou agricoles. La valeur ajoutée de la transformation profite à d'autres régions du monde. Les cultures de rente l'emportent d'ailleurs et souvent sur les cultures vivrières. D'où le problème de l'alimentation des populations. Des États importent des denrées telles que le riz, pouvant être cultivées sur place.

L'Afrique possède des ressources forestières très importantes. Les forêts du bassin du Congo constituent le deuxième massif forestier tropical du monde après l'Amazonie. Cependant, le défrichement des forêts au profit de l'agriculture, et de la vente du bois entraîne une réduction de la surface de ces espaces forestiers avec des conséquences dramatiques au niveau du climat.

En Afrique, 620 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité sur 1,2 milliard d'habitants en 2015. Il existe donc un déficit énergétique énorme à combler. La production énergétique en Afrique reste faible, cependant, encore une fois, le

potentiel qui demeure est énorme et reste inexploité. De nombreux pays africains exportent du pétrole brut, car leurs capacités de raffinage sont faibles. Le potentiel en énergies renouvelables est très important mais également inexploité. On peut évoquer le potentiel hydroélectrique avec les grands cours d'eau qui traversent le continent, le potentiel solaire avec le fort degré d'ensoleillement, le potentiel éolien et géothermique, sans oublier la biomasse.

Enfin, l'un des défis importants que l'Afrique doit relever est celui de la démocratie, avec ses corollaires que sont les droits de l'homme et la bonne gouvernance.

En plus des ressources naturelles, l'Afrique possède d'autres atouts indéniables : sa culture riche et variée, la relation particulière qu'ont les Africains avec la nature, le respect des anciens, la solidarité, le culte des ancêtres et autres principes philosophiques, qui sont une richesse et qui pourraient constituer des apports fondamentaux de l'Afrique au monde. Je vais, pour illustrer mon propos, citer quelques vers du poète Birago Diop. Ils disent ceci :

Écoute plus souvent,  
Les choses que les êtres,  
La voix du feu s'entend,  
Entends la voix de l'eau,  
Écoute dans le vent le buisson en sanglots,  
C'est le souffle de nos ancêtres morts,  
Qui ne sont pas partis,  
Qui ne sont pas sous la terre, qui ne sont pas morts.

En effet, pour nous, Africains, « les morts ne sont pas morts ». Cette certitude a une influence sur notre conception de la vie. Il existe par ailleurs en Afrique l'esprit ou la philosophie d'Ubuntu (c'est un mot dans la langue bantoue) qui, comme le disait Nelson Mandela, est « ce sentiment profondément africain d'appartenance à l'humanité grâce à l'humanité des autres ». « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous » : c'est le concept fondamental de la philosophie de la réconciliation développé par Desmond Tutu, avec l'abolition de l'apartheid.

Enfin, dans la société africaine traditionnelle, il existe l'arbre à palabres qui correspond à un processus de prise de décision. Les discussions en public, en apartés ou à huis-clos prennent le temps qu'il faut : des jours, des semaines, voire des mois, pour arriver au consensus. Les décisions importantes se prennent toujours de manière collégiale et par consensus, sinon la voix du chef est prépondérante et c'est lui qui en porte la responsabilité.

## **Comment l'Europe coopère-t-elle avec l'Afrique d'aujourd'hui**

Beaucoup de pays africains pris individuellement ont des relations avec l'Europe, de manière bilatérale, c'est-à-dire de pays à pays. Par exemple, selon la Banque

africaine de développement, les cinq premiers pays avec lesquels la Côte d'Ivoire a des échanges commerciaux sont le Nigéria, la France, les Pays-Bas, les États-Unis, la Chine. On note que parmi ces cinq pays figurent, en bonne position, la France et les Pays-Bas qui sont en Europe. Il est intéressant de remarquer au passage quelques chiffres indiquant le volume des échanges commerciaux de la Côte d'Ivoire :

- avec l'Afrique : 7 218,5 millions de dollars des États Unis ;
- avec les États-Unis : 1 247,2 millions de dollars ;
- avec la Chine : 1 058,2 millions de dollars ;
- avec l'Union européenne : 6 661,9 millions de dollars.

Après le Nigéria, l'Union européenne dans son ensemble est un partenaire privilégié. La Chine a presque le même volume d'échanges commerciaux que les États-Unis avec la Côte d'Ivoire.

### *Comment les relations de l'Union européenne avec l'Afrique ont-elles évolué ?*

Dès la signature du traité de Rome en 1957, celui-ci réservait déjà une place à la coopération avec les anciennes colonies, essentiellement celles de la France, de la Belgique, de l'Italie et des Pays-Bas. Cette coopération reposait sur des principes de libre commerce et d'aide au développement. Ce « régime d'association » a été doté des ressources du premier Fonds européen de développement (FED). En 1963 et en 1969 furent signées par 18 États africains et les 6 de l'Europe, les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> conventions de Yaoundé soutenues par les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> FED. Ces accords étaient principalement orientés vers la coopération financière, technique et commerciale, essentiellement dans les secteurs des infrastructures économiques et sociales. Il y a eu, par la suite, les conventions de Lomé, signées pour Lomé I en 1975, Lomé II en 1980, puis Lomé III en 1985. Ces trois conventions couvrant chacune une période de 5 ans sont accompagnées par les FED 4, 5 et 6.

On est passé, pour ces conventions, du nombre de 46 pays signataires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les ACP), partenaires de 9 pays européens, à un nombre de 65 pays ACP partenaires de 10 pays européens. Tandis que les conventions de Lomé I et II donnent la priorité au développement industriel et rural en créant le STABEX (fonds de stabilisation des recettes d'exportation sur les produits agricoles) et le SYSMIN (Fonds de stabilisation des recettes d'exportation des produits minéraux) pour compenser les baisses des recettes d'exportation, la Convention de Lomé III met l'accent sur la sécurité alimentaire et l'environnement. La Convention de Lomé IV, signée en 1990 et révisée à mi-parcours en 1995, a introduit pour la première fois un lien explicite entre la promotion des droits de l'Homme et le développement. L'Accord de Cotonou a été signé en 2000 par 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (comprenant 48 pays en Afrique subsaharienne) pour une période de 20 ans. Il s'agit du plus grand cadre financier et politique au monde pour la coopération nord-sud. Il se caractérise par les préférences commerciales non

réciroques accordées aux ACP, notamment l'accès illimité au marché de la Communauté européenne pour 99 % des pays industriels et d'autres produits, particulièrement pour les 39 pays les moins avancés (PMA) du groupe des ACP. L'Accord de Cotonou avait pour objectif, de permettre aux ACP de se placer sur les rails du développement et d'intégrer le marché mondial. Les innovations majeures de l'Accord de Cotonou résident dans la place accordée à la dimension politique qui comprend :

- un dialogue politique global sur les questions nationales, régionales et mondiales ;
- la promotion des droits de l'Homme et de la démocratisation ;
- le renforcement des capacités, la prévention et la résolution des conflits ;
- les questions relatives à la migration, y compris la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive.

L'Accord de Cotonou comprend des activités de coopération pour encourager :

- le développement économique en ciblant les secteurs de l'industrie, de l'agriculture ou du tourisme des pays ACP ;
- le développement social et humain pour améliorer les services de santé, d'éducation et de nutrition ;
- la coopération et l'intégration régionale pour promouvoir et développer le commerce entre les pays ACP.

Ainsi, en 2016, plusieurs cadres régissent la coopération entre l'Union européenne et l'Afrique : l'Accord de Cotonou avec l'Afrique subsaharienne, le partenariat Euro-med avec l'Afrique du Nord et la Stratégie commune Afrique-Union européenne. On peut en citer quelques aspects et chiffres indiqués par la Commission de l'Union européenne en 2016. L'Afrique est le principal bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD) collective de l'Union européenne (c'est-à-dire de l'Union européenne et de ses 28 états membres). 141 milliards d'euros ont été débloqués en sa faveur entre 2007 et 2013. Entre 2014 et 2020, l'APD de la Commission européenne destinée à l'Afrique s'élèvera à plus de 31 milliards d'euros au total. Dans le même temps, environ 40 % de l'aide humanitaire de l'Union européenne est consacrée à des projets en Afrique chaque année. Cette aide constitue un soutien aux populations déplacées et une assistance aux victimes de conflits et de catastrophes. L'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Afrique, sa première source d'importations et sa première destination d'exportations. Environ un cinquième de l'ensemble des investissements directs étrangers en Afrique proviennent d'entreprises de l'Union européenne.

Il est très important de souligner la spécificité de l'Accord de Cotonou : il prévoit une disparition des préférences commerciales non réciroques incompatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont bénéficiaient les ACP, et l'introduction des Accords de partenariat économique (APE) prévoyant l'insertion des ACP dans l'économie mondiale. Ces derniers devront faire face aux

rigueurs de la compétition et de la globalisation. Les Accords de partenariat économique (APE) ont donc une dimension commerciale importante ; ils sont très critiqués pour cette raison, car ils semblent occulter la question de l'aide au développement au profit de celle du commerce. Ils proposent de mettre en place une quasi zone de libre-échange entre l'Union européenne et chacune des régions créées. En effet, pour renforcer l'intégration régionale, les six groupes ACP doivent mettre en place des zones de libre-échange ou des unions douanières sous-régionales. Pour l'Afrique, il s'agit des communautés suivantes :

- SADC en Afrique australe ;
- COMESA en Afrique orientale ;
- CEDEAO en Afrique occidentale ;
- CEMAC et CEEAC en Afrique centrale.

Selon les Européens, la nécessité de la transformation de l'Accord de Cotonou et la mise en place des Accords de partenariat économique trouvent leur origine dans le bilan qu'ils ont fait des précédents accords et dans la création de l'OMC en 1994, qui a rendu difficile la perpétuation du dispositif de préférences unilatérales. L'Union européenne a mené des négociations et conclu des Accords de partenariat économique avec certaines régions africaines : avec la CEDEAO (Afrique de l'ouest) et la SADC (Afrique australe) en juillet 2014, ainsi qu'avec la COMESA (Afrique orientale) en octobre 2015.

Concernant la stratégie commune Union européenne-Afrique, il faut signaler qu'à l'image de l'Europe, l'Afrique a fait des efforts d'intégration au plan continental afin de renforcer l'unité et la solidarité entre États. C'est ainsi que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a été créée en 1963. Elle a été remplacée par l'Union africaine en 2002, qui regroupe les 54 États africains, et dont la structuration est inspirée au plan institutionnel de celle de l'Union européenne.

L'Union européenne et l'Union africaine se réunissent annuellement dans le cadre d'une stratégie commune depuis 2007. Le 4<sup>ème</sup> sommet Union africaine-Union européenne s'est tenu en 2014 à Bruxelles. Il a réuni plus de 60 dirigeants africains et européens qui ont adopté une feuille de route pour la période 2014-2017, concernant cinq domaines stratégiques :

- la paix et la sécurité ;
- la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'Homme ;
- le développement humain ;
- le développement et la croissance durables et inclusifs, et l'intégration continentale ;
- les problèmes mondiaux et émergents.

Le sommet de la Valette qui s'est tenu les 11 et 12 novembre 2015 a permis aux dirigeants européens et africains de mettre en place un dialogue franc et un cadre

de coopération en matière de migration, sur un plan d'action global. L'Union européenne a mis en place le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées. Le cinquième sommet Union africaine – Union européenne aura lieu en Côte d'Ivoire les 29 et 30 novembre 2017. Le thème est le suivant : « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ». Il s'agira de faire le bilan de dix années de stratégie commune, de se pencher sur l'avenir des relations Union européenne-Afrique et de mettre l'accent sur l'investissement dans la jeunesse qui est la priorité actuelle du Continent africain. D'autres thèmes seront développés lors de ce prochain sommet :

- la paix et la sécurité ;
- la gouvernance, notamment la démocratie, les droits de l'Homme, les migrations et la mobilité ;
- l'investissement et le commerce ;
- le développement des compétences ;
- la création d'emplois.

## **Que dire de l'avenir commun de l'Europe et de l'Afrique ?**

*Pourquoi l'avenir de l'Europe se trouve-t-il en Afrique ?*

♦ Pour ce qui concerne la démographie, je me permettrais de donner les chiffres de l'ouvrage de Michel Camdessus intitulé *Le monde en 2050* : « L'Europe amorce un déclin démographique durable de 738 millions d'habitants en 2015... puis 707 millions en 2050. En 2100, l'Europe aura perdu près d'une centaine de millions d'habitants, sa population tombant à 646 millions d'habitants. Pendant la même période, l'Afrique peuplée en 2015 de 1,2 milliard d'habitants aura atteint 4,4 milliards d'habitants en 2100 sur une population mondiale de 11,2 milliards d'habitants. À quelques encablures d'une Europe réduite à 11 % de la population mondiale, l'Afrique en représentera autour de 40 % ». L'auteur ajoute : « De la manière dont seront gérés, au cours des 35 prochaines années, le déclin démographique européen et le doublement de la population africaine dépendra la suite de l'histoire de l'humanité. »

La population africaine est jeune de surcroît. En Côte d'Ivoire, par exemple, en 2016, 77 % de la population, soit plus de trois personnes sur quatre, a moins de 35 ans. La population européenne quant à elle est vieillissante avec une surreprésentation de plus en plus importante des séniors dans la société et une série de difficultés pour cette raison.

♦ Pour ce qui concerne les opportunités économiques : d'après le numéro du journal *Le Monde* daté du 9 septembre 2015, l'Afrique a accueilli plus de 128 milliards

de dollars d'investissement en 2014 (+ 136 %) par rapport à l'année précédente. En raison de la démographie, les projets d'investissement dans les produits de consommation et la distribution sont plus nombreux et soutiennent la croissance de classes moyennes. L'Afrique est donc, et sera une opportunité pour les entreprises européennes.

Par exemple, l'entreprise française Orange affirmait en juillet 2015 avoir dépassé en Afrique 100 millions de clients sur le total des 240 millions de clients du groupe. Le groupe affirme qu'en termes de bénéfices, le taux de marge en Afrique est très largement supérieur à la moyenne. Enfin, selon Orange, « il y a en Afrique une opportunité de croissance qui n'existe plus en Europe [...]. L'Afrique est une opportunité de croissance unique au monde de par la démographie et le décollage économique », affirmait la compagnie.

La question de la vitalité des entreprises en Europe, donc du chômage en Europe, trouve sa réponse en Afrique.

### *L'Europe et l'Afrique ont des défis communs à relever*

♦ La question de l'immigration vers l'Europe est un défi commun et trouvera aussi sa réponse en Afrique. Les jeunes Africains devraient pouvoir rester en Afrique pour y réaliser leurs rêves. Ils quittent leurs villages ou leurs villes, non pas de gaieté de cœur, mais parce qu'ils n'ont pas de travail, parce que leurs enfants y meurent, parce qu'il y a la guerre, parce qu'ils ne peuvent plus cultiver la terre en raison de la sécheresse, etc. Il faut que les dirigeants européens et africains pensent ensemble la question de l'immigration et trouvent ensemble les moyens et la manière de faire rester les candidats à l'immigration dans leur pays en les informant des dangers de l'immigration irrégulière. Il est aussi important d'accueillir de manière humaine et digne, ceux qui arrivent, en n'oubliant pas les contributions positives des migrants à leurs pays d'origine et à leurs pays d'accueil.

♦ Le terrorisme concerne aussi bien l'Europe que l'Afrique : Paris en France est frappée, mais Ouagadougou au Burkina Faso et Grand Bassam en Côte d'Ivoire aussi. Mettons-nous ensemble pour trouver les solutions adéquates à ce problème, en fonction des contextes respectifs.

♦ Le climat et l'environnement : l'incidence de l'utilisation des énergies fossiles sur le climat est nette si bien qu'il est question en Europe, de faire appel aux énergies renouvelables. L'Afrique a besoin d'énergie pour sa population et pour se développer. Pourquoi ne pas faire ensemble le bond vers des énergies renouvelables ? On pourrait envisager comme le préconise Jean Michel Severino « que l'Afrique, comme elle l'a fait dans le cas de la téléphonie en allant directement au téléphone mobile, saute l'étape des énergies fossiles pour aller directement à une alimentation électrique fondée sur les énergies renouvelables ». La réflexion pourrait être menée ensemble, y compris sur les questions environnementales. L'Afrique ne doit pas être

le lieu où l'on déverse, par des circuits obscurs, des déchets souvent toxiques pour l'environnement.

### *L'Europe n'est plus seule sur le terrain africain*

En Côte d'Ivoire, on l'a vu, la Chine fait partie des cinq premiers pays avec lesquels le pays a des échanges commerciaux, selon la Banque africaine de développement. Une étude du cabinet américain McKinsey Africa signalée par *Le Point Afrique* en juillet 2017 confirme que la Chine est l'un des cinq premiers principaux partenaires de l'Afrique en matière de commerce, d'investissement, d'infrastructures de financement et d'aide, et que les relations Chine-Afrique se sont accélérées au cours des 10 dernières années avec une croissance des échanges d'environ 20 % par an. Il y a 10 000 entreprises chinoises implantées en Afrique qui revendent par exemple 50 % du marché de la construction. Selon l'étude, la coopération Afrique-Chine doit cependant relever des défis importants (faible emploi de gestionnaires africains, faible prise en compte des questions environnementales, faible réciprocité en matière d'approvisionnement des entreprises chinoises). Le journal *Le Monde* indique le montant de 75 milliards de dollars de financements publics chinois en Afrique en 2011. La grande vitalité du partenariat de l'Afrique avec la Chine est évidente et séduisante pour les Africains. L'Europe doit en prendre conscience, changer sa manière de coopérer et sa conception du continent africain, sinon elle risque de perdre l'opportunité que représente l'Afrique pour elle.

### *Comment faire ensemble ?*

Les liens de l'Europe avec l'Afrique sont anciens, importants mais complexes. Les relations de l'Union européenne avec l'Afrique ne sont pas uniquement commerciales, leur dimension politique et humaine est importante et c'est ce qui fait leur spécificité. Les liens Europe-Afrique devraient pouvoir être maintenus, voire accrus, dans l'intérêt bien compris des deux parties, sans paternalisme, ni préjugés, en laissant les Africains choisir leur propre modèle de développement et de société. Les Européens devraient pouvoir faire preuve de plus flexibilité et de moins de fébrilité, les Africains de plus de rigueur, de discipline et de réalisme. Ce sont les Africains eux-mêmes qui, décomplexés, doivent penser leur avenir, en tenant compte de leur culture. Pour ce qui concerne les questions africaines, les décisions devraient être prises en Afrique, sur le terrain, et non à partir de l'Europe. Bien souvent, de beaux projets sont élaborés pour l'Afrique, en Europe, et leur mise en œuvre est pilotée à partir de l'Europe, par des personnes qui bien souvent ne connaissent pas l'Afrique et ses réalités, d'où leur échec.

## Conclusion

Je terminerai mon propos en évoquant Léopold Sedar Senghor dans son discours à l'Université de Vienne en 1975. Il a terminé en disant aux Européens : « Il nous faut conclure en disant brièvement ce que veut l'Afrique : un nouvel ordre économique, sans doute, mais aussi l'arrêt du désert qui avance, le reboisement de ses terres, l'enrichissement de ses sols et la formation de ses hommes. Or aucun élément de cet éventail d'objectifs n'est réaliste sans l'intervention de techniques scientifiques éprouvées, dont vous détenez le secret, en attendant de nous le transférer, encouragés que vous êtes par notre vigueur physique, notre soif intellectuelle, notre solidité morale, notre sens artistique. Pour le moment, en dehors de nos richesses naturelles reconnues, nous ne disposons que d'immenses potentialités que nous vous invitons à inventorier et à exploiter avec nous, dans l'intérêt bien compris de nos deux continents, mais aussi de l'humanité tout entière. Mon appel à une coopération qui dépasserait la Communauté économique européenne et l'Afrique noire ne date pas d'aujourd'hui. C'est toute l'Europe et toute l'Afrique... qui devraient s'unir, de nouveau, autour de la Méditerranée pour donner l'exemple d'une coopération interrégionale. »

Mesdames et Messieurs permettez-moi de faire mienne cette conclusion, je vous remercie.

## Débat

---

**PATRICE MOYON<sup>1</sup>** : Vous avez insisté sur la question migratoire, sur la nécessité de trouver des solutions communes. Concrètement, que peut-on faire pour que ces jeunes Africains restent chez eux ?

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : On a parlé de la pauvreté, de l'éducation, mais une chose à faire tout de suite, c'est d'arrêter de nous montrer des images d'une Europe merveilleuse. Les jeunes Africains ont à longueur de journée à la télévision l'image d'une Europe fantastique où tout est facile, tout est beau, tout est bien. Ils n'ont pas conscience de la réalité. Vous avez ce qu'il faut en matière de communication, pourquoi ne pas informer les Africains, leur montrer les drames que vivent les personnes qui traversent la Méditerranée, pourquoi ne pas montrer les conditions dans lesquelles elles vivent ici ? Je suis persuadée que l'image que les jeunes ont de l'Europe n'est pas la vraie image et que celle de ceux qui souffrent n'est pas diffusée correctement.

---

<sup>1</sup> Patrice Moyon, journaliste à *Ouest-France*, présidait la séance.

Quelle Europe voulons-nous ?

**PATRICE MOYON** : L'Europe doit-elle continuer à sous-traiter une partie de ce dossier comme elle le fait aujourd'hui en Lybie ?

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : Non, il faut que les Africains et les Européens s'asseyent ensemble pour en parler parce que c'est un drame. Le problème doit être résolu dans les pays africains, nous devons travailler à faire rester nos jeunes en Afrique, ils y seront plus heureux.

**PATRICE MOYON** : Mgr Grallet, vous avez insisté sur la nécessité de donner un visage à l'Europe, sur la question de la vision. Comment entendez-vous ce qui a été dit par Denise Houphouët-Boigny sur les relations entre les deux rives de la Méditerranée ?

**MGR GRALLET** : Avant de connaître l'Afrique, j'ai rencontré des Africains, ce qui a enrichi une vision complète. Je suis d'une congrégation internationale, les Franciscaïns, j'ai donc étudié avec des confrères africains qui m'ont ensuite fait entrer dans leurs familles. Le contact personnel est essentiel. Je l'avais observé lors des rencontres entre jeunes Européens, que ce soit les scouts ou les jeunes de Taizé. Inviter les étudiants africains chez nous, faire des voyages, des rencontres humanitaires, tout ceci procure une affection fraternelle.

**PATRICE MOYON** : L'Europe a été missionnaire, mais on voit de plus en plus de prêtres africains dans nos paroisses françaises.

**MGR GRALLET** : L'évêque que j'étais à Strasbourg accueillait des prêtres africains principalement grâce à la faculté de théologie. Par ailleurs, un certain nombre nous rendent service dans nos paroisses.

**PATRICE MOYON** : Mgr Grallet, vous appartenez à cette génération qui a été marquée par la seconde guerre mondiale. Au sein de l'Église, il y a un discours très européen, mais quand on regarde au plus près dans les paroisses, on voit apparaître un discours contre l'Europe. Comment analysez-vous cette montée de l'euro-scepticisme, y compris chez les jeunes chrétiens ?

**MGR GRALLET** : Je redoutais et attendais cette question. Parce que mon expérience au service des chrétiens d'Alsace est une expérience profondément europhile, parce que les Alsaciens ont tellement souffert d'avoir été ballottés, passant d'une identité alsacienne, puis allemande, puis de nouveau alsacienne. Ce sont des acteurs convaincus pour construire l'Europe. Je suis heureux que Strasbourg ait été choisi comme un des lieux d'Europe. Votre question est juste, il y a peut-être dans les jeunes générations un manque de mémoire d'Europe. La crise d'affect que subit

l'Europe dans le cœur des gens, c'est comme si les Européens que nous sommes faisons notre crise d'adolescence. Nous avons grandi dans la sécurité et dans la paix, nous y avons trouvé énormément d'avantages et un peu oublié le prix de ces avantages ainsi que toutes les difficultés d'avant l'Union. Il y a une sorte d'ingratitude adolescente.

**PATRICE MOYON** : Madame Houphouët-Boigny, l'Union européenne peut-elle être un modèle pour les jeunes générations africaines en termes de construction politique ? Vous avez insisté sur la montée des échanges économiques avec la Chine, l'Europe peut-elle être un contre-modèle par rapport à la Chine ?

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : La coopération de l'Afrique avec l'Union est exemplaire, à mon avis. Nous avons des accords de coopération avec d'autres pays qui sont purement commerciaux, alors qu'avec l'Union, il y a une dimension politique et humaine importante. Nous devons continuer sur cette voie. Il faut que l'Europe reste dans ce contexte, que l'Europe et l'Afrique continuent de cheminer ensemble et que l'Europe soit moins fébrile.

**PATRICE MOYON** : Y a-t-il un travail commun à mener sur le climat, par exemple ?

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : Bien sûr. On sait que la dégradation du climat vient de votre développement : vous avez produit, mais vous avez pollué. Il faudrait que nous marchions ensemble pour que nous évitions de faire les mêmes erreurs. Vous avez développé des techniques, fait des recherches sur les énergies renouvelables. Nous pourrions commencer par les énergies renouvelables au lieu de passer par tout un système qui a pollué, les énergies fossiles, etc.

**PATRICE MOYON** : Le dialogue inter-religieux n'est-il pas un défi commun à l'Afrique et à l'Europe aujourd'hui ?

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : Oui, le dialogue inter-religieux est important. Dans mon pays, les religions traditionnelles africaines sont les plus importantes, nous avons longtemps vécu en bonne intelligence, les chrétiens et les musulmans. Depuis quelque temps, il y a des difficultés. À la faveur des difficultés politiques que nous avons connues pendant 10 ans, chrétiens et musulmans ont pris conscience du fait qu'il faut se mettre ensemble pour résoudre certains problèmes. Les religieux catholiques, musulmans et autres se sont réunis autour du forum du dialogue inter-religieux pour montrer aux populations que nous parlons ensemble et qu'ils peuvent donc parler ensemble.

TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : *Mgr Grallet, l'assistance souscrit à vos propos mais les trouve un peu généraux, un peu trop généreux, pas suffisamment concrets. La COMECE<sup>2</sup> a-t-elle été à même de prendre des positions claires sur des questions telles que l'abandon de l'arme atomique recommandée par le pape, la GPA et la PMA, sur les relations que nous devrions avoir avec l'islam. Comment les travaux de la COMECE pourraient-ils être connus des chrétiens non pratiquants ?*

*Une suggestion : la COMECE pourrait être un architecte quasi politique d'un œcuménisme des chrétiens d'Europe et participer ainsi concrètement à la construction européenne.*

**MGR GRALLET** : J'assume mes propos généreux. Pourquoi étaient-ils généraux ? Parce que je me sentais débiteur de la parole du pape que je devais vous transmettre à travers ce congrès de Rome. Nous, évêques, ne pouvons pas travailler de façon suivie avec deux brèves sessions par an, mais nous avons des techniciens et des chercheurs associés qui nous éclairent. Notre ambition n'est pas de faire du lobbying auprès des institutions européennes, mais, d'une part, d'alerter les évêchés des grands enjeux européens et, d'autre part, de faire entendre la voix de l'Europe sur un certain nombre de sujets. A propos de la GPA, je n'ai pas entendu de grandes paroles ces derniers temps. Mais sur la liberté religieuse ou sur le souci des migrations, je pense au travail fait par Sant'Egidio avec les couloirs humanitaires. Il n'était pas sans signification que nous allions rencontrer les gens de Sant'Egidio lors de notre congrès de Rome.

– *Au plan de la COMECE, les rencontres que vous avez entre évêques mettent en valeur des cultures chrétiennes différentes. Que cela donne-t-il comme idée de l'Europe et des difficultés à la mettre en œuvre ?*

**MGR GRALLET** : Je vais être plus clair sur nos différences de perception sur les migrations. J'appartiens à une congrégation qui a été présente dans les Balkans depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Quand l'Empire ottoman est venu dans les Balkans, il n'y avait plus de paroisses chrétiennes dans les territoires de l'ex-Yougoslavie. Les Franciscains ont enlevé leur habit, se sont habillés à la turque et sont restés dans la population. En Croatie, la maman disait à l'enfant : « Quand le Turc viendra dans la maison et demandera qui est ce monsieur, tu diras : « C'est le tonton. » » en parlant du franciscain. C'est le surnom qu'ont gardé les Franciscains là-bas. Cela voulait dire qu'il y a dans ces pays une expérience douloureuse de la confrontation des peuples et des religions. On ne peut pas être irénique dans le dialogue inter-religieux si on ne prend pas cela en compte. J'ai apprécié que frère Alois dise que dans les rencontres de

1 Didier Ovigneur et Catherine Belzung relayaient les questions de la salle.

2 Commission des Évêchés de la Communauté européenne.

Taizé on entend des gens des Pays de l'Est qui nous disent leurs blessures. Certes on voudrait avancer un peu dans les arguments qu'ils développent, mais il faut prendre du temps. Ce sont des réalités comme cela que nous avons à vivre en Europe. Cela peut expliquer les inquiétudes qui sont ancrées dans l'histoire personnelle des gens.

– *Madame Houphouët-Boigny, concernant les institutions européennes, avez-vous des suggestions d'amélioration ?*

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : Il faudrait qu'elles soient beaucoup moins bureaucratiques.

– *Quel regard portez-vous sur l'attitude de l'Europe par rapport à la politique migratoire ?*

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : Cette question a fait l'objet du sommet de La Vallette. Les Africains sont restés longtemps silencieux. Vu l'ampleur du phénomène et des dégâts, Européens et Africains ont décidé de résoudre les problèmes ensemble. Il faut porter l'aide en Afrique, étudier et comprendre pourquoi ils partent. Repérer les réseaux mafieux qui vont dans les villages appâter les jeunes et qui, moyennant finance, les font venir en Europe. Il faut non seulement une assistance policière mais aussi de l'information. Il faut éduquer, soigner et travailler sur place pour que les jeunes aient envie de rester. Je suis persuadée qu'ils ne quittent pas l'Afrique de gaieté de cœur.

– *Quels projets de développement entre l'Europe et l'Afrique faudrait-il privilégier ?*

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : La coopération bilatérale marche bien, qu'elle soit française, espagnole, allemande, etc. Nous avons des exemples concrets sur le terrain. Avec l'Europe, c'est beaucoup plus vague, on la voit moins sur le terrain. Elle devrait s'approcher des villages, il faudrait donner un visage à la coopération européenne.

– *Quelles sont les qualités humaines nécessaires pour améliorer la coopération entre l'Europe et l'Afrique. Quelles sont les valeurs européennes qui seraient source d'inspiration pour l'Afrique ?*

**DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY** : La démocratie et, en particulier, le respect des droits de l'Homme. Et aussi votre rigueur, votre discipline... Nous n'avons pas la même notion du temps que vous, notre rapport au temps n'est pas le même... Nous devrions éviter les passe-droits, être plus rigoureux dans nos objectifs.



## FIL ROUGE THÉOLOGIQUE ET SPIRITUEL

**FANNY CHEYROU** : Un thème tient à cœur à frère Alois : l'Europe dans le monde, engagement très concret pour la communauté de Taizé. L'an passé, la communauté s'est rendue au Bénin, où des milliers de jeunes Africains et Européens se sont retrouvés à Cotonou. Cette année, le pèlerinage de confiance s'est tourné vers l'Égypte dans la communauté Anaphora, un monastère sur la route d'Alexandrie, une sorte de Taizé oriental. Pourquoi ces voyages vous sont aussi chers ?

**FRÈRE ALOIS** : Permettez-moi d'abord de remercier Mme Denise Houphouët-Boigny pour son intervention qui a renouvelé en moi le goût, l'envie de nous tourner vers l'Afrique. Ce n'est pas seulement une nécessité, mais nous allons être enrichis par ce contact, ce ne sont pas seulement des problèmes qui nous attendent, mais aussi un échange qui va nous aider à trouver des chemins ici en Europe. Notre communauté de Taizé compte une centaine de frères, quelques-uns vivent dans deux pays d'Afrique, ils sont comme deux antennes, pour entrer dans la mémoire de l'autre, comme l'exprimait Jean-Marc Ferry. Nous n'avons pas de projets sociaux, mais nous voulons partager la vie et entrer dans la mémoire de ces peuples. C'est pourquoi nous avons organisé cette rencontre à Cotonou avec 8 000 jeunes de différents pays, accueillis dans des familles, souvent très pauvres mais qui donnent tout pour exercer l'hospitalité. La pauvreté n'exclut pas la joie. Faire transparaître la joie du partage, c'est ce que nous avons vécu. Nous voulions nous mettre à l'écoute de ces peuples, encourager aussi l'entrepreneuriat, les initiatives locales, afin que les jeunes ne soient plus seulement en attente d'aide. Au long des événements de l'histoire, des attitudes de passivité se sont créées, le moment est venu d'en sortir. Je retiens de la rencontre de Cotonou la vitalité et le potentiel humain et intellectuel, y compris dans l'organisation, même si elle se fait parfois autrement. Par exemple, la notion du temps est différente et nous pouvons en apprendre quelque chose. C'est un défi spirituel que de nous tourner vers l'Afrique.

Concernant l'Égypte, j'ai demandé un jour à un copte comment soutenir les chrétiens coptes. Il m'a dit : « Visitez-nous ». Alors nous sommes allés avec 100 jeunes d'Europe et du Moyen Orient rencontrer 100 jeunes Égyptiens dans ce centre de retraite d'Anaphora.

**FANNY CHEYROU** : Il s'agit de l'évêque Thomas à Anaphora. Vous accueillez aussi à Taizé des familles de migrants. Comment l'Europe peut-elle évoluer dans un monde de pluralité des religions ?

**FRÈRE ALOIS** : Il y a une tradition à Taizé d'accueillir des réfugiés dans notre petit village de 50 habitants. Voici des années sont arrivées des familles du

Vietnam, de Sarajevo, du Rwanda et ça se passe très bien avec les gens du village. Il y a deux ans, nous avons accueilli des jeunes en provenance de Calais et nous redoutions un peu leur arrivée. Très vite nous sommes devenus amis. Ils étaient tous musulmans, l'imam Ahmed de Chalon-sur-Saône nous a beaucoup aidés. Depuis l'attentat du Bataclan, nous sommes en lien avec lui. Il vient aider ces jeunes Soudanais à vivre leur foi et à intégrer en France leur manière de croire. Il fait cela admirablement. Nous avons aussi constaté une grande générosité de la part des gens de la région, beaucoup d'entre eux viennent pour aider matériellement, enseigner le français, soigner. Cela a été une surprise pour nous. C'est la présence de ces jeunes réfugiés qui m'a poussé à aller au Soudan et au Sud Soudan, pour voir d'où ils viennent, comprendre la situation sur place et aller voir la maman d'un jeune qui est décédé chez nous d'une maladie de cœur. J'ai vu cette maman inconsolable, son fils est parti en Libye où il a connu l'esclavage, il a traversé la Méditerranée, en Italie on lui a dit : « Il y a trop de monde, allez en France. » Il arrive à Taizé et il meurt subitement. Cette femme musulmane m'a dit des paroles que la Bible met dans la bouche de Job : « Dieu me l'a donné et Dieu me l'a repris. Grâce soient rendues à Dieu. » Cette visite n'était presque rien, mais c'est ce presque rien qui peut compter.

Pour revenir à la question des religions, c'est l'expérience d'amitié qui nous intéresse. Nous devons bien sûr cheminer dans le dialogue interreligieux, mais ce sont d'abord des expériences d'amitié qui interrogent. Nous avons des religions différentes et nous sommes profondément amis, comment est-ce possible ? Il ne me viendrait pas à l'idée d'inviter ces Soudanais à se convertir... C'est un grand défi pour la théologie et la spiritualité que de reprendre cette ouverture de Vatican II qui a dit qu'il y avait une pluralité des religions et qui a reconnu la valeur de ces religions. Le pape Jean-Paul II a donné une impulsion énorme au dialogue interreligieux avec la rencontre d'Assise. Par la suite, nous sommes devenus plus frileux. Alors, reprenons ce dialogue.

**FANNY CHEYROU** : L'an prochain, vous partez en pèlerinage de confiance à Hong-Kong. Vous pouvez nous en dire quelques mots ?

**FRÈRE ALOIS** : C'est un autre continent et il est important aussi d'être à son écoute. Nous voyons les peuples chinois, coréens, japonais surtout à travers le prisme économique et cela ne suffit pas. Les relations économiques sont déjà elles-mêmes compliquées à résoudre, mais les relations humaines sont encore plus complexes et nous ne trouverons pas de chemins si nous ne faisons pas un effort pour entrer dans la mémoire de ces peuples, pour comprendre leur histoire, leurs réactions qui nous semblent parfois étrangères. À Hong Kong, nous ferons une rencontre notamment avec des jeunes Chinois, Japonais, Coréens, mais aussi de nombreux autres pays

d'Asie. Après la seconde guerre mondiale, le travail de réconciliation ne s'est pas fait entre le Japon, la Chine et la Corée, comme cela s'est fait en Europe. Cela montre peut-être l'apport du christianisme qui était plus fort en Europe qu'en Asie.

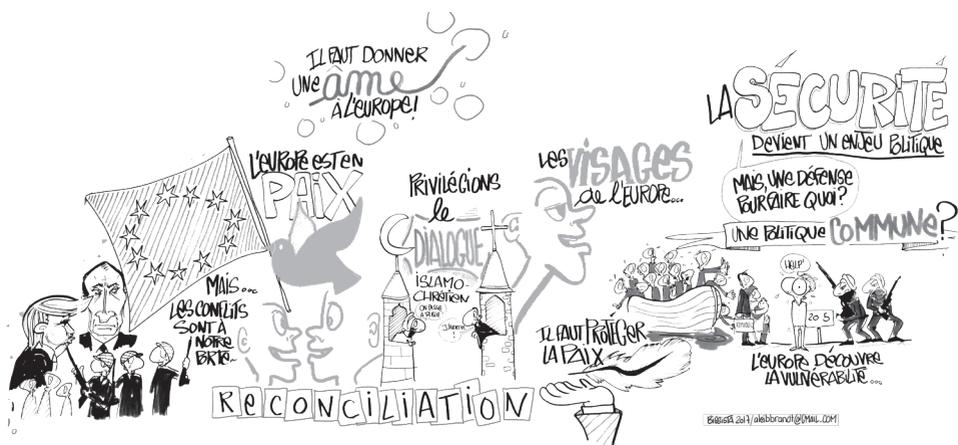
Entre parenthèses, je trouve merveilleux que le chinois soit enseigné dans les lycées en France. Les jeunes ne veulent pas seulement s'arrêter aux frontières européennes, ils osent aller dans des pays plus lointains, même ceux dont la langue est très difficile. Cet éveil aux autres langues, aux autres cultures, est très répandu entre jeunes des divers pays européens mais il n'est pas assez lié aux institutions européennes, c'est dommage qu'il y ait là deux cheminements demeurant parallèles et ne se rejoignant pas, mais cet éveil est merveilleux et nous en sommes témoins à Taizé.

À tout cet élargissement si nécessaire, notre contribution est pauvre car nous n'avons pas beaucoup de moyens, mais frère Roger nous a beaucoup enseigné la valeur de la rencontre personnelle. Ce sont les rencontres personnelles qui alimentent les petits ruisseaux qui feront tomber les barrières.



# L'Europe face à ses responsabilités

---





# L'Europe et ses frontières : défendre, accueillir ?

NICOLE GNESOTTO<sup>1</sup>

**NICOLE GNESOTTO** : Vous m'avez demandé de parler des responsabilités ou de l'inexistence de l'Europe sur les questions de sécurité et de défense. Pendant longtemps, ces questions de défense et de sécurité au sein de l'Union européenne étaient traitées comme des questions techniques, d'experts, assez invisibles, très déconnectées de la vie du citoyen européen. Depuis 1999, il existe en effet une politique européenne de sécurité et de défense, mais son unique objectif est de gérer les crises des autres. Elle n'a aucune compétence pour la défense des territoires et des citoyens européens eux-mêmes. Cette politique a donné lieu à des batailles souvent très dures entre diplomates, entre militaires, pour savoir si nous devons être soumis à l'OTAN ou développer une autonomie stratégique européenne, si nous devons, à l'extérieur de nos frontières, faire uniquement du maintien de la paix ou des opérations de combat – querelles assez microcholines largement inconnues du citoyen. Et ceci a fonctionné pendant des décennies.

Tout change en 2015, avec les attentats terroristes en France et ailleurs et l'arrivée de plus d'un million de réfugiés en Europe. Les Européens découvrent tout à coup que leur sécurité est illusoire et qu'ils sont entrés dans une ère de grande vulnérabilité. Et c'est ce passage d'une culture de la sécurité à une pratique de la vulnérabilité qui marque le changement profond dans l'attitude des Européens à l'égard des questions de sécurité et de défense. D'ailleurs, à partir de 2015, tous les sondages réalisés

---

<sup>1</sup> Nicole Gnesotto est professeure titulaire de la chaire Europe au CNAM, présidente de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale).

dans l'ensemble des pays d'Europe et des pays candidats confirment ce changement. Pour 68 % des citoyens, le rôle de l'Europe sur la scène internationale est souhaité ; la priorité pour la majorité des citoyens n'est plus la prospérité, mais la sécurité. C'est un changement majeur, parce que les chefs d'État et de gouvernement sont désormais obligés de traiter la sécurité non plus comme une question technique, mais comme une question politique, avec des enjeux essentiels dont le premier est bien évidemment la vie et la mort des citoyens européens. Les attentats terroristes que l'on connaît depuis 2015 sont d'une ampleur et d'une nature différente de ce qu'on connaissait : ce sont des nationaux qui tuent des nationaux. C'est donc un enjeu politique considérable, auquel s'ajoute la question des réfugiés, qui sont des victimes, mais sont perçus comme des menaces par une forte minorité de citoyens. L'arrivée des réfugiés nourrit en effet les mouvements anti-européens, populistes, xénophobes, d'extrême droite, et le rejet des réfugiés peut remettre en cause les fondements mêmes de notre démocratie. Pour ces deux raisons, la sécurité est devenue un enjeu politique que les chefs d'État et de gouvernement mettent en premier dans l'ordre du jour des conseils européens.

## **Un héritage contraignant**

Je vais d'abord faire un retour sur l'histoire récente pour expliquer l'héritage que nous avons reçu en matière de sécurité et de défense, héritage très contraignant à deux égards. D'une part, nous avons délégué aux États-Unis et à l'OTAN le soin de notre sécurité et de notre défense depuis 1949 – avec des hauts et des bas pour le général de Gaulle, mais nous ne sommes jamais complètement sortis du traité de l'OTAN, seulement d'une partie de sa structure militaire, que nous avons réintégré sous le quinquennat de Mr Sarkozy. D'autre part, à partir de 1954, l'OTAN et l'Union européenne se sont partagé les tâches, l'OTAN s'occupant de la sécurité et la CEE de la prospérité. C'est ainsi que l'Europe est devenue pendant les 30 Glorieuses une des plus grandes puissances économiques de la planète. Nous n'avions pas à nous préoccuper de notre sécurité, donc nous avons fait des économies, ce qui a parfaitement fonctionné pendant quatre décennies. Mais cet héritage a évacué de la conscience européenne l'idée de la responsabilité stratégique. Nous avons délégué tout cela aux Américains : l'usage de la force, la violence, la volonté de puissance, les armes, le nucléaire, etc. Et nous avons assigné à l'Europe un bout de chemin propre qui serait de stabiliser son environnement par l'élargissement, le commerce, la suppression des frontières, l'ouverture, l'exemplarité démocratique.

L'Union européenne a ainsi développé une vision du monde absolument étrangère aux notions d'usage de la force et de rapports de force. C'est aujourd'hui un handicap car cette vision du monde qui considère que la force est un mal, que l'Union doit être pacificatrice, transformationniste – vision qui a imprégné tous les

fonctionnaires et les citoyens européens, en particulier en Allemagne – nous dessert. Elle a été caricaturée par Hubert Védrine qui a parlé de l'idéologie « Bisounours » de l'Union européenne. Je n'irais pas jusque-là, mais c'est vrai que nous nous sommes développés pendant 50 ans avec cette idée que le mal existe peut-être sur la planète, mais que ce n'est pas de notre ressort. Et quand cela devient le problème de l'Union, nous nous trouvons très peu armés pour le gérer. D'où l'extrême désarroi des structures européennes en 2015 quand il a fallu gérer et le terrorisme, et la question des réfugiés. Depuis deux ans, nous nous rendons compte également que nos croyances étaient peut-être des illusions. Premièrement, nous avons voulu transformer notre environnement proche par l'élargissement, le commerce, y compris avec la Turquie. Nous constatons aujourd'hui que c'est absolument l'inverse, que c'est notre environnement proche qui nous déstabilise. Deuxièmement, nous avons cru que notre impuissance stratégique, notre abstention sur la scène stratégique au profit des Américains nous protégerait, alors qu'au contraire elle nous met en première ligne.

En effet, qu'est-ce que c'est que le terrorisme et les réfugiés sinon la conséquence chez nous de conflits non résolus à l'extérieur de chez nous, conflits souvent créés par les Américains, notamment la guerre en Irak. Nous nous rendons compte que notre abstention sur la scène de la guerre et de la paix, au lieu de nous protéger et de nous permettre de faire des affaires tranquillement, nous transforme en victimes. Nous sommes les premières victimes des conséquences de crises que nous n'avons pas voulu gérer pendant 40 ans.

## **Une nouvelle donne**

Depuis 2015, les Européens ont fait beaucoup de progrès et il existe désormais une nouvelle donne dans les politiques européennes en matière de sécurité et de défense. S'agissant de la protection des frontières, nous avons mis au point une agence de garde-frontières et de garde-côtes qui succède à l'ancienne Frontex, avec un réservoir de 1 500 garde-frontières pouvant aider les États frontaliers lors d'une crise, et un budget de plus de 300 millions d'euros en 2017. Nous avons une opération navale de lutte contre les trafiquants de réfugiés, l'opération Sophia, dont le bilan serait d'avoir sauvé 40 000 personnes en Méditerranée, détruit 600 bateaux et arrêté une centaine de trafiquants. Nous avons également une politique, plus contestable, de relocalisation des réfugiés dans des pays tiers dits sûrs, mais malheureusement un de ces pays tiers identifiés par l'Europe est la Lybie, qui n'a rien à faire sur cette liste... Nous avons à la frontière extérieure de Schengen des systèmes informatisés, que nous espérons partager toujours plus, sur les personnes recherchées ou disparues, et sur les empreintes digitales, de façon à aider les garde-frontières car l'accueil des réfugiés ne peut pas se faire au détriment de la sécurité – nous savons que certains terroristes de 2015 sont arrivés en Europe cachés parmi les flots de réfugiés. Concernant les

conditions de la défense, un Fonds européen de défense, doté à terme de 5,5 milliards d'euros d'ici 2020, vient d'être proposé par la Commission. Les Européens ont aussi décidé d'assouplir un peu le veto, c'est-à-dire de permettre aux États qui le veulent, et le peuvent, d'aller plus loin en matière de défense sans être empêché par le veto d'un autre État : c'est l'objectif de la Coopération structurée permanente (CSP), adoptée en octobre 2017. Tout ceci était impensable il y a quelques années et témoigne de cette nouvelle prise de conscience que la sécurité est devenue un enjeu majeur.

Cela va-t-il continuer ? Oui, parce que les éléments, malheureusement, poussent à ce que les Européens prennent de plus en plus de responsabilités sur ces questions. Parmi les facteurs favorables à cette prise de responsabilité figure le Brexit – les Britanniques mettaient systématiquement leur veto à toute montée en puissance de l'Europe pour ne pas faire de l'ombre à l'OTAN. Leur départ est donc une bonne chose de ce point de vue. Un deuxième facteur relève du nombre de menaces qui nous entourent : Russie, Moyen-Orient, zone sahélienne, des zones qui sont soit en conflit permanent, soit exportatrices d'insécurité pour nous. Troisième facteur : l'élection de Donald Trump. Nous avons aujourd'hui comme chef suprême de l'OTAN, censée défendre l'Europe, un homme parfaitement imprévisible, insaisissable, incontrôlable, ce qui fait que les États-Unis ne sont plus les garants de notre sécurité, mais sont devenus un problème, voire une menace pour l'Europe. Le fait de ne pas avoir une Amérique fiable est un encouragement très fort à développer une autonomie stratégique européenne. Le dernier élément favorable est l'arrivée en France d'un président de la République qui réendosse le rôle traditionnel de la France comme porteuse de l'ambition d'une Europe politique, une Europe qui compte sur la scène internationale et peut influencer le cours des choses. Après deux quinquennats pendant lesquels la France avait un peu laissé de côté cette ambition, celle-ci est de retour dans les priorités nationales. Les éléments sont donc plus favorables, les chefs d'État et de gouvernement ont pris des décisions importantes en matière de sécurité et de défense depuis 2016.

## **Défense et sécurité, une question politique**

Cela suffit-il ? Non, bien sûr. Il ne faudrait pas refaire l'erreur faite jusqu'en 2005, c'est-à-dire traiter les questions de sécurité et de défense comme des questions techniques, en créant un corps de garde-frontière par-ci, un fonds européen par-là, ou une initiative comme la « Coopération structurée permanente » à laquelle le commun des mortels ne comprend pas grand-chose. Le piège serait de retomber dans cette obsession technique qui satisfait les diplomates et les militaires et qui ne change pas le fond du problème. Il n'est pas désagréable de voir une ministre allemande de la Défense considérer la création de la CSP comme une journée historique. Mais ce qui serait vraiment historique, c'est que l'Europe arrive à se mettre d'accord sur trois

débats, trois questions politiques qui lui permettraient d'être un acteur stratégique vraiment responsable.

### *Une défense et une sécurité pour faire quoi ?*

Aujourd'hui l'Europe est le premier pays donateur avec la Banque mondiale pour la reconstruction des pays en sortie de crise – 8 milliards pour l'Afghanistan, des millions pour l'Autorité palestinienne, des centaines de millions d'euros pour la RDC, le Mali, etc. Depuis longtemps, nous avons donc donné beaucoup d'argent, mais nous n'étions pas invités à la table des négociations pour décider de la sortie diplomatique de ces crises. Or il ne suffit pas d'avoir une force d'intervention européenne pour stabiliser efficacement les crises hors zone. Il faut aussi que les Européens fassent un immense effort de créativité diplomatique pour proposer une solution diplomatique durable, des stratégies de réconciliation, des perspectives de développement et d'avenir acceptées par les populations locales. Inutile d'aller au Mali s'il faut y retourner deux ans plus tard, ni de lutter contre Daech en Syrie s'il faut recommencer dans quatre ans dans un autre pays. Ce qui manque aujourd'hui à la politique de sécurité et de défense, c'est en effet une politique étrangère commune. Que veut-on comme solution pour la Syrie ? Pourquoi ne pas proposer une conférence régionale sur la Syrie avec tous les gens qu'on n'aime pas – les Russes, les Saoudiens, les Iraniens, tous les Etats impliqués, y compris le gouvernement syrien. À quoi sert de lutter contre le terrorisme et les flots incontrôlables de réfugiés si on laisse l'Afrique aller à vau-l'eau ? Pourquoi ne pas revoir complètement notre politique d'aide au développement en Afrique ? Nous savons en effet que les grandes vagues de migrants venant d'Afrique auront lieu demain : l'Afrique représente 1,1 milliard d'habitants dont la moitié a moins de 20 ans et n'a guère de perspectives d'emploi. Les vagues d'immigration économique, et peut-être politique – parce qu'une bonne part de ces pays sont en conflit –, sont devant nous. Ces questions sont essentielles, mais pour l'instant les Européens ont encore beaucoup d'efforts à faire pour converger vers une diplomatie commune.

### *Une défense pour défendre quelles valeurs ?*

Nous sommes censés défendre les valeurs qui sont au cœur même de la construction européenne : démocratie, droits de l'homme, solidarité. Or, nous avons deux pays dans l'Union européenne, la Pologne et la Hongrie, qui ne respectent plus le jeu européen. Il est scandaleux que la Pologne reçoive environ 13 milliards d'euros de fonds structurels par an, soit près de 4,5 % de son PIB, alors qu'elle refuse de prendre le moindre réfugié comme le lui demande la Commission. Certains pays érigent même des murs à leurs frontières. Or à quoi sert d'avoir une politique de sécurité et de défense commune si nous trahissons nous-mêmes les valeurs que nous voulons exporter ? Voulons-nous créer une Europe forteresse, refouler tous les réfugiés, les mettre dans des pays tiers « sûrs » qui ne sont pas sûrs du tout ? Est-ce que l'objectif

sécuritaire de notre politique sur les réfugiés consiste à construire des murs, à nous protéger, ou à coupler la solidarité minimale avec la sécurité nécessaire ? Il ne s'agit pas pour autant d'accueillir tout le monde. Mais l'Union ne peut se contenter d'une approche sécuritaire, et non intégrationniste, des réfugiés et elle n'ose pas prendre à partie ces pays qui remettent en cause profondément le modèle européen.

### *Quel est le rôle de l'Europe dans le monde ?*

Je n'ai jamais vu une seule réunion du Conseil européen où les chefs d'État abordent cette question : qu'est-ce qu'on veut faire ensemble dans le monde ? Veut-on pacifier le monde ? Le faire avec les Américains ? Être autonome ou tout faire comme eux ? Est-ce qu'on défend l'Occident ? Existe-t-il une identité de l'Europe dans l'Occident ? Quel est le message que l'Europe porte dans le monde ? Pourquoi veut-on exister dans la mondialisation ? Ce débat n'existe pas. Or c'est un débat indispensable si nous voulons donner du sens au rôle de l'Europe sur la scène internationale, non seulement pour gérer la Syrie ou les crises africaines, mais aussi pour être à la table des grandes négociations qui vont décider de l'avenir du monde, sur le plan politique, éthique – sur la génétique par exemple –, sur le climat, etc., plutôt que de subir des règles écrites par d'autres au bénéfice des autres. Le chantier de la sécurité et de la défense a beau avancer vite, il reste encore très embryonnaire sur le plan politique.

## Débat

---

TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : *Ne faudrait-il pas parler, plutôt que de puissance militaire et économique, d'influence culturelle et médiatrice de la paix. Une autre question un peu provocatrice : qui est prêt à mourir pour l'Europe ?*

**NICOLE GNESOTTO** : Mourir pour l'Europe, c'est mourir pour soi. L'Union européenne n'est pas un corps étranger, c'est nous. Est-on prêt à mourir pour défendre ce qui fait la spécificité de la culture, de l'économie et de la prospérité de notre pays ? Si nous sommes prêts à défendre ce projet européen, il faut nous en donner les moyens. Certes, il n'est pas question d'avoir une politique de défense commune et une armée européenne pour aller envahir la planète et lancer des tomahawks sur toutes les grandes capitales dont la politique ne nous plaît pas. Ce que nous devons viser, c'est juste d'avoir le minimum militaire pour être crédible sur le plan diplomatique et défendre un modèle auquel nous tenons. L'Europe ne veut pas être une grande puissance avec des visées impérialistes, mais elle doit posséder une puissance militaire en complément de sa puissance politique dans le monde. L'objectif premier est en effet l'influence politique, le capital militaire étant l'un des moyens pour y parvenir.

---

<sup>1</sup> François Fayol et Marie Charlotte Fauduet relayaient les questions de la salle.

Il faut être conscient de l'extrême dangerosité du contexte international dans lequel nous vivons. Il n'existe aujourd'hui aucune structure d'anticipation, de prévision de l'évolution du système international. Tous les ans, nous assistons à une révolution géopolitique qui n'était pas prévue : en 2011, les printemps arabes ; en 2013, la guerre en Syrie ; en 2014, la guerre en Ukraine ; en 2015, les terroristes et l'arrivée d'un million de réfugiés en Europe ; en 2016, le Brexit et l'élection de Donald Trump ; en 2017, la dictature en Turquie et les menaces de la Corée du Nord. Nous devons à chaque fois être prêts à assumer la responsabilité de la défense d'un modèle de société auquel nous tenons. La puissance militaire et économique est-elle plus ou moins importante que l'influence culturelle et médiatique ? À mon avis, les deux sont nécessaires. L'Europe est à la fois une culture et une civilisation, elle est très influente dans le monde et elle possède un potentiel économique considérable. Nous sommes dans une dépression européenne telle qu'on oublie parfois que l'Europe est la première puissance économique du monde (20 % du PIB mondial), la première puissance commerciale du monde (19 % du commerce mondial), la deuxième monnaie de réserve dans le monde (l'euro représente à peu près 25 % des capitalisations boursières), la première puissance avec la Banque mondiale pour le financement des pays en sortie de crise ainsi que pour l'aide publique au développement. C'est la première puissance économique du monde. Ce n'est pas une puissance militaire et elle n'a pas vocation à le devenir, mais à acquérir le minimum de crédibilité militaire pour maintenir cette croissance économique. Quant à l'influence culturelle, elle est importante, et c'est tout le débat. Au XXI<sup>e</sup> siècle, n'aurons-nous que deux modèles : les États-Unis – extrême liberté politique avec dérégulation totale de l'économie – et la Chine, – liberté économique, autoritarisme politique ? Nous pensons qu'il y a une troisième voie, une voie proprement européenne qui se définit par deux postulats : sur le plan économique, il faut que l'État régule les déficiences et les inégalités du marché et, sur le plan politique, il revient à l'État d'assurer la liberté et la défense de la démocratie. Si nous pensons que ce troisième modèle doit exister, il faut alors que l'Europe soit une puissance dans le monde, y compris dans le domaine culturel.

*– Peut-on avoir une défense européenne sans politique étrangère commune ? Faut-il un vrai ministre des Affaires étrangères européen ?*

**NICOLE GNESOTTO** : Un ministre des Affaires étrangères européen, ce serait la cerise sur le gâteau. Faisons d'abord une politique étrangère commune, essayons de nous mettre d'accord sur quelques priorités – la Russie, l'Afrique, le Moyen-Orient – et peut-être un jour, pour l'incarner, nous aurons un ministre des Affaires étrangères, mais il ne faut pas mettre les institutions avant la politique. Les institutions aident la politique quand elle existe mais ne remplacent pas la politique quand elle n'existe pas.

– *Pensez-vous que la Russie soit une menace pour l'Europe ?*

**NICOLE GNESOTTO** : L'évolution des menaces étatiques est l'une des nouveautés de la période stratégique que nous traversons. Il y a d'un côté les menaces d'agression directe, voire d'invasion, et nous ne sommes pas dans ce cas de figure avec la Russie d'aujourd'hui. Et il y a ce que l'on appelle parfois les menaces hybrides, c'est-à-dire une zone grise de déstabilisation indirecte par un Etat voisin, ni totalement visible ni totalement identifiable comme une agression. La Russie vis-à-vis de l'Europe pourrait entrer dans cette catégorie. Depuis plusieurs années, la Russie multiplie en effet les tentatives de déstabilisation et les intimidations vis-à-vis des pays Baltes par exemple, et elle effectue des manœuvres militaires pour le moins étonnantes. Pourquoi les bombardiers russes effectuent-ils des incursions dans l'espace aérien de l'OTAN, au-dessus de la Turquie par exemple ? Pourquoi-a-t-on trouvé un sous-marin russe tout près du golfe de Gascogne ? Il y a de toute évidence de la part des autorités russes et de Mr Poutine une volonté d'intimider, de faire peur, en particulier aux anciens satellites de l'Union soviétique. Cela veut-il dire que la Russie de Poutine est une menace militaire telle qu'on la connaissait autrefois ? Je ne le crois pas. Ce que Poutine veut, c'est interdire toute stabilisation durable du centre Europe, inquiéter en restant dans une zone grise, qui n'est ni une attaque ni une coopération. Par exemple, ce sont des camionneurs plus ou moins déguisés qui font de la déstabilisation dans l'est de l'Ukraine, ce sont rarement des soldats en uniforme. Au niveau du droit, il devient parfois difficile de dire s'il y a agression ou pas. La subtilité de Poutine est de rester dans cette zone grise.

En revanche, sur d'autres sujets, en particulier au Moyen-Orient, la Russie qui est un adversaire en Europe est un partenaire obligé sur la stabilisation éventuelle de la Syrie, de la Lybie, de tout le Levant. Il y a une obligation de tenir compte de la Russie qui a repris pied militairement dans la région et qui est devenue un interlocuteur incontournable. Il n'y a pas une obsession déplacée de la part de votre ami croate qui se pose ces questions sur la menace russe. Il n'est pas isolé dans cette inquiétude à l'égard de la politique russe et dans une certaine difficulté à la comprendre, sentiment partagé par les pays européens. Quand on sort du théâtre européen et qu'on prend l'échelle mondiale, la Russie est à la fois, qu'on le veuille ou non, un adversaire et un partenaire.

– *Quels rapports entre la défense européenne et les défenses nationales ?*

**NICOLE GNESOTTO** : La différence entre défense européenne et défense nationale, c'est une question souvent posée en France. Je ferai une référence au général de Gaulle qui avait inventé ce couple : indépendance nationale/solidarité atlantique. Cela signifiait que la France ne voulait pas être entraînée dans des guerres qui

n'étaient pas les siennes. Aujourd'hui, Mr Macron a pour concept : autonomie stratégique/défense européenne – et on se demande si c'est compatible. Je dirais que c'est la même chose que le concept du général de Gaulle, mais à l'envers. La France ne veut plus faire toute seule des guerres qui sont aussi les guerres des autres. La défense européenne est nécessaire car les guerres que nous menons sont des guerres qui se font aussi au bénéfice des autres.

*– Quelle place pour l'Europe au Conseil de sécurité de l'ONU ?*

**NICOLE GNESOTTO** : Je répondrai par un jeu de mots : un siège unique aux Nations unies, c'est ce qui va se produire avec le départ du Royaume-Uni, puisque nous serons le seul pays européen à être membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

*– On recense actuellement un certain nombre de menaces ou d'attaques numériques. Le niveau européen est-il pertinent pour contrer les attaques ou cela relève-t-il des instances nationales ?*

**NICOLE GNESOTTO** : Il n'y a aujourd'hui aucune gouvernance européenne, ni otanienne, ni occidentale dans le cyberspace. Il existe des mesures nationales ; la France, notamment par le biais du SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité) et de l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) a une politique de défense, de protection et d'attaque dans le cyberspace. L'OTAN essaie d'avoir une stratégie collective, mais cela reste très embryonnaire. L'Union européenne a également, depuis 5 ou 6 ans, développé des stratégies mais qui sont encore des stratégies de papier... Il n'y a pas aujourd'hui de niveau pertinent pour gérer le cyberspace. Le niveau pertinent ne se pose pas tant d'ailleurs en termes géographiques, mais en termes d'acteurs. Il faudrait inventer une protection Internet qui associe les États et les entreprises, ainsi que les acteurs privés. C'est un type de gouvernance qui n'a jamais existé : une gouvernance publique/privée sur un thème fondamental pour l'avenir de nos sociétés, la sécurité des réseaux internet, car des attaques majeures sur ces réseaux remettraient en cause la mondialisation elle-même. Je pense que le bon niveau doit être mondial, mais que l'Union européenne pourrait être un premier pas, un premier terrain d'entente, une première exploration d'un système cohérent et efficace de protection dans le cyberspace. On en est loin malheureusement pour des raisons qui tiennent au secret défense, au secret des entreprises – c'est délicat pour des entreprises d'avouer des attaques car leur valeur en bourse est en jeu. C'est donc très difficile d'organiser un système public/privé, mais je crois que c'est le bon dispositif, si possible au niveau mondial.



# L'Europe : quelle responsabilité dans la transition écologique ?

GAËL GIRAUD

PHILIPPE SEGRETAIN<sup>1</sup> : Après avoir essayé de cerner le sujet de notre responsabilité collective en matière de défense et de sécurité, il nous est apparu important de travailler sur notre responsabilité en matière de transition écologique. Gaël Giraud, vous êtes chef économiste de l'Agence française de développement, l'outil de l'aide française vers les pays du Sud et du Sud-Est. Vous êtes docteur en mathématiques appliquées et vous avez décidé de quitter le monde de la banque et de la mathématique appliquée à la banque pour rejoindre la compagnie de Jésus. Vous mettez vos compétences statistiques au service du tiers-monde et à des pays comme le Tchad qui vous a marqué quand vous étiez jeune. Pour vous qui êtes un militant de la transition écologique, l'Europe est-elle un outil pertinent pour la mettre en œuvre ?

**GAËL GIRAUD<sup>2</sup>** : Je vais aborder deux points : les défaillances de la zone euro, et donc en partie du projet européen ; puis, pourquoi, de mon point de vue, la transition écologique peut devenir le projet politique européen capable de surmonter ces défaillances.

## Les défaillances de la zone euro

Quand on a construit la zone euro, on a fait le pari que cette unification monétaire permettrait de faire converger les systèmes économiques, industriels en particulier, de tous les pays de la zone. Il s'avère que cela ne fonctionne pas bien. On constate

---

1 Philippe Segretain, pilote de la session 2017, présidait la séance.

2 Gaël Giraud est chef économiste de l'Agence française de développement (AFD).

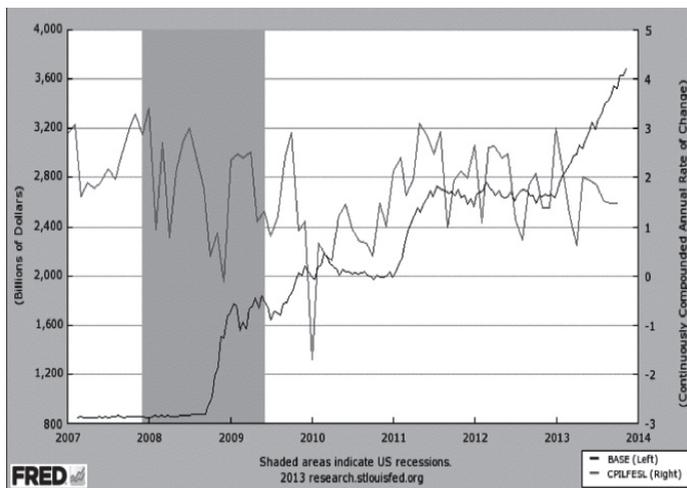
une divergence croissante là où on espérait une convergence. Cette divergence est en grande partie responsable de l'explosion des dettes publiques dans les pays du Sud. L'une des racines du problème est qu'il faut garder à l'esprit que la création monétaire n'est jamais neutre – au sens où elle a un impact sur l'emploi, la croissance et les dettes privées. Séparer la politique monétaire d'un côté et budgétaire de l'autre – ce que nous avons fait en déclarant la Banque centrale européenne indépendante des politiques budgétaires que nous avons laissées aux États – a peu de sens d'un point de vue économique. Il y a des racines historiques à cette situation, notamment la décision par les Alliés d'imposer l'indépendance de la Bundesbank à l'Allemagne de l'Ouest après la seconde guerre mondiale, par crainte que le pouvoir politique allemand ne se ressaisisse de la planche à billets pour financer des choses peu sympathiques. D'un point de vue économique, je ne vois toujours pas pourquoi on a déclaré la Banque centrale européenne indépendante. Cela n'aurait du sens que si la politique monétaire pouvait être séparée de la politique budgétaire, ce qui n'est pas possible.

On sait aussi que la mobilité du capital dans une zone comme la zone euro est capable de faire tomber la vertu des avantages des échanges commerciaux sur lesquels l'idée même d'un marché unique est construite. On peut le lire chez David Ricardo au début du XIX<sup>e</sup> siècle et chez un grand économiste contemporain, Paul Krugman, qui l'a lui-même thématiqué récemment. La spécialisation devient mauvaise pour l'ensemble de la zone à partir du moment où il y a mobilité parfaite du capital qui n'est plus régulé. Ceci fait qu'aujourd'hui, on a une zone monétaire unique dans laquelle les États ont perdu le pouvoir de contrôler la politique monétaire sur leur territoire, dans laquelle il n'y a plus de coordination immédiate entre la politique budgétaire des États et la politique monétaire de la Banque centrale, et dans laquelle la mobilité parfaite du capital joue à contresens d'une spécialisation bienfaitrice pour l'ensemble de l'économie. À ceci s'ajoute le grand retard que nous avons accumulé en termes d'harmonisation fiscale, dont vous avez entendu parler à la faveur des *Paradise papers*. Vous avez remarqué qu'un certain nombre de paradis fiscaux se trouvent dans la zone euro, à commencer par le Luxembourg, Malte et Chypre. La zone euro elle-même siphonne tranquillement la base fiscale de ses pays membres en autorisant la pérennité de ces paradis fiscaux. Dans la nouvelle liste noire dressée par l'OCDE pour, comme en 2009, tenter de répondre à l'indignation du public, il n'y a pas un seul pays membre de la zone euro. Nous sommes mal partis pour imposer une harmonisation fiscale en zone euro, en témoigne le taux d'industrialisation de l'Union européenne. Vous avez une zone Nord qui continue de s'industrialiser tranquillement (l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche) et une zone Sud qui se désindustrialise à grande vitesse. C'est un phénomène structurel en partie indépendant des politiques économiques menées dans chacun de ces pays. C'est ce que dit notamment Patrick Artus, l'économiste en chef de Natixis dans

un ouvrage consacré à la crise de l'euro : « Il aurait fallu comprendre, dès le départ, que l'unification monétaire était une machine à fabriquer de l'hétérogénéité.<sup>1</sup> »

### Création monétaire/inflation

#### La création monétaire est-elle inflationniste ?



Ce schéma concerne les États-Unis, mais la courbe serait la même pour la zone euro. La courbe gris foncé représente la création monétaire par la Banque centrale américaine : on constate une explosion de la création monétaire, en 2008, puis en 2011 et en 2013. Quand on utilise la planche à billets, on pense que c'est toujours inflationniste. Or si l'on considère la courbe gris clair qui représente l'inflation domestique, on voit que sa tendance est plate. Donc la planche à billets n'est pas *ipso facto* inflationniste. On observe le même phénomène au Japon et en zone euro. Cela fait partie des paradoxes avec lesquels il faut compter pour mettre en œuvre des politiques budgétaires et monétaires intelligentes en Europe.

### Dettes publique/dettes privées

Autre paradoxe, toujours pour les États-Unis, mais vous auriez la même chose pour la France ou l'Allemagne : vous remarquez que la dette publique augmente rapidement, en particulier depuis 2008. Normalement, lorsque la dette publique d'un pays augmente beaucoup, le *spread* – c'est-à-dire le coût qu'il doit payer pour que les investisseurs acceptent de lui prêter de l'argent sur les marchés internationaux – autrement dit, la valeur de sa dette publique – devrait augmenter parce que le

<sup>1</sup> Patrick Artus et Isabelle Gravet, *La crise de l'euro: Comprendre les causes - En sortir par de nouvelles institutions*, Armand Colin, 2012.

caractère risqué du pays augmente. Or, on voit que plus les États-Unis s'endettent, plus le *spread* baisse. On observe la même chose pour la France, qui a même parfois emprunté à des taux négatifs, non pas grâce aux vertus de ses finances publiques, mais grâce à un certain nombre de paradoxes dans lesquels nous vivons aujourd'hui et dans lesquels il faut réinscrire la politique publique européenne.

### La dette publique, est-ce toujours un problème ?



Les statistiques sur l'endettement public montrent que le ratio de la dette publique par rapport au PIB du Japon s'est établi à 220 % et que la France figure dans la moyenne de la zone euro (100 %). Le fait que nous imposions entre nous-mêmes l'austérité budgétaire, c'est-à-dire que nous interdisions donc aux États de faire de la dépense publique – ce qui entraînerait de la dette publique – et que, dans le même temps, nous nous encourageons à épargner davantage, est nécessairement récessif et provoque automatiquement l'explosion des dettes privées. Le problème de la zone euro n'est pas un excès de dette publique, mais un excès de dette privée. L'austérité budgétaire est une fausse bonne idée.

### Une crise financière imminente

Une partie de l'argent créé par les banques centrales n'a pas été re-prêtée par les banques de second rang (les banques commerciales) à l'économie réelle, mais, au contraire, s'est réfugiée dans les marchés financiers et a alimenté des bulles spéculatives dont tout le monde reconnaît qu'elles sont très dangereuses. Même Wolfgang Schäuble reconnaissait, en octobre 2017, dans le *Financial Time*, que nous pourrions avoir une nouvelle crise financière liée l'accumulation de ces bulles spéculatives.

Pour nous y préparer, en Europe, nous avons mis en place une Union bancaire européenne qui est censée nous protéger contre les risques de faillite bancaire. J'ai produit un rapport avec Thore Kockerols pour le Parlement européen, en 2015, qui montre que le projet d'union bancaire sera inefficace en cas de grande crise financière. Si c'était le cas, nous n'aurions pas d'autre choix que de demander aux contribuables de payer les dettes pour sauver les banques. On en a eu une illustration avec la faillite de Monte Dei Paschi di Sienna, l'une des plus anciennes banques du monde, créée au XV<sup>e</sup> siècle. Le projet d'union bancaire n'ayant pas été mis en œuvre, c'est l'État italien qui a nationalisé cette banque et a repris à son compte, donc celui des contribuables, une grande partie de la dette privée de cette banque. L'accroissement des dettes privées nous empêche d'investir, en particulier dans la transition écologique, en Angleterre, aux États-Unis, en Europe. On entend dire que c'est une bonne nouvelle que le crédit à la consommation reparte en France, alors que c'est le signe que nous sommes de nouveau embarqués sur une trajectoire dangereuse.

## **En quoi la transition écologique peut devenir le vrai projet politique européen**

Depuis les années 70, l'Europe est en panne eschatologique ; elle n'a plus de grand projet politique qui dirait le sens de notre vivre ensemble, la direction dans laquelle nous voulons avancer, l'horizon politique qui est le nôtre, et ce que nous voulons transmettre à nos enfants.

Après 1945, le projet politique était très clair : reconstruire l'Europe après les dévastations de la seconde guerre mondiale. Pour prendre un parallèle biblique, cette période est comparable à la sortie d'Égypte par le peuple hébreu dans le Livre de l'Exode, la sortie du totalitarisme et de la dictature. Pendant les Trente Glorieuses, on reconstruit l'Europe, c'est le miracle européen, la traversée de la Mer Rouge. À partir des années 70, le peuple hébreu se retrouve dans le désert, Moïse va parler avec le bon Dieu sur le Sinaï, il n'est plus là, – c'est la disparition des grandes figures de l'après-guerre, le général de Gaulle, Konrad Adenauer – le peuple hébreu se retrouve abandonné dans le désert et commence à avoir très peur car il ne connaît pas la feuille de route qui conduit à la Terre Promise. C'est la panne eschatologique dans laquelle nous nous trouvons depuis une quarantaine d'années qui fait que nous sommes à la peine pour définir le projet européen qui nous aimerait vers l'avenir. Dans le Livre de l'Exode il y a quelques versets très troublants où l'on entend quelques hébreux dire à Moïse : « On n'était pas si mal en Égypte car au moins il y avait de la viande au fond des chaudrons. » C'est la grande tentation des partis d'extrême droite en Allemagne, en France, en Pologne, en Hongrie, l'envie de retour à des régimes forts, totalitaires, durs, parce que le régime de liberté dans lequel nous sommes fait peur puisqu'apparemment nous n'avons plus de projet politique.

Karl Polanyi, économiste hongrois, avait thématiqué cela dans les années 30, dans un livre *La Grande Transformation*<sup>1</sup>. Sa thèse était que la raison pour laquelle l'Europe avait connu une énorme sortie de route antidémocratique dans les années 30, c'est qu'elle s'était embarquée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans un projet de privatisation intégrale de la sphère sociale, en particulier de trois séries de biens fondamentaux : la terre, le travail et la monnaie. Lorsque vous essayez de privatiser ces trois types de biens, c'est tellement insupportable pour le corps social qu'il finit par préférer la dictature à cette tentative de privatisation absolue. Ne sommes-nous pas, *volens nolens*, réembarqués dans un projet du même type de privatisation intégrale de la sphère sociale en Europe, qui provoque des tensions sociales inouïes et qui fait que certains, comme les Hébreux dans le désert, se disent : « Finalement, on était pas si mal en Égypte » ?

Nous sommes très en retard pour mettre en œuvre l'Accord de Paris qui garantirait que l'augmentation de la température moyenne à la surface de la planète à la fin de ce siècle n'excède pas deux degrés. Erick Solheim, directeur du programme des Nations unies pour l'environnement dit : « Les engagements actuels des États couvrent à peine un tiers des réductions [de gaz à effet de serre] nécessaires. Gouvernements, secteur privé, société civile doivent combler cet écart catastrophique. Un an après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, nous sommes loin de faire ce qu'il faudrait pour préserver des centaines de millions de personnes d'une vie de misère. »

### *L'équation de Kaya*

$$\text{CO}_2 = \text{Population} \times \frac{\text{PIB}}{\text{Population}} \times \frac{\text{Énergie}}{\text{PIB}} \times \frac{\text{CO}_2}{\text{Énergie}}$$

La quantité de CO<sub>2</sub> est toujours égale au terme de droite de l'égalité. Pour réduire de moitié la quantité de CO<sub>2</sub>, il faudra en faire autant du côté droit de l'équation, sachant que les prévisions d'augmentation de la population pour 2050 sont de 1,5 fois.

Peut-on réduire la population en Europe par quatre ? Diviser le revenu par habitant (PIB/population) par quatre ? Je ne connais pas de personnalité politique qui pourrait être élue sur cette proposition... En revanche nous pouvons commencer à agir sur le contenu énergétique de notre prospérité (énergie/PIB). Sommes-nous capables de réduire considérablement le contenu en énergie de notre richesse, d'aller du côté de l'efficacité énergétique et de la sobriété – heureuse, si possible ? Quant à la quantité de CO<sub>2</sub> émise par unité d'énergie consommée (CO<sub>2</sub>/énergie) – c'est le caractère plus ou moins polluant de notre énergie –, nous sommes loin d'être vertueux au niveau mondial, puisque qu'encore 80 % des énergies dissipées au niveau mondial sont

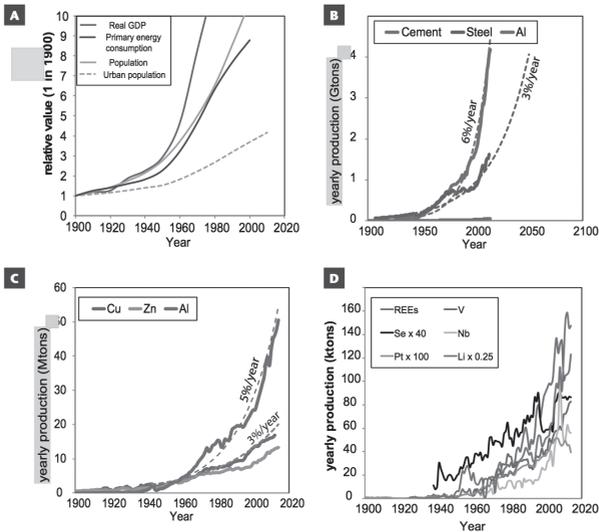
---

<sup>1</sup> Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Gallimard, 2009.

des énergies d'origine hydrocarbures fossiles (charbon, pétrole, gaz). La consommation de charbon continue d'augmenter aujourd'hui, non seulement à cause de l'Allemagne, mais surtout de la Chine. Si on veut diviser par quatre le CO<sub>2</sub> et que dans le même temps le revenu par tête augmente, il faut diviser par plus que quatre les autres termes à droite de l'équation. Plus on augmente le revenu par tête, plus il va être difficile de la résoudre. Il y a donc de vrais arbitrages à faire, ce qui nécessite un vrai projet politique.

### Le recyclage

J'ai rédigé un article avec l'aide d'un géophysicien, car il faut tenir compte des minerais dans cette problématique de la transition.



**FIGURE 1** (A) Historical evolution of various indicators of prosperity and human activity. FROM STRIEMER ET AL. (2014). (B) Yearly production, between 1900 and 2015 of cement, steel and Al. (C) Yearly production, between 1900 and 2015 of Cu, Zn and Al. (D) Yearly production of rare-earth elements (REEs), V, Se, Nb, Pt and Li. The dashed lines in (B–C) show the evolution of production calculated for the indicated growth rates. DATA IN PARTS 1B, 1C AND 1D FROM USGS (2017b).

Qui croit que nous allons pouvoir continuer à extraire des quantités arbitraires de cuivre, de zinc, d'aluminium et autres minerais ? C'est impossible, les géophysiciens nous donnent l'alerte. Or il se trouve que pour faire la transition énergétique et avoir davantage d'énergies renouvelables (solaire et éolien), il faut davantage de cuivre que pour les hydrocarbures fossiles. Les infrastructures de la transition énergétique sont plus gourmandes en cuivre que les infrastructures classiques liées au charbon, au pétrole et au gaz. Donc, les physiciens nous préviennent : « Attention à l'usage que vous faites du cuivre, nous n'en aurons pas une quantité infinie, recyclons dès aujourd'hui. » Le recyclage devrait faire partie du projet politique européen.

### *Les grands chapitres de la révolution écologique*

♦ La rénovation thermique des bâtiments. Nous avons la chance en France d'avoir un parc immobilier magnifique, il faut le rénover pour que nous n'ayons quasiment plus que des bâtiments à énergie positive. C'est un chantier énorme qui va nous occuper pendant plusieurs décennies et qui est créateur d'emplois. L'ADEME a chiffré le nombre d'emplois que l'on pourrait créer grâce à la transition énergétique en France et obtient un chiffre de 900 000 emplois à créer dans les années qui viennent ; et au niveau européen, 6 millions d'emplois.

♦ La mobilité verte, il faut arrêter de prendre l'avion tous les 15 jours, adopter la voiture électrique, voire à hydrogène.

♦ Avoir une industrie plus verte et une agriculture beaucoup plus verte.

### *Comment financer la transition ?*

Cela doit devenir un projet politique européen. Il n'y a pas d'obstacles techniques à la transition écologique. Nous avons la technique, nous avons les ingénieurs et l'Europe est très bien placée pour être le continent leader dans le monde. Il n'y a que deux régions au monde qui peuvent faire cette transition : il faut d'excellents ingénieurs, un peu d'argent et une population éduquée. Pourquoi une population éduquée ? À cause de l'effet rebond : nous sommes tellement gourmands en énergie que chaque fois que nous faisons un progrès en efficacité, nous en perdons le bénéfice en inventant de nouveaux besoins en consommation d'énergie. Prenons l'exemple des voitures : elles sont beaucoup plus efficaces aujourd'hui que les voitures des années 70, mais elles consomment autant d'énergie parce qu'entre temps on les a bourrées de gadgets – GPS, téléphones, ordinateurs, lecteurs de CD, système électrique pour remonter les vitres, etc. Nous avons perdu le bénéfice de l'efficacité énergétique de nos voitures. Pour traverser l'effet rebond, il faut une population éduquée qui comprenne qu'il vaut mieux utiliser l'huile de coude pour remonter les fenêtres de sa voiture... Les deux régions capables de faire cette transition sont l'Europe et le Japon.

Combien cela coûte-t-il ? Au niveau mondial, les chiffres sont de l'ordre de 90 000 milliards de dollars, soit 1,5 fois le PIB mondial et, d'après Nicholas Stern, économiste britannique, il faut dépenser cet argent dans les 15 années qui viennent. C'est beaucoup. Un autre économiste britannique pense qu'il faudrait 50 000 milliards... La vérité est certainement entre les deux. Pour la zone euro, où trouver cet argent ?

♦ Avec la tarification carbone qui consiste à mettre un prix plancher sur la tonne de carbone. J'ai fait partie de la commission Stern-Stiglitz qui a recommandé un prix plancher de 40 euros la tonne (en mai 2017). Le président de la République a encouragé l'ensemble des Européens à le faire lors de son discours sur l'Europe à la Sorbonne.

- ♦ Avec la taxe sur les transactions financières. Un rapport a été remis à François Hollande en 2015, puis en 2016.

- ♦ Avec l'impôt européen sur les bénéfiques, selon le rapport Mario Monti de 2017. Nous sommes une anomalie par rapport aux États-Unis où, entre 1993 et 2010, le taux d'impôt sur les bénéfices n'a pas changé, tandis qu'il a fortement baissé en Europe. Mario Monti propose de remonter ce taux et de financer la transition énergétique avec les recettes fiscales.

- ♦ Avec la création monétaire par la BCE ? Les banques centrales ont créé beaucoup d'argent dans les années précédentes, essentiellement pour sauver le secteur bancaire. Cet argent a atterri dans le bilan des banques. Sur les trois dernières années, la BCE a créé 2 300 milliards d'euros pour les banques, desquels seulement 230 milliards ont été prêtés à l'économie réelle. Ce que nous avons fait pour sauver les banques, pourquoi ne le ferions-nous pas pour sauver l'Europe et la planète ?

### *L'Europe des communs*

Si je reviens à ce que disait Karl Polanyi, lorsqu'on essaie la privatisation absolue, le corps social réagit mal et appelle au secours la dictature. L'alternative à la privatisation absolue serait l'absorption absolue de la sphère sociale dans la sphère publique, c'est le totalitarisme bureaucratique. Un juste milieu serait que l'Europe devienne l'Europe des communs, des biens communs, ces biens qui ne sont ni gérés exclusivement par la sphère marchande, ni gérés exclusivement par la sphère publique. C'est ce que vous pratiquez quand vous utilisez l'ascenseur dans votre copropriété. Vous n'avez pas le droit d'imposer une taxe à votre voisine pour l'utiliser. Vous n'avez pas le droit de le casser. Vous n'en êtes pas le propriétaire privé, mais vous le financez à concurrence de l'usage que vous en faites, selon l'étage où vous habitez. C'est un exemple de bien commun, géré par la communauté des copropriétaires. Cela ne se passe pas toujours très bien, c'est pour cela qu'il faut de l'éducation.

La COMECE a fait en 2012 une déclaration sur la zone euro et a appelé à avancer à marche forcée vers le fédéralisme européen. J'y suis favorable. Les défaillances de la zone euro rendent ce fédéralisme plus difficile aujourd'hui. Il manque un projet européen. Les fondateurs de la zone euro avaient fait le pari qu'en développant le pilier économique et financier, nous apprendrions à marcher en tombant et qu'ainsi nous serions contraints de faire une vraie union politique. Je souhaite que ce pari « j'apprends à marcher en tombant » puisse être engagé. Une réponse concrète à l'appel au fédéralisme, c'est une Europe des communs qui mettrait l'accent sur la manière dont les communautés en Europe peuvent créer des biens communs entre elles.

## Débat

---

TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : *Mr Giraud, selon vous, la croissance est-elle compatible avec la transition écologique que vous proposez ?*

**GAËL GIRAUD** : Le message de l'équation a été bien compris, à savoir que si nous nous entêtons à vouloir à tout prix augmenter le PIB par habitant, nous allons avoir du mal à résoudre l'équation. Faut-il pour autant faire la promotion de la décroissance ? D'une certaine manière, ce n'est plus le sujet pour nous. Le PIB est un très mauvais indicateur qui ne capture pas l'essentiel de la prospérité que nous vivons et qui donne du sens à la vie. Si vous avez un accident sur l'autoroute, cela fait augmenter le PIB, est-ce une bonne chose ? Autre exemple : les poissons vont disparaître des océans, probablement entre 2040 et 2050, à cause de la pêche industrielle en eaux profondes, de l'acidification des océans, de la montée de la température dans la mer, etc. J'ai des amis qui disent que c'est une bonne nouvelle parce que cela va nous obliger à faire de la pisciculture et que la pisciculture fait monter le PIB. Voulons-nous vivre dans une planète dont le PIB augmente, mais où il n'y a plus de poissons dans les océans ? Prenons encore l'exemple de la disparition des abeilles : s'il n'y a plus d'abeilles, il n'y a plus de pollinisation, donc plus d'agriculture possible. On me répond que c'est une bonne chose parce que cela va nous obliger à construire des robots qui vont aller polliniser à la main dans les campagnes. C'est typique de l'imaginaire de la croissance du PIB comme alpha et oméga de la société. En vérité, s'il n'y a plus d'abeilles, on va généraliser ce qui se passe aujourd'hui en Chine : la pollinisation à la main par des femmes pauvres.

La question du PIB n'est plus une question pertinente aujourd'hui, qu'il augmente ou diminue, d'autant que sa croissance n'est plus liée à l'emploi. Depuis un peu plus d'une vingtaine d'années, on observe un découplage entre la croissance du PIB et l'emploi. Un vrai objectif de société est, par exemple, de donner un emploi à tous, un emploi décent, digne. Un autre objectif serait de faire en sorte que l'indicateur de développement humain qui mesure à la fois le revenu, le niveau d'éducation et l'espérance de vie à la naissance puisse augmenter. Par quoi faudrait-il remplacer le PIB ?

La commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (initiée par N. Sarkozy) a dressé un panorama d'une centaine d'indicateurs alternatifs. Le grand sujet est de nous coordonner de manière à tous utiliser le même indicateur puisque le PIB sert principalement à nous comparer. Il a été construit statistiquement dans les années 30 surtout pour pouvoir estimer l'aptitude de nos voisins outre-Rhin à nous faire la guerre. Le travail ménager des femmes n'est pas compté dans le PIB. Certains économistes sont tellement obsédés par l'idée qu'il faut faire augmenter le PIB à tout prix qu'à l'OCDE

---

<sup>1</sup> Marie-Charlotte Fauduel et François Fayol relayaient les questions de la salle.

ils ont proposé, en 2014, d'intégrer la prostitution pour le faire augmenter. Ce n'est plus le bon indicateur.

*– Cette transition peut-elle s'appuyer sur le développement d'une industrie photovoltaïque au niveau européen, compte tenu de l'avance qu'a prise la Chine dans ce domaine ?*

**GAËL GIRAUD** : Le charbon n'est plus compétitif par rapport aux énergies renouvelables. On arrive à faire du photovoltaïque et de l'éolien à moins de 7 centimes d'euro le kWh. Le nucléaire n'est pas compétitif non plus. L'avenir de la production énergétique, c'est le photovoltaïque et l'éolien. Évidemment, les Chinois ne nous ont pas attendus pour prendre une longueur d'avance. La Chine est le pays de tous les paradoxes : c'est le premier pollueur du monde et le premier investisseur dans les énergies vertes. Il ne tient qu'à nous d'investir davantage. Il faut donc trouver de l'argent, il y en a, mais ce qui nous fait défaut, c'est une volonté politique sociale commune d'investir pour avoir une énergie propre en Europe dans les années qui viennent.



# L'Europe solidaire, nouvel enjeu pour la démocratie

MICHEL BARNIER<sup>1</sup>

PHILIPPE SEGRETAIN<sup>2</sup> : Nous voulions travailler sur l'articulation entre solidarité, valeurs européennes et démocratie, fondement de notre vivre ensemble. Nous voulions bénéficier de votre regard ou plutôt de vos regards : au niveau local, en tant qu'élu en Savoie, au niveau national, en tant que ministre à différents portefeuilles, et au niveau européen, en tant que député et commissaire européen. Si vous nous représentez aujourd'hui dans la difficile négociation avec le Royaume-Uni, c'est que vous avez pris une certaine distance, un certain recul.

**MICHEL BARNIER** : Le grand danger quand on parle de l'Europe, c'est le silence. Nicole Gnesotto citait le général de Gaulle, qui a beaucoup compté pour moi et qui disait : « Il faut combattre la démagogie par la démocratie. » Or nous voyons les hommes politiques de droite et de gauche aller décider à Bruxelles et, de retour en France, raser les murs, avoir l'Europe honteuse, ne rien expliquer, et ne pas assumer ce qu'ils ont eux-mêmes décidé. Ils trouvent commode de dire que tout ce qui ne va pas est de la faute de Bruxelles, comme pour se défaire de leur propre responsabilité. J'en ai assez de ce silence. J'ai décidé de prendre du temps pour casser ce silence et, dès que j'en ai l'occasion, comme aujourd'hui, d'expliquer pourquoi on doit être européen en plus d'être patriote, pourquoi des hommes politiques de droite et de gauche qui veulent ratisser large et essaient de gagner des voix en

---

1 Michel Barnier est négociateur en chef de la Commission européenne chargé de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni

2 Philippe Segretain, pilote du groupe de travail de la session 2017, présidait la séance.

critiquant Bruxelles ont tort et agissent contre l'intérêt national. Je ne veux pas dire pour autant que tout est formidable à Bruxelles et que l'Europe ne fait pas d'erreurs. On peut mettre plus de démocratie, réduire la bureaucratie – bien qu'il y en ait ailleurs qu'à Bruxelles. J'ai été membre du gouvernement à plusieurs reprises et deux fois commissaire européen, j'ai toujours pensé que quand les technocrates prennent le pouvoir, à Paris, Lyon ou Bruxelles, c'est que les politiques le leur ont laissé ; c'est aux politiques d'assumer leurs responsabilités. Tout ne va pas bien à Bruxelles, il y a beaucoup de choses à changer et réformer comme l'a très bien dit, avec une conviction européenne que je n'avais plus entendue à l'Élysée depuis François Mitterrand, le président Macron. Mais il y a des choses à dire au départ : si on n'explique pas, si on n'assume pas, le débat part dans un mauvais sens.

## **Les raisons de la complexité européenne**

Quels qu'aient été les rêves fédéralistes des pères fondateurs dans les années 50, ce n'est pas cela que nous sommes en train de construire. L'Europe d'aujourd'hui, c'est 28 pays, bientôt 27, qui ne construisent pas un état fédéral ; il n'y a pas un peuple européen, il n'y a pas une nation européenne, il y a 28 nations, 24 langues et, selon le poète, « Si l'Europe doit parler d'une seule voix, elle ne doit pas parler une seule langue ». Cela explique pourquoi l'Europe est compliquée, pourquoi cela ne peut pas être simple. Au Parlement, à la réunion des conseils de ministres, tout autour de la salle, il y a des cabines vitrées, 24 cabines occupées par deux interprètes qui traduisent simultanément ce que dit chacun dans 23 autres langues. C'est compliqué, ça coûte cher, on pourrait faire des économies en supprimant les interprètes. Mais si on supprime les 24 cabines de traducteurs, on devra tous parler la même langue... l'anglais. Si on ne veut pas d'une Europe uniforme, il faut accepter cette complexité d'institutions qui agissent au nom de la plus grande circonscription politique du monde. Elle représente près de 500 millions de citoyens, 28 nations qui ne veulent pas fusionner, chacune voulant garder son identité, sa langue, sa culture, ses traditions. Nous tenons à notre différence et nous devons accepter que les autres tiennent à la leur. Si nous voulons que ça fonctionne, cela ne peut pas être simple. Il n'y a pas de premier ministre à Bruxelles, il y a une institution qui joue ce rôle, la Commission européenne, 28 personnes qui, une fois nommées, cessent de représenter leur pays et agissent pour l'intérêt général européen. Les propositions de la Commission sont issues de ce travail collégial de 28 personnes issues de la droite, de la gauche et du centre, qui ont leur sensibilité, mais qui travaillent pour faire des propositions aux deux chambres élues : d'un côté, la chambre des États – les conseils des ministres au-dessus desquels se trouve le Conseil européen avec les 28 chefs d'État et de gouvernement qui décident sur les propositions de la Commission – et, de l'autre, la chambre des citoyens, le Parlement européen qui a un rôle égal à celui

du conseil des ministres. Si nous voulons une Europe unie et non pas uniforme, il faut accepter une certaine complexité et l'expliquer.

Vous m'avez invité aussi en tant que négociateur du Brexit, fonction que j'exerce au nom des 27 pays de l'Union européenne et en bonne intelligence avec le Parlement européen. C'est une tâche passionnante et difficile, une négociation extraordinaire, unique (et je ferai tout pour qu'elle le reste !) avec le peuple britannique qui a décidé par référendum de redevenir solitaire plutôt que de rester solidaire. Je me souviens avoir voté pour la première fois à l'âge de 21 ans (âge de la majorité d'alors) lors d'un référendum organisé par Mr Pompidou, en 1972, pour l'adhésion de quatre pays, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark et la Norvège. J'ai fait campagne pour le oui, ce qui n'était pas évident pour le militant du parti gaulliste que j'étais. Je ne l'ai jamais regretté. Nous regrettons ce non britannique, mais nous le respectons, et ma tâche est de le mettre en œuvre sans agressivité, mais sans naïveté non plus. Je dois d'abord traiter avec les Britanniques des conditions du divorce, moment coûteux et difficile. Mais ce n'est pas le plus important dans notre avenir avec les Britanniques, car nous devons organiser cet avenir avec eux, même s'ils se séparent de l'Union. Il faut organiser cette séparation le plus correctement possible et bâtir ensuite avec eux un partenariat nouveau lorsqu'ils seront devenus un pays tiers. Je dois traiter des questions aussi graves que celles des droits des citoyens, de la portabilité des pensions, des droits aux prestations sociales : 4,5 millions de citoyens de part et d'autre qui ne sont pas sûrs de leur statut de résident après le Brexit ; 3,4 millions d'Européens qui vivent et travaillent au Royaume-Uni et 1,2 million de Britanniques qui vivent et travaillent ou sont retraités dans l'un des 27 pays de l'Union. Il faut sécuriser ces droits. Il y a la question des frontières, notamment en Irlande, où pour établir la paix après le conflit tragique entre catholiques et protestants, l'île d'Irlande est devenue une zone sans frontières entre la République d'Irlande et l'Ulster, l'Irlande du nord, qui appartient au Royaume-Uni. Or, nous devons pouvoir contrôler toutes les marchandises et les personnes qui entrent et sortent du marché unique, mais sans recréer de frontière. Établir des contrôles sans frontières physiques est le deuxième défi.

Le troisième défi est celui du budget. Le Royaume-Uni a pris avec nous des engagements budgétaires pour la période 2014-2020, le budget européen étant intégré dans un cadre financier pluriannuel d'une durée de 7 ans. Nous prenons tous les engagements ensemble et notre intention n'est pas de payer à 27 ce qui a été décidé à 28. Donc les britanniques payent leur part, ce qui est logique.

## **Les leçons du Brexit : écouter le sentiment populaire**

Il y a une différence entre les conséquences du Brexit que je suis chargé de gérer en grande partie et les leçons du Brexit qui intéressent tout le monde. Il faut prendre

le temps de comprendre pourquoi une majorité de citoyens britanniques ont voté ainsi. Je recommande de ne pas confondre le populisme et le sentiment populaire. Parmi les votes pour le Brexit, il y a une partie d'électeurs nostalgiques de ce qu'a été le Royaume-Uni autrefois – il y en a aussi en France (c'était mieux avant...) –, des gens qui ont voté contre des réglementations de Bruxelles qui parfois empêchent de spéculer tranquillement. Mais il y a d'autres votes plus graves : une majorité de gens dans les régions désindustrialisées se sont sentis abandonnés, laissés de côté, sans protection contre les excès de la mondialisation. Par leur vote, ils ont exprimé une souffrance sociale liée aussi au chômage. Il faut comprendre, écouter et répondre au populisme, de droite ou de gauche, qui utilise le sentiment populaire. Ce vote britannique ressemble, à bien des égards, à des votes que nous rencontrons chez nous. Si l'on examine le vote pour Mme Le Pen dans certaines régions de France, on constate que le vote d'extrême droite est corrélé à une première courbe, celle du chômage, une deuxième courbe qui correspond à la distance de votre maison à une gare et une troisième à la distance qui vous sépare d'un médecin. Ce sont des situations qui donnent le sentiment d'être laissés pour compte. Il faut comprendre ces votes et y répondre.

Jacques Delors définissait le contrat européen par cette belle formule : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. » Sans doute ces trois éléments étaient-ils équilibrés au temps où il était président de la Commission, travaillant en grande complicité avec le chancelier Helmut Kohl et François Mitterrand. Ce que j'ai constaté depuis 15 ans, c'est que le premier pilier a pris le dessus au détriment des deux autres. On a donné la priorité à cet excès de libéralisme en dérégulant. Lorsque j'ai été nommé commissaire européen pour la deuxième fois en 2010, chargé du marché intérieur et des services financiers, nous étions en plein cœur de la crise financière. Des millions d'emplois ont été détruits, cela a coûté 12 à 13 % de points de PIB pour redresser les banques alors même que ce sont des banquiers, notamment américains, qui se sont cru tout permis, ou plutôt à qui on a tout permis à force de déréguler. Ce sont eux qui ont mis des produits toxiques sur le marché, se sont payés des bonus insensés, prenant tous les risques pour se faire payer plus et laissant les contribuables payer les risques, ça suffit !

J'ai dit au président de la Commission qui me nommait à ce poste – où aucun Français n'avait jamais été nommé – que je ne reviendrais qu'à condition de changer la ligne de l'Union européenne, de revenir à l'économie sociale de marché, avec des marchés financiers qui travaillent au service de l'économie réelle et non pas pour leurs propres services. C'est ce que nous avons fait patiemment pendant cinq ans à travers 41 lois de régulation financière qui sont aujourd'hui actives et qu'il faudrait compléter et renforcer. C'est une des raisons de la souffrance sociale ou de l'incompréhension, du sentiment que l'Europe ne protège pas. Bruxelles a commis cette faute importante, soutenue par beaucoup de gouvernements de droite et de gauche,

dérégulant et baissant les bras devant la finance mondiale. Il était temps de redresser la barre.

Le Brexit plus la montée des populismes un peu partout, l'élection de Donald Trump, l'instabilité autour de la Méditerranée, les attentats au cœur même de notre société, tout cela a créé – j'y vois un point d'optimisme ou de volontarisme – un climat assez nouveau de celui que j'ai ressenti en 2010-11 au cœur de la crise financière. Il y a eu une telle secousse, de telles conséquences politiques, économiques et sociales qu'il a fallu que les dirigeants européens mobilisent toute leur énergie en défensive, le dos au mur, pour résister et regagner pas à pas la stabilité financière et un certain ordre économique. Sans une certaine stabilité, personne n'investit, personne n'a confiance ; on ne peut pas agir à moyen et long terme si, à court terme, tout bouge. Je sens une ambiance un peu différente aujourd'hui, peut-être à cause de tous ces éléments mis ensemble qui ont provoqué une sorte d'électrochoc, de sentiment collectif de responsabilité des dirigeants européens. C'est une des raisons pour lesquelles, dans la négociation que je conduis en leur nom, ils sont unis sur le mandat qu'ils m'ont donné. Si je ne me trompe pas et si ces dirigeants européens ont cette exigence d'un nouveau volontarisme pour corriger les erreurs, mettre plus de démocratie, réduire la bureaucratie, il faut qu'ils agissent ensemble.

## Les raisons d'être ensemble

Pourquoi devons-nous être ensemble pour gérer ou faire face à un certain nombre de challenges qu'on ne peut plus relever chacun pour soi ? Il y a 5 ans, le premier ministre britannique, pour soutenir les efforts que je faisais sur le marché intérieur,

**European countries could disappear from the world's top 10 economies after 2050**

1	US	China	China	China
2	China	US	US	India
3	Japan	India	India	US
4	India	Japan	Japan	Brazil
5	Germany	Russia	Brazil	Japan
6	Russia	▼ Germany	Russia	Russia
7	Brazil	Brazil	▼ Germany	Mexico
8	UK	UK	Mexico	Indonesia
9	France	France	France	▼ Germany
10	Italy	Mexico	▼ UK	UK
	<b>2010</b>	<b>2020</b>	<b>2030</b>	<b>2050</b>

Les pays européens pourraient disparaître du tableau des 10 premières puissances économiques du monde après 2050

a publié une brochure pour marquer son soutien à ce que je faisais. Il ne l'avait pas fait pour la régulation financière, mais il l'a fait pour le marché intérieur.

Tous les 10 ans, un des quatre européens est éjecté du tableau. En 2050, l'Allemagne sera 9<sup>e</sup>, il n'y aura plus un seul pays européen dans le G8. Si nous voulons être à la table de ceux qui décident de l'ordre ou du désordre du monde, si nous voulons y défendre nos idées, notre modèle social et culturel, nos valeurs, être ensemble n'est pas une option, mais une nécessité. Séparés, nous sommes éjectés du tableau, et si nous n'y sommes pas, nous serons définitivement dominés, sous influence, sous-traitants des Chinois ou des Américains. Je ne me suis pas engagé en politique pour être sous-traitant ou sous influence. Si nous réfléchissons aux nouveaux moyens d'être influents, d'être un acteur global dans le monde, nous n'avons qu'une seule option : être ensemble. Avec l'union à 27, nous pourrions durablement être 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> dans le monde.

Face aux défis de ce monde qui est de plus en plus fragile avec le changement climatique, injuste avec la pauvreté, instable avec les guerres et le terrorisme, comment agir ? Comment se protéger ? Comment faire valoir nos intérêts, sans complexes – parce que les autres n'en ont pas ? Comment défendre notre modèle social et culturel ? Le Brexit peut se révéler utile pour y parvenir.

Mr Ross, le ministre du Commerce américain qui défend ses intérêts derrière Mr Trump est venu à Londres et a déclaré aux Anglais, sans aucun complexe : « Nous allons bâtir avec vous un contrat transatlantique exceptionnel, vous allez pouvoir converger vers nous, mais vous devez diverger des Européens. » Deux jours après, en réaction à ses propos, j'ai dit aux Britanniques : « Réfléchissez bien, vous quittez l'Union européenne, allez-vous quitter aussi le modèle réglementaire européen que vous avez construit avec nous depuis 45 ans ? » On peut dire tout ce qu'on veut sur les règles européennes, mais ce modèle traduit un choix de société qui n'est pas le même que celui des Africains, des Chinois ou des Américains. Ce modèle réglementaire que nous avons construit patiemment ensemble traduit un choix auquel nous tenons, y compris dans des sujets de la vie quotidienne, le choix alimentaire par exemple. Le ministre américain a donné comme exemple de la convergence qu'il souhaitait de la part des Anglais l'abandon d'une règle qui fait que nous refusons nous, Européens, d'acheter du poulet américain, parce qu'il est chloré. Il n'est pas question d'accepter ce type de modèle alimentaire, pas plus que la viande clonée ou les OGM à outrance. Nous avons un modèle alimentaire qui est fait de produits de qualité, divers et traçables. Nous n'avons pas l'intention d'en changer sous prétexte que les Britanniques s'en vont.

Même chose en ce qui concerne l'économie sociale de marché et les marchés financiers, nous avons construit une architecture de régulation pour nous protéger des excès de la spéculation mondiale. Tous les jours au-dessus de nos têtes, les échanges sur les produits financiers dérivés représentent 600 000 milliards de dollars en

permanence. Qui peut imaginer que la France ou l'Allemagne toutes seules peuvent se protéger ou créer des règles ? Si vous entendez un homme politique vous dire qu'en étant derrière nos frontières nationales nous allons nous protéger contre cette spéculation financière mondiale, ce n'est pas vrai. Seule la Commission européenne est capable d'infliger des amendes de 500 ou 600 millions d'euros à des entreprises américaines ou des multinationales qui ne respectent pas les règles. Qu'il s'agisse de se protéger de la spéculation financière mondiale, de relever le défi majeur de la solidarité ou celui du développement de l'Afrique qui est tout à côté de nous et où se trouvent tant de difficultés et de potentiel, celui du changement climatique, de la défense et de la lutte contre le terrorisme, de la gestion de nos frontières, de l'accueil humaniste des réfugiés politiques, ou encore de la gestion des catastrophes naturelles, nous ne pouvons y arriver qu'ensemble. J'ai été très heureux que le président de la République reprenne une idée à laquelle je tiens : créer une force européenne de protection civile. Quand il y a des catastrophes chez nous ou à l'extérieur, comme à Haïti, avec ses 250 000 morts, les Européens partent tous en ordre dispersé, sans aucune coordination.

Voilà quelques exemples de ce que nous ne pouvons faire qu'ensemble si nous voulons le faire bien, être dans nos échanges fermes, ouverts, mais jamais naïfs, et surveiller les investissements étrangers – qui achète quoi en Europe ? – pour ne pas laisser partir certains actifs stratégiques. Enfin rétablir le dialogue social dont il a été question à Göteborg pour rebâtir un socle social et remettre au cœur du projet européen l'humain qui n'aurait jamais dû cesser d'y être. Nous avons besoin des nations pour combattre le nationalisme et faire face à tous ces défis qu'on ne peut pas relever chacun chez soi ou chacun pour soi.

Au terme de ces Semaines sociales, je citerai une phrase qui m'a marqué et qui m'est utile dans l'exercice des missions qui me sont confiées. Cette phrase, simplement composée de quatre mots, a été prononcée par Benoît XVI dans son homélie, lors de sa messe d'intronisation : « Chaque homme est nécessaire. » Je n'ai jamais dans ma vie publique entendu quatre mots lus ensemble qui aient autant de force. Je pourrais le paraphraser en disant : « Chaque citoyen est nécessaire. Chaque territoire est nécessaire. Chaque entreprise est nécessaire... » C'est avec le sentiment de cette nécessité que les dirigeants européens doivent maintenant relever les défis, répondre au populisme, donner une réponse plus concrète au sentiment populaire qui est souvent juste et préserver le projet européen.

Le choix n'est pas entre la France et l'Europe, elles vont ensemble, mais entre une Europe européenne souveraine et indépendante, faite de cette mutualisation de nations, ou une Europe sous-traitante. Pour ma part, j'ai choisi de lutter pour que mon pays, au sein de l'Europe, se batte pour une Europe indépendante et souveraine.



# Conclusions

---





## Henryk Woźniakowski<sup>1</sup>

J'aimerais en commençant, congratuler Dominique Quinio et Philippe Segretain pour leur grand courage, dans les conditions actuelles, de confier à un Polonais une des conclusions de cette session... J'ai reçu comme vous tous un très riche contenu concernant la réflexion sur l'Europe – telle qu'elle est et telle que nous aimerions qu'elle soit, qu'elle se fasse. Je préfère dire « nous aimerions » plutôt que « nous voudrions » qu'elle soit car en écoutant ce qui vient d'être dit, je m'assure que la raison raisonnable est là, mais la composante de l'engagement amoureux semble aussi fondamentale. Aimons-nous l'Europe ? C'est-à-dire : sommes-nous prêts à sacrifier pour elle un peu de nous-mêmes, de notre vie, de notre temps, de nos efforts ? Je n'ai pas de doute que cette session et ses participants répondent positivement à cette question. Mais aimons-nous l'Europe telle qu'elle est, avec ses faiblesses, ses impuissances, avec ses crises récurrentes, mais aussi avec son potentiel de redressement, de développement pour avancer vers des horizons jusqu'alors inaccessibles ? Donc, voulons-nous une Europe réelle ? Ou bien n'aimons-nous qu'une idée de l'Europe, celle qui est en harmonie avec nos options idéologiques et nos sympathies politiques. La question me semble pertinente. Dans nos débats, il y avait un équilibre rassurant entre, d'un côté, la vue d'ensemble, avec la perspective de valeurs communes, la vision du projet européen comme si c'était une cathédrale en cours de construction, selon les termes d'Enrico Letta et, d'un autre côté, l'Europe du quotidien, dans ses applications très concrètes ou dans un large éventail de projets proposés par les jeunes.

Cet équilibre démontre, me semble-t-il, malgré ses lacunes, l'engagement pour l'Europe telle qu'elle existe. Pourtant cette option en faveur de l'Europe réelle

---

<sup>1</sup> Henryk Woźniakowski est éditeur et essayiste polonais.

n'est pas évidente. Je pense par exemple à la déclaration récente intitulée *The Paris Statement* et signée par un groupe d'intellectuels et politiciens européens, catholiques français connus dans cette salle – Rémi Brague, Chantal Delsol, Pierre Manent, François Benetton. Un des reproches qu'on pourrait faire à ce document – qui est par ailleurs un excellent résumé de l'attitude conservatrice –, c'est qu'il dédaigne presque tout ce qui constitue la réalité européenne d'aujourd'hui, l'Europe réelle présentée ici par Mme la ministre Nathalie Loiseau, en faveur d'une certaine idée de l'Europe homogène par sa culture et sa religion qui puisse être attirante à certains égards, mais qui ne restera qu'imaginaire. Ceci dit, ne devrait-on pas se pencher et réfléchir sur les craintes identitaires qui émergent de ce document puisqu'elles sont présentes bien au-delà des cercles intellectuels. Mais, même compréhensibles, ces craintes ne justifient nullement les trahisons de la solidarité européenne et humaine sur le problème migratoire.

Je parle de l'amour envers l'Europe, non pas de la vertu théologale mais d'un sentiment, de l'émotion, de la passion humaine. Le projet européen rationnel, logique et sage a perdu de son contenu émotionnel dont il a été porteur dans l'après-guerre et ceci pour des raisons évidentes. Aujourd'hui, les sentiments publics secoués par la crise financière et migratoire sont ailleurs et s'orientent à nouveau vers le connu, vers le national. Ils s'expriment parfois selon les pires modèles nationalistes comme nous l'avons observé en Pologne pendant « La marche de l'indépendance » le 11 novembre. J'espère que ce sera la culture et l'art qui aideront à nous extirper de ce repli sur nous-mêmes. L'art qui avec sa puissance et ses moyens modernes arrivera à déplacer nos sentiments et à les orienter vers ce projet et cette réalité fascinante qu'est l'Europe, approfondissant ainsi la raison des Lumières, avec nos valeurs religieuses, nos mythes constitutifs et nos passions, comme le voulait Antoine Arjakovsky.

Nous avons beaucoup parlé de l'Europe telle que nous la voulons, telle que nous l'aimons, mais avons-nous suffisamment parlé des obstacles qui s'accumulent sur le chemin ? Et comment les contourner ? Nous avons parlé, et pour de bonnes raisons, des clivages, des ruptures entre les nations européennes, entre la « nouvelle » et « la vieille » Europe, mais avons-nous suffisamment parlé des clivages d'aujourd'hui plus profonds que jamais à l'intérieur des sociétés ou des nations européennes, là où les familles politiques n'ont ni la volonté ni le savoir-faire fondamental du dialogue et du compromis ? Où le langage de la haine se répand avec une vitesse affolante ? Où les médias sociaux négligent ou détruisent avec efficacité d'anciennes hiérarchies de discours et créent des autorités insoupçonnées ? J'aimerais bien exagérer, mais je me réfère surtout à la réalité polonaise que je connais le mieux. Les tensions dans les débats nationaux en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne et même en France surpassent souvent ce que nous avons connu jusqu'alors. L'émotion avec laquelle nous avons suivi les élections en France, en Allemagne, en Autriche ou en République Tchèque, atteste de nos craintes face aux possibles conséquences de

clivages internes. Ces nouveaux partages ne sont-ils pas l'obstacle le plus élevé sur le chemin vers cette Europe que nous désirons ? Les ruptures dans un peuple, dans un *démos* national ne servent pas à la création d'un peuple, d'un *démos* européen – mais juste le contraire : c'est le chemin vers une ochlocratie où une foule remplace un peuple et se laisse diriger par un démagogue. Le démagogue fait toujours appel à ce qui est médiocre, infâme dans l'homme : ses craintes, son ignorance, sa jalousie, son hostilité envers les autres, les étrangers, ceux qui sont différents. Comment ennoblir nos démocraties nationales ? Sans leurs redressements, inutile de rêver à une démocratie européenne. Comment faire pour que la vérité l'emporte sur le mensonge dans la vie publique ? Question naïve, certes, mais cruciale pour le futur de l'Europe. Ma conclusion de nos débats est donc celle-ci : l'Europe nous demande d'investir plus de sentiments positifs ; nos patries nous demandent plus de raison équilibrée et juste.

## Emelyn Weber<sup>1</sup>

Les Semaines sociales ont demandé non seulement à un polonais mais aussi à une jeune. Merci aux Semaines sociales de m'avoir donné cette opportunité de participer à la conclusion de cette session. Ce n'est pas sans pression que je me prête à l'exercice. Je vais commencer mon propos par les paroles de trois jeunes que j'aimerais que vous gardiez en tête :

Whitney, 21 ans : « Je suis à la mission locale. On m'appelle de temps en temps. Des fois j'ai trois contrats dans le même mois pour juste quelques heures. J'avais trouvé un contrat dans un spa qui débutait en octobre pour un an et demi. Ils m'ont prise pendant deux mois pour me former en juillet-août mais le patron n'avait plus besoin de moi, ils ont arrêté mon contrat et m'ont dit d'aller chercher ailleurs. »

Bakary, 20 ans : « Je suis un dubliné, j'attends pour faire ma demande d'asile. Ce que j'aime à la JOC, c'est qu'on m'appelle Bakary. »

Jérôme, 18 ans : « Je n'ai rien aujourd'hui, je vais me retrouver à la rue parce que je n'ai pas eu de contrat jeune majeur. Tout est sombre. À l'ASE, l'aide sociale à l'enfance, on me dit seulement que je ne suis pas seul et qu'on est 160 jeunes. J'aimerais arrêter de survivre et enfin vivre. »

On est d'accord, ce ne sont pas des paroles de joie, ni des paroles européennes. Mais je vous ai partagé ces quelques lignes pour que l'on se rappelle qui on sert,

<sup>1</sup> Emelyn Weber est responsable de la JOC au sein du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

qui nous devrions servir, qui l'Union européenne doit servir. Durant ce week-end, on a bien sûr parlé des inégalités, Madame la ministre l'a rappelé, mais on peut légitimement se demander comment, en 2015, il pouvait y avoir encore 119 millions d'Européens en risque de pauvreté ou d'exclusion. Cette question n'a selon moi pas été assez portée pendant ces Semaines sociales. On a très justement questionné la machine européenne, les divergences entre les États qui bloquent les processus, l'Europe hors sol, une Union désunie pour l'accueil des migrants... Mais peut-être avons-nous oublié quelques aspects, quelques personnes. Oui, l'Europe doit être inclusive et ne laisser personne sur le côté. Un exemple : à l'occasion de la table ronde avec les jeunes hier après midi, on est revenu sur le succès sans limite d'Erasmus. C'est vrai, Erasmus tend à se démocratiser. Mais il est faux de dire qu'il est accessible à tous : la mobilité demande une préparation. La JOC oeuvre dans les quartiers ouvriers et populaires et pour certains jeunes, quitter le quartier pour aller en formation à 30 km, sans barrière de langue, sans technocratie, sans montagne de papiers administratifs, c'est déjà, culturellement, un pas difficile à passer, si ce n'est impossible. Et finalement, ça se traduit dans les chiffres. Ce sont 1 % des étudiants européens qui en bénéficient. La situation financière des jeunes et le soutien que peut leur apporter la famille restent déterminants. En France, 40 % des bénéficiaires proviennent d'écoles d'ingénieurs et de grandes écoles alors qu'ils ne représentent que 8 % des effectifs de l'enseignement supérieur. Je vous laisse le soin d'interpréter ces chiffres. Alors, après ces premières phrases, vous vous demandez pourquoi clôturer cette session avec quelqu'un qui critique l'Europe. C'est pourquoi je tiens à vous le dire, je suis particulièrement certaine que l'Europe est l'échelon adapté pour relever tous les défis que nous avons mentionnés durant ces deux journées. Et pour ça, je vois trois leviers : l'information des citoyens sur l'Union européenne, les réponses apportées par l'Union aux besoins et attentes des citoyens et la participation et l'action des citoyens au projet européen.

L'information : les intervenants l'ont quasiment tous dit, si l'Union européenne veut être plus aimée et investie, elle doit être comprise par les citoyens, et ce sans distinction. Ce sont toutes les écoles qui doivent informer et faire vivre l'Europe. Les organisations de jeunes hier nous ont montré le rôle que jouent les associations en la matière, et notamment les associations d'éducation populaire. Nous n'en avons pas parlé, mais il existe aussi des services volontaires européens, l'équivalent du service civique au niveau européen. Il est urgent de rendre accessible l'Europe.

La réponse aux besoins et attentes des citoyens vis-à-vis de l'Europe : c'est Pierre Arlaud des Scouts et Guides de France qui disait hier à propos des propositions des jeunes : « Ce sont des aspirations raisonnables ! » Cela s'est aussi ressenti dans les témoignages des trois copains que je vous ai lus au début de mon intervention. Et finalement ce sont les besoins de tous : avoir une vie sociale, un logement décent, avoir son mot à dire, pouvoir ne pas être privé d'emploi digne... En bref, laisser à

chacun le droit à un avenir. Ça n'a pas l'air si exigeant... Et bien sûr l'Union fait déjà des choses. J'ai peut-être loupé ce moment, mais il me semble que nous n'avons pas parlé de la garantie jeunes qui vient directement de la garantie européenne pour la jeunesse. Pour le coup, c'est véritablement un exemple de réponse aux besoins des jeunes, tant en termes d'insertion sociale que professionnelle. Cela dit, restons prudents sur ce bilan, encore tellement de jeunes sont exclus de l'emploi, voire du droit commun, encore tellement de jeunes se sentent abandonnés, par l'Union européenne, par la France, par l'Église même. Ils font partie de ces « laissés pour compte » dont vient de parler Michel Barnier. L'Union européenne doit donc être exigeante sur la réponse aux besoins, sinon les citoyens des États membres ne se sentiront jamais européens. Enfin la participation et l'action : hier, j'ai entendu dire que si on ne vote pas, on ne peut pas se plaindre. Mais peut-être que quand on ne parle que du vote, on se trompe. On a mis en avant le taux d'abstention des jeunes aux élections européennes, il était tout de même de 56 % au total, ce qui n'est pas extraordinaire, il semble que les jeunes ne soient pas les seuls euro-décus pour reprendre l'expression d'Ariane Forgues. Vivre l'Union européenne, ça se joue de plein de façons, et on doit offrir aux citoyens européens l'occasion de se prononcer sur les propositions qui leur sont faites, voire de formuler des propositions. Le niveau européen doit servir à chercher ce qui nous rassemble, des conditions de vie et de travail qui peuvent être communes. Les peuples peuvent construire une parole européenne, ils doivent utiliser l'Europe pour revendiquer des droits communs pour la dignité de tous et pour refuser les injustices. C'est peut-être un vœu pieux, mais ce n'est pas cette assemblée que ça devrait déranger. À la JOC, nous portons une pétition sur deux aspects : l'emploi pour chacun et la reconnaissance du terme de privé d'emploi à la place de celui de chômeur. Nous adresserons les signatures au président du Parlement européen, Antonio Tajani. Alors il est temps que chacun se demande : à quoi m'ont servi ces Semaines sociales de France ? C'est vrai, on est bien, on est entre nous, on respire intellectuellement, on a des intervenants de qualité, ça fait plaisir ! Et maintenant, qu'est ce que chacun va faire pour continuer à faire vivre cette session à ceux qui n'étaient pas présents ce week end ? Comment les sujets européens et l'Église vont se diversifier et s'ouvrir à tous, ne pas être réservés à quelques uns ! Même si je ne discute pas de notre qualité à tous au sein de cette assemblée. Il est temps d'agir pour l'Europe, comme l'a dit Mgr Jean-Pierre Grallet ce matin : « Chers amis bâtisseurs, au travail ! » Rappelons-nous aussi constamment cet appel du pape François à aller aux périphéries. C'est notre responsabilité, c'est votre responsabilité.

Pour finir, je voulais revenir sur l'Europe dont je rêve. Pour moi, le projet européen aura retrouvé tout son sens quand on arrêtera de parler systématiquement et quasi uniquement des pays fondateurs, que l'on osera voir la culture, l'identité européenne comme celle de tous les États, de chacun des États, c'est ce à quoi nous appelait Frère Alois hier midi. Nous devons aujourd'hui avoir l'humilité de reconnaître que, quand

on parle d'Europe sociale, tous les États ont une marge de progression incroyable, la France y compris. Ce qui compte, ça doit être les peuples et leurs besoins, indépendamment de leur nationalité, car comme nous ont dit les enfants hier : « L'Europe, c'est une grande équipe. »

## Dominique Quinio

À mon tour de tirer quelques conclusions de nos deux journées si intenses. Merci de votre participation et de votre réactivité. Tel était le pari de cette rencontre : se réapproprier le projet européen, en parler, entendre et intégrer les refus et les scepticismes, en discuter, imaginer l'avenir, proposer des pistes d'action, mais Emelyn, sois rassurée, nous n'en resterons pas là.

Je ne reprendrai pas point par point le déroulement de notre Session, mais vous proposerai plutôt nos vœux et propositions pour l'Europe. Vous y retrouverez des idées soulevées par nos différents intervenants, par les contributions postées sur notre site participatif, à l'occasion des rencontres vécues dans les antennes régionales ou sur notre mur de post-it. Pour une Europe plus proche, plus démocratique, plus fraternelle, plus responsable.

Nous répondons ainsi, je l'ai rappelé en ouverture de notre rencontre, à la double invitation reçue ces dernières semaines : celle du gouvernement français de participer à la réflexion sur les chances nouvelles pour l'Europe ; et l'appel du pape François aux chrétiens pour qu'avec d'autres, ils donnent un nouveau souffle à l'Europe. Nous nous reconnaissons en ses intuitions quand il appelle l'Union européenne à engager à nouveau un processus politique qui offre des chances nouvelles pour les peuples qui la composent, qui reconnaisse et répare les injustices provoquées par une vision exclusivement productiviste, libérale et matérialiste de l'Union, qui ouvre des perspectives de sens aux jeunes générations.

Nous sommes fiers d'être au rendez-vous et de le prolonger, en continuant à nous former, nous informer et à réfléchir, tout au long de l'année à venir, grâce à vous, à l'énergie des Antennes régionales et aux échanges avec nos partenaires européens.

En cela, nous sommes pleinement fidèles à la mission des Semaines sociales de France qui, nourries de l'enseignement social chrétien, s'engagent dans la société avec la volonté de veiller à la dignité de chaque personne, particulièrement la plus faible, la plus fragile (rappelons-nous que ce dimanche est Journée mondiale des pauvres) et de participer au bien de tous.

Permettez-nous, donc, en fidélité à ces principes, d'ouvrir quelques pistes pour redonner de l'élan à l'Europe, dont nous avons compris qu'elle traversait les affres d'une crise d'adolescence. Nous proposerons, sur notre site Internet, une version plus complète de ces propositions qui seront à critiquer, enrichir, préciser, afin de proposer un Manifeste des Semaines sociales pour l'Europe, qui seront mises au pot commun des réflexions collectives.

## **Pour une Europe plus proche**

Avant d'exposer nos trois grandes séries de propositions, je vais détailler des propositions que je qualifierais de symboliques (l'on sait l'importance des symboles). Pour faire l'Union européenne, en effet, il faut que « nous » (noter l'importance du « nous ») nous connaissions mieux, que nous nous reconnaissons. De nombreux intervenants ont insisté sur ce point. Que nous nous reconnaissons à la fois dans notre diversité et dans ce qui nous relie – ce à quoi nous a invité Mgr Grallet. Nous ne sommes pas que des statistiques, des PIB, des dettes et des taux de croissance. Nous sommes des personnes, des visages. Frère Alois, tout au long de ces interventions, a souligné combien la rencontre et le dialogue nous humanisaient.

- ♦ Les Conseils européens devraient ne plus se dérouler uniquement à Bruxelles, mais successivement dans toutes les capitales, comme cela se faisait avant 2004. Nous sommes invités à nous abstenir de dire « Bruxelles » pour parler de l'Europe, nous devons faire la chasse à la métonymie. La capitale de l'Europe, ce sont les capitales des États membres.
- ♦ Nous appelons à un enseignement de l'actualité de tous les pays européens et de l'actualité proprement européenne, qui apporte aux jeunes une meilleure connaissance de cette réalité, sans craindre d'aborder un sujet politiquement clivant. En confrontant les mémoires et les histoires. La table des jeunes, comme Jean-Marc Ferry ou Mgr Grallet nous y ont largement incité. De la méconnaissance, naît la méfiance. À quand la réalisation d'un manuel commun à tous les pays?
- ♦ Nous proposons un Erasmus étendu à tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans (pas seulement étudiants) : 6 mois passés dans un autre pays européen, sanctionnés par un diplôme reconnaissant cette formation. Et nous prônons un apprentissage des langues européennes plus volontariste et performant.
- ♦ Nous croyons que les échanges par jumelages de villes, de collectivités, mais aussi d'associations, de mouvements, peuvent jouer un rôle fondamental dans la connaissance réciproque, avec une attention particulière aux pays de l'est de l'Europe. Là encore les témoignages des jeunes et l'expérience de Taizé en font la preuve. Ce que vivent aussi les Semaines sociales au travers le réseau IXE.
- ♦ Nous proposons un jour férié commun européen, le 9 mai par exemple.

## **Pour une Europe plus démocratique**

Nous invitons les responsables politiques nationaux comme les médias à une présentation loyale et pédagogique des apports de l'Europe à la vie quotidienne des citoyens français, pour certaines infrastructures, par exemple, ou en matière d'aides sociales.

Nous invitons les formations politiques nationales qui ont la responsabilité de constituer des listes aux élections européennes à renouveler les processus de candidature, pour proposer des personnes vraiment décidées à porter leur projet pour l'Europe, à s'y consacrer pleinement et à rendre compte de leur engagement face aux électeurs.

Le moment nous semble venu de proposer, pour les élections européennes, des listes transnationales qui développeraient leur conception politique de l'avenir de l'Union, reflétant les grandes sensibilités politiques classiques. Dans un premier temps, avant une généralisation du processus et pour expérimentation, pourraient leur être attribués les sièges libérés par la Grande-Bretagne.

En référence au travail déjà accompli par les Maisons de l'Europe, nous invitons les associations et la société civile à faire davantage usage de ces lieux de discussion et de propositions. Nous souhaitons qu'elles puissent devenir des « maisons du citoyen européen », où les parlementaires tiendraient des permanences, où les citoyens trouveraient réponse aux questions que leur pose le fonctionnement de l'Europe « au quotidien », où les droits de pétition existants seraient rendus plus effectifs.

## **Pour une Europe plus solidaire**

### *À l'intérieur de l'Union*

♦ Nous demandons aux partenaires sociaux, patronaux et syndicaux, en France comme au plan européen, de procéder à une mise à jour de la Charte européenne des droits sociaux des travailleurs, ce socle commun des droits construit dans les années 1990. Ils donneraient ainsi une suite concrète aux orientations très générales du sommet de Göteborg qui vient de s'achever, en relançant le dialogue social et lançant un nouveau programme législatif européen, visant à lutter contre le « moins disant social ». Il serait bon de centrer sur quelques priorités : durée minimale du travail (chasse aux minijobs), protection minimale des travailleurs qui ne relèvent pas de conventions collectives, droits à élaborer pour les nouveaux travailleurs indépendants.

♦ Une Europe solidaire, c'est aussi une Europe dans laquelle les budgets publics nationaux ne sont plus privés des ressources que la concurrence fiscale délibérée entre États laisse s'« évader ». Nous saluons les initiatives de la Commission et des États visant à établir des bases de contributions équitables où toutes les entreprises paient l'impôt à la mesure des bénéfices qu'elles retirent du marché intérieur euro-

péen. Nous encourageons la lutte contre les paradis fiscaux, y compris à l'intérieur de l'Union. Nous appelons à « l'esprit de loyauté » des entreprises pour qu'elles coopèrent à la mise en place de règles fiscales efficaces et équitables.

### *À l'extérieur de l'Union*

- ♦ Attention à ne pas trahir notre devoir d'hospitalité, nous a alertés Véronique Fayet, présidente du Secours catholique. L'Europe ne doit pas voir les évolutions migratoires actuelles comme circonstanciées mais comme une donnée de fond, en ne s'en tenant pas à la question des réfugiés, mais faisant face à celle des migrants. Elle doit envisager une immigration raisonnée comme une réalité positive. Elle doit organiser une coopération solide pour la surveillance des frontières ; elle doit assurer l'accueil des personnes ayant droit à une protection internationale, en assurant la convergence des processus d'octroi de l'asile, d'intégration et de retour dans les pays de départ. Elle doit aider les migrants à comprendre et respecter les valeurs des pays d'accueil. La répartition des personnes entre les États membres doit, outre les critères économiques des pays, tenir compte des capacités et des souhaits des migrants. Et de l'histoire et de la culture de chaque pays. L'Europe ne doit pas mettre de frein au regroupement familial.

- ♦ Nous appelons à reconstruire un partenariat politique euro-africain ayant pour objet de définir une conception commune des échanges migratoires à long terme ainsi qu'une vision partagée des enjeux du développement humain et environnemental. À trois conditions : que tous les États membres soient impliqués dans un tel partenariat (voir ce que nous a dit Mme Houphouët-Boigny) qui doit comprendre coopération économique et politique en vue de conforter l'État de droit et la démocratie ; que l'investissement en Afrique soit au cœur de ce partenariat ; que les entreprises européennes s'acquittent dans les pays africains des contributions fiscales correspondant aux bénéfices qu'elles en retirent.

- ♦ Nous appelons à la construction d'une capacité européenne de défense commune, s'appuyant sur une analyse convergente des réalités internationales. L'Europe doit devenir un bloc diplomatique plus cohérent et actif.

- ♦ Nous appelons au renforcement des politiques de recherche et d'innovation pour que l'Europe reste un acteur important face aux enjeux technologiques et scientifiques de demain.

## **Pour un « nouvel humanisme européen »**

L'Europe ne peut se contenter de célébrer ses racines et son passé mais doit les faire vivre, et les incarner, afin d'exercer, dans un monde en profonde mutation, un rôle majeur, non pas seulement par son poids économique ou militaire, mais par l'affirmation d'une communauté de valeurs, une identité qui a toujours été dynamique et multiculturelle, pour reprendre les mots du pape. Quelles sont ces valeurs ?

La recherche de la paix et de la justice, le choix du dialogue plutôt que l'affrontement, la démocratie, l'égalité entre les hommes et les femmes, le refus de la peine de mort, l'importance de la culture, la liberté de la presse et notamment la liberté religieuse – celle de croire ou de ne pas croire – et une laïcité qui ne relègue pas les religions dans la seule vie privée des croyants mais leur permet de contribuer à la construction d'une société plus fraternelle. De même que les États doivent rendre compte de leur respect des règles en matière budgétaire, pourquoi ne pas leur imposer le même exercice, en matière de respect des règles de l'État de droit, comme l'a suggéré Madame Loiseau. L'Union européenne est le seul espace dans le monde imposant à tous ses membres le respect de ces règles, a rappelé Jean-Marc Ferry.

L'Europe doit avoir à cœur de préserver la dignité des personnes, de toutes les personnes, notamment les plus fragiles, de les « envisager », nous rappelait Mgr Grallet . « La plus grande contribution que les chrétiens puissent offrir à l'Europe d'aujourd'hui, a dit le pape François, c'est de lui rappeler qu'elle n'est pas un ensemble de nombres ou d'institutions, mais qu'elle est faite de personnes. » Dans le même élan, l'Europe doit avoir pour objectif le bien commun, la conscience de notre appartenance à une « communauté ». Les Semaines sociales de France attendent que cette double attention à la personne et au bien de tous guide les décisions et les arbitrages de l'Union européenne, tant dans les domaines économiques et sociaux, qu'en matière de politique internationale, environnementale, ou devant les évolutions scientifiques, biomédicales et technologiques majeures que connaît notre humanité.

Mesures concrètes, anecdotiques ou profondes : sans une redéfinition de sa vocation, l'Union européenne continuera de voir se creuser le fossé entre elle et les peuples, eurosceptiques ou euro-décus selon la juste formule d'une des participantes à la table des jeunes. Ce sursaut, il doit être celui des responsables nationaux et européens, de tous les acteurs de la société civile – au nom de l'indispensable subsidiarité (chacun, à son niveau, doit exercer sa créativité et sa responsabilité). Notre propre sursaut. L'âme de l'Europe, c'est nous, avec d'autres, qui la façonnons.

Beaucoup ont souligné que cette période était peut-être une fenêtre d'opportunités. « Chers amis bâtisseurs, au travail », a conclu Mgr Grallet. Et souvenons nous de l'histoire à l'italienne d'Enrico Letta de ces deux maçons italiens entassant des pierres. L'un était triste de ce travail ingrat ; l'autre souriait, parce qu'il savait qu'il participait à la construction d'une future cathédrale. Retroussons nos manches et soyons, pour l'Europe, non seulement des héritiers (selon les mots d'une Congrégation que je connais bien !) mais des fondateurs. Pour que l'Union européenne, et avec elle, chaque nation qui la compose, continue de compter dans notre monde. Pas comme un vestige du siècle dernier ou par une nostalgie de puissance. Mais pour le meilleur de notre avenir commun.

## LETTRÉ DU VATICAN

Madame la Présidente,

À l'occasion de la 92<sup>e</sup> session des Semaines sociales, je suis heureux de vous transmettre, ainsi qu'à tous les participants, le salut cordial de Sa Sainteté le pape François et de vous assurer de sa proximité spirituelle.

« Quelle Europe voulons-nous ? » Cette question constitue le thème de votre réflexion et de vos échanges. Elle rejoint ce que le Saint-Père soulignait dans son Discours aux Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Rome pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome, à savoir que « [notre époque dominée par l'idée de crise] est un temps de discernement, qui nous invite à évaluer l'essentiel et à construire sur lui : c'est donc un temps de défis et d'opportunités » (24 mars 2017). Dans cette perspective, le programme de votre session atteste de votre volonté de valoriser le projet européen comme un horizon bienfaisant pour les personnes et pour les peuples, en fidélité aux intuitions et à l'espérance de ceux qui l'ont initié, les pères fondateurs de l'Europe.

Certes, des défaillances et des erreurs dans la construction européenne ont engendré un certain désenchantement et soulèvent aujourd'hui des inquiétudes. Aussi, le Saint-Père vous encourage à contribuer au discernement des voies de l'espérance, grâce aux apports des différents intervenants. Il vous invite notamment à rappeler avec force que « l'Union européenne naît comme unité des différences et unité dans les différences. [...] [car elle] a besoin de redécouvrir le sens d'être avant tout une "communauté" de personnes et de peuples conscients que "le tout est plus que la partie, et plus aussi que la simple somme de celles-ci" » (24 mars 2017).

De fait, l'Europe est le résultat d'une histoire ouverte par la liberté concrète des femmes et des hommes. Ce constat doit aujourd'hui favoriser le dialogue qui permettra de poursuivre l'édification d'une communauté d'États et de peuples, dans le respect des identités propres à chacun et le souci de promouvoir la centralité de la personne humaine et le développement humain intégral. De ce point de vue, le pape François se réjouit de la place donnée à la dimension spirituelle de la construction européenne. S'il est vrai, en effet, que l'identité européenne est dynamique et multiculturelle, il n'en demeure pas moins que le christianisme en constitue la sève. Et, à n'en pas douter, votre réflexion aidera, dans un contexte marqué par des difficultés, à faire entendre la voix de « l'Église [qui] peut et doit contribuer à la renaissance d'une Europe affaiblie, mais encore dotée d'énergie et de potentialités » (pape François, Discours à l'occasion de la remise du Prix Charlemagne, 6 mai 2016).

Indéniablement, l'Europe est confrontée à un certain nombre de défis. Aussi, le Saint-Père souhaite que votre réflexion permette de bannir toute forme de résignation pour transformer ces défis en opportunités et mettre en lumière ces pierres de fondation de la construction européenne que sont « la centralité de l'homme, une solidarité effective, l'ouverture au monde, la poursuite de la paix et du développement, l'ouverture à l'avenir » (24 mars 2017).

Avec cette espérance, le pape François confie vos travaux au Seigneur pour qu'il vous accorde la grâce de faire grandir une culture du dialogue au sein de la société française, afin que le rêve d'un nouvel humanisme européen, d'une Europe capable d'être mère devienne une réalité. Et il demande à Dieu de vous combler de l'abondance de ses bénédictions.

En vous transmettant de grand cœur ces vœux du pape François, je souhaite, Madame la Présidente, que votre réflexion se déroule dans les meilleures conditions et je vous rassure de mon cordial dévouement.

Cardinal P. Parolin  
Secrétaire d'État de Sa Sainteté

**Sélection d'articles  
et d'entretiens  
parus dans le journal *La Croix*  
en 2017**

---

Après une année riche en discours et actualités sur l'Union Européenne, celle-ci s'est clôturée par notre session « Quelle Europe voulons-nous ? » des 18 et 19 novembre. Le journal *La Croix*, partenaire de cet événement a couvert ce thème de l'Europe mais a également exploré, au-delà de l'actualité, quelques facettes du projet européen. Voici quelques-uns de leurs articles.

## **Devant l'Acropole, la démocratie selon Emmanuel Macron**

Le Président de la République a proposé à Athènes que les élections de 2019 puissent se faire selon des listes transnationales.

Emmanuel Macron, qui avait opté pour la cour du Louvre lors de son tout premier discours de président de la République, choisit avec soin la toile de fond de ses grandes allocutions. Dans la soirée du 7 septembre, c'est l'Acropole qui a servi de décor pour lancer son projet de « refondation démocratique » de l'Europe.

### *Un discours symbolique*

« Je n'ai pas choisi la Grèce par hasard pour une première visite d'État », a expliqué le dirigeant français à Athènes. Il entendait faire d'une pierre deux coups en abordant tout à la fois les racines des valeurs communautaires et les dénouements de la crise grecque.

« Qu'avons-nous fait de notre démocratie, qu'avons-nous fait de notre souveraineté? Aujourd'hui la souveraineté, la démocratie, la confiance sont en danger », a lancé le président français à la nuit tombante, avec le Parthénon derrière lui, depuis la colline de la Pnyx, après avoir commenté en grec « le grand privilège » d'être là.

Ce discours d'abord symbolique précède un autre qui devrait entrer dans le détail de son projet européen, dans la foulée des législatives en Allemagne, le 24 septembre prochain. Car Emmanuel Macron n'a jamais caché qu'il relancerait d'abord l'Europe par le rapprochement du couple franco-allemand. En attendant, jeudi 8 septembre, il a plutôt eu tendance à épouser le point de vue grec sur la crise de la zone euro. « On a fait croire qu'on pouvait vivre à Athènes comme à Berlin, ce n'était pas vrai, et c'est le peuple grec qui a payé », a-t-il lancé. « La France est et restera à vos côtés, dans les moments difficiles comme de joie (car) nous avons l'ambition commune d'être à la hauteur de nos histoires » respectives, a soutenu le président en parlant aux Grecs.

### *Pour une nouvelle gouvernance de la zone euro*

Ces paroles se rapprochent sensiblement de la rhétorique d'autres responsables européens, comme celle du commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, qui en 2015 affirmait déjà qu'« en aucun cas, on ne peut expulser Platon ». Peu avant ce discours, Emmanuel Macron s'était démarqué en critiquant le recours au FMI dans le plan de sauvetage de la Grèce, et en déplorant le « man-

que de confiance » entre Européens qui a poussé à avoir recours à l'institution monétaire.

Il a espéré que le FMI « n'ajouterait pas de conditionnalités supplémentaires » au programme de réformes de la Grèce, qui s'achève en août 2018. Le président de la République français, conformément à ce qu'il proposait lorsqu'il était en campagne, défend la mise en place d'un budget de la zone euro avec son ministre des Finances et un parlement pour en contrôler le processus de décision.

### *Nouvelles règles électorales*

Pour les élections européennes de 2019 qui renouvelleront le parlement européen, il prône la mise en place de « listes transnationales », où des députés français, allemands ou grecs pourraient se présenter ensemble. Aujourd'hui, les eurodéputés sont élus selon un découpage géographique pays par pays, région par région, où les nationalités sont séparées les unes des autres. Avant cette réforme, il demande à ce que soit engagée une grande consultation des Européens en forme de « débat délibératif » au premier semestre 2018, conformément à ce qu'il avait promis en tant que candidat.

Jean-Baptiste François

*La Croix* du 08 septembre 2017

## **Le « Capitaine Juncker » guide l'UE vers de nouveaux horizons**

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président de la Commission européenne a renoué avec l'optimisme. Il n'a laissé aucun doute sur la capacité de l'Europe à rester unie.

Les beaux jours de l'Europe reviendront. Les dirigeants bruxellois promettaient depuis des mois une météo plus favorable. Hier, dans son discours sur l'état de l'Union, Jean-Claude Juncker, président de la Commission, a appelé l'Union européenne (UE) à profiter du « momentum » qui s'ouvre à elle. « L'Europe a de nouveau le vent en poupe », s'est-il réjoui, dès l'introduction de son allocution.

Le discours sur l'état de l'Union est un exercice annuel qui permet à la Commission de présenter le bilan de son action ainsi que d'esquisser ses prochaines entreprises. À la différence de la version 2016 – sombre et pessimiste – l'édition 2017 a renoué avec la confiance et l'enthousiasme. Jean-Claude Juncker y croit de nouveau, et l'a démontré une heure durant. Ne manquait qu'un gouvernail à son pupitre pour donner l'image d'un parfait marin sachant où il emmène le « navire Europe », capable d'éviter les icebergs – même le plus massif : la division post-Brexit –, et prudent, n'excluant pas l'hypothèse de futures tempêtes.

« Quand les prochains nuages se formeront à l’horizon – et ils se formeront –, il aura été trop tard », a-t-il ainsi alerté. Avant le prochain cataclysme, qui peut prendre des formes variées (violation de l’état de droit, sortie de l’Union, non-respect de la justice européenne), Jean-Claude Juncker veut avancer. Il réclame à l’UE de « maintenir le cap » – comprendre : accompagner la croissance et la baisse du chômage, parachever l’union de l’énergie, de la sécurité, du numérique, des marchés des capitaux ou des banques. Mais aucun de ces chantiers n’est, pour l’heure, clôturé. D’où cet autre appel d’urgence : « Nous devons nous fixer un objectif ambitieux (...) : bâtir une Europe plus unie, plus forte et plus démocratique. ».

Le Luxembourgeois met en avant cinq pistes : renforcer la politique commerciale de l’UE, rendre plus compétitive son industrie, lutter contre le réchauffement climatique, mieux se parer contre les cyberattaques, et ne pas relâcher les efforts en matière migratoire. Le Parti populaire européen (PPE), à droite, a bien accueilli cette feuille de route. Avec cette crainte, néanmoins : trop de temps n’a-t-il pas été perdu ? Il ne reste que seize mois à ladite Commission Juncker pour faire ses ultimes preuves.

L’inquiétude est partagée par l’Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S & D), qui regrette l’absence d’une « vraie » politique migratoire. Quant aux Verts, ils reprochent à la Commission de se tromper de priorités. À leurs yeux, la lutte contre les inégalités et la réduction de l’empreinte écologique européenne doivent occuper le haut de l’agenda. Fidèle à son rôle, l’euroceptique Nigel Farage, chef du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD), a interpellé Jean-Claude Juncker : « Vous n’avez donc rien appris du Brexit ? ».

Le président de la Commission n’a pas répondu. Au moment du discours, il affirmait vouloir faire de ce « moment très triste » un tremplin pour les Vingt-Sept. Jean-Claude Juncker a proposé un sommet européen juste après le divorce avec le Royaume-Uni, le 30 mars 2019. L’événement se déroulerait en Roumanie, pays qui présidera le Conseil de l’UE à cette date. « Mon espoir est que les Européens se réveilleront dans une Union où nous défendons tous nos valeurs. » Pour lui, le dessein de chaque État membre devrait être d’appartenir à la zone euro, à l’union bancaire comme à l’espace Schengen.

Autre échéance chère au président : les élections au Parlement, en mai 2019. En exprimant sa « sympathie » pour les listes transnationales, il se range du côté d’Emmanuel Macron, chantre de la « refondation démocratique ». Jean-Claude Juncker est aussi favorable à une présidence « unique » de l’UE, qui chapeauterait les travaux de la Commission et du Conseil. Une sorte de « super-capitaine » donc, à qui il laissera volontiers sa place. Car l’ambitieux « commandant Juncker » est aussi apparu comme un homme fatigué, souffrant d’une sciatique qui l’a empêché de répondre aux députés, avides, pour leur part, de débats.

Céline Schoen

*La Croix* du 14 septembre 2017

## **Emmanuel Macron défend une Europe à plusieurs vitesses**

Dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne, le président de la République a livré mardi 26 septembre sa vision de la « refondation » de l'Europe.

Après le Louvre à son élection sous l'air de l'Hymne à la joie, ou plus récemment l'Acropole à Athènes sur l'identité européenne, Emmanuel Macron a choisi de s'exprimer mardi aux côtés de la jeunesse étudiante, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour livrer sa vision de l'Union européenne dans les dix années à venir. Un symbole que 200 à 300 jeunes militants de l'Unef et de la France insoumise ont tenté de troubler à l'extérieur du bâtiment.

L'objectif du chef de l'État : convaincre ses homologues européens d'adopter sa feuille de route d'ici à l'été 2018, après une consultation populaire qui passera pas l'organisation de « conventions démocratiques ». Cette ambition affichée s'exprime malgré les freins qui s'annoncent déjà à Berlin, après la victoire électorale en demi-teinte d'Angela Merkel aux législatives. La chancelière, pour obtenir une majorité, est contrainte de s'allier avec des libéraux opposés en de nombreux points au projet du président français.

### ***Une Europe « souveraine », « unie » et « démocratique »***

Après une longue introduction historique, Emmanuel Macron a habilement volé le thème de la souveraineté aux populistes nationalistes pour l'appliquer à l'échelle européenne. « Je ne laisserai rien à ceux qui promettent la division », a-t-il déclaré avec force. Cela revient à élever à l'échelon européen les thèmes où les États seuls sont démunis.

Le président a ainsi décliné cinq thématiques clés, avec des traductions concrètes autour de la sécurité, de la gestion migratoire, de l'aide au développement, de l'innovation, de la transition écologique. Il a pour cela défendu la doctrine d'une Europe qui avance à plusieurs vitesses. « Aucun État ne doit être exclu de cette dynamique mais aucun pays ne doit empêcher d'avancer ceux qui veulent aller plus loin et plus vite », a-t-il déclaré.

Le président français a clarifié plusieurs propositions déjà défendues à Athènes sur le plan institutionnel. Il a notamment précisé son idée d'instaurer des listes transnationales pour les prochaines élections européennes en mai 2019. Dans son esprit, ses listes correspondront aux 73 sièges laissés par les eurodéputés britanniques après le Brexit, puis à la moitié des sièges à l'élection suivante.

### ***L'euro, un moyen, pas une fin***

Ce n'est que dans la seconde partie de son discours que le chef de l'État a abordé la délicate question de l'avenir de l'euro, comme la variable qui sous-tend tout le reste. « Seule la zone euro peut offrir à l'Europe le cadre d'une puissance économique mondiale », a martelé Emmanuel Macron. Cette zone euro, il la veut dotée

d'un budget commun à tous ses membres, sous le contrôle autant d'un ministre des finances européen que de parlementaires.

Pour l'ancien banquier, l'euro a vocation à devenir la monnaie de toute l'UE, d'où son appel à « prendre le problème à l'envers » : en construisant une zone euro forte, efficace et solidaire dès aujourd'hui, celle-ci bénéficiera à tous demain, quel que soit le moment d'adhésion à l'union économique et monétaire. Et pour approvisionner ce budget, Emmanuel Macron n'écarte pas la piste d'un impôt européen sur les sociétés, dont il espère voir l'assiette harmonisée au plus vite. Un objectif atteignable selon lui grâce au concours allemand.

### *Justice fiscale et sociale*

La question de la taxation des entreprises du numérique (l'un des points cruciaux du sommet de Tallinn, à la fin de la semaine) a aussi été explorée et la ligne hexagonale confirmée : il faut les taxer là où la valeur est créée. C'est donc sur le volet de la convergence sociale et fiscale que le président a voulu se démarquer. En matière fiscale, l'unanimité est nécessaire en Europe, complexifiant toute discussion.

Et en matière sociale, l'UE n'est pas directement compétente. Le président français a rappelé l'importance de la révision de la directive sur le travail détaché et proposant que les écarts entre cotisations sociales d'un pays à l'autre viennent alimenter un fonds de solidarité. Il a aussi plaidé en faveur d'un salaire minimum européen – une idée également chère à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission.

Jean-Baptiste François

*La Croix* du 26 septembre 2017

## **« L'Europe doit devenir une puissance des valeurs »**

Enrico Letta, ancien président du conseil italien (2013-2014), président de l'Institut Jacques-Delors, était hier l'invité de l'émission « Face aux chrétiens » présentée par Dominique Gerbaud et coproduite par KTO. Il répondait aux questions de Romain Mazonod (RCF), Louis Daufresne (Radio Notre-Dame) et Jean-Baptiste François (*La Croix*).

– *Pourquoi ce livre optimiste sur la relance de l'Europe, au moment où l'Union est marquée par les replis, avec le choc du Brexit, la montée des populismes et des nationalismes régionaux ?*

Enrico Letta : Il y a quelque chose de semblable dans tous ces replis. Si la question des identités est devenue aussi brûlante, c'est que le dépaysement de mondialisation s'est accéléré ces quatre ou cinq dernières années, avec les changements technologiques sans précédent. Les téléphones intelligents, l'information en direct nous font vivre cette mondialisation plus intensément.

J'ai écrit ce livre dans l'idée que nous sommes face à un moment de bascule. Car le risque serait de ne pas en profiter pour tourner les choses à notre avantage. Je n'ai jamais été favorable au Brexit, mais maintenant que la sortie du Royaume-Uni est devenue une réalité, nous avons des opportunités à prendre là où les Britanniques étaient un frein. Nous pouvons construire l'Europe de la défense et de la sécurité, pour laquelle la France jouerait un rôle naturel de leadership, en tant qu'unique force nucléaire siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Brexit pourrait aussi nous aider à harmoniser la fiscalité, à commencer par celle des entreprises.

– *C'est contre-intuitif pour un dirigeant italien, vous soutenez que la relance de l'Europe passera par une impulsion... franco-allemande.*

E. L. : Sur les grandes questions économiques de rééquilibrage de l'euro, je parie dans la capacité de la France à faire bouger l'Allemagne. C'est le seul pays qui peut y arriver. Pour la création d'un Fonds monétaire européen pour éviter une autre crise grecque, par exemple. C'est vrai aussi pour les questions de défense.

Mais à mon sens, les initiatives franco-allemandes devront rester inclusives envers les grands pays de la zone euro et les pays fondateurs de l'Europe. Le futur de l'Union, comme le prône le président français Emmanuel Macron, ne peut être je le crois qu'à « plusieurs vitesses ». Ce n'est qu'ainsi qu'on donnera aux citoyens des réponses, contre le chômage, ou pour fonder un Erasmus des lycéens. Attendre le feu vert de Viktor Orban, le président hongrois, pour relancer le projet européen, c'est la meilleure solution pour ne rien faire.

– *L'Europe peut-elle gagner la bataille des valeurs face aux populismes ?*

E. L. : Nous ne devons pas seulement penser à être plus forts économiquement. C'est tout le sens du livre : nous devons être une puissance des valeurs, et exporter ces dernières. Le pape François, premier pape non européen de l'histoire, ne dit pas autre chose quand il nous met face à nos responsabilités. En Europe, nos valeurs sont définies et appliquées. Nous avons aboli la peine de mort, revendiqué la parité homme-femme, instauré la laïcité de l'État, des droits sur le climat, le droit des travailleurs. Le tiers du Monde n'applique pas ne serait-ce qu'une de ces valeurs.

Jean-Baptiste François

La Croix du 06 octobre 2017

## **« Au Vatican, politiques et religieux se retrouvent pour « réanimer l'Europe » »**

Répondant à l'appel du pape François à « retrouver les idéaux d'origine » de l'Europe, 350 religieux et politiques sont rassemblés au Vatican, du vendredi 27 au dimanche 29 octobre, à l'invitation de la Comece pour réfléchir à l'avenir de la construction européenne.

Une vingtaine d'eurodéputés, une douzaine de parlementaires nationaux, plusieurs ministres et anciens ministres, une kyrielle de responsables de la Commission européenne et du Parlement européen, d'ambassadeurs et de chercheurs ainsi que 50 évêques de tout le continent et une dizaine de cardinaux... La Commission des épiscopats de l'Union européenne (Comece) et la Secrétairerie d'État n'ont pas lésiné sur les moyens pour mener cette réflexion sur l'avenir de l'Europe pendant deux jours, du vendredi 27 au dimanche 29 octobre au Vatican.

Une façon de montrer que « le Saint-Siège n'est pas indifférent à la problématique européenne et au destin de l'Europe », a d'emblée expliqué le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État.

### *Europe : cinq discours en trois ans pour François*

Le pape François lui-même doit clôturer samedi 28 octobre au soir les débats avec un nouveau grand discours sur l'Europe, le cinquième en trois ans pour un pontife que certains présentent, à tort, comme se désintéressant de l'Europe.

Pour le cardinal Reinhard Marx, archevêque de Munich et président de la Comece, il s'agit justement de répondre à l'appel lancé par François, lorsqu'il a reçu les dirigeants de l'Union européenne en mars 2017 pour les 60 ans des traités de Rome, à ce que l'Europe « retrouve ses idéaux d'origine ». D'où la réflexion lancée par la Comece et soutenue par le Vatican.

« Face aux grands défis, il y a une tendance à chercher les réponses du passé, à revenir aux solutions déjà essayées, ce qui est souvent une simple nostalgie et une transfiguration romantique du passé, a expliqué aux journalistes le cardinal Marx. C'est ce qu'expriment aussi les courants populistes et de retour au passé. Mais cela n'est pas notre perspective : non un regard en arrière qui embellit la réalité, mais un regard lucide sur notre présent et surtout notre futur. »

### *« Nous sommes dans une crise des valeurs »*

« Il s'agit de “réanimer” l'Europe, de l'aider à redécouvrir les charismes de ses pères fondateurs », explique Mgr Paul Richard Gallagher, secrétaire du Saint-Siège pour les relations avec les États. « Le pape et le Saint-Siège sont convaincus que cela est possible pour permettre à l'Europe d'affronter les défis qui se présentent à elle aujourd'hui ».

« Face au rôle des banques, au terrorisme, aux migrations, à la crise environnementale, aux changements induits par la quatrième révolution industrielle, nous sommes dans une crise des valeurs », reconnaît le Néerlandais Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne.

### *« Donner vie à un processus »*

« Dans la gestion de ces crises, nous avons été trop pragmatiques : on a fait des beaux PowerPoint mais nous nous sommes éloignés de nos principes », a-t-il conti-

nué dans une autocritique du rôle des politiques. « Si nous voulons que l'Europe fasse un pas en avant, il nous faut acquérir une mentalité ouverte et ne pas se tourner vers le passé et la nostalgie qui nous font oublier les peuples », a-t-il ajouté. Pour autant, le cardinal Parolin a mis en garde contre toute vision idéologique de l'Europe. Le but de cette rencontre au Vatican est bien de « donner vie à un processus plutôt que d'arriver à des résultats qui offriraient une rentabilité politique immédiate ».

« *Nous n'avons pas de réponses prêtes* »

Dans une optique toute « bergoglienne », il a invité à prendre le temps, à dialoguer, à mettre de côté les idées toutes faites au profit des réalités.

« Cette manifestation n'est pas un congrès classique, mais bien plutôt un dialogue », confirme le cardinal Marx qui a aussi repris au vol l'invitation du président français Emmanuel Macron à dialoguer avec tous les groupes.

« Nous n'avons pas de réponses prêtes et de solutions toutes faites. D'ailleurs, nous ne faisons pas de politique concrète », a insisté le cardinal Marx, soulignant que la Comece veut juste contribuer à ce que « l'Europe grand-mère » dont avait parlé le pape à Strasbourg, « ne se limite pas à surveiller et à défendre seulement ce qu'elle regroupe, mais donne aux générations futures la richesse de son expérience et les encourage à entreprendre avec confiance leur propre chemin vers l'avenir ».

Nicolas Senèze

*La Croix* du 27 octobre 2017

## **Nathalie Loiseau: « Un Brexit sans accord avec l'Union européenne ne peut plus être exclu »**

Quelle Europe voulons-nous ? Climat, conventions démocratiques, droits sociaux: la ministre des affaires européennes, Nathalie Loiseau, livre ses analyses, à la veille des Semaines sociales de France sur le thème de l'Europe. Elle prône la fermeté de l'UE dans les négociations sur le départ des Britanniques.

– *La Cop 23 qui s'achève aujourd'hui à Bonn a fait résonner la mise en garde sur un possible échec de la lutte contre le réchauffement climatique. L'Europe est-elle en mesure d'affirmer son leadership sur cet enjeu ?*

Nathalie Loiseau: C'est déjà le cas. En 2015, l'accord de Paris a été largement porté par l'Union européenne, qui a la volonté d'être à l'avant-garde sur le réchauffement climatique. Il y a une unité de vue des Européens au moment où les États-Unis ont envoyé des signaux négatifs.

Par ailleurs, l'UE est en train de finaliser la révision de sa législation sur le climat pour faire respecter ses engagements de réduction des émissions (- 40% d'ici à 2030)

et d'évolution vers le renouvelable. Ce sera à chaque État d'apporter ses réponses suivant son modèle énergétique.

La prochaine étape sera le sommet du 12 décembre à Paris pour accélérer la mise en œuvre de l'accord de Paris et notamment le financement de nouveaux projets et initiatives, c'est pour cela que le sommet est co-organisé avec la Banque mondiale et de nombreux autres partenaires.

– *Un « socle européen des droits sociaux » est proclamé aujourd'hui à Göteborg. Peut-il changer la vie des Français ?*

N. L. : Les Français bénéficient évidemment d'un standard social élevé. Nous sommes très attentifs à ce qu'il soit mieux partagé à travers l'UE, afin d'éviter une compétition entre les États membres sur le moins-disant social, le travailleur à bas coût ou de deuxième classe.

Plus largement il s'agit que l'Europe, qui ne s'était pas véritablement emparée de ces sujets, puisse commencer à mettre sur la table des projets de texte comme sur les congés parentaux ou pour les aidants... Petit à petit, il s'agit aussi d'avancer sur la définition d'un salaire minimum européen, comme sur une plus grande convergence des cotisations sociales. C'est évidemment dans notre intérêt.

– *L'accord des États sur le travail détaché, le 23 octobre, est-il une victoire en la matière ?*

N. L. : Avec cet accord, nous avons abouti à l'illustration claire et contraignante du principe « à travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail ». Cela inclut le salaire minimum et les primes, la prise en charge des transports, des repas et de l'hébergement doit venir en complément de la rémunération. Cette avancée va de pair avec un travail collectif beaucoup plus sérieux sur la lutte contre la fraude et les abus. C'est un des objectifs de l'agence européenne du travail proposée par le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker le 13 septembre.

– *Comment vont s'organiser les conventions démocratiques européennes voulues par Emmanuel Macron ?*

N. L. : Nous voulons organiser des débats à travers les territoires, à travers l'Europe, là où les États membres seront d'accord, entre le printemps et l'automne 2018. Nous ne voulons pas d'un grand débat « théologique » sur l'attachement à l'Europe ou sur les questions institutionnelles. Nous voulons d'abord faire remonter les aspirations des citoyens. L'objectif sera d'avoir la photographie la plus large possible de la manière dont les Européens de tous âges et de tous horizons « ressentent » l'Europe et quelles sont les politiques européennes auxquelles ils aspirent.

Il s'agit d'inverser la logique des années passées où les dirigeants prenaient des décisions, avant de les soumettre de manière très binaire à des populations qui n'avaient pas été associées à la réflexion en amont.

– *Comment voulez-vous procéder ?*

N. L. : Nous proposerons à nos partenaires de mettre en place un « chapeau commun », un questionnaire en ligne qui permettra une vision globale et des comparaisons utiles d'un pays à l'autre.

Ensuite, des versions nationales du débat pourront être déclinées, organisées ou facilitées par les autorités dans les collectivités locales, les universités, les syndicats, les entreprises, les chambres de commerce et d'agriculture...

Aucun État membre ne sera obligé d'organiser des Conventions démocratiques bien sûr. Nous avons déjà des marques d'intérêt de l'Italie, de l'Irlande, de la Grèce ou de l'Allemagne... et il y a eu un accueil très favorable de Jean-Claude Juncker et de la Commission.

– *Pourrez-vous compter sur le futur gouvernement allemand pour mener à bien les autres chantiers européens ?*

N. L. : Nous avons beaucoup de points de convergence avec Berlin en ce moment : sur la taxation des géants du numérique, sur le travail détaché, sur la gestion des flux migratoires et sur l'Europe de la Défense... C'est sur l'avenir de la zone euro qu'il y a des points de divergences. Aujourd'hui, tout ce qui ressemble à de la mutualisation de dette suscite la méfiance des libéraux allemands, actuellement en négociation pour entrer au gouvernement. Nous ne proposons pourtant rien d'autre que de nous préparer à des chocs futurs. Sur la finalisation de l'union bancaire il y a des nuances mais nous avançons. Sur l'union des marchés de capitaux, nous devons aussi progresser.

Il faudra plus de temps en revanche pour avancer sur un budget de la zone euro. Sur ces sujets, la France peut reprendre la main car désormais elle tient ses promesses budgétaires et ses engagements de réformes, ce qui renforce sa crédibilité. La fenêtre d'opportunité pour réformer l'Europe est plus ouverte que jamais, j'en suis convaincue. Le Brexit aurait pu tétaniser les Européens mais c'est l'inverse qui se produit.

– *Pourtant les négociations avec Londres semblent au point mort. Un divorce à l'amiable est-il compromis ?*

N. L. : L'unité des 27 est sans faille : il faut absolument régler toutes les modalités de la séparation avant d'envisager les contours de la relation future entre Bruxelles et Londres.

Un départ du Royaume-Uni sans accord avec l'UE ne peut plus être exclu. Ce serait une mauvaise nouvelle pour l'Europe et sans doute plus encore pour le Royaume-Uni. C'est le moment pour les Européens d'être fermes, d'autant que les négociations traînent faute de réponses précises des Britanniques sur de nombreux points. Le sujet sur lequel on a le moins avancé, c'est le règlement financier des engagements pris par le Royaume-Uni en sa qualité d'État membre.

– *La France peut-elle espérer obtenir, lundi 20 novembre, le siège de l'agence du médicament ou de l'agence bancaire, aujourd'hui basées à Londres ?*

N. L. : Il y a énormément de candidats (19 pour l'agence du médicament et huit pour l'agence bancaire) et tout est encore très ouvert. Il faut avoir à l'esprit que les États qui n'ont pas d'agences sur leur sol estiment qu'elles doivent être mieux réparties. Les critères de choix ne seront pas seulement liés aux qualités intrinsèques de telle ou telle candidature... Nous continuons à défendre les candidatures de Paris et de Lille.

Marie Dancer, Jean-Baptiste François et Jean-Christophe Ploquin  
*La Croix* du 16 novembre 2017

## **Dossier : Histoires d'amitié**

### **L'Europe aux sources de ce qui nous unit**

Les Semaines sociales de France tiennent leur session annuelle samedi 18 et dimanche 19 novembre sur le thème: « Quelle Europe voulons-nous ? ». À cette occasion, « La Croix » consacre un dossier sur les liens d'amitié indéfectibles qui unissent les Européens.

Avant d'être amis, les peuples doivent apprendre à ne plus être ennemis. C'est sans doute le grand œuvre de l'Union européenne, d'avoir réussi à garantir plus d'un demi-siècle de paix pour la première fois dans l'histoire du Vieux Continent. Les programmes d'échange, l'enchevêtrement des intérêts économiques, l'espace de libre circulation ont créé une interdépendance neutralisant les conflits. Mais pas seulement. Des millions d'hommes et de femmes ont fait, ensemble, l'expérience sensible de l'Europe, se sont enrichis de ses nombreuses cultures, traditions et langues. Des amitiés fortes en sont nées comme pour épouser la devise de l'UE, « Unie dans la diversité ».

Mais voilà que l'Union fêdère moins. L'édifice se lézarde sur fond de populisme et de crise des identités, comme l'a montré le Brexit, et plus récemment les velléités séparatistes catalanes. Les raisons de l'adhésion sont de moins en moins audibles. C'est justement pour raviver la flamme que les Semaines sociales de France consacrent leur 92e session à la question « Quelle Europe voulons-nous ? », en renouant avec les méthodes qui ont fait leur preuve.

L'édition s'est nourrie d'une année d'échanges et des « voyages apprenants » à Bruxelles et à Berlin, à la rencontre de ces « autres » européens. C'est aussi le choix de La Croix de revenir aux sources de ce qui nous unit. Par le témoignage de ces citoyens qui, grâce à leur expérience d'Europe, ont noué des liens d'amitié indéfectibles. Par la mise en lumière de ce qui, dans l'histoire, nous a permis de surmonter

nos divergences. Par les initiatives innovantes qui ont pris le relais et qui continuent à provoquer la rencontre.

Jean-Baptiste François  
*La Croix* du 18 novembre 2017

## **Des liens nés dans le syndicalisme**

Jean-Pierre Bobichon et Slawomir Czarlewski. L'un est conseiller de Notre Europe-Institut Jacques-Delors, l'autre est diplomate.

Quand on leur demande à quand remonte leur amitié, aucune hésitation ! La date du 13 décembre 1981 vient spontanément, même s'ils s'étaient croisés avant. Des photos d'archives prises à Paris lors de manifestations devant l'ambassade de la République populaire de Pologne en témoignent. Entre le Français Jean-Pierre Bobichon et le Polonais Slawomir Czarlewski, c'est un tournant de l'histoire qui a forgé le lien.

### ***Une amitié par les gestes***

À cette date précise en Pologne, l'état de guerre était déclaré par le pouvoir communiste pour contrer le syndicat Solidarnosc, « suspendu » par décret du général Jaruzelski, avant d'être interdit un an plus tard. Au même moment, le militant CFDT Jean-Pierre Bobichon revenait in extremis de Varsovie où il conduisait une délégation de son syndicat en soutien à la protestation sociale. Slawomir Czarlewski, 26 ans, lui, était directeur de section de Solidarnosc à Gdansk. En séjour à Paris, il s'est retrouvé dans l'impossibilité de rentrer dans son pays, comme plusieurs centaines de ses compatriotes. L'entraide qui a suivi a fait le reste.

« La base de notre amitié a été émotionnelle. Quand je vois le visage souriant de Jean-Claude Bobichon, c'est toute la générosité spontanée et collective de l'époque que je perçois. Nous n'avions nulle part où aller et nous avons été hébergés », se souvient Slawomir Czarlewski. Une amitié par les gestes plus que par la parole. « Seuls 3 ou 4 d'entre nous parlaient français. Les intellectuels liés à la CFDT nous ont poussés à nous inscrire à l'Alliance française pour apprendre la langue », poursuit-il.

La CFDT, sous l'impulsion de son secrétaire général Edmond Maire, avait été le premier syndicat européen à envoyer un syndicaliste européen, le métallo Claude Sardais, sur les chantiers navals de Gdansk pour épauler les travailleurs en grève, en août 1980. Fin 1981, toute une organisation se met en branle depuis Paris, immédiatement ouverte aux autres centrales syndicales de l'époque – FO, CFTC, FEN, CGC mais pas la CGT. Un comité de coordination de Solidarnosc en France codirigé par Slawomir Czarlewski est créé.

### **Concrétiser les liens**

Aujourd'hui, les deux hommes ne se voient pas tous les jours. Mais l'un finit les phrases de l'autre lorsqu'il s'agit de raconter les anecdotes de l'époque : la file des quidams venus en masse faire la queue devant la CFDT pour acheter le badge Solidarnosc en signe de soutien ; le soutien à la clandestinité du mouvement en Pologne, avec l'envoi de camions chargés d'aide de première nécessité, mais aussi de machines à écrire, rotatives, papier ; les bulletins d'informations hebdomadaires qui donnaient des nouvelles fraîches de la situation sur place.

Ils rient ensemble en se souvenant qu'ils ont obtenu une messe de Jean-Marie Lustiger, alors archevêque de Paris, en mémoire de Tadeusz Mazowiecki, dont la rumeur disait – à tort – qu'il avait été torturé et tué par le régime communiste. Quelques années plus tard, l'homme devait être le premier chef de gouvernement non communiste d'un pays signataire du pacte de Varsovie.

Autre temps partagé : l'organisation à la hâte d'un meeting à la Mutualité, le 23 décembre, pour concrétiser le réseau de liens entre les syndicalistes, la société civile et les intellectuels. « Deux jours avant Noël, c'était fou, il y avait salle comble, avec le soutien de Michel Foucault, Simone Signoret, Jacques Le Goff, Yves Montand, Alain Touraine, etc. », raconte Jean-Pierre Bobichon.

Peu à peu, les liens spontanés se sont structurés. « J'ai proposé des jumelages », confie Slawomir Czarlewski. La CFDT Paris (à laquelle appartenait Jean-Pierre Bobichon) aidait Varsovie, FO Bretagne épaulait Gdansk, la CFTC Paris Cracovie... Des petits cailloux semés pour plus tard. « Par la suite, l'organisation des collectivités territoriales françaises a beaucoup inspiré les institutions polonaises », ajoute Slawomir Czarlewski.

### **« Il fallait s'engager »**

Les carrières des deux hommes se sont croisées plus tard, à Bruxelles cette fois. Jean-Pierre Bobichon s'y trouvait en poste auprès du président de la Commission européenne Jacques Delors, dont il est encore aujourd'hui le conseiller.

Slawomir Czarlewski, lui, y était à la direction de la représentation de Solidarnosc (1982-1984) puis en tant qu'ambassadeur de Pologne au royaume de Belgique (2007-2012). « Il fallait s'engager. Chacun à sa hauteur pouvait faire des miracles », affirme ce dernier.

Sous l'impulsion de Jacques Delors, une représentation de la Commission européenne est envoyée au 2e congrès de Solidarnosc à Gdansk en 1990, dix ans après le congrès fondateur. « Le message en direction de la Pologne était très fort : la place du pays était dans la communauté européenne », souligne Slawomir Czarlewski. « Que la Pologne d'aujourd'hui s'en souvienne », ajoute Jean-Pierre Bobichon.

Jean-Baptiste François

*La Croix* du 18 novembre 2017

## Deux entrepreneurs au lien « franc et entier »

Renaud Blanc et Tatjana Obrazcova. Lui est PDG de Mont-Blanc Hélicoptères et elle entrepreneuse dans l'aviation d'affaires.

Tout a commencé il y a deux ans par une prise de contact entre deux entrepreneurs, à 2 000 km de distance. Renaud Blanc est alors PDG de Mont-Blanc Hélicoptères (secours, opérations de levage, prises de vue aériennes...) et, en tant que pilote professionnel, comptabilise les 2 000 secours en montagne. Tatjana Obrazcova vient de démissionner de son poste, en Lettonie, de directrice marketing d'une société de services dans l'aviation d'affaires, pour monter sa propre structure, dont un site d'actualité internationale sur ce secteur.

« J'avais besoin d'une expertise extérieure pour le projet d'un client. Des amis communs m'ont orientée vers Renaud. Il est venu en Lettonie. J'ai vu son sérieux et sa simplicité, malgré la différence de taille de nos structures : moi et mes deux salariés, lui et ses 27 bases avec plus de 300 salariés en France et en Suisse. Surtout, il faisait ce qu'il disait, ce qui est rare », raconte Tatjana.

Ils deviennent rapidement amis. « C'est loin d'être courant dans le milieu des affaires, où j'ai appris à me méfier, et a fortiori dans les pays post-soviétiques, où le capitalisme a amené de la criminalité. Sur le plan personnel comme professionnel, je peux compter sur lui. »

### Amis et collègues

Pour Renaud, 45 ans, la passion de l'aviation a été le premier lien. À la tête d'une entreprise familiale, il se dit aussi « naturellement porté sur l'affectif ». En Tatjana, il a senti « le caractère fort des pays de l'Est... un peu comme nous, les Savoyards : un peu bruts de décoffrage au début, mais francs, entiers, fidèles dans l'amitié ». Il apprécie chez elle une combativité, le sens de la compétition, un vrai charisme.

Plus tard, dans d'autres cercles français, Tatjana a rencontré son futur mari. La boucle était bouclée, pour elle qui avait fait toute sa scolarité à l'école française, à Riga, et avait passé trois mois à Paris à 16 ans.

Elle s'installe bientôt à Strasbourg, où, comme consultante pour des acteurs locaux, elle étudie l'opportunité de créer une base d'hélicoptères. Mont-Blanc Hélicoptères a fait de ce projet une réalité en septembre, sur l'aéroport d'Entzheim. Tatjana, embauchée depuis par la société, en est la représentante commerciale (parallèlement à son activité indépendante) et apporte son précieux carnet d'adresses de la clientèle d'affaires russophone.

Elise Descamps  
*La Croix* du 18 novembre 2017

## Rapprochées par la « magie européenne »

Marta Garda et Lucie Rousselle. L'une est fonctionnaire européenne et l'autre, cadre dans le privé.

« Même si on a deux langues, deux cultures différentes, nous avons des expériences semblables », explique Marta Garda, 28 ans, quand on lui demande pourquoi elle s'est si bien entendue avec Lucie Rousselle, dès le début de leur stage au sein de la direction générale du commerce à la Commission européenne. La première est italienne, la seconde belge. Parmi leurs « expériences semblables », elles évoquent surtout des séjours prolongés, seules, à l'étranger.

Avant de se rencontrer, l'une comme l'autre comptaient déjà des amis issus d'horizons variés, mais entre elles, c'est bien la « magie européenne » qui a opéré : dans cette institution communautaire, elles découvraient une reproduction miniature de cette Europe qu'elles connaissaient déjà bien – dans toute sa diversité, sa beauté, mais aussi sa bizarrerie.

« Nous sommes profondément européennes, dans le sens que cela revêt aujourd'hui », expose Marta Garda. Elle dessine des cercles avec son doigt : le premier, c'est l'Italie, le deuxième la Belgique, le troisième la France, et ainsi de suite. Elle pointe l'intersection entre les ronds : « Nous, en Europe, on est là. Dans l'intergroupe. » Elle résume : « En cinq mois de stage, ce n'est pas sur le plan professionnel que nous avons le plus appris. Nous avons expérimenté l'Europe à l'âge adulte. C'est bien différent d'un séjour Erasmus en tant qu'étudiant. »

Depuis, Marta Garda a été recrutée par la Commission, tandis que Lucie Rousselle a rejoint le privé. Les deux restent rarement à Bruxelles le week-end : purs produits de la « génération Easyjet », elles s'envolent vers des contrées plus ou moins éloignées. Prochain arrêt : Kiev, en Ukraine.

Céline Schoen

*La Croix* du 18 novembre 2017

## Européens, amis pour le pire et le meilleur

Malgré les désaccords qui entravent la construction européenne, les peuples européens savent aujourd'hui surmonter les crises les plus graves, souvent avec comme bouclier les pires moments du passé.

C'est une histoire qui oscille entre amour et haine, fascination et répulsion, adhésion et rejet. Ses ressorts sont toujours à l'œuvre aujourd'hui en Europe même si le Vieux Continent traverse un temps de paix d'une durée sans précédent.

« C'est sous la forme de palimpseste que l'effort de réconciliation européen transparaît au fil des siècles. Au-delà des ruptures, c'est la transformation des relations entre

anciens adversaires qui retient l'attention », estime Valérie Rosoux, politologue et philosophe basée à l'Université catholique de Louvain en Belgique. Après les guerres de religion, l'édit de Nantes et la Pax christiana. Après les déchirements franco-britanniques, l'Entente cordiale, en 1830 puis en 1904. Après la Première Guerre mondiale, les accords de Locarno en 1925, prémices du rapprochement franco-allemand...

### *Surmonter les différends*

Le tissu européen peut craquer, mais la trame reste, comme le montre l'ambivalence de certaines grandes figures de l'histoire. Le général de Gaulle, durant son exil à Londres, affirmait : « La France n'a pas d'ami, elle n'a que des intérêts. » Il adaptait là le bon mot attribué à Lord Palmerston au XIX<sup>e</sup> siècle qui disait la même chose à propos de l'Angleterre. Ce postulat a eu la vie dure y compris par la suite. « Les pères fondateurs de l'Europe n'évoquent pas les mots amitié, pardon ou réconciliation, il y est plutôt question d'intérêts communs », explique Valérie Rosoux.

Cela n'a pas empêché de Gaulle de signer en 1963 le « traité d'amitié » franco-allemand de l'Élysée, entraînant d'intenses échanges bilatéraux portés par l'Office franco-allemand pour la jeunesse, les lycées franco-allemands ou le jumelage de villes. Ce changement profond de relation reste encore aujourd'hui le modèle de réconciliation, inspirant la lettre des évêques polonais aux évêques allemands en 1965 (« Nous pardonnons et implorons le pardon »), ou plus récemment (avec moins de réussite) la résolution des conflits aux Balkans. Cette dynamique, liée aux instances de dialogue européennes, a permis de surmonter les différends.

Mais aujourd'hui, cet élan se serait-il perdu en route, alors que les souverainismes semblent marquer leur retour en Europe ? Le continent vit de nouvelles secousses, depuis le vote du Brexit et le réveil de l'indépendantisme en Catalogne. Les divergences économiques se creusent entre le nord et le sud, avec pour toile de fond la crise financière et la faillite grecque. Le ton monte entre l'UE et la Hongrie ou la Pologne, deux pays sous le coup de procédures pour leurs entailles à l'état de droit.

Malgré cela, Valérie Rosoux continue à trouver pertinente la notion d'amitié « comme un horizon d'attente, quelque chose vers quoi on irait ». Le contexte international s'y prête plutôt bien, selon la chercheuse : « Pour forger une amitié, la présence d'une menace extérieure commune joue un rôle clé. Par le passé, c'était la guerre froide. Aujourd'hui, l'arrivée au pouvoir du président américain Donald Trump, sa volonté de remettre en cause l'accord sur le climat, peuvent entraîner une poussée europhile. »

### *Une histoire qui protège*

Étienne François, membre de l'Académie des sciences de Berlin-Brandebourg, reste lui aussi optimiste. Codirecteur du très récent ouvrage collectif *Europa*, notre histoire (1), associant 109 historiens et intellectuels du monde entier pour explorer 25 siècles d'héritage, il affirme que rien n'est perdu tant qu'un « dialogue reposant

sur la reconnaissance réciproque » est maintenu. « C'est vrai que l'Europe est traversée par des tensions multiples, ce n'est pas un continent d'harmonie. Personne ne veut être réduit au plus petit dénominateur commun. Mais si l'Europe était homogène, elle serait bien ennuyeuse ! », estime-t-il.

Face aux affrontements entre États, l'histoire protège. « Notre passé commun nous invite à régler nos conflits de manière créative plutôt que par l'élimination ou l'exclusion », poursuit Étienne François. Il en veut pour preuve l'exemple de la crise grecque : « Jamais les partisans de l'exclusion de la Grèce de la zone euro n'ont été en mesure de l'emporter. »

Dans ce dossier, Athènes n'a pas été ménagée. De lourds sacrifices ont été imposés à la Grèce, mais la mémoire du passé a évité la rupture. Les Grecs ont rappelé aux Allemands que les ravages subis pendant la guerre n'ont jamais été suivis de réparations. Et des responsables tel que le commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, ont affirmé qu'il était hors de question d'« expulser Platon ».

### *Des appartenances européennes multiples*

D'autres contrepoids aux réactions de repli existent, comme les appartenances européennes multiples. « L'indépendantiste catalan Carles Puigdemont est marié à une Roumaine et parle sept langues, c'est sans doute l'indice qu'il est allé plus loin que sa pensée », estime Étienne François.

L'historien est sorti vivifié des discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe, à Athènes, à la Sorbonne ou à Francfort, où il était présent. La proposition phare qu'il retient de ses allocutions n'est pas l'Europe de la défense, la création d'un budget de la zone euro ou même la relance du couple franco-allemand, mais la volonté de renforcer l'apprentissage d'une troisième langue.

« Voir apparaître des générations trilingues me semble essentiel, car c'est grâce la pensée d'un tiers qu'on arrive à sortir de l'impasse des dualités », explique-t-il. L'ancien directeur du Centre Marc-Bloch voit d'un bon œil la création d'un Erasmus des apprentis et des lycéens. « Les séjours assez longs à l'étranger forgent des amitiés durables et la compréhension de l'autre. C'est encore un privilège. Il devrait être accessible à tous. »

Jean-Baptiste François

*La Croix* du 18 novembre 2017

## **« L'Europe se construit par des rencontres »**

Entretien de Frère Alois, prier de la communauté de Taizé

Comme chrétiens, nous avons un rôle à jouer dans la création d'une conscience européenne. S'il n'y a plus de mur entre l'Est et l'Ouest, d'autres murs s'édifient,

faits d'incompréhensions, de préjugés. Pourrions-nous aider davantage nos différents peuples à découvrir que ce qui nous est commun est plus profond que nos divergences? À Taizé, nous sommes témoins que beaucoup de jeunes Européens voudraient une Europe solidaire entre tous les pays européens et ouverte aux peuples des autres continents, notamment à ceux qui traversent les plus grandes épreuves. En vivant ensemble plusieurs jours près de notre communauté des jeunes parvient à franchir des murs de séparation. Durant la guerre des Balkans, nous avons accueilli des Serbes et des Croates. Se rencontrer n'était pas toujours facile, mais dans une écoute réciproque certains ont compris que tous avaient souffert du conflit. Ces dernières années des expériences semblables sont faites par des jeunes russes et ukrainiens. Les rencontres européennes de jeunes que nous préparons chaque fin d'année dans une grande ville (Bâle cette année), contribuent à élargir les cœurs. Sans rencontres de personne à personne, l'Europe ne peut pas se construire. L'unité du continent se fait si davantage de dialogue et d'amitié s'instaurent. Ainsi les attitudes parfois discordantes sont mieux déchiffrées, des réactions motivées seulement par l'émotion peuvent être évitées.

Claire Lesegretain  
*La Croix* du 18 novembre 2017



# **Annexes**



# L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales

## 1904-2015 : plus d'un siècle d'engagements

Les Semaines sociales de France ont été créées en 1904 par Marius Gonin et Adéodat Boissard, deux catholiques laïcs soucieux de faire connaître la pensée sociale de l'Église et d'en appliquer les enseignements à l'actualité. L'initiative prolongeait l'encyclique *Rerum novarum* (1891) du pape Léon XIII dénonçant les conditions de travail des ouvriers.

Depuis lors, les Semaines sociales n'ont cessé de se préoccuper des mutations économiques, politiques, culturelles, scientifiques et technologiques, ainsi que de leur incidence sur la société, à la lumière de la pensée sociale de l'Église et de son évolution. Elles s'expriment notamment par une session annuelle consacrée à un grand thème de réflexion : université ouverte, accueillant un public large, mais aussi itinérante, ces assemblées se déroulant au fil des ans dans des villes d'accueil différentes. Ainsi les Semaines sociales ont-elles traité entre les deux guerres des grands problèmes sociaux, des inquiétudes de l'époque liées au maintien de la paix, à l'évolution de la démocratie. Après la seconde guerre mondiale, elles ont abordé avec une optique économique prononcée les problèmes du tiers-monde et les phénomènes de socialisation. Dans les années 2000, elles ont successivement débattu de l'évolution de la famille, de la relation entre mondialisation et nations, des migrants, du rôle de l'argent. En 2004, année de l'Europe à vingt-cinq mais aussi du centenaire des Semaines sociales, la rencontre a porté sur les nouveaux enjeux de cette Europe encore à inventer. Les années suivantes, elles ont débattu de la transmission, de « Qu'est-ce qu'une société juste ? », du développement durable et solidaire, de la place des religions dans nos sociétés, des nouvelles solidarités, des migrants, des nouvelles formes de démocratie. L'année 2012 a traité de la « nouvelle donne » entre hommes et femmes et notamment du travail qui est à faire pour aller vers une égalité qui ne soit pas une uniformité. L'année 2013 a cherché, à travers les évolutions des années récentes, comment réinventer le travail. L'année 2014, a exploré en quoi la « transition fulgurante » des technosciences nous invite à nous positionner face à cette mutation, avec notre humanité. L'année 2015 a eu pour enjeu de porter un regard neuf sur la mondialisation en découvrant ou en redécouvrant les religions et les cultures comme « ressources pour imaginer autrement le monde ». L'année 2016 a permis d'élaborer de manière collaborative des propositions autour de deux convictions : l'éducation, c'est l'affaire de toute une vie ; l'éducation, ça marche mieux quand les différents acteurs nouent des alliances et travaillent ensemble.

## **Les idées des Semaines sociales à l'origine de grandes réformes**

Dès avant 1914, les Semaines proposaient l'assurance chômage, le développement généralisé de l'assurance-maladie, l'impôt progressif sur le revenu, l'égalité des salaires masculins et féminins, le salaire minimum garanti pour le travail à domicile, la journée de huit heures, le congé hebdomadaire généralisé du samedi après-midi... Beaucoup de ces réformes n'interviendront que cinq, dix ou même cinquante ans après. En 1987, les Semaines sociales militaient pour le RMI qui dut encore attendre quelques années pour être instauré. En 2000 a été lancée, à la tribune des Semaines, l'idée d'un « statut du travailleur », pour mieux organiser le temps d'activité et de formation, et mieux gérer les transitions entre deux emplois ; en 2004, ce fut l'idée d'un service civil européen ; en 2013, à la suite du statut du travailleur fut formulée la proposition d'un « livret professionnel universel », dont une application à la formation a été votée en 2014. En se plaçant dans une vision chrétienne des problèmes sociaux, économiques et politiques de leur temps, les Semaines sociales ont, par leurs propositions, anticipé des solutions qui allaient s'imposer à plu Jean Louis Bianco s ou moins long terme dans l'évolution de la société.

## **De grands intervenants aux Semaines sociales**

Aujourd'hui comme hier, des personnalités de haut niveau se sont régulièrement exprimées à la tribune des Semaines sociales : Sylviane Agacinski, Michel Albert, Jacques Arènes, Martine Aubry, Jacques Barrot, François Bayrou, Jean Louis Bianco, Cheikh Khaled Bentounes, Laurent Berger, Jean-Paul Betbèze, Maurice Blondel, Loïc Blondiaux, Jean Boissonnat, Michel Bon, Jean-Louis Boulanges, Christine Boutin, Henri de Castries, Bertrand Collomb, Jean-Paul Delevoe, Jacques Delors, Jean-François Deniau, Marie Derain, Xavier Emmanuelli, Claude Evin, Véronique Fayet, Étienne Fouilloux, Geneviève Fraisse, Bruno Frappat, Franck Fregosi, Marcel Gauchet, Bronislaw Geremek, Pierre Giorgini, René Girard, Pierre-Noël Giraud, Sylvie Goulard, Samuel Grzybowski, Élisabeth Guigou, Henri Guittou, Danièle Hervieu-Léger, Martin Hirsch, Georges Hourdin, Philippe d'Iribarne, Yannick Jadot, Jacques Julliard, Jean-Claude Juncker, Alain Juppé, Julia Kristeva, Pascal Lamy, Elena Lasida, René Lenoir, Alain Lipietz, Pierre Manent, Véronique Margron, Jean-Luc Marion, Jacques Maritain, Hervé Mariton, Jean-François Mattei, Philippe Maystadt, Dominique Méda, Francis Mer, Olivier Mongin, Nicole Notat, Asma Nouira, Christine Pedotti, Vincent Peillon, Bernard Perret, Michelle Perrot, François Perroux, Jean-Marie Petitclerc, Jean-Philippe Pierron, Romano Prodi, Viviane Reding, René Rémond, Cécile Renouard, Paul Ricoeur, Michel Rocard, Robert Rochefort, Benoît Roger-Vasselín, Pierre Rosanvallon, Geoffroy Roux de Bézieux, Joseph Rován, Albert du Roy, Nathalie Sarthou-Lajus, Frédéric Saint-Geours,

Nicolas Sarkozy, Bernard Stasi, Nicholas Stern, Dominique Strauss-Kahn, Claude Thélot, Paul Thibaud, Marisol Touraine, Paul Valadier, Laurent Villemin, François Villeroy de Galhau, Vaira Vike-Freiberga, Patrick Viveret.

## **Les instances et l'organisation des Semaines sociales de France aujourd'hui**

Après avis du comité, le conseil d'administration choisit le thème des réflexions et assure le déroulement des rencontres. Pour faire ce travail, il s'entoure de commissions spécialisées, composées de membres du conseil et du comité, d'une commission jeunes et des responsables des antennes régionales des Semaines sociales de France. Tous les membres de ces instances sont bénévoles.

Le conseil et le comité s'appuient sur une équipe de permanents, constituée de Frédéric Rochet, Ondine Vernier et Jocelyne Jenot.

### *Membres du conseil d'administration*

Dominique Quinio (présidente), Bernard Chenevez (secrétaire général), Denis Vinckier (vice-président aux antennes régionales), Pierre-Yves Stucki (vice-président délégué aux jeunes), Thierry Raynaud (trésorier), Antoine Arjakovsky, Catherine Belzung, Marianne de Boisredon, Arnaud Broustet, Marie-Charlotte Fauduet, Bertrand Hériard Dubreuil, Elena Lasida, Pierre-Yves Le Priol, Guillaume Légaut, Alberte Luciani, Paul Malartre, Laurent Montfort, Mathieu Monconduit, Jean-Pierre Rive, Philippe Segretain, Marie Noëlle Sicard, Geoffroy de Vienne, Marcela Villalobos Cid.

### *Présidents d'honneur*

Michel Camdessus, Jérôme Vignon.

## **L'ancrage de proximité des Semaines sociales de France**

Depuis des décennies, les Semaines sociales sont attachées à l'existence d'une réflexion de proximité, en lien avec la variété des territoires. À cette fin, elles s'appuient aujourd'hui sur un réseau de vingt-cinq « antennes régionales », associations de laïcs qui, dans plusieurs villes de France, s'inspirent des mêmes valeurs sociales chrétiennes, du même goût de l'engagement et de la même méthode d'organisation de débats ouverts à toutes les sensibilités, sur des thèmes d'actualité, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, scientifiques ou culturels.

## **La démarche européenne des Semaines sociales de France**

Au cours des années 90, les Semaines sociales de France ont pris acte du fait que les problèmes de société ne pouvaient désormais être étudiés et débattus qu'en

les situant dans le contexte européen. Des contacts ont été établis avec différents acteurs européens proches de l'esprit des Semaines sociales de France. Cette action de longue haleine s'est manifestée en 2004 par la présence de 1 000 participants européens à la Semaine sociale du centenaire. Le réseau s'est structuré et s'est donné un nom « IXE » (Initiatives de chrétiens pour l'Europe). Il rassemble près d'une vingtaine de structures en Europe de l'Ouest et de l'Est et prend position sur divers sujets. Par ailleurs, la formule des Semaines sociales semble séduire puisque plusieurs pays organisent une Semaine sociale.

#### Renseignements

Semaines sociales de France

18 rue Barbès 92128 Montrouge Cedex

Tél. +33 (0)1 74 31 69 00

Fax +33 (0)1 74 31 60 99

Mail : [communication@ssf-fr.org](mailto:communication@ssf-fr.org)

Sites : [www.ssf-fr.org](http://www.ssf-fr.org) et [www.ssf-lasession.org](http://www.ssf-lasession.org)

# Les sessions des Semaines sociales de France

I<sup>e</sup> session - Lyon - 1904

**Une semaine sociale : cours de doctrines et de pratiques sociales**

II<sup>e</sup> session - Orléans - 1905

III<sup>e</sup> session - Dijon - 1906

IV<sup>e</sup> session - Amiens - 1907

V<sup>e</sup> session - Marseille - 1908

VI<sup>e</sup> session - Bordeaux - 1909

VII<sup>e</sup> session - Rouen - 1910

VIII<sup>e</sup> session - Saint-Étienne - 1911

IX<sup>e</sup> session - Limoges - 1912

X<sup>e</sup> session - Versailles - 1913

XI<sup>e</sup> session - Metz - 1919

**Principes et action du catholicisme social**

XII<sup>e</sup> session - Caen - 1920

**La crise de la production et la sociologie économique**

XIII<sup>e</sup> session - Toulouse - 1921

**La crise de la probité publique et le désordre économique**

XIV<sup>e</sup> session - Strasbourg - 1922

**Le rôle économique de l'état**

XV<sup>e</sup> session - Grenoble - 1923

**Le problème de la population**

XVI<sup>e</sup> session - Rennes - 1924

**Le problème de la terre dans l'économie nationale**

XVII<sup>e</sup> session - Lyon - 1925

**La crise de l'autorité**

XVIII<sup>e</sup> session - Le Havre - 1926

**Le problème de la vie intellectuelle**

XIX<sup>e</sup> session - Nancy - 1927

**La femme dans la société**

XX<sup>e</sup> session - Paris - 1928

**La loi de charité, principe de vie sociale**

XXI<sup>e</sup> session - Besançon - 1929

**Les nouvelles conditions de la vie industrielle**

XXII<sup>e</sup> session - Marseille - 1930

**Le problème social aux colonies**

XXIII<sup>e</sup> session - Mulhouse - 1931

**La morale chrétienne et les affaires**

XXIV<sup>e</sup> session - Lille - 1932

**Le désordre de l'économie internationale et la pensée chrétienne**

XXV<sup>e</sup> session - Reims - 1933

**La société politique et la pensée chrétienne**

XXVI<sup>e</sup> session - Nice - 1934

**Ordre social et éducation**

XXVII<sup>e</sup> session - Angers - 1935

**L'organisation coopérative**

XXVIII<sup>e</sup> session - Versailles - 1936

**Les conflits de civilisation**

XXIX<sup>e</sup> session - Clermont-Ferrand - 1937

**La personne humaine en péril**

XXX<sup>e</sup> session - Rouen - 1938

**La liberté et les libertés dans la vie sociale**

XXXI<sup>e</sup> session - Bordeaux - 1939

**Le problème des classes dans la communauté nationale  
et dans l'ordre humain**

XXXII<sup>e</sup> session - Toulouse - 1945

**Transformation sociale et libération de la personne**

XXXIII<sup>e</sup> session - Strasbourg - 1946

**La communauté nationale**

XXXIV<sup>e</sup> session - Paris - 1947

**Le catholicisme face aux grands courants contemporains**

XXXV<sup>e</sup> session - Lyon - 1948

**Peuples d'outre-mer et civilisation occidentale**

XXXVI<sup>e</sup> session - Lille - 1949

**Réalisation économique et progrès social**

XXXVII<sup>e</sup> session - Nantes - 1950

**Le monde rural dans l'économie moderne**

XXXVIII<sup>e</sup> session - Montpellier - 1951

**Santé et société. Les découvertes biologiques et la médecine  
au service de l'homme**

XXXIX<sup>e</sup> session - Dijon - 1952

**Richesse et misère, croissance et répartition du revenu national**

XL<sup>e</sup> session - Pau - 1953

**Guerre et paix. De la coexistence des blocs à une communauté internationale**

XLI<sup>e</sup> session - Rennes - 1954

**Crise du pouvoir et crise du civisme**

XLII<sup>e</sup> session - Nancy - 1955

**Les techniques de diffusion dans la civilisation contemporaine**

XLIII<sup>e</sup> session - Marseille - 1956

**Les exigences humaines et l'expansion économique**

XLIV<sup>e</sup> session - Bordeaux - 1957

**Familles d'aujourd'hui**

XLV<sup>e</sup> session - Versailles - 1958

**L'enseignement, problème social**

XLVI<sup>e</sup> session - Angers - 1959

**La montée des peuples dans la communauté humaine**

XLVII<sup>e</sup> session - Grenoble - 1960

**Socialisation et personne humaine**

XLVIII<sup>e</sup> session - Reims - 1961

**L'europe des personnes et des peuples**

XLIX<sup>e</sup> session - Strasbourg - 1962

**La montée des jeunes dans la communauté des générations**

L<sup>e</sup> session - Caen - 1963

**La société démocratique**

LI<sup>e</sup> session - Lyon - 1964

**Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine**

LII<sup>e</sup> session - Brest - 1965

**L'homme et la révolution urbaine**

LIII<sup>e</sup> session - Nice - 1966

**L'opinion publique**

LIV<sup>e</sup> session - Nantes - 1967

**Le développement, la justice et la paix**

LV<sup>e</sup> session - Orléans - 1968

**L'homme dans la société en mutation**

LVI<sup>e</sup> session - Lille - 1969

**Quelle économie ? Quelle société ?**

LVII<sup>e</sup> session - Dijon - 1970

**Les pauvres dans les sociétés riches**

LVIII<sup>e</sup> session - Rennes - 1971

**Contradictions et conflits. Naissance d'une société**

LIX<sup>e</sup> session - Metz - 1972

**Couples et familles dans la société d'aujourd'hui**

LX<sup>e</sup> session - Lyon - 1973

**Chrétiens et églises dans la vie politique**

*À compter de 1976, des Actes des sessions sont édités.*

LXI<sup>e</sup> session - Paris - 1976

**Travail, inégalité et changement social**

*Éditions Desclée de Brouwer, Paris.*

LXIII<sup>e</sup> session - Colmar - 1980

**Santé et société**

*Éditions du Centurion, Paris.*

LXIV<sup>e</sup> session - Lille - 1982

**Quel travail social pour notre temps ?**

*Éditions ESF, Paris.*

LXV<sup>e</sup> session - Bordeaux - 1986

**La justice dans la vie des hommes d'aujourd'hui**

*Éditions ESF, Paris.*

LXVI<sup>e</sup> session - Paris - Saint-Denis - 1987

**Travail et emploi ; problème de société et problème de l'homme**

*Éditions ESF, Paris.*

LXVII<sup>e</sup> session - Paris - Saint-Denis - 1989

**Les défis de la formation. quelle personne ? Pour quelle société ?**

*Éditions ESF, Paris.*

LXVIII<sup>e</sup> session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1991

**Concurrence et solidarité : l'économie de marché, jusqu'où ?**

*Éditions ESF, Paris.*

LXIX<sup>e</sup> session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1993

**Les médias et nous. Quels pouvoirs ? quelles libertés ?**

*Éditions ESF, Paris.*

LXX<sup>e</sup> session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1995

**Une idée neuve : la famille, lieu d'amour et lien social**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXI<sup>e</sup> session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1996

**Entre mondialisation et nations, quelle europe ?**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXII<sup>e</sup> session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1997

**L'immigration, défis et richesses**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXIII<sup>e</sup> session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1998

**Démocratiser la république, représentation et participation du citoyen**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXIV<sup>e</sup> session - Paris - 1999

**D'un siècle à l'autre : l'évangile, les chrétiens et les enjeux de société**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXV<sup>e</sup> session - Paris - 2000

**Travailler et vivre**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXVI<sup>e</sup> session - Issy-les-Moulineaux - 2001

**Biologie, médecine et société. que ferons-nous de l'homme ?**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXVII<sup>e</sup> session - Paris - 2002

**La violence. Comment vivre ensemble ?**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXVIII<sup>e</sup> session - Paris - 2003

**L'argent**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXIX<sup>e</sup> session - Lille - 2004

**L'Europe. Une société à inventer**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXX<sup>e</sup> session - Paris - 2005

**Transmettre. Partager des valeurs, susciter des libertés**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXXI<sup>e</sup> session - Paris - 2006

**Qu'est-ce qu'une société juste ?**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXXII<sup>e</sup> session - Paris - 2007

**Vivre autrement. Pour un développement durable et solidaire**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXXIII<sup>e</sup> session - Lyon - 2008

**Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ?**

*Bayard Éditions, Paris.*

LXXXIV<sup>e</sup> session - Villepinte - 2009

**Nouvelles solidarités, nouvelle société**

*Bayard Éditions, Montrouge.*

LXXXV<sup>e</sup> session - Paris - 2010

**Migrants, un avenir à construire ensemble**

*Bayard Éditions, Montrouge.*

LXXXVI<sup>e</sup> session - Paris - 2011

**La démocratie, une idée neuve**

*Bayard Éditions, Montrouge.*

LXXXVII<sup>e</sup> session - Paris - 2012

**Hommes et femmes, la nouvelle donne**

*Bayard Éditions, Montrouge.*

LXXXVIII<sup>e</sup> session - Paris, Lyon, Strasbourg - 2013

**Réinventer le travail**

*Bayard Éditions, Montrouge.*

LXXXIX<sup>e</sup> session - Lille - 2014

**L'homme et les technosciences, le défi**

*Books on demand.*

LXXXX<sup>e</sup> session - Paris - 2015

**Religions et cultures, ressources pour imaginer le monde**

*Books on demand.*

LXXXXI<sup>e</sup> session - Paris - 2016

**Ensemble, l'éducation**

*Books on demand.*

## Index des intervenants

---

FRÈRE ALOIS, 38, 73, 125

ANTOINE ARJAKOVSKY, 53

LOÏC ARMAND, 23

MICHEL BARNIER, 153

VÉRONIQUE FAYET, 27

JEAN-MARC FERRY, 91

GAËL GIRAUD, 141

NICOLE GNESOTTO, 131

MGR JEAN-PIERRE GRALLET, 103

DENISE HOUPHOUËT-BOIGNY, 109

LIONEL LACOUR, 47

NATHALIE LOISEAU, 79

ENRICO LETTA, 11

CLAUDE ROLIN, 19

JÉRÔME VIGNON, 37

EMELYN WEBER, 165

HENRYK WOŹNIAKOWSKI, 163

ANNE-MARIE GUELDRY, chef du chœur inter-religieux de Versailles, est intervenue sur scène avec sa chorale et a fait chanter l'assemblée.

ALEXIA LEIBBRANDT a réalisé le compte-rendu visuel de la session. Les échanges ont été capturés en direct sous forme de fresques associant dessins, messages clefs et mise en relation des idées, dont certains sont reproduits dans ce livre.

## Présidents de séance

---

Fanny Cheyrou, journaliste à *Panorama*

Jean-Baptiste François, journaliste à *La Croix*

Hugues d'Hautefeuille, membre des Semaines sociales de France

Clemens Ladenburger, du ZdK (Zentralkomitees der deutschen Katholiken)

Patrice Moyon, journaliste à *Ouest-France*

Jean Christophe Ploquin, rédacteur en chef à *La Croix*

Philippe Segretain, administrateur des Semaines sociales de France

Marie-Christine Vidal, rédactrice-en-chef adjointe à *Pèlerin*

## Table des matières

<b>Ouverture</b>	
Dominique Quinio.....	5
<b>L'EUROPE : PROMESSE, RÉUSSITES, REJETS, ESPOIRS</b>	
<b>Une relecture du projet européen</b>	
Enrico Letta.....	11
<b>L'Europe au quotidien : l'épreuve du réel</b>	
Claude Rolin.....	19
Loïc Armand.....	23
Véronique Fayet.....	27
<b>L'Europe : un enjeu spirituel</b>	
Jérôme Vignon et Frère Alois.....	37
<b>L'EUROPE : LES RESSOURCES DE LA CULTURE, LES ATTENTES DES JEUNES</b>	
<b>Goûter l'Europe</b>	
<i>De quel ambition européenne le cinéma est-il le témoin ?</i>	
Lionel Lacour.....	47
<i>Les Européens disposent-ils d'une culture commune ?</i>	
Antoine Arjakovsky.....	53
<b>Jeunes en Europe.....</b>	<b>59</b>
Pierre Arlaud, SGDF	
Simon Coutand, MRJC	
Baptiste Enaud, Des Europes et des Hommes	
François Fameli, Café Babel	
Ariane Forgues, Des Europes et des Hommes	
Giacomo Baldin, Apprentis d'Auteuil	
<b>Fil rouge théologique et spirituel</b>	
Frère Alois.....	73
<b>LA FRANCE, L'EUROPE ET LES NATIONS</b>	
<b>Quelle vision la France porte-t-elle aujourd'hui pour l'Europe ?</b>	
Nathalie Loiseau.....	79

<b>L'Europe, quelle place pour les nations ?</b>	
Jean-Marc Ferry.....	91
<b>REGARDER L'EUROPE</b>	
<b>L'Europe : entendre la parole de l'Église</b>	
Mgr Jean-Pierre Grallet.....	103
<b>La voix d'un autre continent</b>	
Denise Houphouët-Boigny.....	109
<b>Fil rouge théologique et spirituel</b>	
Frère Alois.....	125
<b>L'EUROPE FACE À SES RESPONSABILITÉS</b>	
<b>L'Europe et ses frontières : défendre, accueillir ?</b>	
Nicole Gnesotto.....	131
<b>L'Europe : quelle responsabilité dans la transition écologique ?</b>	
Gaël Giraud.....	141
<b>L'Europe solidaire, nouvel enjeu pour la démocratie</b>	
Michel Barnier.....	153
<b>CONCLUSIONS</b>	
Henryk Woźniakowski.....	163
Emelyn Weber.....	165
Dominique Quinio.....	168
<b>Lettre du Vatican.....</b>	173
<b>Sélection d'articles et d'entretiens parus dans le journal <i>La Croix</i> en 2017.....</b>	175
<b>ANNEXES</b>	
<b>L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales.....</b>	196
<b>Les sessions des Semaines sociales de France.....</b>	200
<b>Index des intervenants.....</b>	205

Édition : BoD - Books on Demand,  
12/14 rond-point des Champs Élysées, 75008 Paris

Impression : BoD - Books on Demand GmbH, Norderstedt, Allemagne  
ISBN 9782322102792 – dépôt légal : février 2018

création graphique de la session 2017 : [www.gr20paris.com](http://www.gr20paris.com)